



Plan Climat Air Énergie Territorial

Évaluation environnementale stratégique

Rapport environnemental



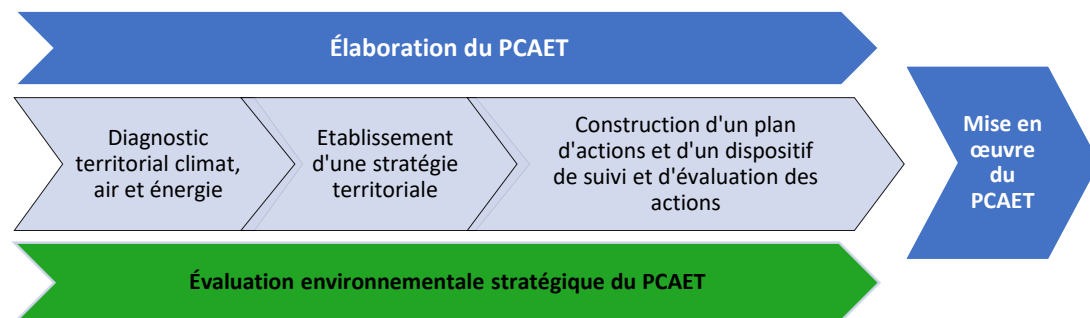
Un premier PCAET

La communauté d'Agglomération est un territoire regroupant 54 communes situées au nord-est du département de la Seine-et-Marne (77) dans la région Île-de-France. Le territoire accueille aujourd'hui près de 92 000 habitants sur une superficie de près de 495,20 km² soit plus de 188 habitants au km². Elle est créée au premier janvier 2020 suite à la fusion de de la CACPB et de la CCPC.

Le territoire a initié sa démarche de Plan Climat-Air-Energie Territoriale en 2018 par les anciennes EPCI. Démarche complétée ensuite avec les territoires réunis. Défini par le code de l'environnement et obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants, ce plan est la déclinaison locale de la stratégie nationale bas carbone (SNBC). Il fixe les objectifs stratégiques et le programme d'actions à mettre en œuvre pour permettre notamment l'amélioration du bilan énergétique du territoire, le développement de la production d'énergies renouvelables, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques et l'adaptation des activités humaines au changement climatique.

L'élaboration du PCAET suit trois grandes étapes : un diagnostic du territoire, la mise en place d'une stratégie pour améliorer les consommations d'énergie, réduire les émissions de GES et de polluants et enfin un plan d'action pour mettre en place cette stratégie et identifier les leviers et moyens à mettre place.

Afin que le PCAET et ses actions tiennent compte de l'environnement, il est soumis à une évaluation environnementale stratégique permettant de justifier et corriger les différentes mesures afin qu'elles soient compatibles avec l'environnement du territoire.



Source : Population et communes : INSEE ; SIG B&L évolution

Sommaire

INTRODUCTION	PAGE 4
PARTIE 1 : LES DOCUMENTS CADRES	PAGE 11
PARTIE 2 : RÉSUMÉ NON TECHNIQUE	PAGE 16
PARTIE 3 : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	PAGE 45
PARTIE 4 : ANALYSE DE LE STRATÉGIE	PAGE 126
PARTIE 5 : ETUDE DES INCIDENCES DU PLAN D'ACTION	PAGE 159
PARTIE 6 : ETUDE DES INCIDENCES NATURA 2000	PAGE 204
PARTIE 7 : SUIVI DES MESURES CORRECTRICES	PAGE 208

INTRODUCTION

LE PCAET	PAGE 5
SCHÉMA DE L'ARTICULATION DU PCAET	PAGE 7
LE RÔLE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	PAGE 8
LA DÉMARCHE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	PAGE 9

Contexte global : l'urgence d'agir

Le **changement climatique** auquel nous sommes confrontés et les stratégies d'adaptation ou d'atténuation que nous aurons à déployer au cours du XXI^e siècle ont et auront des **répercussions majeures sur les plans politique, économique, social et environnemental**. En effet, l'humain et ses activités (produire, se nourrir, se chauffer, se déplacer...) engendrent une accumulation de Gaz à Effet de Serre (GES) dans l'atmosphère amplifiant l'effet de serre naturel, qui jusqu'à présent maintenait une température moyenne à la surface de la terre compatible avec le vivant (sociétés humaines comprises).

Depuis environ un siècle et demi, la **concentration de gaz à effet de serre** dans l'atmosphère ne cesse d'augmenter au point que les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoient des **hausse de températures** sans précédent. Ces hausses de températures aura des conséquences dramatiques sur nos sociétés (ex : acidification de l'océan, hausse du niveau des mers et des océans, modification du régime des précipitations, déplacements massifs de populations animales et humaines, émergences de maladies, multiplication des catastrophes naturelles...).

Le résumé du **cinquième rapport du GIEC** confirme l'urgence d'agir en qualifiant « d'extrêmement probable » (probabilité supérieure à 95%) le fait que l'augmentation des températures moyennes depuis le milieu du XX^e siècle soit due à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre engendrée par l'Homme. Le rapport Stern a estimé l'impact économique de l'inaction (entre 5-20% du PIB mondial), un coût plus élevé que celui nécessaire contre le changement climatique (1% du PIB).

La priorité pour nos sociétés est de **mieux comprendre les risques** liés au changement climatique d'origine humaine, de **cerner plus précisément les conséquences** possibles, de **mettre en place des politiques appropriées**, des outils d'incitations, des technologies et des méthodes nécessaires à la **réduction des émissions de gaz à effet de serre**.

Contexte national : la loi de transition énergétique et les PCAET

Les objectifs nationaux à l'horizon 2030 sont inscrits dans la **Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV)** :

- Réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990,
- Réduction de 20% de la consommation énergétique finale par rapport à 2012,
- 32% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie en 2030

La **Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC)** fournit également des recommandations sectorielles permettant à tous les acteurs d'y voir plus clair sur les efforts collectifs à mener. Les objectifs des émissions par secteur par rapport à 2015 à l'horizon du quatrième budget carbone (2029-2033) sont :

- **Transport** : baisse de 31% des émissions,
- **Bâtiment** : baisse de 53% des émissions,
- **Agriculture** : baisse de 20% des émissions,
- **Industrie** : baisse de 35% des émissions,
- **Production d'énergie** : baisse de 61% des émissions,
- **Déchets** : baisse de 38% des émissions.

En 2017, le nouveau gouvernement a présenté le Plan Climat de la France pour **atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050**. Pour y parvenir, le mix énergétique sera profondément décarboné à l'horizon 2040 avec l'objectif de mettre fin aux énergies fossiles d'ici 2040, tout en accélérant le déploiement des énergies renouvelables et en réduisant drastiquement les consommations.

Suivant la logique des lois MAPTAM et NOTRe, l'article 188 de la LTECV a clarifié les compétences des collectivités territoriales en matière d'Énergie-Climat : La Région élabore le Schéma d'Aménagement Régional, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (**SRADDET**), qui remplace le Schéma Régional Climat-Air-Énergie (**SRCAE**) *sauf pour la région Ile de France qui conserve son SRCAE*.

Les EPCI à fiscalité propre traduisent alors les orientations régionales sur leur territoire par la définition de Plan Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET) basé sur 5 axes forts :

- **La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES),**
- **L'adaptation au changement climatique,**
- **La sobriété énergétique,**
- **La qualité de l'air,**
- **Le développement des énergies renouvelables.**

Le PCAET est mis en place pour une durée de 6 ans.

Rappels réglementaires

Au titre du code de l'environnement (art. L229-26), "les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 1er janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants adoptent un plan climat-air-énergie territorial au plus tard le 31 décembre 2018".

Pour rappel :

"Le plan climat-air-énergie territorial définit, sur le territoire de l'établissement public ou de la métropole :

1° Les objectifs stratégiques et opérationnels de cette collectivité publique afin d'atténuer le changement climatique, de le combattre efficacement et de s'y adapter, en cohérence avec les engagements internationaux de la France ;

2° Le programme d'actions à réaliser afin notamment d'améliorer l'efficacité énergétique, de développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur, d'augmenter la production d'énergie renouvelable, de valoriser le potentiel en énergie de récupération, de développer le stockage et d'optimiser la distribution d'énergie, de développer les territoires à énergie positive, de favoriser la biodiversité pour adapter le territoire au changement climatique, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et d'anticiper les impacts du changement climatique [...];

Lorsque l'établissement public exerce les compétences mentionnées à l'article L. 2224-37 du code général des collectivités territoriales, ce programme d'actions comporte un volet spécifique au développement de la mobilité sobre et décarbonée.

Lorsque cet établissement public exerce la compétence en matière d'éclairage mentionnée à l'article L. 2212-2 du même code, ce programme d'actions comporte un volet spécifique à la maîtrise de la consommation énergétique de l'éclairage public et de ses nuisances lumineuses.

Lorsque l'établissement public ou l'un des établissements membres du pôle d'équilibre territorial et rural auquel l'obligation d'élaborer un plan climat-air-énergie territorial a été transférée exerce la compétence en matière de réseaux de chaleur ou de froid mentionnée à l'article L. 2224-38 dudit code, ce programme d'actions comprend le schéma directeur prévu au II du même article L. 2224-38.

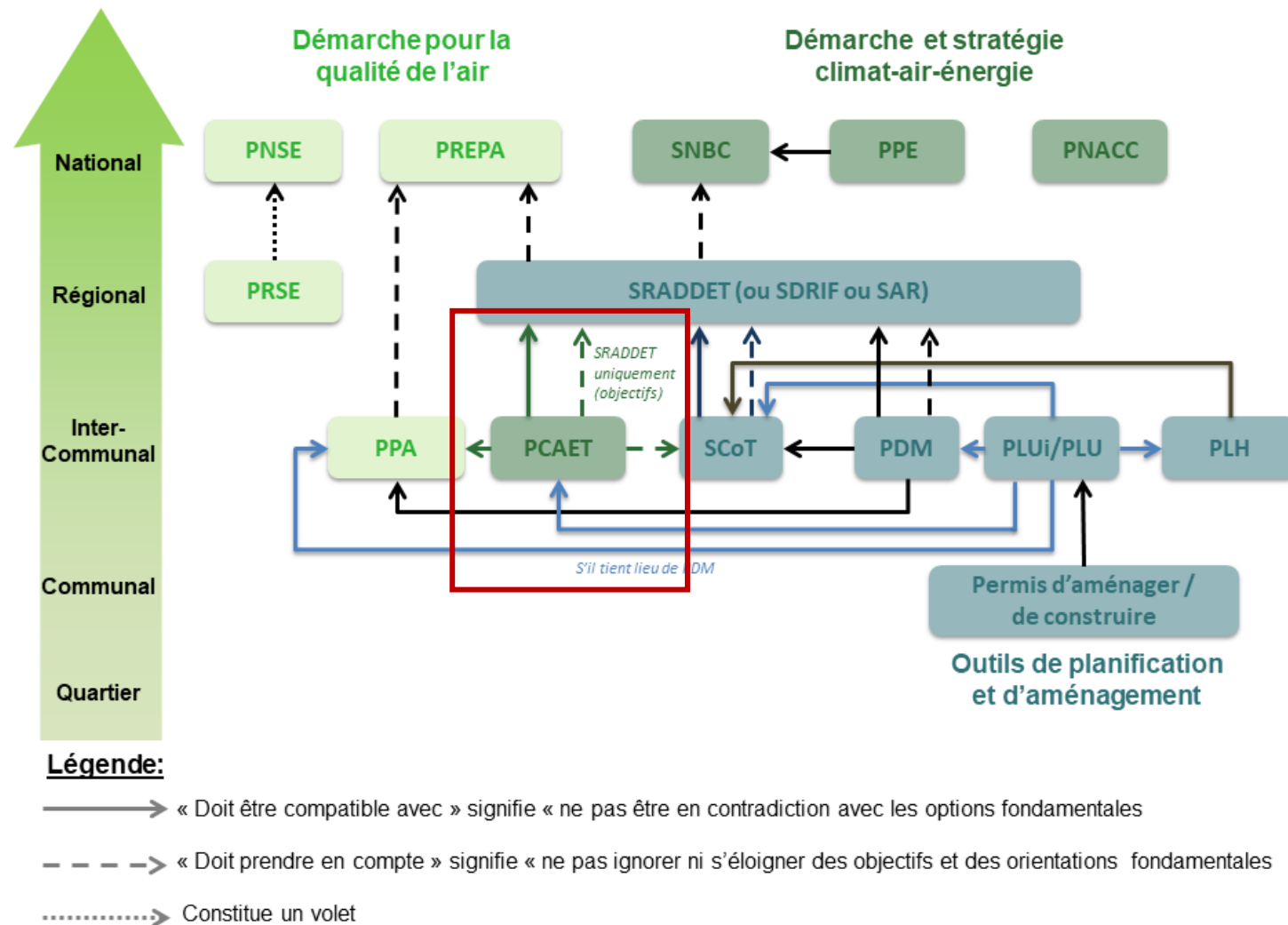
Ce programme d'actions tient compte des orientations générales concernant les réseaux d'énergie arrêtées dans le projet d'aménagement et de développement durables prévu à l'article L. 151-5 du code de l'urbanisme ;

3° Lorsque tout ou partie du territoire qui fait l'objet du plan climat-air-énergie territorial est couvert par un plan de protection de l'atmosphère, défini à l'article L. 222-4 du présent code, ou lorsque l'établissement public ou l'un des établissements membres du pôle d'équilibre territorial et rural auquel l'obligation d'élaborer un plan climat-air-énergie territorial a été transférée est compétent en matière de lutte contre la pollution de l'air, le programme des actions permettant, au regard des normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1, de prévenir ou de réduire les émissions de polluants atmosphériques ;

4° Un dispositif de suivi et d'évaluation des résultats."

Schéma de l'articulation du PCAET

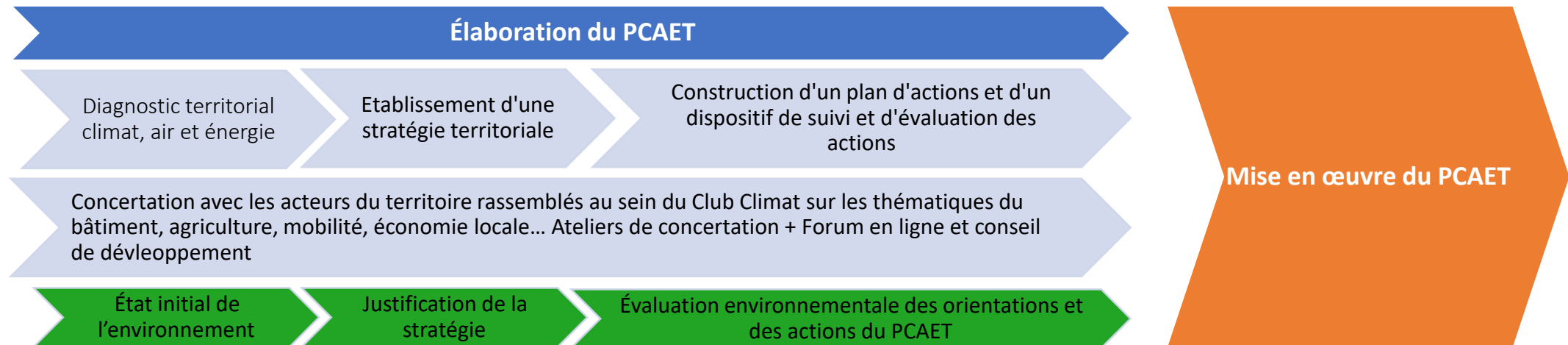
Les liens entre le PCAET les autres documents de planification



Source : ADEME, Articulation entre PCAET et dispositifs réglementaires, outils de planification et documents d'urbanisme (2022)

Le rôle de l'évaluation environnementale stratégique

Un travail parallèle qui se complète



L'évaluation environnementale stratégique (EES) s'applique aux politiques, plans et programmes dans une perspective stratégique large et à long terme. Elle intervient en principe à un stade précoce de la planification stratégique. Son rôle est de mettre l'accent sur la réalisation d'objectifs environnementaux sociaux et économiques équilibrés dans ces politiques, plans et programmes en couvrant un large éventail de scénarios de rechange.

L'évaluation environnementale stratégique permet d'anticiper les risques d'atteinte à l'environnement découlant de l'application du PCAET, pour adapter ce dernier tout au long de son élaboration. Le rapport généré par l'EES présente ainsi les mesures prévues pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser les incidences négatives notables que l'application du PCAET peut entraîner sur l'environnement.

Elle s'appuie sur des ressources variées :

Une revue des documents du territoire : SRCAE d'Île-de-France, les PLU et SCOT de la communauté de communes, Porter à connaissance...

Les **données** récoltées et utilisées dans ce rapport sont le plus souvent issues d'établissement publics dont les sources sont détaillées au fur et à mesure telles que l'NSEE, le SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques), l'IGN, l'INPN (Inventaire National du Patrimoine Naturel) etc.

Les Base de Données (BD) utilisées sont des inventaires les plus récents et les plus exhaustifs possibles.



Rappels réglementaires

Le PCAET fait partie des plans et programmes obligatoirement soumis à une évaluation environnementale, listés à l'article R122-17 du code de l'environnement (alinéa I.10°). L'évaluation environnementale est requise pour répondre à trois objectifs :

- Aider l'élaboration du PCAET en prenant en compte l'ensemble des champs de l'environnement et en identifiant ses effets sur l'environnement
- Contribuer à la bonne information du public et faciliter sa participation au processus décisionnel de l'élaboration du PCAET
- Éclairer l'autorité qui arrête le PCAET sur la décision à prendre

Les articles suivants détaillent le déroulement et l'encadrement de cette procédure spécifique.

Article R122-20 du code de l'environnement :

I. L'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du plan, schéma, programme et autre document de planification, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

II. Le rapport environnemental, qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend un résumé non technique des informations prévues ci-dessous :

1° Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale ;

2° Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés ;

3° Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2° ;

4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement ;

5° L'exposé : a) Des effets notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.

Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus ;

b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 ;

6° La présentation successive des mesures prises pour :

a) Éviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;

b) Réduire l'impact des incidences mentionnées au a ci-dessus n'ayant pu être évitées ;

c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité.

Les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière.

7° La présentation des critères, indicateurs et modalités-y compris les échéances-retenus :

a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6° ;

b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ;

8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir le rapport sur les incidences environnementales et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré ;

9° Le cas échéant, l'avis émis par l'Etat membre de l'Union européenne consulté conformément aux dispositions de l'article L. 122-9 du présent code.

Méthodologie

État Initial de l'Environnement

Réalisé dès le début de la procédure d'élaboration du PCAET, en parallèle de son propre diagnostic, l'état initial de l'environnement a pour objectif de passer en revue l'ensemble des thématiques environnementales ou associées (paysages, santé...), afin d'identifier en amont leurs possibles interactions avec le futur plan.

Chacun de ces sujets a été succinctement décrit, en détaillant d'une part les documents cadres qui définissent les orientations à suivre aux échelles de territoire supérieures, d'autre part les enjeux propres aux communes de l'EPCI. Les liens transversaux entre thématiques ont également été mis en évidence, en particulier leurs effets sur le changement climatique, et inversement.

Une synthèse par thématique annonce :

- Les enjeux de l'atténuation du changement climatique pour ce sujet environnemental, justifiant l'urgence et l'importance de mettre en œuvre des actions stratégiques en ce sens ;
- Les effets possibles, directs ou indirects, des mesures d'adaptation du PCAET.

Ces synthèses servent à guider l'élaboration des objectifs et du plan d'actions, en soulignant dès le départ des leviers permettant de répondre à la fois aux enjeux

climatiques et à d'autres priorités environnementales, et en attirant l'attention sur les mesures qui, à l'inverse, pourraient avoir des effets collatéraux négatifs sur d'autres aspects de l'environnement.

Justification des scénarios et validation de la stratégie

Une fois que le diagnostic est réalisé, une stratégie est proposée à partir de différents scénarios :

- Scénario tendanciel, qui correspond à une prospection des thématiques traitées par le PCAET si aucune action n'est mise en œuvre
- Scénario établi sur les potentiels du territoire, qui sont eux même construits à partir des données du diagnostic
- Scénario qui reprend la réglementation régionale

L'ensemble des scénarios qui ont permis de construire la stratégie font l'objet d'une justification et d'une analyse sur l'environnement. Ensuite, une stratégie est établie avec le territoire, au cours d'une démarche de concertation avec les élus, les acteurs et les citoyens, en identifiant les enjeux prioritaires et les moyens mobilisables pour mettre en œuvre les axes d'actions stratégiques. Le scénario final passe en validation par le comité de pilotage pour retenir la stratégie qui sera appliquée pour le territoire. La démarche d'évaluation réalise dans cette partie une analyse des incidences des axes stratégiques pour conforter et justifier le choix de stratégie.

Justification des scénarios et validation de la stratégie

La validation de la stratégie donne lieu à la construction d'un plan d'action qui comprend plusieurs objectifs qualitatifs et/ou quantitatifs pour s'assurer de la bonne réalisation de la stratégie. Chaque action du plan est évaluée par rapport à l'environnement et aux enjeux environnementaux du territoire, identifiés dans l'état initial.

L'ensemble des incidences négatives du plan d'action font l'objet de la définition de mesures correctrices sur la base du principe Éviter Réduire Compenser (ERC). Les incidences négatives qui disposeraient d'impacts résiduels trop importants pour l'environnement après les propositions ERC, sont déclassées du plan d'actions afin qu'elles puissent être retravaillées. Si aucune solution n'est identifiée pour atténuer les impacts résiduels de manière raisonnable, l'action se verra annulée.

PARTIE 1 : LES DOCUMENTS CADRES

LE SRCAE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

PAGE 12

LE SNBC

PAGE 13

LE PRQA

PAGE 13

LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE

PAGE 14

LA STRATÉGIE CLIMAT

PAGE 14

LE SCOT

PAGE 15



Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie : Le SRCAE de la région Île-de-France

Le SRCAE est un document élaboré en application de la loi « Grenelle 2 », par la Région et l'Etat, et fixe, aux horizons 2020 et 2050, des orientations et des objectifs quantitatifs et qualitatifs régionaux.

Ces objectifs et orientations portent sur :

- La lutte contre la pollution atmosphérique
- La maîtrise de la demande énergétique
- Le développement des énergies renouvelables
- La réduction des gaz à effet de serre
- L'adaptation aux changements climatiques

Le SRCAE actuellement en vigueur a été arrêté par le préfet de région le 14 décembre 2012 et a fait l'objet d'une réévaluation en 2018.

Le SRCAE fixe donc un cadre stratégique, il n'a pas de caractère prescriptif, mais définit les grandes orientations pour les territoires de la région. Le seul document prescriptif concerne l'éolien défini par le SRE (Schéma Régional Eolien) celui-ci a été annulé pour la région Île de France.

Les documents de niveaux inférieurs, dont certains contiennent des dispositions opposables, doivent être rendus compatibles.

Les perspectives pour 2020 et 2050 de la région:

Atteindre le « facteur 4 » ce qui requiert impérativement une très forte réévaluation à la hausse des niveaux d'ambition actuels dans tous les secteurs

1. Maîtriser les consommations par la sobriété et par l'efficacité énergétique afin de permettre la réduction significative des consommations d'énergie
2. Forte réduction des émissions de polluants atmosphériques locaux
3. Le développement important et très rapide des énergies renouvelables et de récupération
4. L'adaptation du territoire aux conséquences du changement climatique

Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC)

Publiée en novembre 2015, la Stratégie Nationale Bas Carbone est une feuille de route pour la France, qui vise la transition énergétique vers une économie et une société « décarbonées », c'est-à-dire ne faisant plus appel aux énergies fossiles. Il s'agit de réduire la contribution du pays au dérèglement climatique et d'honorer ses engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) aux horizons 2030 et 2050. Pour cela, la SNBC vise à porter ces émissions à 140 millions de tonnes en 2050 (contre près de 600 millions de tonnes en 1990, soit quatre fois moins), l'objectif intermédiaire pour 2030 étant une réduction de 40% (également par rapport à 1990).

Ces objectifs se déclinent par secteurs :

Transport : baisse de 29 % des émissions de GES pour 2015-2028, en améliorant l'efficacité énergétique des véhicules et grâce à des véhicules plus propres ;

Bâtiment : baisse de 54% d'émissions de GES, grâce aux bâtiments à très basse consommation et à énergie positive, aux rénovations énergétiques, à l'éco-conception et à la maîtrise de la consommation (smartgrid, compteurs intelligents...) ;

Agriculture : baisse de 12% des émissions, grâce au développement de l'agroécologie et de l'agroforesterie, de la méthanisation, du couvert végétal, au maintien des prairies agricoles et en optimisant mieux les intrants ;

Industrie : baisse de 24% des émissions via l'efficacité énergétique, le développement de l'économie circulaire (réutilisation, recyclage, récupération d'énergie), et en remplaçant les énergies fossiles par des énergies renouvelables ;

Gestion des déchets : baisse de 33% des émissions en réduisant le gaspillage alimentaire, en développant l'écoconception, en luttant contre l'obsolescence programmée (avec promotion du réemploi, de la gestion et de la valorisation des déchets).

Les résultats de la stratégie sont étudiés tous les ans, avec un point d'information tous les 6 mois. Une mise à jour a été réalisée fin juin 2019, puis tous les 5 ans.

Source : SNBC, PRQA IDF

Plan Régional de la Qualité de l'Air de la région Île-de-France (PRQA)

Instauré par la Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) n°96-1236 du 30 décembre 1996 et son décret d'application du 6 mai 1998, le Plan Régional pour la Qualité de l'Air définit « les orientations régionales permettant, pour atteindre les objectifs de qualité de l'air, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. A ces fins, il s'appuie sur un inventaire des émissions et une évaluation de la qualité de l'air et de ses effets sur la santé publique et sur l'environnement ».

Le PRQA permet aux régions de faire un point tous les 5 ans sur la qualité de l'air sur leur territoire.

Le PRQA de la région Île de France a été adopté en juin 2016, il fixe les objectifs à l'échéance 2016/2021.

Les objectifs 2016/2021 du PRQA « Changeons d'air en Île-de-France »:

1. Gouvernance, amélioration des connaissances, surveillance de la situation et de ses évolutions
2. Impulser l'innovation autour de la qualité de l'air LAB AIR
3. Diminuer les émissions de polluants atmosphériques liées aux consommations énergétiques dans les bâtiments
4. Améliorer la qualité de l'air dans les espaces intérieurs
5. Diminuer les émissions de polluants atmosphériques liées aux transports et à la mobilité
6. Agriculture et forêt
7. Formation professionnelle
8. Exemplarité de la Région

Plan de Protection de l'Atmosphère Île-de-France (PPA)

Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) est instauré par la loi LAURE (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie). Il se concentre sur les polluants réglementés par la Commission Européenne dont les concentrations sont encore trop élevées par rapport aux valeurs limites : particules PM10 et dioxyde d'azote (NO2). Le PPA francilien se veut concret, pragmatique et réaliste car il est indispensable qu'il prenne en compte les compétences et ressources des différents acteurs régionaux. C'est pourquoi il s'organise en 25 défis à mener dans tous les secteurs dont le déploiement est détaillé dans 45 actions opérationnelles.

Le PPA fait source de contentieux pour les questions des PM10 et NO2, où les normes entre en conflit avec la directive de la qualité de l'air. C'est pourquoi il a été révisé de façon anticipée. La dernière version a été approuvée en janvier 2018.

Une des mesures qui en découle est la mise en place de ZFE (Zone à Faibles Émissions) dans certaines grandes villes et qui interdira les véhicules polluants disposant des pastilles Crit'Air 5 et non classés à l'intérieur du périmètre de l'A86 à partir du 1er juillet 2019.

Les secteurs et les défis à relever par la région consignés dans le PPA:

1. Aérien (5 actions)
2. Agriculture (3 actions)
3. Industrie (9 actions)
4. Résidentiel-tertiaire (5 actions)
5. Transports (16 actions)
6. Collectivités (3 actions)
7. Région (1 action)
8. Actions citoyennes (1 action)
9. Mesure d'urgence (3 actions)

La stratégie climat de la région Île-de-France

La stratégie énergie-climat régionale est un document non prescriptif, réalisé à l'initiative de la Région afin d'établir sa stratégie de réduction des GES de -40% d'ici 2030 puis 100% en 2050.

La stratégie régionale d'Île de France a été présentée le 7 juin 2018, La Région se fixe ainsi des objectifs ambitieux pour chaque secteur.

- Agir pour des mobilités plus propres
- Développer les Énergies Renouvelables et de Récupération (ENRR)
- S'appuyer sur les territoires innovants pour la transition énergétique. L'objectif est de soutenir des opérations exemplaires amenées par les territoires.

La Région Île-de-France devrait consacrer 150M€ d'ici à 2021 dans le développement des énergies renouvelables.

Les principaux axes d'actions de la stratégie :

1. Soutien aux mobilités propres : covoiturage, vélo, marche à pied
2. Incitations à l'achat de véhicules propres pour les professionnels
3. Suppression progressive des bus diesel
4. Soutien à la rénovation des copropriétés
5. Accompagnement des agriculteurs à la méthanisation et au photovoltaïque

Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie

Le SCoT est avant tout un document d'urbanisme qui fixe les grandes orientations en matière d'aménagement du territoire pour les 10 à 15 prochaines années. Le SCoT se compose de trois pièces distinctes et complémentaires :

1. Un rapport de présentation
2. Un PADD (Projet d'Aménagement et de Développement Durable), un document obligatoire dans lequel les élus expriment leur souhait sur l'évolution du territoire et fixe une vision politique à 15 ans.
3. Un DOO (Document d'Orientations et d'Objectifs), qui permet de déterminer les orientations générales de l'organisation de l'espace sur le territoire

Ce SCoT est produit pour le territoire de l'intercommunalité Coulommiers Pays de Brie donnant lieu à un périmètre de 25 communes et une population de 44 551 habitants.

Les objectifs de ce dernier portent sur les axes suivants:

- Une consommation d'espace maîtrisée par un urbanisme et un aménagement durable
- Dynamisme générationnel par la mixité des populations et du logement
- Les déplacements et transports au cœur des projets
- Le développement économique comme outil d'un territoire durable
- L'agriculture, une base économique structurante du territoire
- Economie verte et énergies
- Environnement et ressources
- Le paysage, vecteur d'aménagement

Délibération du 27/02/2020 : Suite à la fusion plusieurs échanges et possibilités se sont présentées (fusionner les SCOT, repartir d'un SCOT nouveau...). Préalablement à la révision du SCOT du Bassin de Vie, une étude d'opportunité sur son maintien et son éventuelle caducité a été réalisée. Cette étude a conclu à la nécessité de maintenir le SCOT sur le territoire.

Ainsi le SCOT Bassin de Vie de Coulommiers sera révisé en tenant compte des 54 communes.

Source : SCoT du Bassin de vie de Coulommiers

Ainsi le SCOT actuellement en vigueur présente les objectifs suivants :

- Valoriser le patrimoine de tout territoire pour un espace de haute qualité
- Organisation territoriale en lien avec les mobilités qui accompagne l'affirmation du pôle de Coulommiers
- Développement en lien avec l'ambition du territoire en termes de développement résidentiel, économique et commercial
- Maîtriser l'étalement urbain en préservant les terres agricoles et naturelles
- Favoriser un développement équilibré du territoire
- Préserver l'identité rurale du territoire
- Satisfaire les besoins en termes de logement, de mixité sociale et d'activité économique dans le respect des principes de développement durable
- Assurer une cohérence entre urbanisation et mobilité durable
- Développer les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)
- Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et la transition énergétique du territoire en limitant les gaz à effet de serre
- Promouvoir les énergies renouvelables

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

CONTEXTE TERRITORIAL

RAPPELS DU DIAGNOSTIC

L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

SCÉNARIOS ET JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS

ÉTUDE DES INCIDENCES DU PLAN D'ACTION

ÉTUDE DES INCIDENCES NATURA 2000

PAGE 17

PAGE 19

PAGE 20

PAGE 22

PAGE 31

PAGE 36

PAGE 39

1. Présentation générale

Le PCAET :

Défini par le code de l'environnement et obligatoire pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants, ce plan est la déclinaison locale de la stratégie nationale bas carbone (SNBC). Il fixe les objectifs stratégiques et le programme d'actions à mettre en œuvre pour permettre notamment l'amélioration du bilan énergétique du territoire, le développement de la production d'énergies renouvelables, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques et l'adaptation des activités humaines au changement climatique.

Le PCAET doit être compatible avec :

- Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie (SRCAE);

Et il doit prendre en compte :

- Le Plan Local de l'Urbanisme intercommunal (PLUi)
- Les Plans Locaux d'Urbanisme communaux (PLU);
- La Stratégie Nationale Bas Carbone.

Il est soumis à une évaluation environnementale stratégique (EES) dont le contenu, synthétisé dans ce résumé non-technique, est détaillé par l'article R122-20 du code de l'environnement.

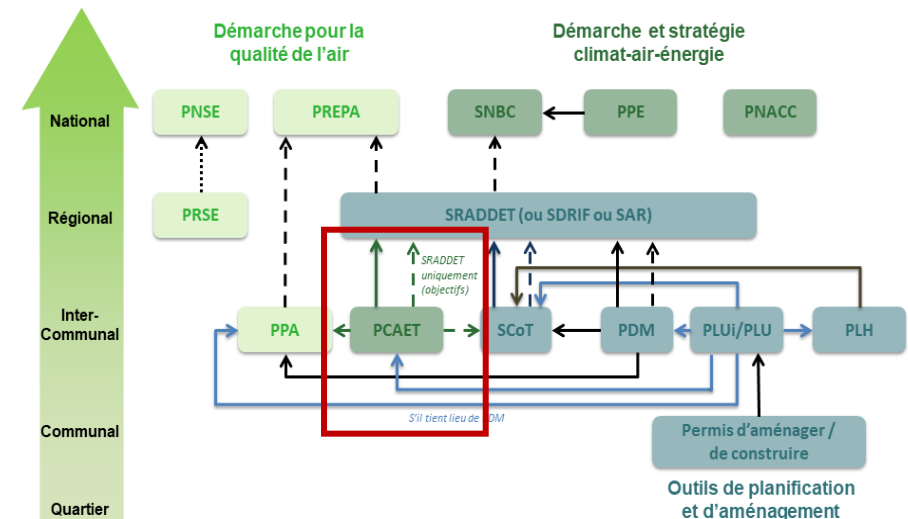
Les PCAET s'imposent désormais comme des « projets territoriaux de développement durable », qui ont vocation à « poser le cadre dans lequel s'inscrira l'ensemble des actions air-énergie-climat que la collectivité mènera sur son territoire ». Il s'agit de mobiliser les collectivités et de construire des stratégies d'action en faveur de la transition énergétique et en cohérence avec les objectifs nationaux et supranationaux en matière de lutte contre le changement climatique.

Le PCAET est un outil opérationnel de coordination de la transition énergétique sur le territoire. Il comprend un diagnostic, une stratégie territoriale, un programme d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation. Il a donc vocation à mobiliser tous les acteurs économiques, sociaux et environnementaux du territoire.

L'évaluation environnementale :

L'évaluation environnementale stratégique est un outil qui accompagne l'élaboration du PCAET qui a pour ambition de justifier et de guider les décisions au regard des enjeux environnementaux propres au territoire. « L'évaluation environnementale d'un PCAET a pour intérêt de démontrer que les actions prévues permettent d'atteindre les objectifs assignés au territoire et de vérifier qu'elles prennent en compte les enjeux environnementaux et sanitaires liés à l'énergie et à sa production, ceux liés à la qualité de l'air et ceux conditionnés par le changement climatique (notamment les risques naturels et les enjeux liés à l'eau), mais aussi les interactions de ces enjeux entre eux et avec les autres enjeux du territoire, tels que la protection ou la valorisation du patrimoine bâti et naturel et des paysages associés, la préservation de la biodiversité et la limitation de la pollution des sols et du bruit » cite l'autorité environnementale nationale.

Elle doit permettre de s'assurer de la compatibilité du PCAET avec les documents de rang supérieurs :



Légende:

- « Doit être compatible avec » signifie « ne pas être en contradiction avec les options fondamentales »
- - - - - → « Doit prendre en compte » signifie « ne pas ignorer ni s'éloigner des objectifs et des orientations fondamentales »
- → Constitue un volet

Contexte global : l'urgence d'agir

Le **changement climatique** auquel nous sommes confrontés et les stratégies d'adaptation ou d'atténuation que nous aurons à déployer au cours du XXI^e siècle ont et auront des **répercussions majeures sur les plans politiques, économiques, sociaux et environnementaux**. En effet, l'humain et ses activités (produire, se nourrir, se chauffer, se déplacer...) engendrent une accumulation de Gaz à Effet de Serre (GES) dans l'atmosphère amplifiant l'effet de serre naturel, qui jusqu'à présent maintenait une température moyenne à la surface de la terre compatible avec le vivant (sociétés humaines comprises).

Depuis environ un siècle et demi, **la concentration de gaz à effet de serre** dans l'atmosphère ne cesse d'augmenter au point que les scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prévoient des **hausse de températures** sans précédent. Ces hausses de températures pourraient avoir des conséquences dramatiques sur nos sociétés (ex : acidification de l'océan, hausse du niveau des mers et des océans, modification du régime des précipitations, déplacements massifs de populations animales et humaines, émergences de maladies, multiplication des catastrophes naturelles...).

Le résumé du **cinquième rapport du GIEC** confirme l'urgence d'agir en qualifiant « d'extrêmement probable » (probabilité supérieure à 95%) le fait que l'augmentation des températures moyennes depuis le milieu du XX^e siècle soit due à l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre engendrée par l'Homme. Le rapport Stern a estimé l'impact économique de l'inaction (entre 5-20% du PIB mondial) a un coût plus élevé que celui de la lutte contre le changement climatique (environ 1%).

La priorité pour nos sociétés est de **mieux comprendre les risques** liés au changement climatique d'origine humaine, de **cerner plus précisément les conséquences** possibles, de **mettre en place des politiques appropriées**, des outils d'incitations, des technologies et des méthodes nécessaires à la **réduction des émissions de gaz à effet de serre**.

La méthode :

Les EPCI à fiscalité propre traduisent alors les orientations régionales sur leur territoire par la définition de Plan Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET) basé sur 5 axes forts :

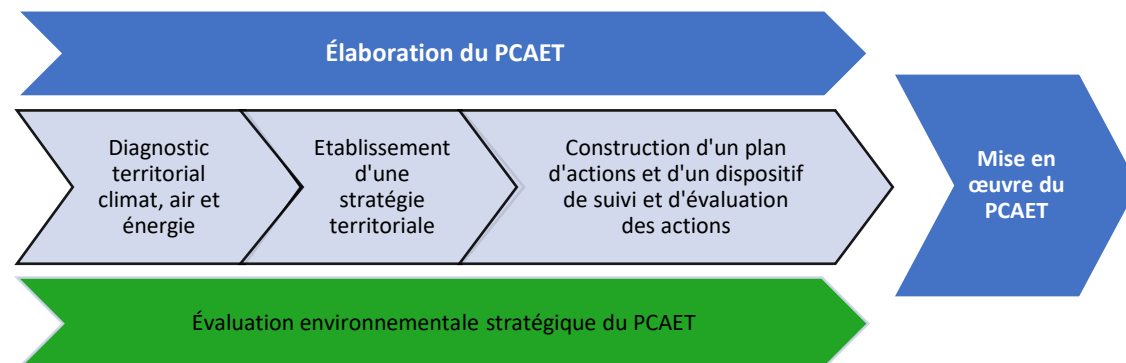
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES),
- L'adaptation au changement climatique,
- La sobriété énergétique,
- La qualité de l'air,
- Le développement des énergies renouvelables.

Le PCAET est mis en place pour une durée de 6 ans

L'évaluation environnementale stratégique permet d'anticiper les risques d'atteinte à l'environnement découlant de l'application du PCAET, pour adapter ce dernier tout au long de son élaboration. Le rapport généré par l'EES présente ainsi les mesures prévues pour éviter, réduire et, dans la mesure du possible, compenser les incidences négatives notables que l'application du PCAET peut entraîner sur l'environnement.

Elle s'appuie sur des ressources variées :

- **Une revue des documents du territoire** : SRCAE Région IDF, le Porter à connaissance...
- Les **données** récoltées et utilisées dans ce rapport sont le plus souvent issues d'établissements publics dont les sources sont détaillées au fur et à mesure de ce rapport telles que l'INSEE, le SOeS (Service de l'Observation et des Statistiques), l'IGN, l'INPN, etc.
- Les Base de Données (BD) utilisées sont des inventaires les plus récents et les plus exhaustifs possibles.



2. Contexte territorial



La communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie est une intercommunalité de 495,20 km² située au nord du département de Seine-et-Marne (77), en région Ile-de-France. Ses 54 communes rassemblent une population totale de 92 977 habitants en 2017, ramenant la densité à 188 hab/km².

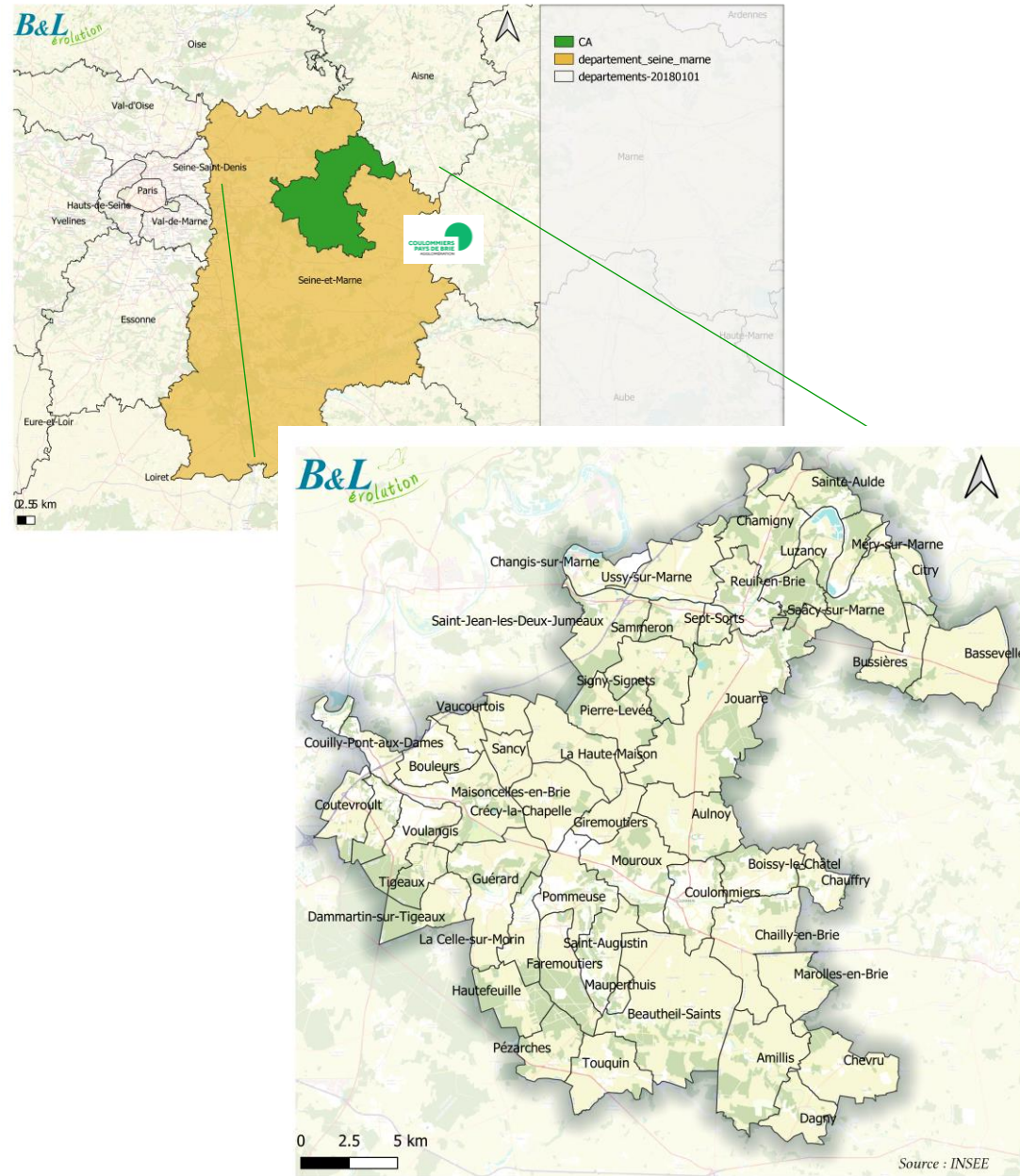
Cette collectivité est créée le 1^{er} janvier 2020 après plusieurs fusions :

- Au premier janvier 2018, la communauté de commune de Coulommiers fusionne avec la communauté de communes de Pays Fertois, pour devenir la CA de Coulommiers Pays de Brie
- Au premier janvier : la communauté de communes Pays de Créçois fusionne avec la CACPB. Le nom de la CACPOB est resté le même après cette fusion.

L'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie se situe à quelques dizaines de kilomètres de Paris, et non loin du pôle d'emplois de Marne-la-Vallée, une aubaine pour son dynamisme, qu'elle ne manque pas de citer dans ses atouts.

Par ailleurs, la personnalité du territoire de l'intercommunalité se fonde sur la forte influence de son héritage agricole et religieux chrétien. Par conséquent on notera la volonté de mise en valeur des fromages de Brie et de son patrimoine architectural.

Plus particulièrement, le territoire dispose d'un grand panel d'offres touristiques dédiées aux activités en pleine nature. Une richesse de propositions quant aux randonnées « à pied », « en vélo » ou « sur l'eau » laissent entrevoir les multiples fondements d'un riche environnement naturel. La valorisation écologique et paysagère notamment par la présence du projet de PNR Brie et Deux Morin est mise en exergue dans les ambitions de la collectivité.



3. Rappels du diagnostic

Le diagnostic territorial de Coulommiers Pays de Brie

Consommation d'énergie finale



- Une consommation annuelle de **1 600 GWh** dont 62% d'énergies fossiles. Cela correspond à 17 MWh par habitant, contre 16 MWh pour le département et 20 MWh pour la région Île-de-France



- Dans un scénario de laisser faire la consommation augmenterait d'environ 1% par an alors que les objectifs nationaux et régionaux impliquent une baisse de 5% par an.



- Un potentiel d'économie d'énergie de l'ordre de **545 GWh** mais que ne dépend pas seulement de l'EPCI.

Énergies renouvelables



- Une injection de **biométhane** sur le réseau de gaz de **45 GWh** à partir de 3 sites à la ferme.



- Un **réseau de chaleur** alimenté principalement par la **géothermie**



- Une présence très faible du **solaire** et de pompes à chaleur (géothermie très basse énergie)



- Des ressources renouvelables riches et variées : biomasse, éolien, solaire, petit hydraulique ...

Distribution et transport d'énergie



- Un accès privilégié aux réseaux de transport d'électricité et de gaz facilitant l'intégration d'une production renouvelable, mais de nombreuses communes non desservies par le réseau de gaz



- Des réseaux de distribution en cours de modernisation mais sans travaux majeurs



- **Un réseau de chaleur à Coulommiers**, mais un potentiel assez faible en termes de production et de récupération de chaleur fatale.

Émissions de gaz à effet de serre (GES)



- **347 000 tonnes équivalent CO₂ émises par an** (hors production d'énergie)



- **3,8TCO₂e par habitant et par an**, soit l'équivalent de 15.000km en voiture par personne



- **Presque la moitié des émissions proviennent des transports routiers.**

Qualité de l'air



- Une qualité de l'air globalement bonne



- L'agriculture est le premier secteur émetteur d'ammoniac et de particules fines (PM₁₀)



- Le secteur résidentiel est le 1^{er} secteur émetteur de dioxyde de soufre et le 2^{ème} secteur émetteur de particules fines



- Les transports sont le 1^{er} secteur émetteur de NOx

Séquestration du carbone



- Un territoire composé majoritairement de **surfaces agricoles**. Par rapport au reste du département de Seine-et-Marne et à la moyenne nationale c'est un territoire **relativement peu artificialisé**.



- **4,5 millions de tonnes de carbone sont stockées sur le territoire**. Les deux tiers de ce stock se trouvent dans les sols et un tiers dans la végétation.



- **66 000 tonnes de CO₂ sont séquestrées par an** grâce à une exploitation durable des surfaces forestières existantes



- Le potentiel de séquestration géologique est limité

Vulnérabilité climatique



- **3.43°C en plus en moyenne et 98 jours de vague de chaleur par an** à la fin du siècle en cas d'inaction.



- **Des hivers plus pluvieux et des été plus secs** entraînant un risque accru d'inondation et de sécheresse



- **Une modification significative du climat qui touche tous les secteurs de la société**



- La présence de **cours d'eau importants** engendre de **forts risques de crue** et impose le classement de nombreux espaces en zones inondables

4. L'état initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement

Réalisé dès le début de la procédure d'élaboration du PCAET, en parallèle de son propre diagnostic, l'état initial de l'environnement a pour objectif de passer en revue l'ensemble des thématiques environnementales ou associées (paysages, santé...), afin d'identifier en amont leurs possibles interactions avec le futur plan.

Chacun de ces sujets a été succinctement décrit, en détaillant d'une part les documents cadres qui définissent les orientations à suivre aux échelles de territoire supérieures, d'autre part les enjeux propres aux communes de l'EPCI. Les liens transversaux entre thématiques ont également été mis en évidence, en particulier leurs effets sur le changement climatique, et inversement.

Une synthèse par thématique annonce :

- Les enjeux de l'atténuation du changement climatique pour ce sujet environnemental, justifiant l'urgence et l'importance de mettre en œuvre des actions stratégiques en ce sens ;
- Les effets possibles, directs ou indirects, des mesures d'adaptation du PCAET ;

Ces synthèses servent à guider l'élaboration des objectifs et du plan d'actions, en soulignant dès le départ des leviers permettant de répondre à la fois aux enjeux climatiques et à d'autres priorités environnementales, et en attirant l'attention sur les mesures qui, à l'inverse, pourraient avoir des effets collatéraux négatifs sur d'autres aspects de l'environnement.

Trois volets sont traités au sein de l'état initial :

- Le volet physique et paysager : ce volet étudie l'ensemble des caractéristiques physiques du territoire, du relief au réseau hydrographique en passant par la géologie ou le climat ainsi que les grands paysages et leurs vulnérabilités sur le territoire ;
- Le volet naturel : ce volet traite de la biodiversité du territoire et de ses enjeux en travaillant notamment sur la cohérence des écosystèmes. Dans un dernier temps, il met en avant les zones protégées qui sont présentes sur le territoire ;
- Le volet humain : ce dernier va permettre d'analyser toutes les thématiques environnementales liées à l'Homme, son exposition aux problématiques du territoire et les vulnérabilités issues des différentes activités.

Sources : BD Alti

1. Le contexte physique

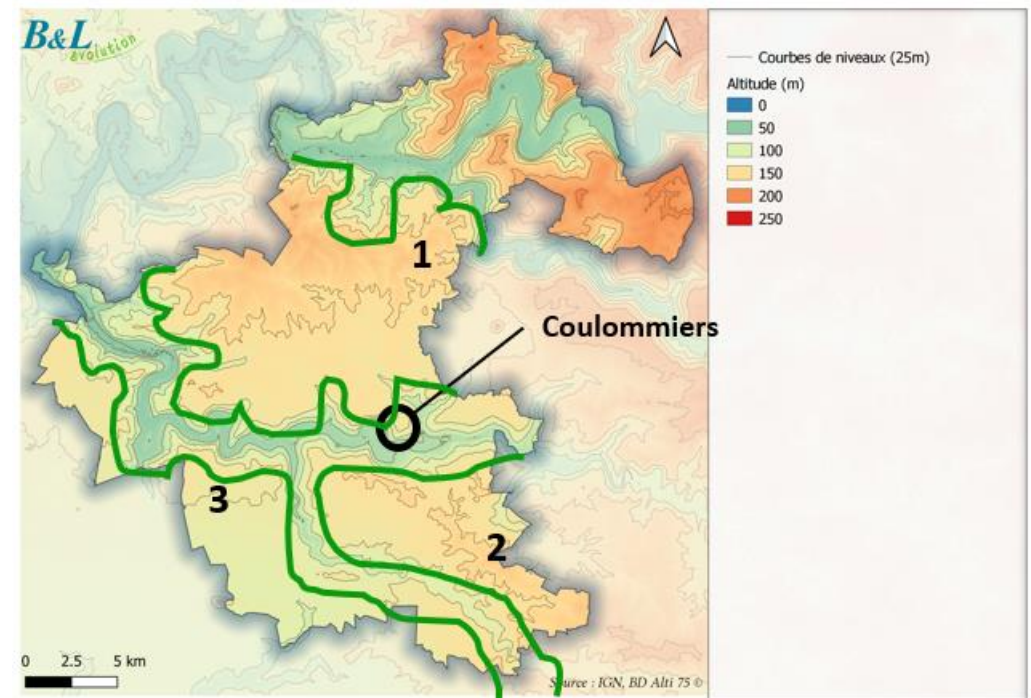
Le relief :

Le relief de l'intercommunalité, aux caractéristiques de plaine, particulièrement plat, gravite autour de 50 à 200 m d'altitude portant une légère tendance d'élévation vers le nord dont les altitudes dépassent tous juste 200 m.

Trois plateaux peuvent être définis, le plateau central délimité par le Grand Morin et la Marne (1) et deux plateaux au sud du Grand Morin séparés par l'Aubetin (2 à l'est de L'Aubetin et 3 à l'ouest de L'Aubetin).

Entre les plateaux, les cours d'eau façonnent les vallées. La présence de collines éparses (ou buttes) dues à la nature géologique est également à souligner.

Carte du relief de Coulommiers Pays de Brie



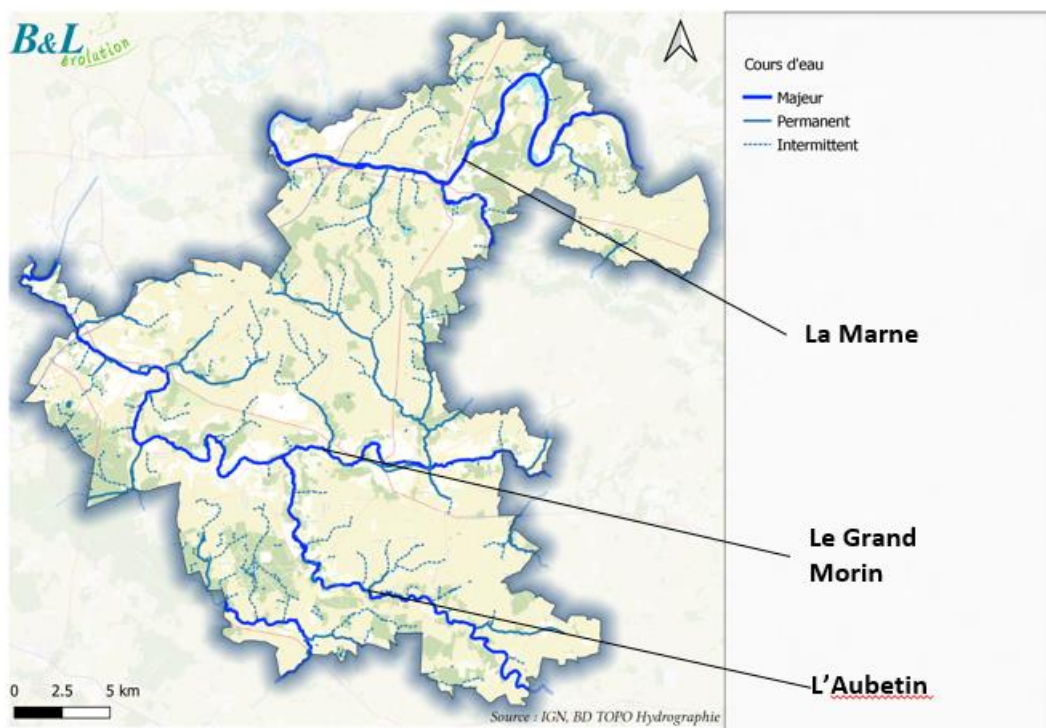
Un sous-sol sédimentaire :

Le territoire se situe sur le grand ensemble du bassin parisien. Un bassin sédimentaire en forme d'amphithéâtre, incliné en direction du nord-est au sein duquel se sont accumulées les unes sur les autres, une succession de couches sédimentaires tout au long de son histoire. Les différentes dynamiques d'érosion, notamment par le travail de l'eau qui a lessivé les premières couches, laissent apercevoir des couches plus anciennes qui témoignent de cette évolution. Cette origine sédimentaire donne aux sols des vertus de fertilité notables.

Le réseau hydrographique :

Le territoire est marqué par la présence d'un réseau hydrographique fourni et étalé, ce qui est caractéristique des reliefs en plateau. Là où les pentes fortes impliquent des cours d'eau nettement plus rectilignes, les réseaux hydrographiques de plateaux sont plus étalés et forment des méandres.

Carte du réseau hydrographique



Source : BD Carthage/météo France

Ces trois principales rivières sont alimentées d'un réseau relativement dense de plus petits cours d'eau. Le plateau au sud-est de la Communauté d'Agglomération semble cependant concerné par une densité du réseau moins importante. La Marne est la rivière principale de l'intercommunalité, elle est rejointe par le Grand Morin en aval de la Communauté d'Agglomération, qui lui-même possède l'Aubetin comme affluent.

On notera l'importante présence de milieux accueillant des eaux de surfaces tels que des mares et des étangs, ayant de très forts potentiels écologiques pour les amphibiens ou encore les oiseaux migrateurs. On distingue au nord des bassins de taille importante. Ce sont des bassins artificiels sur la commune de Sainte-Aulde, créés dans le cadre d'un réaménagement de site de carrière.

L'analyse des débits des cours d'eau du territoire montre une tendance commune avec des périodes de fortes eaux en hiver et au printemps et une période d'étiage pouvant être sévère au cours des mois d'été. Un phénomène qui pourrait se renforcer avec la vulnérabilité étudiée du territoire face aux changements climatiques.

Le climat :

La région Île-de-France dispose d'un climat qualifié d'océanique dégradé, qui se caractérise par des écarts de température plus prononcés et des précipitations moindres par rapport au climat de la bordure océanique, mais des pluies plus uniformes au cours de l'année. Le climat est assez homogène sur toute la région, mais impacté par la présence d'un îlot de chaleur urbain à Paris, où les températures minimales y sont ainsi adoucies (+2°C en moyenne par rapport aux zones forestières).

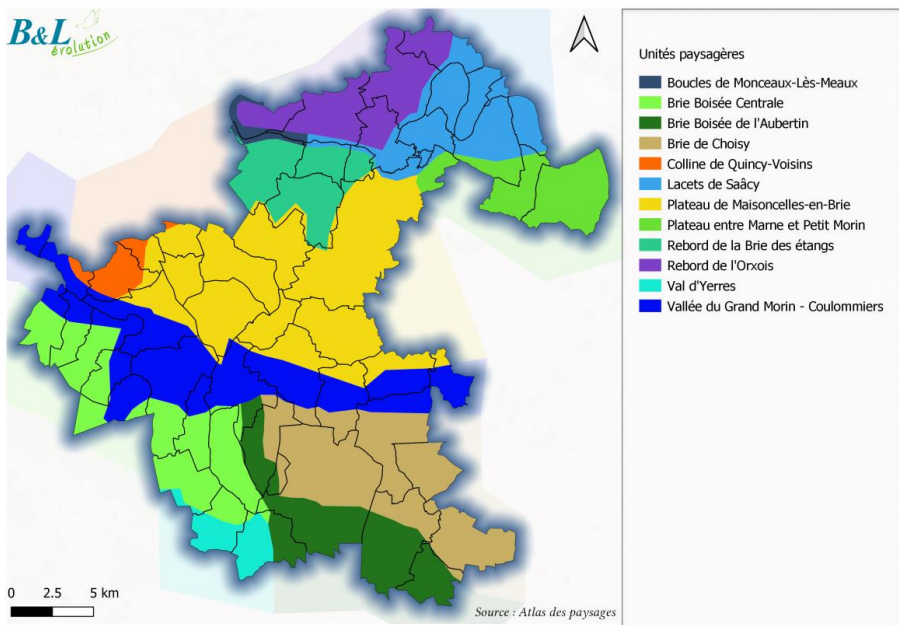
Les paysages :

Les grands types paysagers que l'on retrouve sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie sont :

- les plateaux cultivés ;
- les vallées ;
- les plateaux boisés ;
- et quelques espaces correspondant à des rebords de plateau.

Parmi ces grandes structures paysagères se démarquent des caractéristiques communes regroupées en unités paysagères. Le territoire comprend 12 unités paysagères identifiées dans l'atlas.

Carte des entités paysagères



Les principales vulnérabilités des unités paysagères :

- la consommation d'espace par l'urbanisation ;
- le manque de structures paysagères cohérentes au sein des unités et la fragilité du paysage ;
- la disparition de milieux à très forts potentiels écologiques (mares, forêts) ;
- le cloisonnement de certains milieux notamment par la présence d'infrastructures routières telles que des autoroutes.

Il sera donc nécessaire de :

- Limiter la consommation d'espace sur les zones agricoles (développement du pôle de Marne-la-vallée par exemple) ;
- Limiter l'urbanisation linéaire (infrastructures routières) ;
- Valoriser et révéler le potentiel des milieux naturels présents le long des vallées.

Source : Atlas des paysages de Seine-et-Marne

Atouts

- Une grande diversité d'unités paysagères avec de forts caractères
- Une forte richesse du réseau hydrographique aussi bien en termes d'écologie que paysager
- Un climat doux avec des précipitations régulières toute l'année en équilibre pour la recharge des nappes et des eaux d'écoulements
- Une assez bonne connaissance des évolutions climatiques à venir pour la Seine-et-Marne

Faiblesses

- Une différence saisonnière des débits du réseau hydrographique (variabilité été/hiver) pouvant entraîner des problématiques (crues/sécheresses) avec la progression du changement climatique
- Des paysages à enjeux, notamment urbanistiques
- Des évolutions attendues pas toujours favorables aux qualités paysagères

Opportunités

- Des tendances d'évolution et des pressions paysagères connues donnant l'occasion d'anticiper les effets néfastes
- Préserver les forêts et les vues dégagées
- Une identité rurale agricole ancrée dans le paysage, pouvant être moteur du développement et du dynamisme local
- Une diversité d'unités paysagères à valoriser

Menaces

- Des unités paysagères qui se dégradent par la progression des zones d'activités et de l'urbanisation
- Des éléments du paysage enclavés ou déconnectés par la progression de l'urbanisation ou par un manque de structure du territoire
- Un manque de structuration de certaines unités paysagères pouvant accroître leur fragilité dans un contexte de changement climatique
- Un accroissement des extrêmes climatiques

Enjeux pour le PCAET

- Avoir une attention particulière sur la consommation d'espace
- Conserver la diversité paysagère et les zones humides
- Avoir une attention sur le contexte physique particulier du territoire (réseau hydrographique, géologie, reliefs, climat) et anticiper la vulnérabilité future du territoire face aux pressions sur les différents paramètres physiques
- Maîtriser l'évolution des espaces au point de contact avec l'urbanisation afin de conserver l'identité des communes
- Garder à l'esprit la connaissance disponible sur l'avenir du climat sur ce territoire afin de guider les orientations

2. Le contexte naturel

État général et menace sur la biodiversité :

L'Agence Régionale de la Biodiversité réalise chaque année un panorama de la biodiversité francilienne. Ainsi, « malgré une augmentation des espaces de nature depuis un siècle en Île-de-France, ceux-ci ont perdu de leur diversité ». Le drainage des marais, tourbières et autres zones humides, les mutations du secteur agricole (régression du pâturage, usage de fertilisants et pesticides, disparition du réseau de haies), le développement urbain et les infrastructures de transport associées, sont autant de facteurs ayant mené à une simplification importante du paysage et à une forte fragmentation des espaces agricoles et naturels restant.

De même, depuis 1930, la disparition de 96 plantes initialement présentes dans la Région s'est accompagnée de l'arrivée de 78 nouvelles espèces. Tandis que les premières sont dépendantes de ces milieux naturels en régression (pelouses sèches, landes rases, marais et prairies humides), les secondes sont beaucoup plus généralistes, issues du sud de l'Europe à la faveur du réchauffement climatique et d'Amérique du Nord.

Ce patrimoine naturel reste fragile et il évolue sous l'effet des phénomènes naturels et des actions de l'Homme. Si certaines populations augmentent et que d'autres diminuent, globalement, la biodiversité régresse à l'échelle régionale. Il y a plusieurs causes à ces changements :

- La fragmentation et la destruction des habitats par l'urbanisation, les carrières, les infrastructures linéaires ;
- L'évolution des pratiques agricoles et forestières, et notamment l'utilisation de produits phytosanitaires qui sont susceptibles de contaminer l'environnement (air, eau, sol) ;
- Les impacts de la déprise agricole sur les prairies humides et pelouses calcaires ;
- La banalisation des cours d'eau, due aux actions humaines, s'accompagnant d'une déconnexion avec leurs annexes hydrauliques.

A ces phénomènes locaux s'ajoutent trois types de pressions plus générales sur la biodiversité :

- La pression directe sur les espèces résultant de la destruction directe d'individus, ou du dérangement d'espèces sensibles ;
- La propagation des espèces exotiques envahissantes ;
- Le réchauffement climatique, qui se traduit par la modification de l'aire de

Source : SRCE Île-de-France

répartition des espèces.

Le réseau écologiques sur le territoire :

L'étude des cohérences écologiques du territoire est issue de l'analyse du SRCE Île-de-France. Le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie est divisé en trois parties se succédant du nord-est vers le sud-ouest.

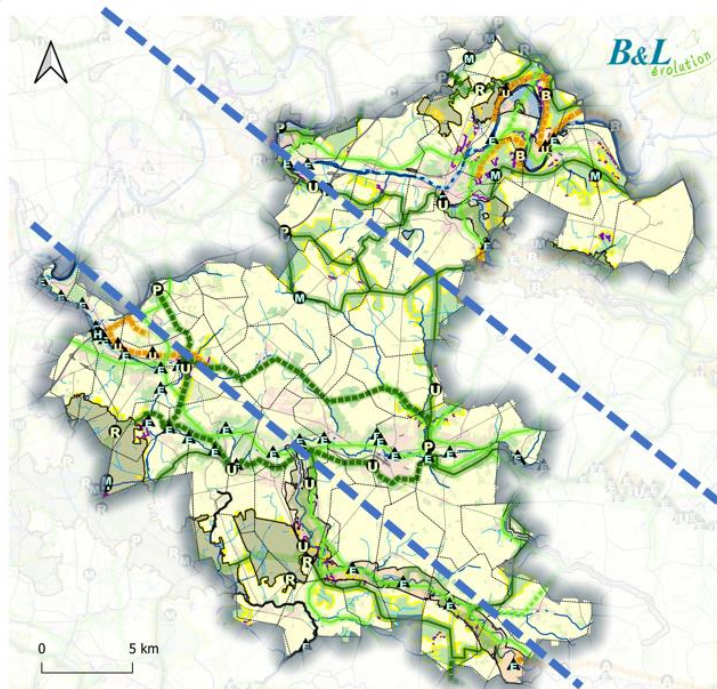
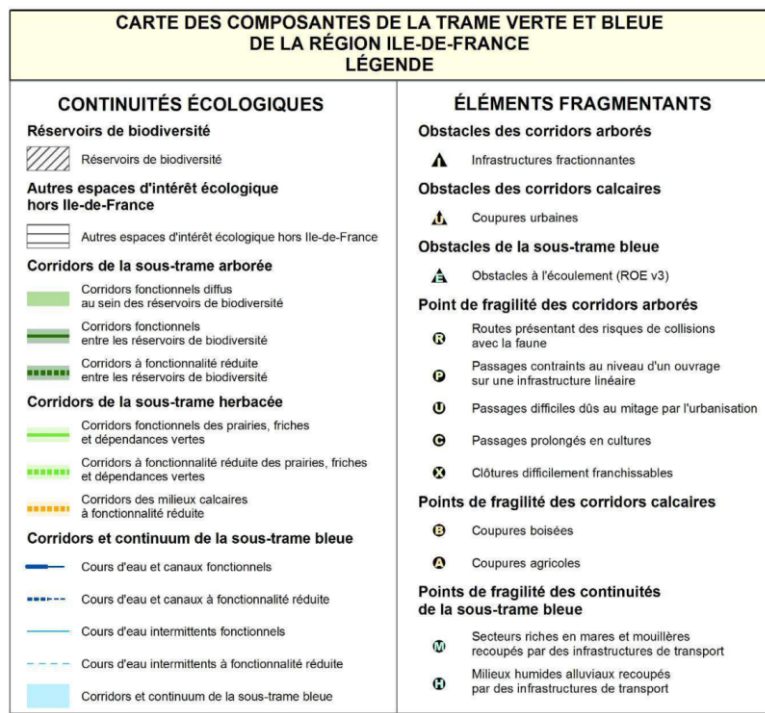
- La partie nord-est est très diversifiée. Elle concentre une grande partie des réservoirs de biodiversité que comporte le territoire. On remarque certains éléments fragmentant sur la partie nord-est concernant principalement la sous-trame bleue, et la sous-trame calcaire. L'urbanisation est également menaçante pour les sous-trames calcaires et arborées. Malgré tout, cette partie reste la plus riche du territoire marquée par une interconnexion significative entre les différentes sous-trames.
- La partie centrale est caractérisée par une quasi-absence d'éléments fragmentant mais également une absence d'interconnexion entre les différentes sous-trames. Constituée quasi-exclusivement de corridors de la sous-trame arborée, avec quelques corridors de sous-trame herbacée et tracés selon une organisation d'est en ouest, seulement un corridor permet l'interaction nord-sud. Aucun réservoir de biodiversité n'est présent sur cette partie.
- La partie sud-ouest quant à elle, est majoritairement dominée par la sous-trame herbacée. La sous-trame bleue est par ailleurs bien présente et n'est pas épargnée par les éléments fragmentant. Les éléments fragmentant d'urbanisation sont les secondes menaces pour cette partie notamment pour les corridors de sous-trame herbacée.

Les enjeux :

Plusieurs enjeux ressortent de cet état des lieux. On observe une distribution hétérogène de la présence des corridors et des réservoirs de biodiversité sur le territoire, avec la partie centrale peu riche et peu diversifiée.

Une attention particulière est à porter sur les corridors de la sous-trame arborée et de la sous-trame bleue. Les éléments fragmentant des corridors de la sous-trame bleue représentent les axes de travail majeur de restauration. En termes de conservation, les points de fragilité des corridors arborés sont à prioriser.

Une attention particulière doit également être apportée aux espaces de concentration de mares et de mouillères, de zones humides, de réservoirs de biodiversité, de mosaïques agricoles et de lisières agricoles.



Source : SRCE Île-de-France

Les zones en faveur de la biodiversité :

Le territoire présente de nombreux habitats : rivières, marais, prairies humides, landes sèches. Ces milieux sont le support d'une biodiversité spécifique qui s'y abrite, s'y nourrit et s'y reproduit. De nombreuses espèces protégées trouvent ainsi refuge sur le territoire.

Pour suivre cette biodiversité, des zonages d'inventaires ont été définis par l'INPN (Inventaire National du Patrimoine Naturel). Le territoire compte ainsi 19 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF).

Pour une bonne gestion de ce patrimoine naturel, des « Espaces Naturels Sensibles » ont également été définis, par le conseil départemental cette fois. Par acquisition foncière ou partenariat avec les propriétaires, ces espaces sont gérés par le département ou des organismes délégués. Le territoire possède 19 espace de ce type, qui peut également être support de sensibilisation du public via diverses animations (3 des ENS sont ouverts au public).

On retrouve également un Parc Naturel Régional (PNR) sur une partie du territoire de la CA. Il s'agit du PNR "Brie et Deux Morin" qui est un projet engagé depuis juin 2007 par une délibération du Conseil Régional d'Île-de-France suite à la rédaction d'un projet de charte (en 2011).

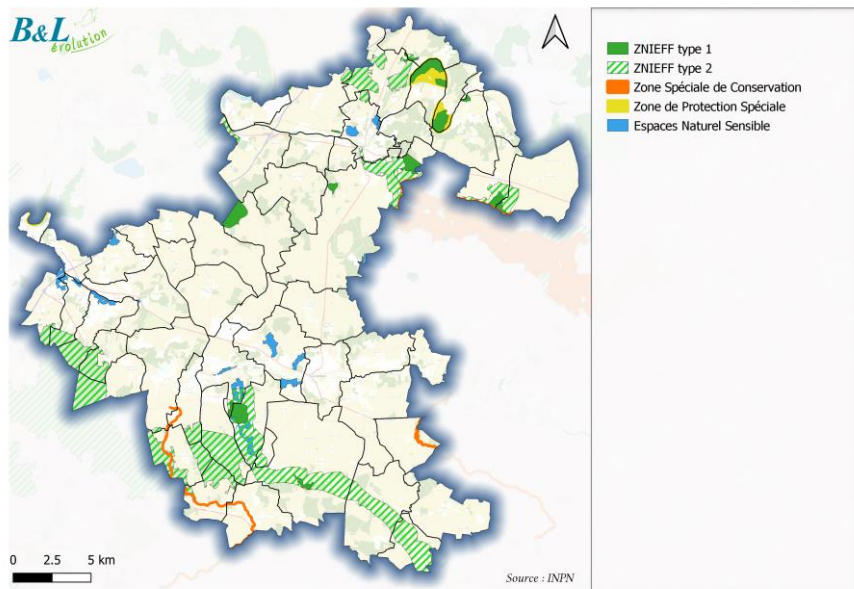
Enfin, le territoire compte aussi deux Zone Spéciale de Conservation (ZSC) et une Zone de Protection Spéciale (ZPS). Ces zones, issue du réseau « Natura 2000 », ont été créées en application des directives européennes directive « Habitats » et directive « Oiseaux ». Les premières visent la protection d'habitats remarquables, reconnus pour leur biodiversité exceptionnelle, et d'espèces remarquables. Les secondes visent la protection d'espaces naturels reconnus pour leur grande utilité au regard de l'avifaune

Patrimoine naturel et architectural :

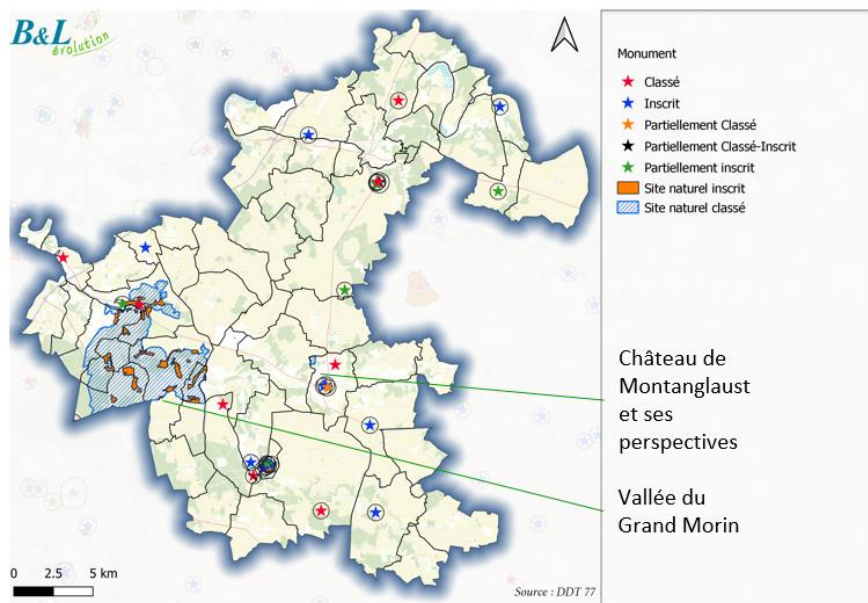
Sur le territoire de la CA de Coulommiers Pays de Brie on distingue des sites classés et des sites inscrits. Les sites classés sont le Château de Montanglaust et la Vallée du Grand Morin, quant au site inscrit il s'agit de parcelles discontinues au cœur du site classé de la Vallée du Grand Morin. Ce dernier a une superficie importante présente entièrement au sein du périmètre de la CACPB.

On retrouve également 8 monuments classés, 7 monuments inscrits et 13 monuments partiellement classés ou inscrits.

Carte des zones en faveur de la biodiversité



Cartes des éléments patrimoniaux et architecturaux



Source :

Atouts

- Le territoire possède une très forte richesse écologique qui est valorisée par des zones humides, des forêts et une large diversité d'habitats
- Le territoire dispose d'un réseau de cohérence écologique plutôt présent sur l'ensemble du territoire
- Des espaces protégés et/ou d'inventaires viennent ponctuer et encadrer la sauvegarde de cette richesse
- Une forte richesse patrimoniale paysagère et naturelle
- Un grand nombre de sites classés et inscrits valorisant l'identité du territoire
- Un attrait touristique intéressant

Faiblesses

- Manque de connectivité entre les différents corridors, et les différentes vallées du territoire.
- Comme ailleurs la biodiversité à l'échelle du département connaît de grandes difficultés et de nombreuses pressions
- Le territoire dispose de quelques éléments qui peuvent poser des problèmes de fragmentation de la trame verte et bleue
- Un manque de connaissance concernant les espèces présentes sur le territoire rend leur gestion difficile.

Opportunités

- Le SRCE porte des objectifs concrets de protection, sauvegarde et restauration sur lesquels le PCAET pourra s'associer
- Le Parc Naturel Régional de Brie et 2 Morin pourra faire partie des acteurs avec qui la protection de la biodiversité pourra être portée

Menaces

- Les pressions anthropiques se font de plus en plus ressentir sur la biodiversité et les cohérences écologiques. Une menace généralisée qui reste forte sur le territoire
- Le changement climatique apparaît comme la menace principale de l'équilibre des écosystèmes

Enjeux pour le PCAET

- Introduire ces questions de cohérence écologique et de biodiversité au sein même du PCAET
- Ne pas aggraver le phénomène de fragmentation des habitats et des continuités écologiques
- Bien prendre en considération la trame verte et bleue et la trame noire dans les projets et les orientations
- Bien intégrer la question des zones Natura 2000 (menaces et pressions) dans le projet de PCAET et le déploiement de son plan d'action
- Tenir compte des enjeux d'évolution et des zones réglementées pour le patrimoine

3. Contexte humain

Le contexte humain reprend l'ensemble des phénomènes environnementaux qui vont être en relation directe avec l'être humain (comme les risques naturels par exemple) et les enjeux environnementaux issus des activités humaines (comme la pollution des sols ou de l'eau).

L'occupation du sol :

Concernant la CA de Coulommiers Pays de Brie, celle-ci se démarque par un paysage rural, avec de grands espaces cultivés. Il s'agit principalement de terres arables qui servent notamment pour la culture intensive qui recouvre une grande partie du périmètre. Après l'agriculture, les forêts s'imposent dans le paysage rural. Leur présence est plus forte dans le sud-ouest et le nord-est. Leur répartition est par ailleurs significativement influencée par la présence des cours d'eau. Les zones urbaines sont hétérogènes, marquées par des pôles de concentration d'activités. On distingue facilement Coulommiers et la Ferté-sous-Jouarre. Là aussi, leur distribution spatiale est influencée par la présence du réseau hydrographique. On remarquera que les deux pôles urbains du territoire comportent les deux zones industrielles et commerciales de l'intercommunalité visibles sur les données de Corine Land Cover. De plus, Coulommiers est également l'hôte de l'Aérodrome de Coulommiers-Voisins.

Globalement, la plus grande part du territoire (68% soit plus des 2/3 de sa surface totale) est dédiée à l'agriculture avec une part importante des surfaces restantes dédiées aux espaces forestiers (24% soit près d'1/4). Les surfaces en eau sont présentes mais peu représentatives.

Cette occupation du sol a tendance à évoluer et s'oriente notamment sur l'urbanisation. Les principales évolutions des milieux urbains concernent une augmentation importante des zones industrielles ou commerciales. Le tissu urbain a lui aussi évolué notamment à cause de la dynamique de population. Le territoire connaît une dynamique démographique qui a été particulièrement positive et qui a tendance à se ralentir. Cependant cette dynamique reste positive sur le territoire, témoignant de son attractivité liée au développement d'activités économiques et de la proximité de la région parisienne.

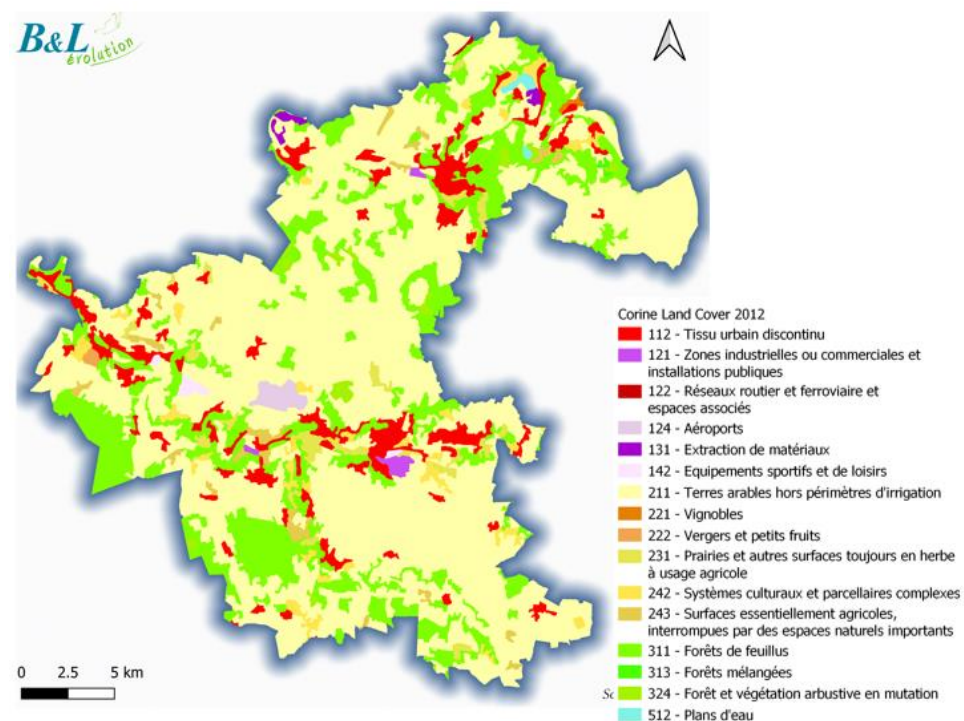
Agriculture et sylviculture :

L'analyse du secteur, qui montre un déclin généralisé, fait ressortir une pratique plutôt intensive avec une forte majorité des surfaces dédiées à la culture céréalière (blé tendre et maïs). La taille des parcelles est importante et 99% des terres sont des terres labourables. Alors que le fromage Brie de Meaux obtient une appellation d'origine contrôlée en 1980, le Brie de Coulommiers n'a toujours pas pu obtenir le statut malgré les nombreuses revendications de la part des producteurs et habitants

Source : Corine Land Cover/PLH

La forêt prend une place importante sur le territoire, avec 24% d'occupation des sols. La plupart de ces espaces sont privés, cependant un certain nombre est domanial. La forêt domaniale de Malvoisine est la plus vaste avec une superficie d'environ 9.8 km².

Carte d'occupation des sols



La ressource en eau :

La ressource en eau est particulièrement bien encadrée sur le territoire, avec la présence du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) Seine-Normandie qui fixe le cadre général de protection de la ressource et les objectifs pour atteindre une bonne qualité. On retrouve aussi deux SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) qui ont pour but d'appliquer, à l'échelle du bassin-versant, les différents objectifs du SDAGE et d'assurer une bonne gouvernance autour de la question de l'eau sur l'ensemble de son périmètre. L'intégralité du territoire est couverte par le SAGE des « Deux Morin » et le SAGE « Yerres ».

Concernant les cours d'eau, on retrouve sur le territoire 4 cours d'eau principaux, la Marne, le Grand Morin, le Petit Morin et l'Aubetin.

Globalement, les paramètres écologiques et physico-chimiques sont bons à moyens. Les paramètres déclassants proviennent essentiellement de la présence de polluants phosphatés ou de nitrates provenant des activités agricoles. Pour la qualité chimique, l'état des eaux de surface du territoire est alarmant. L'utilisation de pesticides dans l'agriculture, particulièrement deux d'entre eux, le méta-zachlore et le diflufenicanil, herbicides en grandes cultures, contribuent au déclassement nombreux cours d'eau. Le bassin versant du Grand Morin est celui qui contient le cumul le plus important de pesticides. En effet, celle-ci est supérieur à 5 µg/L (*seuil autorisant un traitement de potabilisation de l'eau*).

De plus, les HAP sont présents systématiquement sur les cours d'eau du département et ne sont pas pris en compte dans leur intégralité pour la constitution de l'évaluation de l'état chimique des cours d'eau. Le niveau de contamination est donc significatif et diffus, et pourrait s'aggraver avec la hausse des températures (accélérant les cycles des éléments chimiques notamment).

Le territoire de Val Briard se situe sur une seule masse d'eau souterraine. Il s'agit de la masse d'eau Tertiaire-Champigny – en brie et Soissonnais. Cette masse d'eau présente un état quantitatif bon, mais un état chimique mauvais. Cet état chimique est remis en cause par la présence de pressions agricoles majoritairement, se manifestant par des pollutions dues aux pesticides, solvants halogénés et pollutions par l'azote. Le principal vecteur source des polluants dus aux pesticides vers la nappe est le Grand Morin.

L'eau potable est de bonne qualité sur le territoire, l'ensemble des prélèvements fait par l'ARS montre une bonne qualité de l'eau à l'exception des communes de : Boissy-le-Châtel, Coulommiers, Chauffry et Mouroux où la qualité est insuffisante à cause d'un excès de Fluor.

Enfin pour l'assainissement, le territoire compte 32 stations d'épuration. Parmi les stations d'épuration, 4 connaissent des difficultés de conformité en performance.

La gestion des risques et des nuisances :

La question des risques naturels est un enjeu important pour le territoire. On retrouve notamment une exposition des communes à la question des inondations : 4 Plan de Prévention du Risque inondation sont présents sur le territoire.

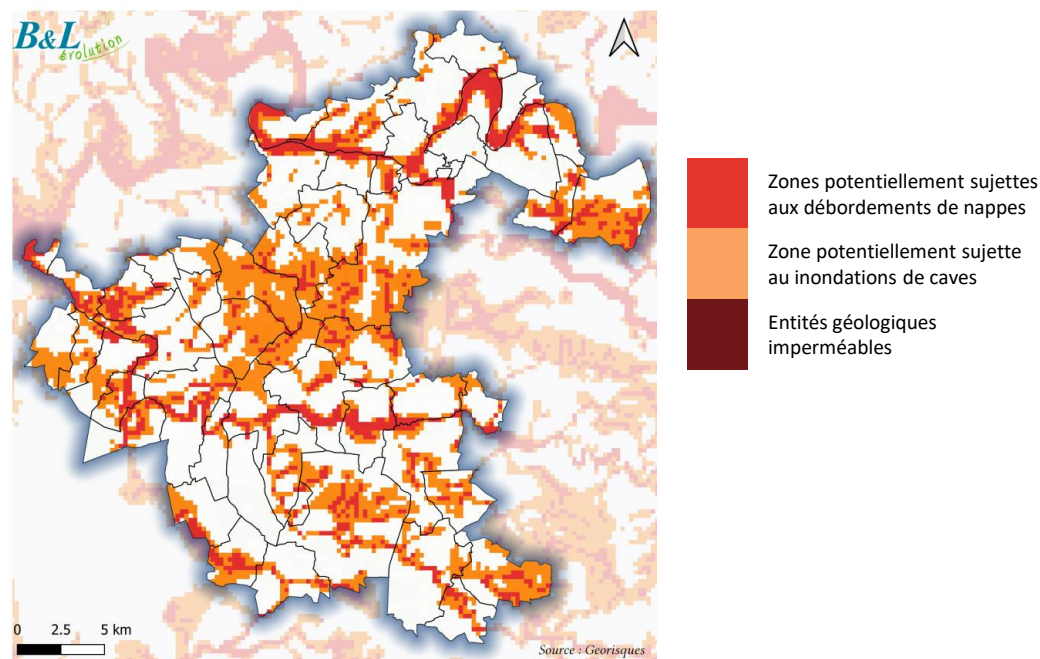
Le risque d'inondation par remontée de nappe est également très présent sur le territoire, essentiellement dans les vallées des différents cours d'eau.

Les mouvements de terrains sont aussi présents, mais plus diffus, ils ne font pas l'objet d'un encadrement par de PPR approuvés mais des PPR prescrits sont présents sur le territoire. On retrouve également des mouvements de terrain localisés notamment liés à l'érosion de berges.

Source : Corin Land Cover/PLH/ SDAGE Seine-Normandie, SAGE

Le territoire est aussi exposé au phénomène de retraits et gonflements des argiles, provoquant des tassements différentiels qui se manifestent par des désordres affectant principalement le bâti individuel. Les aléas forts sont principalement situés sur les coteaux des vallées, particulièrement dans la partie sud.

Carte des remontées de nappes



Des risques et nuisances dues aux activités humaines affectent également le territoire :

- 40 installations classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sur le territoire dont 1 usine identifiée SEVESO présente sur une commune limitrophe ;
- Risque lié au Transport de Matières Dangereuses : des communes traversées par des canalisations de transport de gaz et ainsi que des axes routiers et ferrés ;
- 8 établissements inscrits au registre des établissements pollueurs ;
- 7 sites avec pollution notoire (BASOLS) et près de 200 potentiellement pollués (BASIAS) ;

- Trois nationales et une autoroute touchées par le bruit, notamment l'A4, la N36 et la N3, identifiées en catégorie 1 et 2, impliquant 300 à 250 mètres de part et d'autres de l'infrastructure qui est touchée par des nuisances sonores.
- Une forte pollution lumineuse en provenance de Paris et les villes de Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre qui sont aussi directement sources de pollution lumineuse sur le territoire.

La gestion des déchets :

Couvrant l'ensemble du territoire francilien, le PRPGD place la prévention au cœur du système de valeurs en favorisant l'amélioration continue du recyclage et de la valorisation des déchets. C'est un document de planification stratégique porté et animé par la Région.

Le PRPGD se substitue au Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD), Plan Régional d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA) et Plan régional d'élimination des Dasri (PREDAS).

La compétence « collecte et traitement des déchets » est exercée par COVALTRI 77 (anciennement le SMICTOM de Coulommiers) pour l'ensemble des 54 communes de l'agglomération. Ce syndicat met en œuvre différents modes de collecte selon les zones de résidence.

Les chiffres concernant la production de déchets tendent à montrer une diminution de la production sur tout le territoire. Le taux de diminution le plus fort est celui des déchets verts avec une baisse de 17% entre 2017 et 2018 suivi des encombrants avec une baisse de 10% sur la même période. Les collectes sélectives diminuent de 6% et les ordures ménagères deux fois moins. La production des déchets en verres est de +3%. C'est le seul déchet qui augmente entre 2017 et 2018 par habitant.

COVALTRI77 est adhérent du SMITOM Nord 77 pour le traitement des déchets. Le SMITOM établit la liste des déchets acceptés dans son centre de traitement et un processus de traitement afin de valoriser les déchets au maximum.

Aujourd'hui le SMICTOM possède

- Un centre intégré de traitement (C.I.T) situé à Monthyon, constitué d'une usine d'incinération, d'un centre de tri et d'une plateforme de compostage,
- Un réseau de 10 déchèteries dont une déchèterie éphémère située à Jouarre,
- 4 stations de transit.

Coulommiers accueille la station de transit ainsi qu'une déchèterie accessible à tous les administrés.

Source : rapport d'activité COVALTRI77 (2018)

Atouts

- Une gestion des déchets efficace
- Des risques bien encadrés par des documents de prévention
- Des objectifs du SDAGE déjà atteints
- Une connaissance assez bonne des caractéristiques des qualités des eaux souterraines et de surface

Faiblesses

- Le territoire est sujet à plusieurs risques naturels et technologiques
- Des nuisances et pollutions identifiées sur le territoire, ainsi que des sites BASOL et inscrits au registre IREP sont présents sur le territoire
- Plusieurs sites classés pour la protection de l'environnement sont présents sur le territoire
- Des cours d'eau en mauvais état (chimique en particulier)

Opportunités

- Un SDAGE et deux SAGE apportant des objectifs valables pour limiter les risques de crues et garantir la qualité des eaux de surface
- Un bon suivi des eaux souterraines et de la qualité de l'eau
- Des nouvelles opportunités à exploiter en agriculture

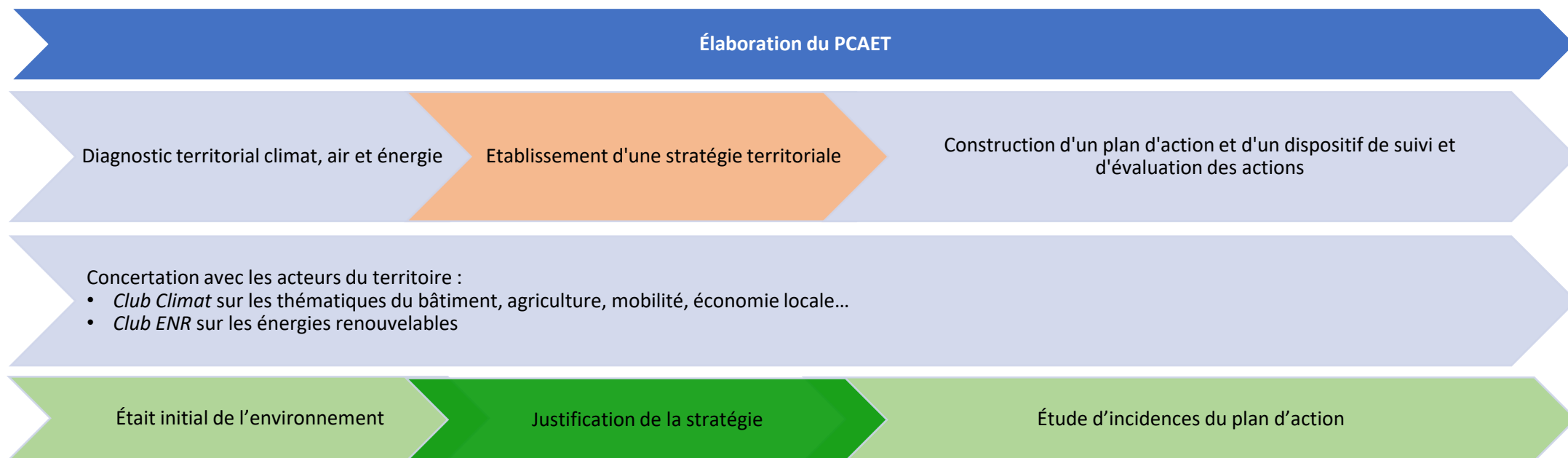
Menaces

- Zones classées en forte sensibilité à certains risques comme l'inondation et l'incendie qui pourront se développer avec le changement climatique
- Une dynamique d'urbanisation fortement marquée qui menace les paysages, les activités agricoles et les paramètres écologiques
- Des nuisances sonores déjà bien présentes qui pourront progresser avec la mise en place des actions du PCAET (nuisances sonores liées aux chantiers par exemple)

Enjeux pour le PCAET

- Être extrêmement attentif à la disponibilité en eau
- Avoir une attention particulière sur la dynamique urbaine afin qu'elle ne soit pas invalidante pour l'agriculture et les espaces naturels
- Bien tenir compte des nuisances sonores dans la définition du PCAET
- Avoir une attention particulière sur la pollution des sols et des cours d'eau
- Maintenir et promouvoir la dynamique de valorisation des déchets tout en anticipant leur possible augmentation avec les actions de travaux

5. Scénarios et justification des choix retenus



Méthodologie

Avec le diagnostic du territoire, différents enjeux Air-Energie-Climat sont identifiés par les acteurs du PCAET. En parallèle, l'état initial de l'environnement permet de révéler les enjeux environnementaux du territoire.

La stratégie s'est construite à partir d'un travail de concertation avec les acteurs du territoire. Dans un premier temps, un comité de suivi citoyens a été mis en place. Il se compose du comité de pilotage (COPIL) et de l'ensemble des personnes intéressées pour participer à une construction commune du PCAET. Un atelier avec ce comité de suivi citoyen a donné lieu à l'identification des enjeux du territoire et a permis de fixer les grands objectifs stratégiques que devra prendre le territoire.

La définition de la stratégie s'est vue renforcée par un ensemble d'ateliers de concertation « délocalisés » dans les communes. Cette étape a permis de prioriser une dizaine d'actions majeures qui vont servir pour la stratégie et pour le plan d'action.

Il s'agit d'un travail itératif entre les débats et discussions autour des objectifs à se fixer et le respect des exigences réglementaires.

L'ensemble de la construction PCAET s'est appuyée sur la réglementation nationale, la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV). En 2017, le gouvernement a présenté le Plan Climat de la France pour **atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050**. Pour y parvenir, le mix énergétique sera profondément décarboné à l'horizon 2040 avec l'objectif de mettre fin aux énergies fossiles d'ici 2040, tout en accélérant le déploiement des énergies renouvelables et en réduisant drastiquement les consommations.

Respect des orientations des documents cadres :

Le PCAET doit prendre en compte/être compatible avec les différents documents cadres (SCoT, PPA, SRCAE etc.).

Les objectifs nationaux à l'horizon 2030 sont inscrits dans la LTECV et la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) :

- **Réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990,**
- **Réduction de 20% de la consommation énergétique finale par rapport à 2012,**
- **32% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie.**

La Stratégie Nationale Bas Carbone :

La SNBC fournit également des recommandations sectorielles permettant à tous les acteurs d'y voir plus clair sur les efforts collectifs à mener. Les objectifs par rapport à 2015 à l'horizon du quatrième budget carbone (2029-2033) sont :

- **Transport : -31%** des émissions de gaz à effet de serre,
- **Bâtiment : -53%** des émissions de gaz à effet de serre,
- **Agriculture : -20%** des émissions de gaz à effet de serre,
- **Industrie : -35%** des émissions de gaz à effet de serre (-81% à horizon 2050),
- **Production d'énergie : -36%** des émissions de gaz à effet de serre (-61% des émissions par rapport à 1990),
- **Déchets : -38%** des émissions de gaz à effet de serre (-66% à horizon 2050).

Le Schéma Régional du Climat, Air, Énergie Île-de-France :

Le SRCAE fixe des objectifs pour 2020 et 2050 en atteignant notamment un scénario facteur 4, ce qui requiert impérativement une très forte réévaluation à la hausse des niveaux d'ambition actuels dans tous les secteurs

- Maîtriser les consommations par la sobriété et par l'efficacité énergétique afin de permettre la réduction significative des consommations d'énergie ;
- Forte réduction des émissions de polluants atmosphériques locaux ;
- Le développement important et très rapide des énergies renouvelables et de récupération ;
- L'adaptation du territoire aux conséquences du changement climatique.

Construction de la stratégie :

Un temps important de co-construction a permis de construire une vision partagée, permettant de débattre, d'échanger, de se positionner et de converger vers une stratégie commune. Si la scénarisation stratégique a permis de construire, de proche en proche, une vision théorique, qui tient compte des enjeux techniques et des objectifs réglementaires, la concertation permet d'aboutir à un scénario final irrigué par une volonté politique et l'ambition partagée par les élus.

Pour faciliter l'animation de cette co-construction, les scénarios proposés aux débats répondent de manière parlante et objective aux enjeux du territoire actuels et futurs, et à la scénarisation stratégique. Ces scénarios ont été construits pour faciliter la concertation et mobiliser le territoire. Ils sont issus des trois scénarios structurants (tendanciel, réglementaire, « potentiel max »). Ils sont présentés avec une graduation croissante d'ambition et sont construits pour le long terme (2050). Calqués sur les enjeux, ces scénarios ont été donc contrastés de la manière suivante :

- Un scénario continuité : avec une ambition faible, permettant tout juste de répondre aux exigences réglementaires et en amenant une première impulsion dans la mise en œuvre d'actions pour réduire les émissions de GES, maîtriser les consommations d'énergie ;
- Un scénario de transition : une ambition plus importante et qui implique des engagements plus ambitieux pour aller vers une trajectoire durable ;
- Scénario pionnier : une ambition forte qui implique des changements de comportements majeurs sur le territoire.

Pour chaque thématique, 3 à 5 mesures sont produites par scénario. Ces scénarios ont été proposés au débat en petits groupes, avec une question commune : « quelle vision pour notre territoire à long terme pour guider la transition énergétique et l'action climatique ? ».

La tension entre les scénarios a amené le territoire à se projeter puis s'engager sur des possibilités plus ou moins élevées. L'exercice démontre une ambition s'orientant plutôt dans une démarche de transition à pionnière. On notera que l'ambition n'est pas la même selon les thématiques.

La CACPB se montre ainsi plus ambitieuse sur les sujets de la préservation des espaces et ressources naturelles et sur l'exemplarité des collectivités. Pour les autres axes, elle s'inscrit essentiellement dans une démarche de transition, à l'exception de la thématique habitat et urbanisme qui trouve consensus entre continuité et transition. Ce travail montre une ambition particulièrement élevée pour le PCAET de la CACPB.

	Continuité	Transition	Pionnier
1. Habitat et urbanisme		✓	
2. Agriculture et alimentation		✓	
3. Mobilité		✓	
4. Economie locale, tourisme et déchets		✓	
5. Production d'énergie renouvelables		✓	
6. Préservation des espaces et ressources naturelles (forêts, biodiversité, eau)			✓
7. Exemplarité des collectivités (intercommunalité et communes)			✓
8. Culture commune et mobilisation des acteurs		✓	

Objectifs de la stratégie retenue

Le territoire de Coulommiers Pays de Brie a placé une ambition forte sur l'ensemble de ces thématiques afin d'être à la hauteur des enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air.

Ainsi la vision de la communauté d'Agglomération se décline en 5 grands principes :

- **Contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique :**
 - Baisse des émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030 par rapport à 2015 ;
 - Augmenter la séquestration carbone pour atteindre l'équivalent de 36% des émissions de GES en 2030 (actuellement 19%) ;
- **S'adapter aux conséquences du dérèglement climatique ;**
- **Réduire les consommations d'énergie :**
 - Baisse des consommations d'énergie de 28% d'ici 2030 ;
- **Améliorer la qualité de l'air ;**
- **Produire des énergies renouvelables :**
 - La production d'énergies renouvelables atteint 30% de la consommation d'énergie en 2030. (actuellement 5%).

Et cela parmi 8 axes thématiques :

1. Habitat et urbanisme ;
2. Agriculture et alimentation ;
3. Mobilité ;
4. Economie locale, tourisme et déchets ;
5. Production d'énergies renouvelables ;
6. Préservation des espaces et ressources naturelles (forêts, biodiversité, eau) ;
7. Exemplarité des collectivités (intercommunalité et communes) ;
8. Culture commune et mobilisation des acteurs.

C'est le positionnement du territoire sur chacune des 8 thématiques et le respect des objectifs déclinés par thématiques qui permettent d'atteindre les objectifs globaux.

Vue d'ensemble sur les scénarios qui ont permis la construction de la stratégie :

Consommations d'énergie finale

Scénarios	Situation en 2015	Tendanciel		Réglementaire		Potentiels max
		2030	2050	2030	2050	
Résidentiel	836 GWh	8%	19%	-20%	-44%	-59%
Tertiaire	161 GWh	13%	32%	-29%	-51%	-40%
Transports	482 GWh	8%	19%	-40%	-50%	-87%
Industrie	64 GWh	-7%	-16%	-21%	-47%	-53%
Agriculture	47 GWh	3%	7%	-5%	-55%	-32%
Total	1 590 GWh	8%	19%	-27%	-47%	-64%

Émissions de GES

Scénarios	Situation en 2015	Tendanciel		Réglementaire		Potentiels max
		2030	2050	2030	2050	
Résidentiel	104 700 tCO ₂ e	8%	19%	-40%	-93%	-99%
Tertiaire	16 600 tCO ₂ e	8%	19%	-40%	-94%	-97%
Transports	162 800 tCO ₂ e	6%	15%	-42%	-97%	-98%
Industrie	15 000 tCO ₂ e	-26%	-51%	-28%	-65%	-81%
Agriculture	56 600 tCO ₂ e	-6%	-13%	-19%	-44%	-58%
Total	355 700 tCO₂e	3%	9%	-37%	-86%	-91%

Grâce à ce travail d'analyse des scénarios, ainsi que de la concertation réalisée auprès des acteurs du territoire, une trajectoire pour les consommations d'énergies et la production et des émissions de GES a été retenue :

	Scénario retenu
Consommation d'énergie finale entre 2015 et 2030	-28% Soit 1 146 GWh
Émissions de GES entre 2015 et 2030	-40% Soit 212 447 tCO ₂ e
Production d'EnR	344 GWh Soit 30% de la consommation

Les scénarios sont établis à partir d'une croissance de population constante de +0,5%/an (hypothèses issues des objectifs à 20 ans du SCOT).

Les incidences de la stratégie sur l'environnement

La stratégie apportera aussi des bénéfices important sur l'ensemble des thématiques environnementales, notamment en améliorant parallèlement les conditions naturelles. Elle entrainera aussi des incidences potentiellement négatives sur lesquelles il s'agira d'être particulièrement vigilant. Les principales incidences par secteurs sont les suivantes :

Thématiques	Incidences positives	Incidences négatives
Bâtiments et habitat	<ul style="list-style-type: none"> Qualité de l'air Pression sur les ressources/pressions foncières Biodiversité Paysages 	<ul style="list-style-type: none"> Hausse des déchets Nuisances sonores Biodiversité
Mobilité et déplacements	<ul style="list-style-type: none"> Qualité de l'air Nuisances sonores Biodiversité Ressources et matières premières paysages 	<ul style="list-style-type: none"> Paysages Biodiversité Consommation d'espace Risques
Économie, agriculture et consommation	<ul style="list-style-type: none"> Biodiversité Secteur agricole Pollution (sols et eau) Séquestration carbone 	<ul style="list-style-type: none"> Nuisances sonores Déchets Paysages Biodiversité
Nouvelles énergies	<ul style="list-style-type: none"> Qualité de l'air Déchets 	<ul style="list-style-type: none"> Paysages Milieux naturels Nuisances et pollutions Ressources Qualité de l'air

Pour chaque incidences négatives, une première mise en garde a été intégrée au sein de l'évaluation environnementale de la stratégie. Le travail suivant est la mise en place du plan d'action pour répondre à cette stratégie. Au cours de sa création, l'ensemble des mises en garde produites ont été prises en compte pour s'assurer que les actions disposent d'une incidence négative la plus faible possible. Pour les actions qui ont une incidence encore présente, malgré les préconisations issues de la stratégie, un travail plus poussé va compléter le plan d'action avec la proposition de mesures d'évitement-réduction-compensation.

Respect des documents cadres

La construction de la stratégie a interrogée l'ensemble des documents à portée réglementaire nationale et régionale tout au long de sa construction.

Elle s'est appuyée sur le SRCAE Île-de-France en ce qui concerne la maîtrise des consommations d'énergie ainsi que la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte et la Stratégie Nationale Bas Carbone qui en découle pour les émissions de GES. Le plan d'action pour mettre cette stratégie en place décline, dans tous les secteurs d'activités, chacune des ambitions poursuivies : réduction des émissions de GES, développement des énergies renouvelables et maîtrise de la consommation énergétique. Elle s'appuie aussi de manière plus transverse sur le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).

Par ailleurs, aucune des mesures envisagées par la stratégie n'entre en conflit avec celle des documents cadres, et n'empêche pas d'autres acteurs de compléter leurs efforts. En ce sens, le PCAET est donc compatible avec ces documents (SRCAE, LETCV, PPA).

Le PCAET a suivi les objectifs du SRCAE pour l'énergie et de la SNBC pour les émissions de GES. Si certains objectifs ne peuvent être atteints malgré l'ambition forte, au global, la stratégie permet d'atteindre les objectifs généraux, tout en se voulant réaliste. Ainsi le PCAET de la CACPB prend en compte le SRCAE et la SNBC.

Le PCAET est compatible avec le PPA et le PREPA et il prend en compte le PREPA.

Le PCAET s'est appuyé directement sur le SCoT et ses objectifs, notamment dans la dynamique démographique mais aussi dans une consommation d'espace maîtrisée par un urbanisme et un aménagement durable ; les déplacements et transports au cœur des projets ; l'agriculture, une base économique structurante du territoire; une économie verte et énergies, l'environnement et ressources et en ne rentrant pas en contradiction avec les autres sujets. Le PCAET de la CACPB prend en compte le SCOT.

Les PLU communaux abordent les thèmes de l'évaluation environnementale, de l'efficacité énergétique des bâtiments, de l'éclairage public, des constructions

bioclimatiques et « écoresponsables », de la production d'énergies renouvelables, de la diversification économique des exploitations agricoles, de la sobriété énergétique, de la réduction des besoins de déplacement. Tous ces sujets sont couverts par le plan d'action du PCAET, qui prend donc en compte les orientations des PLU.

Synthèse de la stratégie

La stratégie définie dans le cadre du PCAET de la communauté d'agglomération de Coulommiers Pays-de-Brie devra permettre d'établir une trajectoire claire et ambitieuse pour les consommations d'énergie, les émissions des gaz à effet de serre ainsi que pour la production d'énergies renouvelables, ainsi que de manière transversale dans la structuration de la baisse des émissions de polluants. Cette trajectoire devra permettre de répondre aux exigences nationales et régionales à l'échéance 2030.

Le territoire a placé une ambition forte sur l'ensemble de ces thématiques afin d'être à la hauteur des enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air.

On retiendra que la stratégie de la CACPB comporte des volets dans lesquels il est particulièrement complexe d'atteindre les objectifs d'ici 2030, notamment car le territoire a accumulé un certain retard (sur le résidentiel et le tertiaire). Il sera nécessaire de continuer à chercher des potentiels et des leviers d'actions pour s'orienter sur une trajectoire en accord avec les exigences nationales et régionales.

La stratégie va amener un grand nombre d'incidences positives pour l'environnement en améliorant la qualité de l'air, limitant les pressions sur les ressources ou encore limitant les effets du changement climatique sur ce territoire sensible. Un important co-bénéfice est à attendre sur les milieux naturels et la biodiversité.

Mais ce sera aussi une source certaine d'incidences négatives. Des incidences qui ont été orientées au cours de la phase de stratégie afin de les éviter et de les réduire au maximum. L'objectif de ce premier regard de l'évaluation environnementale stratégique a été de conduire une stratégie qui soit la plus intéressante pour l'environnement, limitant les incidences particulièrement prévisibles, d'effectuer un premier signalement sur les incidences importantes qui ne peuvent être limitées et de développer au maximum les co-bénéfices.

La traduction de cette stratégie en plan d'action devra permettre de concrétiser par des actions précises cette ambition. Le travail de l'EES viendra s'appuyer lui aussi de manière plus concrète sur la proposition de mesures d'évitement, de réduction et de compensation pour garantir la prise en compte de l'environnement dans le PCAET de l'agglomération de Coulommiers Pays-de-Brie.

6. Étude des incidences du plan d'action

Méthodologie

Le plan d'action s'est construit en adéquation entre les enjeux climat-air-énergie mais aussi des enjeux propres au territoire pour le déploiement du PCAET pour répondre à la stratégie retenue. Le programme d'action a été élaboré en trois phases :

1. Co-construction avec des ateliers de concertation
2. Une analyse technique croisée « Bureau d'études/CACPB » afin d'évaluer la pertinence, l'impact et la faisabilité technique et financière des actions issues de la concertation.
3. Construction de fiches-actions qui guideront la mise en œuvre du plan climat durant les 6 années de son application

Le rôle de l'Évaluation Environnementale Stratégique est ici de décrire au mieux, pour chaque action, les conséquences positives ou négatives qu'elles peuvent avoir sur l'environnement et de les comparer au scénario de référence issu de l'état initial de l'environnement. En effet, si ces actions ont une finalité qui doit servir le territoire pour diminuer son empreinte carbone et ses émissions de polluants, elles peuvent cependant avoir des effets néfastes sur l'environnement direct. Il s'agira donc ici d'identifier les conséquences de chaque action du plan, et pour celles qui auraient des conséquences négatives, de proposer des mesures d'évitement, de réduction ou de compensation des impacts environnementaux. Pour ces dernières mesures, l'EES propose également des indicateurs de suivi qui permettront aux agents du Plan Climat de veiller à leur mise en place.

Le plan d'action

Le plan d'action est constitué de 4 axes, 12 objectifs et 40 actions.

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies	Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation énergétique et la performance énergétique	Action 1 - Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement
		Action 2 - Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH
		Action 3 - Promouvoir la mise en œuvre du permis de louer
	Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions	Action 4 - Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et communaux et un schéma directeur énergie
		Action 5 - Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux
		Action 6 - Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les nouvelles constructions et les mobiliser dans les projets intercommunaux
	Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables	Action 7 - Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire
		Action 8 - Développer le solaire thermique et photovoltaïque
		Action 9 - Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation
AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables	Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire	Action 10 - Mettre en place un Plan Local de Mobilité
		Action 11 - Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions
		Action 12 - Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie
	Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements	Action 13 - Développer des espaces de coworking
		Action 14 - Garantir le déploiement de la fibre optique
		Action 15 - Favoriser le télétravail pour les agents de l'agglomération et des communes
		Action 16 - Rapprocher les services des habitants
		Action 17 - Faciliter l'emploi local
	Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité	Action 18 - Assurer le suivi du schéma des liaisons douces
		Action 19 - Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux
		Action 20 - Promouvoir le Transport à la Demande
		Action 21 - Inciter à l'usage des modes de transport doux

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités naturelles	Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité	Action 22 - Soutenir la création du PNR
		Action 23 - Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation
		Action 24 - Contenir l'artificialisation des sols
		Action 25 - Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales
	Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau et adapter le territoire aux risques climatiques	Action 26 - Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable
		Action 27 - Poursuivre l'amélioration du traitement des eaux usées
		Action 28 - Prévenir le risque d'inondations en facilitant la gestion des milieux aquatiques
	Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire	Action 29 - Structurer l'offre touristique locale
		Action 30 - Développer le tourisme fluvial
		Action 31 - Promouvoir et soutenir les producteurs locaux
AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable	Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets	Action 32 - Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages
		Action 33 - Contribuer au réemploi et au tri des déchets
		Action 34 - Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets
	Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes	Action 35 - Encourager les circuits courts de proximité
		Action 36 - Sensibiliser aux bonnes pratiques environnementales
		Action 37 - Initier aux gestes écocitoyens
		Action 38 - Valoriser les projets locaux
	Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux	Action 39 - Accompagner les entreprises vers la transition écologique
		Action 40 - Suivre et évaluer le PCAET

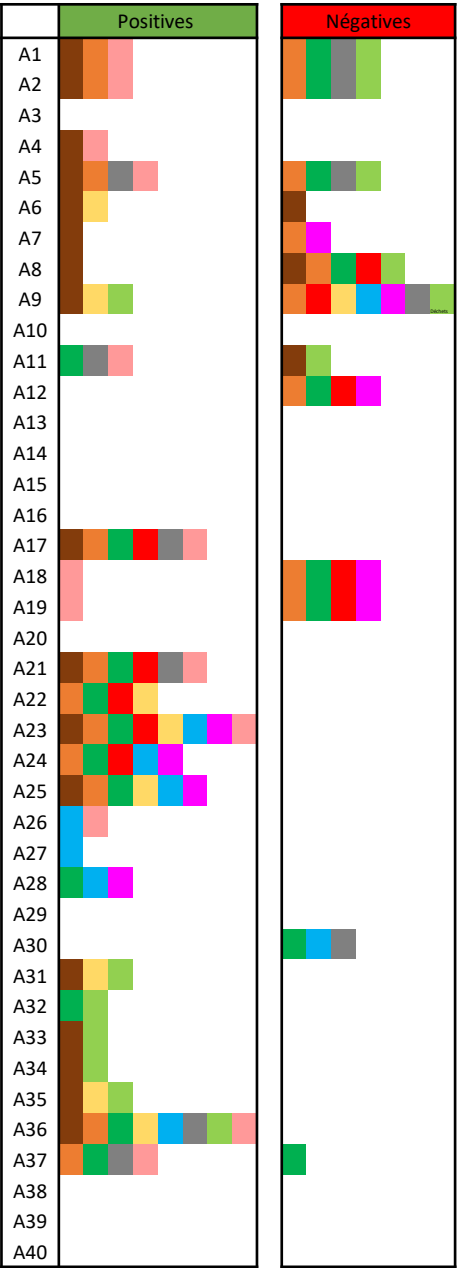
Synthèse des incidences

Le PCAET de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie se montre particulièrement positif pour l'environnement du territoire, notamment par rapport au scénario de référence et cela pour chaque thématique identifiée « à enjeu » au sein de l'état initial.

Il présente logiquement des incidences négatives qui s'expliquent par les besoins en nouvelles infrastructures nécessaires pour changer les pratiques actuelles, notamment sur la mobilité. On note aussi des incidences dans le développement des systèmes EnR ou dans la démocratisation et la facilitation de l'accès à la rénovation. Ces actions sont aujourd'hui indispensables pour mettre en œuvre une politique énergie/climat qui ait du sens. Il sera alors nécessaire de bien tenir compte des différentes mesures proposées et de prendre la question des incidences le plus en amont possible pour faciliter l'organisation et atténuer les effets.

Le plan d'action retenu pour mettre en place la stratégie territoriale du PCAET est porté sur la question de la biodiversité, c'est pourquoi il est particulièrement favorable à l'environnement. En plus d'être bénéfique à la thématique sur le territoire, cela se répercute sur la question des paysages mais aussi des pollutions et nuisances, de la préservation de la ressource en eau, de la consommation d'espace et enfin de la santé des citoyens. La promotion des initiatives citoyennes et la mobilisation des acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux est également permet d'avoir un PCAET ambitieux sur la thématique de l'environnement.

Incidences sur l'environnement	Scénario de référence	Mise en place du PCAET (avec suivi des mesures ERC)
Conditions physiques et ressources naturelles	-	++
Paysages	-	+
Biodiversité et trame verte et bleue	-	++
Consommation d'espace	-	-
Agriculture et sylviculture	-	+
Ressource en eau	+	++
Risques naturels	=	+
Nuisances et pollutions	-	- (temporaire)
Déchets	+	++
Santé et citoyens	-	++



Synthèse des mesures correctrices

Actions	Mesures correctrices
A1	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les éléments architecturaux qui forgent l'identité du territoire • Sensibiliser les porteurs des projets de la rénovation pour les bâtiments concernés • Mettre à jour (ou produire) les inventaires des gîtes de chiroptères et de suivi faunistiques en général • Sur les sites sensibles, se faire accompagner par un écologue avant le démarrage des travaux pour identifier la présence d'espèces protégées et mobiliser les associations locales • Mettre en place une communication sur la question des gîtes et la rénovation pourrait être un plus (se rapprocher de la LPO par exemple) • Garantir des chantiers limitant la diffusion de particules fines dans l'air et la mise en place de moyens d'atténuation acoustique (bâches) • Intégrer la question des nuisances et des pollutions dans la commande publique • Sensibiliser les acteurs de la filière du BTP et travailler sur la performance de la filière « déchets du BTP » et sur la valorisation de ces déchets
A2	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les éléments architecturaux qui forgent l'identité du territoire • Sensibiliser les porteurs des projets de la rénovation pour les bâtiments concernés • Réaliser des actions de sensibilisation en parallèle du développement de l'action • Mettre à jour (ou produire) les inventaires des gîtes de chiroptères et de suivi faunistiques en général • Sur les sites sensibles, se faire accompagner par un écologue avant le démarrage des travaux pour identifier la présence d'espèces protégées • Mobiliser les associations locales • Mettre en place une communication sur la question des gîtes et la rénovation pourrait être un plus (se rapprocher de la LPO par exemple) • Garantir des chantiers limitant la diffusion de particules fines dans l'air et la mise en place de moyens d'atténuation acoustique (bâches) • Intégrer la question des nuisances et des pollutions dans la commande publique • Sensibiliser les acteurs de la filière du BTP, travailler sur la performance de la filière « déchets du BTP » et sur la valorisation de ces déchets
A3	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les éléments architecturaux qui forgent l'identité du territoire • Sensibiliser les porteurs des projets de la rénovation pour les bâtiments concernés • Réaliser des actions de sensibilisation en parallèle du développement de l'action
A5	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à jour (ou produire) les inventaires des gîtes de chiroptères et de suivi faunistiques en général • Sur les sites sensibles, se faire accompagner par un écologue avant le démarrage des travaux pour identifier la présence d'espèces protégées • Mobiliser les associations locales • Mettre en place une communication sur la question des gîtes et la rénovation pourrait être un plus (se rapprocher de la LPO par exemple) • Garantir des chantiers limitant la diffusion de particules fines dans l'air et la mise en place de moyens d'atténuation acoustique (bâches) • Intégrer la question des nuisances et des pollutions dans la commande publique • Sensibiliser les acteurs de la filière du BTP, travailler sur la performance de la filière « déchets du BTP » et sur la valorisation de ces déchets

Synthèse des mesures correctrices

Actions	Mesures correctrices
A7	<ul style="list-style-type: none"> Porter une réflexion sur une gestion équilibrée de la ressource locale pour éviter une pression trop importante
A8	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner la campagne de sensibilisation au déploiement du solaire, avec une communication appropriée sur la problématique des ressources Mettre en avant les systèmes les plus adaptés et moins consommateurs de ressources, répertoriés dans un guide à destination des particuliers, entreprises et collectivités. Un guide commun sur les ressources, les déchets et l'intégration du solaire dans les paysages peut se montrer pertinent en parallèle de la communication initiée par ces actions Travailler avec l'Architecte des Bâtiments de France à l'élaboration d'un cahier de recommandations architecturales et paysagères locales relatives à l'implantation de panneaux photovoltaïques. Porter une réflexion sur l'intégration paysagère des systèmes de méthanisation Privilégier des espaces avec un faible impact pour la biodiversité (friches industrielles par exemple comme indiqué dans la fiche action) Une étude d'impact sera obligatoire Porter une réflexion sur les matériaux recyclables et sensibiliser les acteurs sur le sujet
A9	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser des espaces déjà urbanisés Limiter la consommation d'espaces inutiles avec des infrastructures calibrées Instituer la notion de perméabilisation des sols lorsque c'est possible (parkings) Veiller à garder un équilibre production alimentaire et production énergétique. Le système de culture intégrant des CIVE doit être étudié dans son ensemble pour ne pas perturber la production alimentaire, en permettant d'améliorer la résilience des systèmes et de leurs fonctions écosystémiques. L'ajustement de l'apport de digestat aux besoins des plantes réceptrices, en prenant en compte leur période d'absorption de l'azote minéral, et les reliquats d'azote minéral disponible, est nécessaire pour les limiter, à l'instar de tout fertilisant appliqué. Limiter l'imperméabilisation dans le cadre de nouvelles constructions Sensibiliser les acteurs sur les questions d'épandage La variabilité des digestats impose de bien connaître leur composition pour ajuster les pratiques à mettre en œuvre pour limiter les pertes. Les bonnes pratiques pour limiter voire éliminer le risque de volatilisation de l'azote ammoniacal sont connues : <ul style="list-style-type: none"> - La couverture étanche des espaces de stockage des digestats - Les choix du matériel et de la période d'épandage sont essentiels. Ils doivent être adaptés à la nature des sols (portance, pH, présence de cailloux), au type de culture et aux conditions climatiques et favoriser l'incorporation rapide des digestats dans le sol. Il s'agira d'être vigilant sur la gestion des déchets et des eaux usées issues du processus de méthanisation.
A11	<ul style="list-style-type: none"> Prioriser des actions de transformation des habitudes et de réduction de la mobilité avant le passage systématique aux véhicules électriques
A37	<ul style="list-style-type: none"> Accompagner l'optimisation d'éclairage par une étude de pollution lumineuse (cela est déjà proposé dans la fiche action) Réaliser des extinctions dans les communes lorsque c'est possible Porter une réflexion sur une trame noire à l'échelle du territoire

Synthèse des mesures correctrices

Actions	Mesures correctrices
A12	<ul style="list-style-type: none"> • Planter des arbres le long des routes • Eviter la destruction d'écosystèmes rares • Réaliser une étude d'impact • Favoriser des zones déjà urbanisées • S'orienter sur des infrastructures perméables • Prendre en compte la gestion des ruissellements lors de l'élaboration du projet
A18	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer de l'insertion paysagère des infrastructures à intégrer dans la commande publique • Faire appel aux génies écologiques pour permettre aussi d'atténuer la perception de ces infrastructures • Intégrer des éléments naturels autour des zones de covoiturage par le biais du génie écologique • Réaliser une étude d'impact même lorsqu'elle ne serait pas obligatoire • Réaliser des constructions qui soient les moins impactantes pour la biodiversité (techniques du génie écologique) • Eviter la destruction d'écosystèmes rares • Favoriser la réutilisation d'espaces déjà urbanisés pour l'implantation d'infrastructures pour la mobilité • Choisir des matériaux adaptés, perméables et végétalisés pour limiter l'impact de l'artificialisation • Prendre en compte la gestion des ruissellements lors de l'élaboration du projet
A19	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer de l'insertion paysagère des infrastructures à intégrer dans la commande publique • Faire appel aux génies écologiques pour permettre aussi d'atténuer la perception de ces infrastructures • Intégrer des éléments naturels autour des zones de covoiturage par le biais du génie écologique • Favoriser la réutilisation d'espaces déjà urbanisés pour l'implantation d'infrastructures pour la mobilité • Choisir des matériaux adaptés, perméables et végétalisés pour limiter l'impact de l'artificialisation • Prendre en compte la gestion des ruissellements lors de l'élaboration du projet
A30	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une gestion des déchets capables d'absorber la différence de quantité entre la saison touristique et la saison creuse. • Evacuer les eaux usées uniquement dans des endroits spécialement dédiés (par exemple, éco-marines). • Utiliser les installations de lavage uniquement sur le rivage • Faire une maintenance régulière des moteurs et des pièces d'isolation • Considérer l'introduction de navires silencieux à propulsion électrique (bien que les capacités et le rayon d'action soient limités) dans des zones naturelles sensibles pour limiter les perturbations

7. Les incidences sur le réseau Natura 2000

Principe :

Les réseaux Natura 2000 sont des outils fondamentaux de la politique européenne de préservation de la biodiversité, les sites Natura 2000 visent une meilleure prise en compte des enjeux de biodiversité dans les activités humaines. Ces sites sont désignés pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité européenne. La liste précise de ces habitats et espèces est annexée à la directive européenne oiseaux et à la directive européenne habitats-faune-flore.

Il existe 2 types de zones Natura 2000 :

Les **Zones de Protection Spéciale (ZPS)**, sont créées en application à la directive oiseaux et ont pour objectif d'assurer un bon état de conservation des espèces d'oiseaux menacées, vulnérables ou rares.

Les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** qui répondent à la directive habitat et sont créés pour atteindre un objectif de bonne conservation des sites écologiques (habitats et espèces faune/flore).

A noter que certaines zones peuvent être dans les deux catégories.

L'objectif de cette phase est de déterminer si le projet de PCAET peut avoir un effet significatif sur les zones Natura 2000 présentes au sein du périmètre du territoire étudié.

Les sites Natura 2000 se caractérisent, outre par leur intérêt écologique, par une réglementation particulièrement stricte, encadrée par les articles L. 414-1 à L. 414-7 et R. 414-1 à R. 414-29 du Code de l'environnement. Un Document d'Objectifs (DOCOB) précise les orientations de gestion, mesures de conservation et de prévention, modalités de mise en œuvre ainsi que les dispositions financières en vigueur sur le site Natura 2000 concerné.

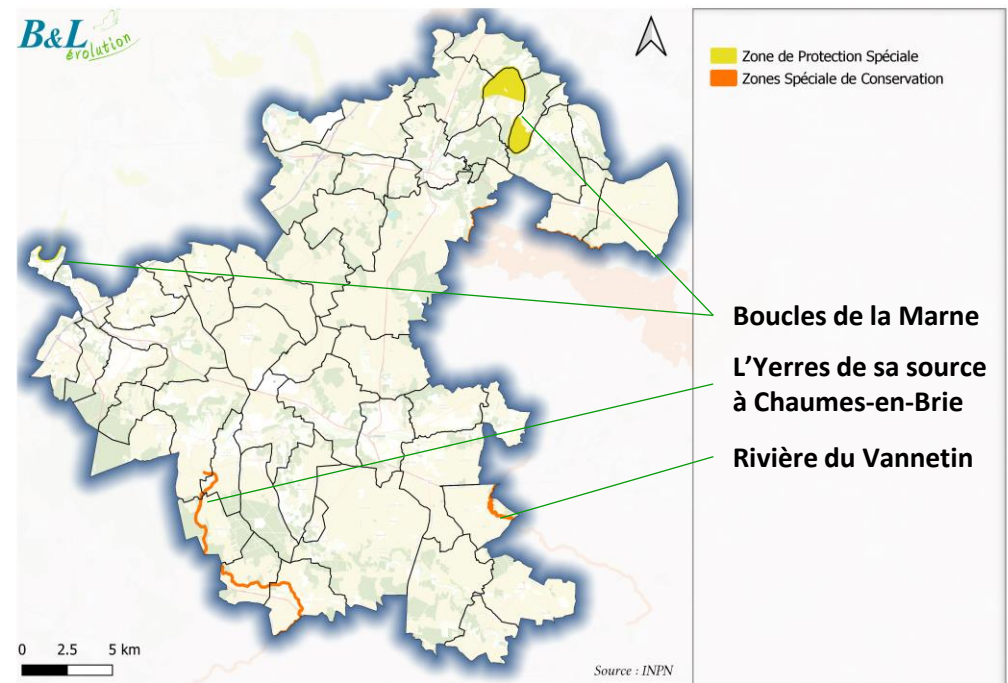
L'article L. 414-4 du Code de l'environnement précise que « les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation, lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après "Évaluation des incidences Natura 2000" ».

L'article R. 122-20 précise que le rapport de l'évaluation environnementale doit exposer cette évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4.

Le réseau Natura 2000 du territoire :

Le territoire de la CACPB est concerné par plusieurs zones Natura 2000 :

- **2 Zones Spéciales de Conservation**
- **1 Zone de Protection Spéciale**



Les incidences du PCAET sur les zones Natura 2000

Les projets de PCAET sont des plans construits en faveur de l'environnement. Dans une approche globale, la stratégie et les actions visent un objectif d'amélioration des conditions environnementales et d'un développement durable pour le territoire. Ce qui implique une incidence positive majeure sur le réseau Natura 2000.

Cependant, le plan d'action du PCAET retenu pour mettre en place la stratégie du territoire présente certaines incidences négatives sur l'environnement. Il s'agit dans la plus majeure partie des cas, d'incidences potentielles qui peuvent être déterminantes en fonction de l'emplacement et du calibrage des projets. C'est pourquoi il est difficile d'introduire à l'heure actuelle la notion d'incidences Natura 2000 et notamment d'affirmer ou infirmer les éventuelles pressions qui pourraient porter préjudice aux zones Natura 2000, notamment par la consommation d'espace, l'urbanisation de zones naturelles ou d'éventuelles destructions d'habitats de faune ou de flore. En fonction de leur localisation, les projets pourront porter un préjudice certain sur la zone Natura 2000. Dans le cas contraire, on peut affirmer que le PCAET n'aura aucune incidence. Il est donc nécessaire de bien accorder les projets issus du plan d'action avec les documents d'objectifs des zones.

Les objectifs et principe de précaution :

- **Boucles de la Marne**

Seules les questions d'urbanisation de l'espace pourrait être à l'origine d'impacts significatifs pour la zone. Il sera donc nécessaire de mettre en place les projets urbanisant à l'extérieur du périmètre (développement des énergies renouvelables et des infrastructures pour la mobilité douce).

Un point de vigilance est à avoir à propos du développement du tourisme fluvial. Cette activité devra suivre des recommandations strictes afin d'éviter tout impact sur la zone Natura 2000 (pollution, dérangement d'espèces...). Un guide de bonnes pratiques pourra être élaboré, donnant des conseils quant à la pratique de différentes activités (navigation, kayak...) au sein de la zone Natura 2000.

Notons que de nombreuses actions retenues sont d'ailleurs positives pour la zone, comme la maîtrise de l'urbanisation, la réduction des polluants atmosphériques et des nuisances sonores, ou encore la gestion et la préservation des milieux aquatiques.

- **La rivière du Vannetin**

Le plan d'action n'aura pas d'incidence négative sur cette zone Natura 2000.

Notons que de certaines actions retenues sont d'ailleurs positive pour la zone, comme la réduction des intrants utilisés en agriculture, l'amélioration du traitement

des eaux usées et la gestion et la préservation des milieux aquatiques.

- **L'Yerres de sa source à Chaumes-en-Brie**

Le plan d'action n'aura pas d'incidence négative sur cette zone Natura 2000.

Comme pour la rivière du Vannetin, notons que certaines actions retenues sont d'ailleurs positives pour la zone, comme la réduction des intrants utilisés en agriculture, l'amélioration du traitement des eaux usées et la gestion et la préservation des milieux aquatiques.

Conclusion sur les incidences Natura 2000

Le PCAET n'entre pas en conflit avec les objectifs des zones Natura 2000 sur le territoire. Au contraire les actions en faveur de la biodiversité, du maintien de zones favorables (zones humides ou forestières), de la qualité de la ressource en eau se montrent particulièrement bénéfiques et compatibles avec les objectifs.

Les actions pouvant entraîner une consommation d'espaces naturels ou agricoles pourront être à l'origine d'incidences négatives sur le réseau Natura 2000 du territoire de la CACPB. Avec leurs objectifs réglementaires, les zones Natura 2000 ne sont techniquement pas urbanisables. Cependant, des projet d'aménagements et les activités humaines ne sont pas exclus dans les sites Natura 2000, sous réserve qu'ils soient compatibles avec les objectifs de conservation des habitats et des espèces qui ont justifié la désignation des sites. Une démarche d'étude d'incidences sera alors nécessaire avec pour but de déterminer si le projet peut avoir un impact significatif sur les habitats, les espèces végétales et les espèces animales ayant justifié la désignation du site Natura 2000. Si tel est le cas, l'autorité décisionnaire doit s'opposer au projet (sauf projet d'intérêt public majeur). Seuls les projets qui n'ont pas d'impact significatif peuvent être autorisés.

Les projets pouvant être produits sur le territoire pourront avoir un « effet notable dommageable » sur les zones Natura 2000. Des mesures compensatoires pourront être envisagées selon les conditions suivantes :

1. Absence de solutions alternatives
2. Existence de raisons impératives d'intérêt public

Vu les types de projets, la surface des zones Natura 2000 par rapport à la surface totale du territoire et les effets que ces projets pourraient avoir **il est fortement déconseillé de développer les projets urbanisant à l'intérieur du périmètre du réseau Natura 2000.**

PARTIE 2 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

CONTEXTE TERRITORIAL
RAPPEL DU DIAGNOSTIC
MILIEU PHYSIQUE
MILIEU NATUREL
MILIEU HUMAIN

PAGE 46

PAGE 47

PAGE 49

PAGE 64

PAGE 87

1. Contexte territorial



La communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie est une intercommunalité de 495,20 km² située au nord du département de Seine-et-Marne (77), en région Ile-de-France. Ses 54 communes rassemblent une population totale de 92 977 habitants en 2017, ramenant la densité à 188 hab/km².

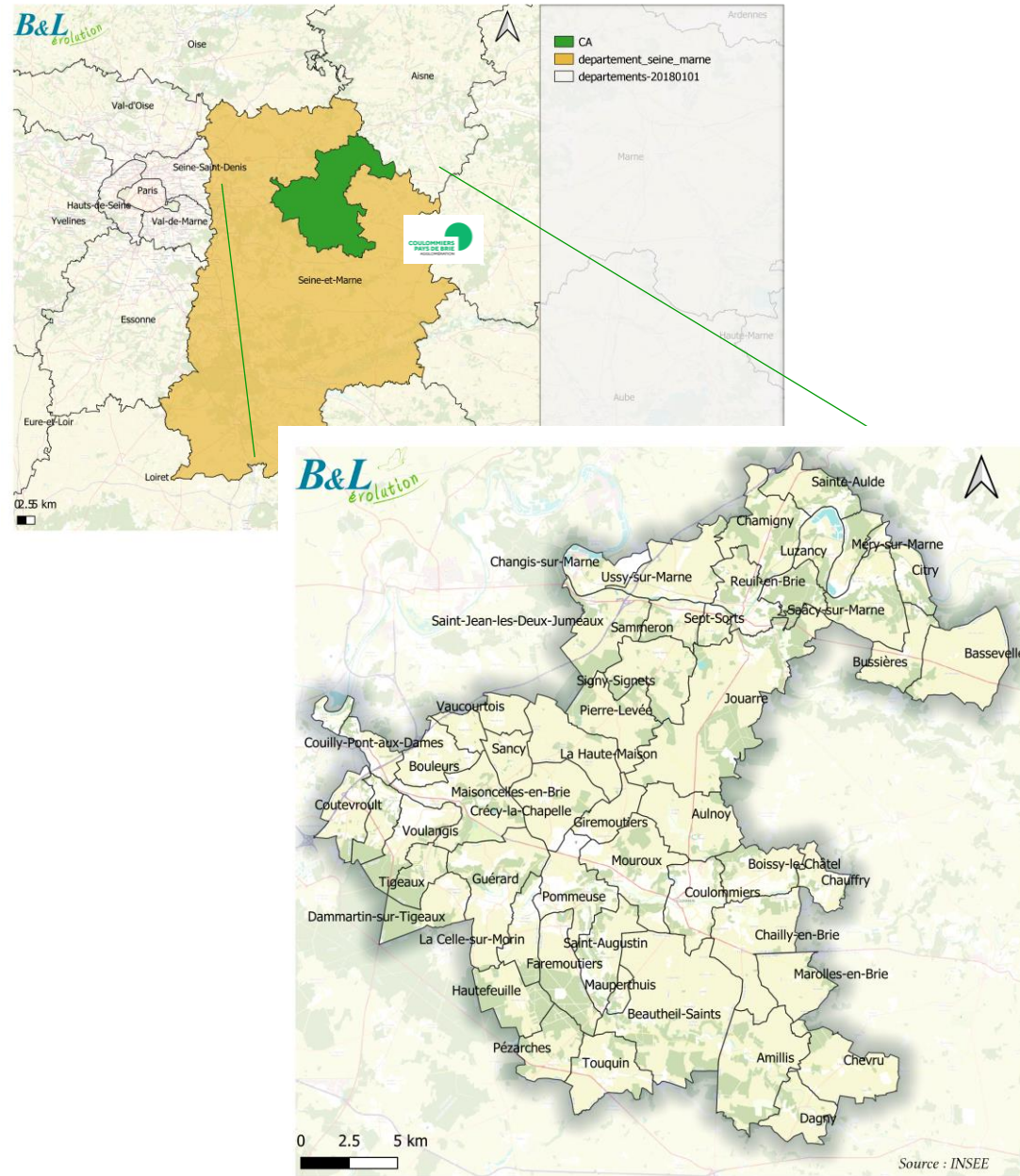
Cette collectivité est créée le 1^{er} janvier 2020 après plusieurs fusions :

- Au premier janvier 2018, la communauté de commune de Coulommiers fusionne avec la communauté de communes de Pays Fertois, pour devenir la CA de Coulommiers Pays de Brie
- Au premier janvier : la communauté de communes Pays de Créçois fusionne avec la CACPB. Le nom de la CACPOB est resté le même après cette fusion.

L'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie se situe à quelques dizaines de kilomètres de Paris, et non loin du pôle d'emplois de Marne-la-Vallée, une aubaine pour son dynamisme, qu'elle ne manque pas de citer dans ses atouts.

Par ailleurs, la personnalité du territoire de l'intercommunalité se fonde sur la forte influence de son héritage agricole et religieux chrétien. Par conséquent on notera la volonté de mise en valeur des fromages de Brie et de son patrimoine architectural.

Plus particulièrement, le territoire dispose d'un grand panel d'offres touristiques dédiées aux activités en pleine nature. Une richesse de propositions quant aux randonnées « à pied », « en vélo » ou « sur l'eau » laissent entrevoir les multiples fondements d'un riche environnement naturel. La valorisation écologique et paysagère notamment par la présence du projet de PNR Brie et Deux Morin est mise en exergue dans les ambitions de la collectivité.



Sources: Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie

2. Rappels du diagnostic

Le diagnostic territorial de Coulommiers Pays de Brie

Consommation d'énergie finale



- Une consommation annuelle de **1 600 GWh** dont 62% d'énergies fossiles. Cela correspond à 17 MWh par habitant, contre 16 MWh pour le département et 20 MWh pour la région Île-de-France



- Dans un scénario de laisser faire la consommation augmenterait d'environ 1% par an alors que les objectifs nationaux et régionaux impliquent une baisse de 5% par an.



- Un potentiel d'économie d'énergie de l'ordre de **545 GWh** mais que ne dépend pas seulement de l'EPCI.

Énergies renouvelables



- Une injection de **biométhane** sur le réseau de gaz de **45 GWh** à partir de 3 sites à la ferme.



- Un **réseau de chaleur** alimenté principalement par la **géothermie**



- Une présence très faible du **solaire** et de pompes à chaleur (géothermie très basse énergie)



- Des ressources renouvelables riches et variées : biomasse, éolien, solaire, petit hydraulique ...

Distribution et transport d'énergie



- Un accès privilégié aux réseaux de transport d'électricité et de gaz facilitant l'intégration d'une production renouvelable, mais de nombreuses communes non desservies par le réseau de gaz



- Des réseaux de distribution en cours de modernisation mais sans travaux majeurs



- **Un réseau de chaleur à Coulommiers**, mais un potentiel assez faible en termes de production et de récupération de chaleur fatale.

Émissions de gaz à effet de serre (GES)



- **347 000 tonnes équivalent CO₂ émises par an** (hors production d'énergie)



- **3,8TCO₂e par habitant et par an**, soit l'équivalent de 15.000km en voiture par personne



- **Presque la moitié des émissions proviennent des transports routiers.**

Qualité de l'air



- Une qualité de l'air globalement bonne



- L'agriculture est le premier secteur émetteur d'ammoniac et de particules fines (PM₁₀)



- Le secteur résidentiel est le 1^{er} secteur émetteur de dioxyde de soufre et le 2^{ème} secteur émetteur de particules fines



- Les transports sont le 1^{er} secteur émetteur de NOx

Séquestration du carbone



- Un territoire composé majoritairement de **surfaces agricoles**. Par rapport au reste du département de Seine-et-Marne et à la moyenne nationale c'est un territoire **relativement peu artificialisé**.



- **4,5 millions de tonnes de carbone sont stockées sur le territoire**. Les deux tiers de ce stock se trouvent dans les sols et un tiers dans la végétation.



- **66 000 tonnes de CO₂ sont séquestrées par an** grâce à une exploitation durable des surfaces forestières existantes



- Le potentiel de séquestration géologique est limité

Vulnérabilité climatique



- **3.43°C en plus en moyenne et 98 jours de vague de chaleur par an** à la fin du siècle en cas d'inaction.



- **Des hivers plus pluvieux et des été plus secs** entraînant un risque accru d'inondation et de sécheresse



- **Une modification significative du climat qui touche tous les secteurs de la société**



- La présence de **cours d'eau importants** engendre de **forts risques de crue** et impose le classement de nombreux espaces en zones inondables



CONTEXTE PHYSIQUE ET PAYSAGER

Les paramètres physiques

Un territoire s'appréhende selon plusieurs composantes qui, en s'additionnant, permettent de mieux le comprendre et de le lire. Cette partie s'articule autour des aspects suivants, faisant le point sur les caractéristiques du milieu physique:



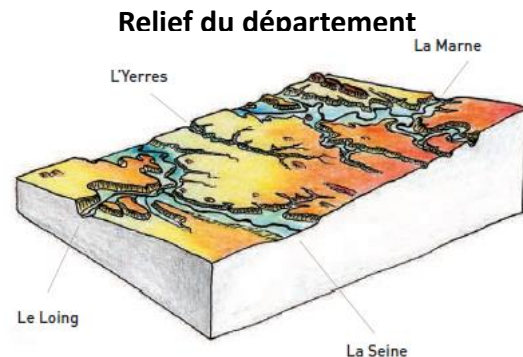
1. Paramètres physiques du territoire

Les paramètres physiques

Le paysage naturel d'un territoire s'appréhende selon plusieurs composantes qui, en s'additionnant, permettent de mieux le comprendre et de le lire selon ces paramètres naturels et les activités humaines qui s'y développent.

Un relief de plateaux et de vallées

Le département de la Seine-et-Marne est essentiellement composé de plateaux parcourus par un réseau hydrographique significatif, dragné par les deux cours d'eau qui composent son nom. On peut distinguer trois strates : un plateau incliné, des reliefs en bosse et des reliefs en creux, donnant lieu à une alternance de plateaux et de vallées qui caractérisent la géomorphologie du département. Le territoire de la communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie ne fait pas exception à cette singularité.



Le relief de l'intercommunalité, aux caractéristiques de plaine, particulièrement plat, gravite autour de 50 à 200m d'altitude portant une légère tendance d'élévation vers le nord dont les altitudes dépassent tous juste 200m.

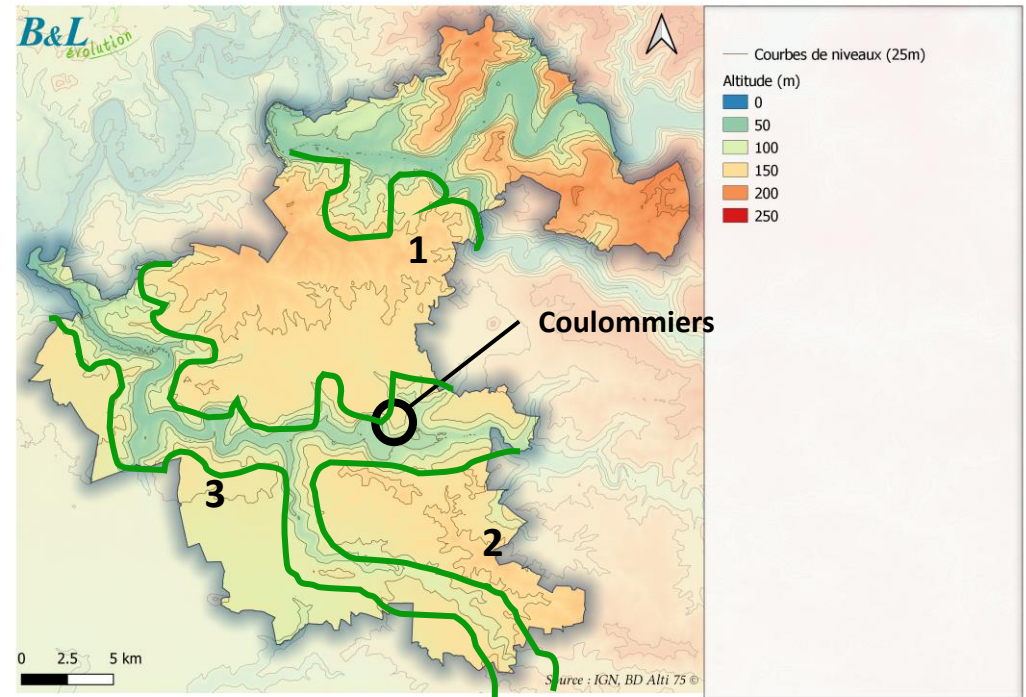
La réelle influence du système hydrologique de cet espace permet de distinguer le tracé de certains des cours d'eau qui l'occupent.

Trois plateaux peuvent être définis ici:

- Plateau central délimité par le Grand Morin et la Marne (1)
- Deux plateaux au sud du Grand Morin séparés par l'Aubetin (2 à l'est de l'Aubetin et 3 à l'ouest de l'Aubetin).

La présence de collines éparses (ou buttes) dues à la nature géologique est également à souligner.

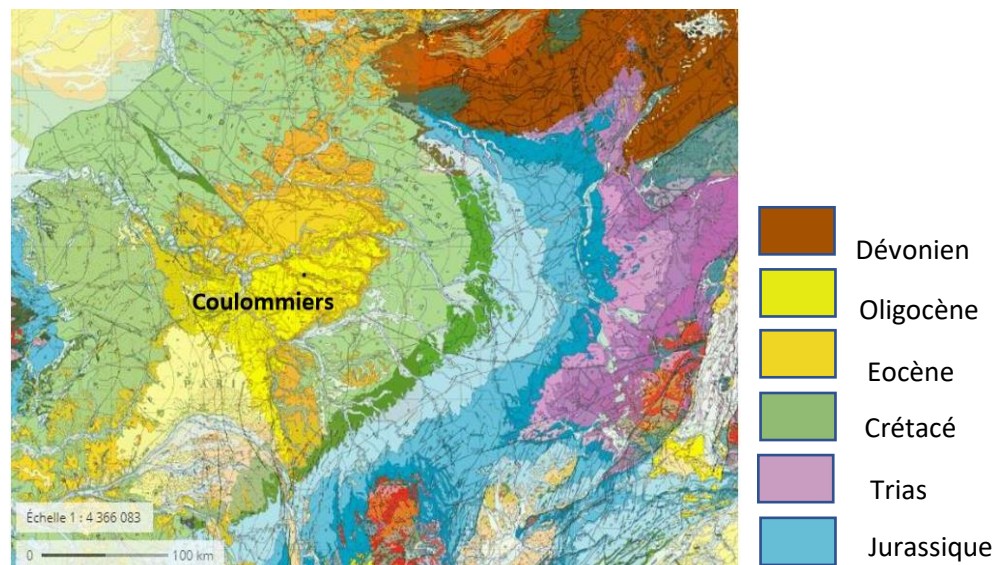
Carte du relief de Coulommiers Pays de Brie



Un sous-sol sédimentaire

La France est un territoire profondément agricole. Le Bassin parisien est connu pour ses grandes plaines d'exploitation qui lui valent d'être une des régions françaises les plus dynamiques de ce secteur. Ce dynamisme est entre autre dû à sa nature géologique.

Carte de formations géologiques du nord de la France



Le département appartient à la partie centrale du Bassin Parisien au sein duquel se sont empilées une succession de couches sédimentaires qui donnent lieu à une alternance de couches dures calcaires et de couches tendres sableuses ou argileuses.

Dans ce contexte, la communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie fait partie de la formation de couches principalement dures.

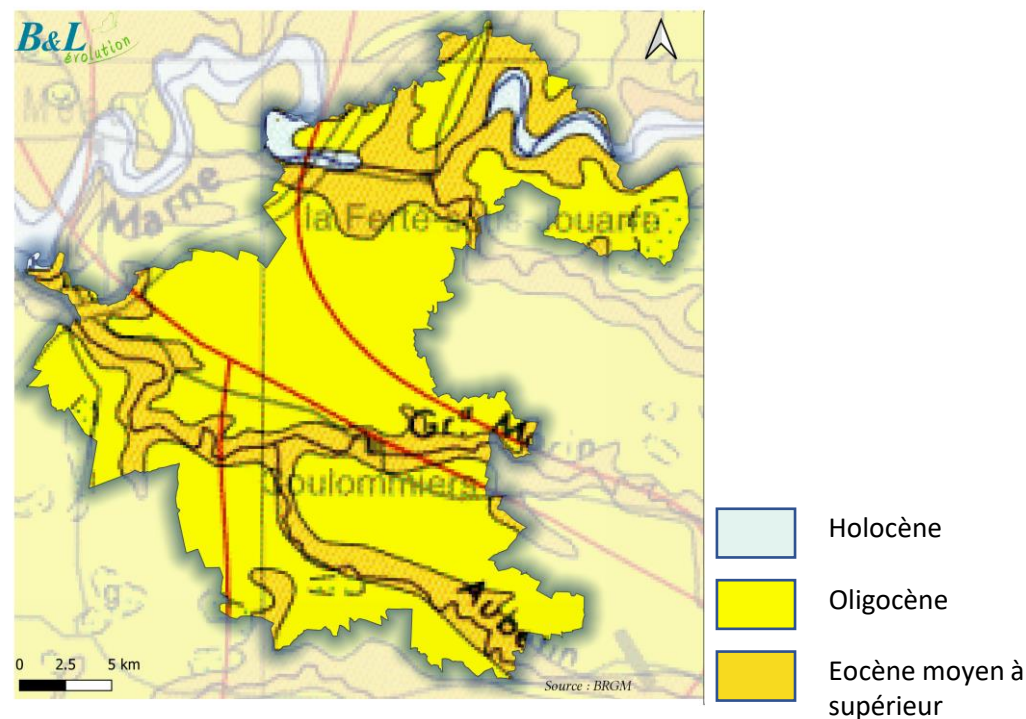
Les compositions géologiques de l'intercommunalité sont exclusivement de nature sédimentaire (*formations marneuses, des calcaires siliceux, ou encore des limons (lœss)*), toutes très riches en carbone, donnant aux sols des vertus de fertilité notables.

Les roches de l'Eocène moyen à supérieur font surface sur les coteaux de vallées. Dans le lit de la vallée de la Marne cette formation rocheuse est accompagnée de celles datant de l'holocène.

La présence de cette rivière rend la géologie au nord plus diversifiée, avec une couverture plus importante de formation Eocène qu'au sud où les roches de l'Oligocène dominent les plateaux.

Sources: Le Portail, La Seine-et-Marne . Com; Géoportail; Cartographie : B&L évolution

Carte de géologie du territoire

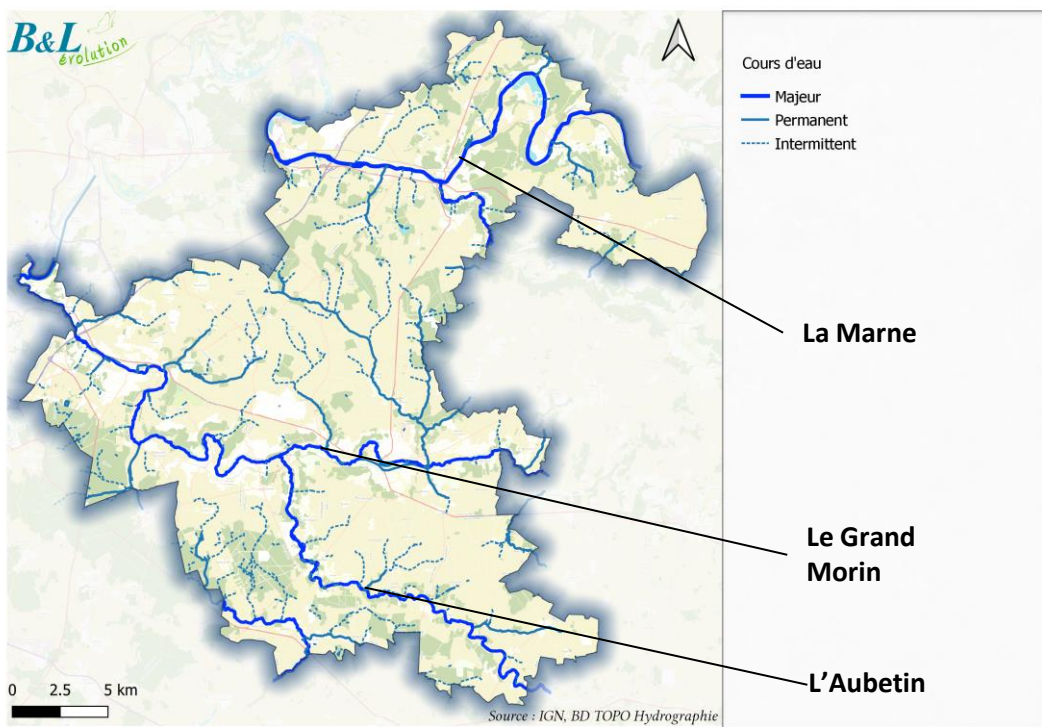


Un réseau hydrographique riche

Le réseau hydrographique est l'élément qui va jouer un rôle majeur dans l'organisation et les dynamiques de l'ensemble des composantes que l'on a vu précédemment par leur travail d'érosion et de lessivage et vont ainsi conditionner toute la perception visuelle. Le département de Seine-et-Marne compte près de 4 400 kilomètres de rivières, et comporte 20 grands bassins versants. D'est en ouest, deux cours d'eau d'importance significative irriguent abondamment le territoire départemental: la Seine dont les affluents principaux sont: *l'Yonne, le Loing, l'Ecole et l'Yerres* et la Marne dont les affluents principaux sont : *les 2 Morin, la Théroutanne et l'Ourcq*.

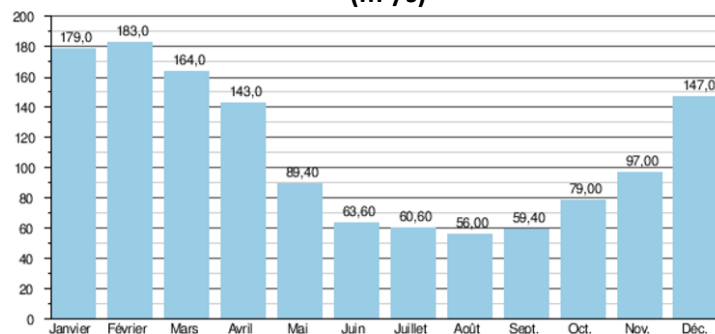
Le territoire de la Communauté d'Agglomération possède la quasi-totalité de son système hydrologique sur le bassin versant de la Marne. Cependant on distingue quelques cours d'eau du bassin de l'Yerres qui se manifestent au sud-ouest de l'intercommunalité. Ce réseau hydrographique, comme évoqué précédemment, se dessine en cohérence avec le relief, traçant ainsi ses lignes d'est en ouest.

Carte du réseau hydrographique



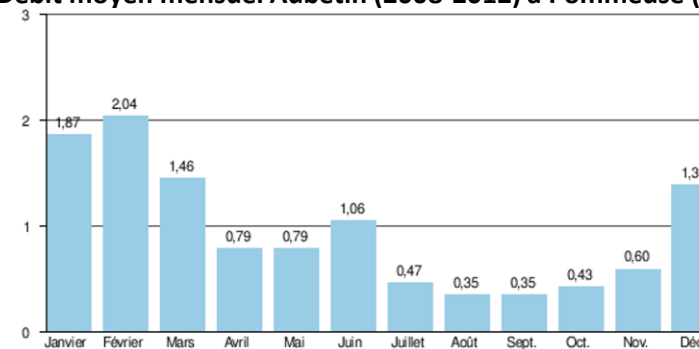
Ces trois principales rivières sont alimentées d'un réseau relativement dense de plus petits cours d'eau. Le plateau au sud-est de la Communauté d'Agglomération semble cependant concerné par une densité du réseau moins importante. La Marne est donc la rivière principale de l'intercommunalité. Elle est rejointe par le Grand Morin en aval de la Communauté d'Agglomération, qui lui-même possède l'Aubetin comme affluent.

Débit moyen mensuel de la Marne (entre 1983 et 2018) à Gournay-sur-Marne (m³/s)



Sources: Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie, Banque Hydro

Débit moyen mensuel Aubetin (2008-2012) à Pommeuse (m³/s)

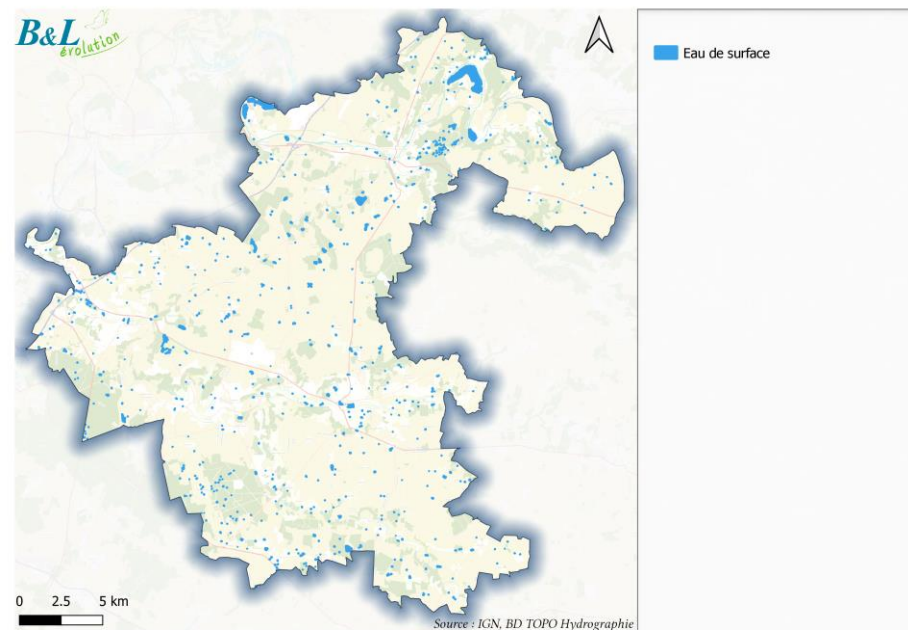


Les débits annuels des cours d'eau de ce territoire sont la conséquence de régimes pluviaux océaniques, caractéristiques de la région parisienne. Ce régime est marqué par un maximum en hiver et un minimum en été. Cette différence n'est pas spécialement produite par les contrastes saisonniers pluviométriques mais davantage par les écarts de capacités d'évaporation plus importantes en été qu'en hiver. Les débits dessinent donc une courbe en miroir à celle des températures.

Débits moyens annuels:

- La Marne à Ferté-sous-Jouarre: 91.80 m³/s
- Le Grand Morin à Montry: 7,61m³/s
- L'Aubetin à Pommeuse: 0,90m³/s

Cartes des eaux de surfaces



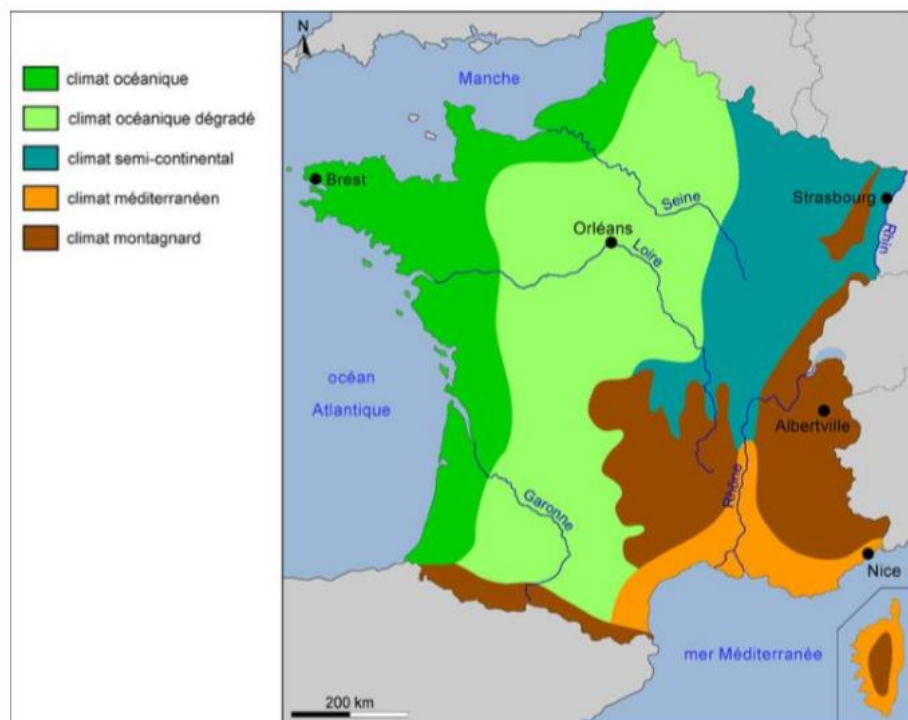
En outre, on notera l'importante présence de milieux accueillant des eaux de surfaces tels que des mares et des étangs, ayant de très forts potentiels écologiques pour les amphibiens ou encore les oiseaux migrateurs. On distingue au nord des bassins de taille importante par rapport aux autres points d'eau. Ce sont des bassins artificiels sur la commune de Sainte-Aulde, créés dans le cadre d'un réaménagement de site de carrières.

Un climat océanique dégradé

Le climat est le dernier élément qui va interagir avec le paysage, même s'il va peu influencer directement la structure paysagère, le climat va être un facteur déterminant de l'occupation du sol et notamment de la végétation mais aussi du réseau hydrographique.

Le Bassin Parisien connaît un climat océanique induisant des températures modérées, caractérisées par une faible amplitude inter-saisonnière. Les températures moyennes annuelles sont de 14,05°C, mais elles sont impactées par la présence d'un îlot de chaleur urbain à Paris, où les températures minimales y sont ainsi adoucies (+2°C en moyenne par rapport aux zones forestières). La hauteur des précipitations annuelles (1981–2010) est de 676,9 mm avec le mois de mai qui connaît le plus grand cumul.

Carte des climats de France



Sources : Météo France,

Cette homogénéité annuelle du climat fait partie des conditions optimales pour la végétation car n'induit que peu de contrastes au cours de l'année. Ainsi, le climat présente une autre condition favorable non seulement à la vie humaine procurant de l'eau en suffisance, mais également à l'agriculture, notamment pour le blé, l'orge, ou le maïs.

Disponibilité en eau:

La distribution annuelle des pluies est homogène, en Seine-et-Marne avec un cumul minimum de 47,6 mm en février et maximum de 64,6 mm en mai.

Cette homogénéité de la répartition des précipitations n'assure cependant pas la recharge des nappes du fait d'une forte évapotranspiration du printemps à l'automne et la rapidité des averses sur sols secs. L'hiver est donc la période d'infiltration où les nappes peuvent se recharger. On notera par conséquent une saisonnalité dans la disponibilité en eau malgré cette homogénéité affirmée précédemment, due au contraste thermique annuel.

Diagramme climatique de Melun (Températures (°C) et Précipitations (mm))

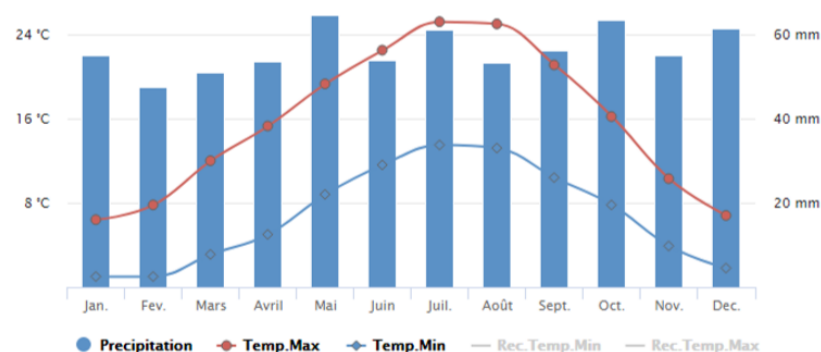
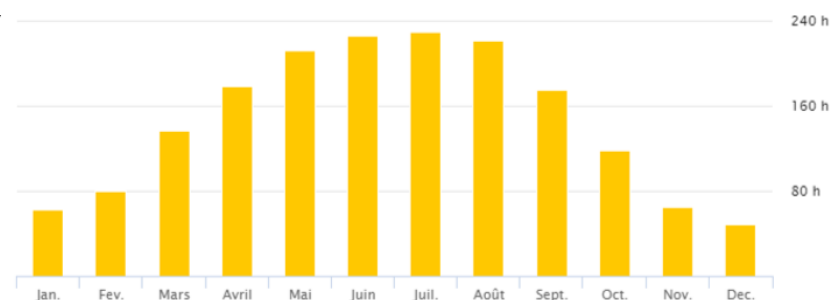


Diagramme d'ensoleillement de Melun (heures)



Le contexte de changement climatique

Projections Bassin de la Seine et de la Somme :

Une étude concernant le bassin de la Seine et celui de la Somme a mis en évidence que le changement climatique aura pour conséquence l'augmentation des précipitations hivernales et la diminution des précipitations estivales.

Comme pour la Seine, on peut traduire cela par une diminution des débits dans les cours d'eau de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie s'accompagnant d'une baisse du niveau des nappes phréatiques.

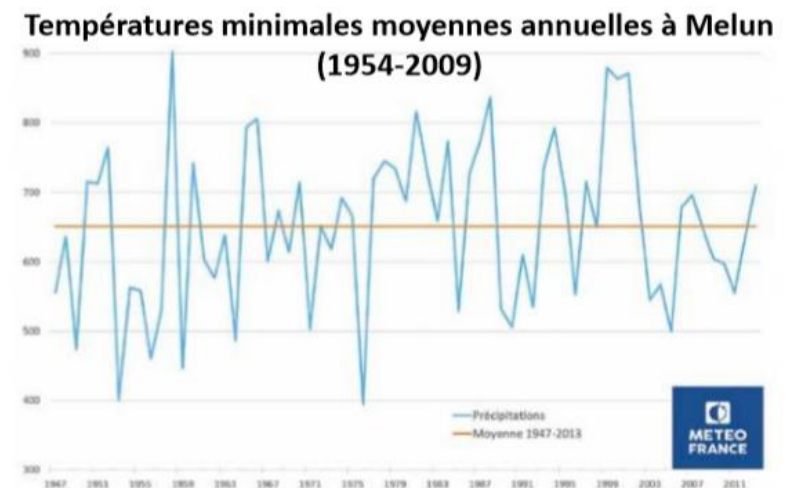
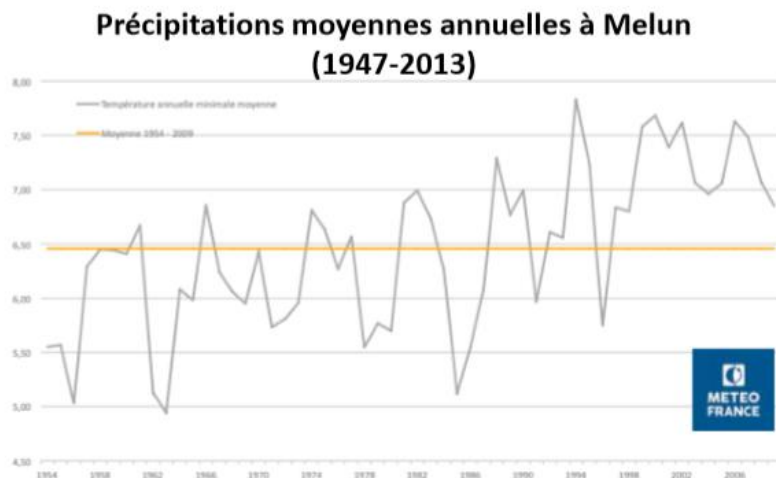
Malgré une bonne présence de la ressource en eau sur le territoire, les projections pour la disponibilité de cette ressource prévoient une éventualité de stress hydrique.

Observations à Melun:

Les relevés effectués sur la station de Melun, au cours de la période 1954-2009 révèlent une augmentation de la moyenne annuelle des températures de :

- + 1,56°C pour les températures maximales
- + 1,60°C pour les températures minimales soit presque 0,3°C par décennie.

Les observations sur les précipitations sont moins significatives, caractérisées par des variations interannuelles qui ne permettent pas de faire des diagnostics définis. Cependant, on note une période de sécheresse de 2002 à 2012 par rapport à la normale des précipitations annuelles.



Projections détaillées de la Seine-et-Marne pour la période 2071 - 2100:

• Températures:

Une hausse de **1 à 4°C** est attendue pour la Seine-et-Marne, selon les scénarios du GIEC étudiés (hausse plus importante en été qu'en hiver).

Augmentation des **chaleurs estivales** : entre 60 et 110 journées par an supérieures à 25°C contre 48 en moyenne par an actuellement, s'accompagnant d'une augmentation de la fréquence, durée et intensité des **canicules**.

Ex: La température de la canicule de 2003 deviendrait la température estivale moyenne à l'horizon 2075

• Précipitations:

Les modèles climatiques s'accordent sur une hausse des précipitations pendant l'hiver, jusqu'à **60 mm** supplémentaires à l'horizon 2071-2100 (la moyenne des précipitations hivernales est actuellement de 164 mm). Par contre, le régime futur des précipitations en période estivale est incertain : certains modèles prévoient des baisses, d'autres de légères hausses.

• Ressource en eau :

D'après le projet de recherche Explore 2070 les prévisions à l'horizon 2050 à échelle du bassin Seine-Normandie :

- une diminution de la ressource en eau à l'échelle du bassin Seine-Normandie dans une fourchette de -30 à -50 %.

- une baisse des débits des cours d'eau tout au long de l'année et une tendance à l'aggravation significative des étiages sévères, dans une fourchette de -30 % à -80 %.
- une baisse de la recharge des nappes avec une diminution des niveaux piézométriques de plus de 4 mètres en moyenne sur le bassin Seine-Normandie et jusqu'à 7 mètres en certains points de la Brie.

Ces projections impliquent :

- un risque de conflits d'usage qui conduiront à une augmentation du prix de l'eau.
- une dégradation de la qualité des eaux via un renforcement des étiages et une diminution de l'effet de dilution (risque d'impact sanitaire et renforcement des systèmes de traitement).
- une progression de la mortalité piscicole du fait de l'assèchement et de la diminution des taux d'oxygène dans l'eau.

Synthèse :

Selon les scénarios du GIEC, le changement du climat de la Communauté d'Agglomération (à partir des données climatiques de Melun) va se manifester par la hausse des températures de 1 à 4°C d'ici à 2071-2100. Les canicules estivales seront plus fréquentes et plus intenses.

La hausse des précipitations en hiver seront observées avec la baisse potentielle des précipitations en été. Les recharges de nappes seront moins bien réparties tout au long de l'année.

Cependant, malgré la compensation des précipitations hivernales, les ressources en eau se raréfieront avec des débits à l'étiage de -30 à -80% selon les cours d'eau. Il est prévu une diminution des niveaux des nappes phréatiques malgré les apports en hiver, probablement due aux régimes de pluies non favorables aux infiltrations.

Synthèse des projections pour le Bassin Seine-Normandie

	Climat actuel (normales climatiques 1981-2010)	Ecart prévus (projections climatiques pour la période 2071-2100)
Températures minimales	6,8°C	+1,1 à 3,8 °C
Températures maximales	15,7°C	+1,4 à 4,6 °C
Jours de gel	53 jours par an	-12 à -34 jours par an
Journées estivales (Tmax>25°C)	48 jours par an	+12 à 62 jours par an
Cumul de précipitations	677 mm par an	-35 à +192 mm par an
Jours de pluie (≥1mm)	117 jours par an	-17 à +8 jours par an

Températures:

- + 1,56°C pour les températures maximales (Melun)
- + 1,60°C pour les températures minimales soit presque 0,3°C par décennie (Melun).
- + 1 à 4°C est attendue (Seine-et-Marne)

Précipitations:

- + 60mm précipitation hivernales (Seine-et-Marne)
- Incertitude sur les précipitations estivales (Hausse probable)

Hydrologie:

- Diminution des débits dans les cours d'eau, particulièrement en été
- Baisse du niveau des nappes phréatiques (Jusqu'à -7m en Pays de Brie)

<p>Les pressions du changement climatique</p>	<p>Malmenés par le changement climatique, des océans à la cryosphère, les régulateurs du climat sont entrés en dysfonctionnement. Par conséquent, les éléments qui composent les milieux physiques terrestres entrent à leur tour dans des transformations profondes, draguant avec eux les équilibres des écosystèmes. Ce processus en chaîne menace les régimes hydrauliques, les courbes de débits, et les recharges des nappes phréatiques, ainsi que les normales de températures, les types de précipitations dans leur état physique, leur intensité et leur fréquence. L'incertitude face à l'avenir de la ressource en eau et tous les organismes qui en dépendent met en lumière les limites de durabilité de nos modes de fonctionnement.</p>
<p>Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET</p>	<p>Températures</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une hausse de 1 à 4°C est attendue pour la Seine-et-Marne, selon les scénarios du GIEC (hausse plus importante en été qu'en hiver). • Augmentation des chaleurs estivales : entre 60 et 110 journées par an supérieures à 25°C contre 48 en moyenne par an actuellement, s'accompagnant d'une augmentation de la fréquence, durée et intensité des canicules. <p>Précipitations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les modèles climatiques s'accordent sur une hausse des précipitations pendant l'hiver, jusqu'à 60 mm supplémentaires à l'horizon 2071-2100 • Incertitude sur le régime futur des précipitations en période estivale (contradiction entre hausse et baisse de précipitations entre les différents modèles) <p>Ressource en eau</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diminution de la ressource en eau à l'échelle du bassin Seine-Normandie dans une fourchette de -30 à -50 %. • Baisse des débits des cours d'eau tout au long de l'année et une tendance à l'aggravation significative des étiages sévères, dans une fourchette de -30 % à -80 %. • Baisse de la recharge des nappes avec une diminution des niveaux piézométriques de plus de 4 mètres en moyenne sur le bassin Seine-Normandie et jusqu'à 7 mètres en certains points de la Brie.
<p>Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place</p>	

2. Paysages du territoire

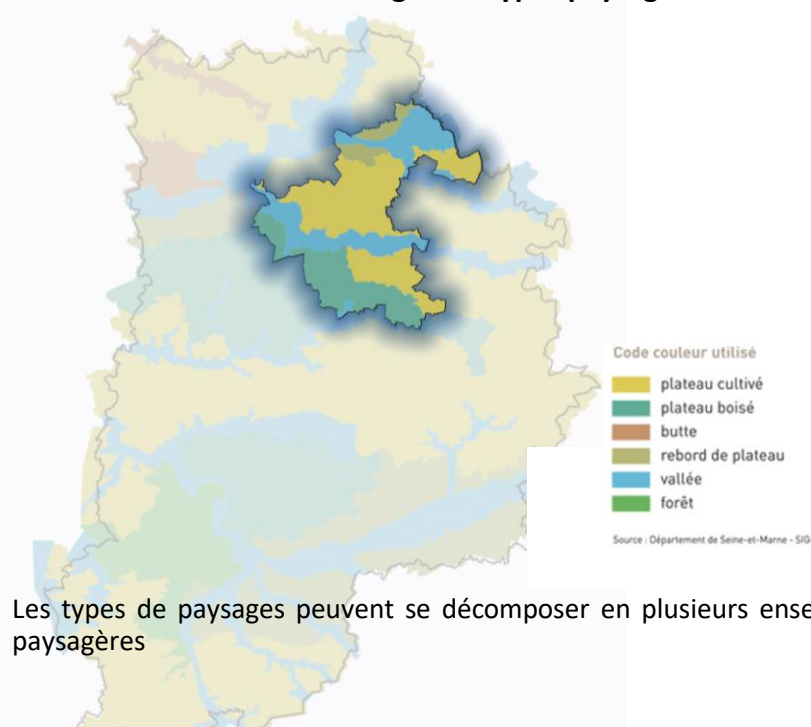
Des paysages ruraux d'héritage agricole

L'étude des paysages présentée dans cette évaluation environnementale est issue de l'atlas des paysages de Seine et Marne. Il s'agit d'un document élaboré par la CAUE 77 et la Conseil départemental dans le but de mettre à disposition de tous une connaissance précise des paysages afin d'alimenter les politiques qualitatives d'aménagement et de tenir compte de la qualité du cadre naturel et patrimonial du département.

Grands types de paysages :

Les grands types paysagers que l'on retrouve sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie sont: *les plateaux cultivés, les vallées, les plateaux boisés*, avec enfin quelques espaces correspondant à des *rebords de plateau*.

Carte des grands types paysagers

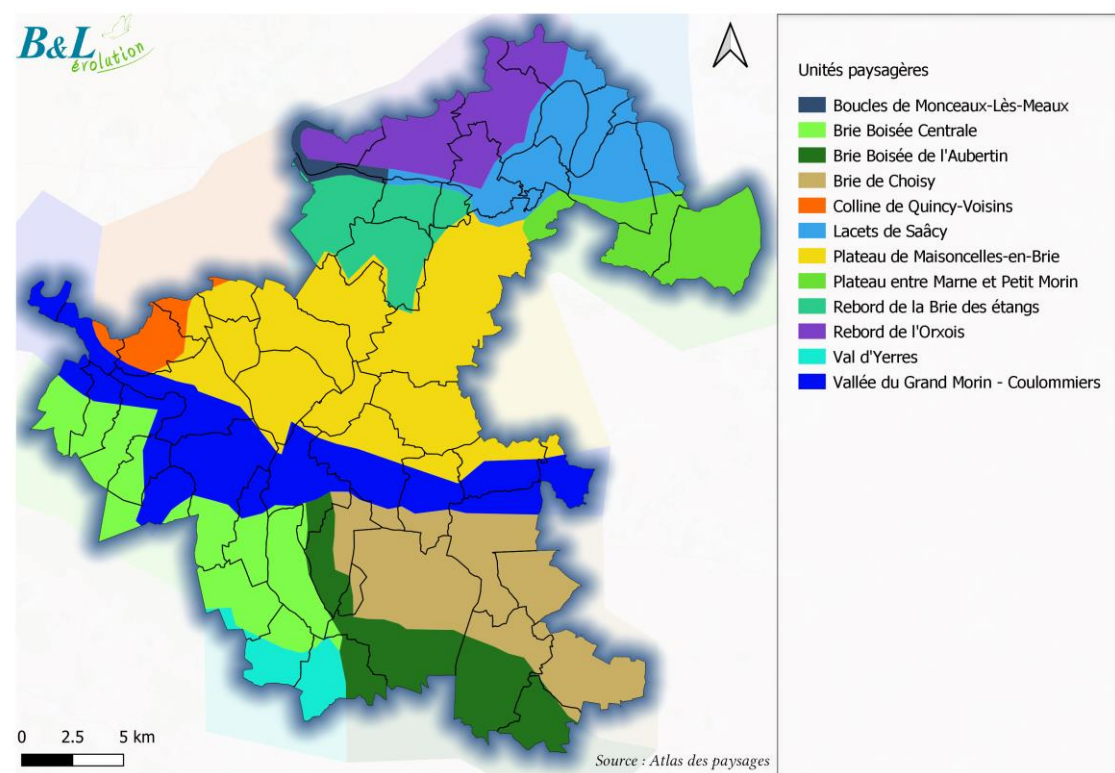


Les types de paysages peuvent se décomposer en plusieurs ensembles: les entités paysagères

Entités paysagères:

- Boucles de Monceaux-Lès-Meaux
- Brie Boisée Centrale
- Brie Boisée de l'Aubertin
- Brie de Choisy
- Colline de Quincy-Voisins
- Lacets de Saâcy
- Plateau de Maisoncelles-en-Brie
- Plateau entre Marne et Petit Morin
- Rebord de la Brie des Etangs
- Rebord de l'Orxois
- Val d'Yerres
- Vallée du Grand Morin – Coulommiers

Carte des entités paysagères



Brie Boisée :

Comme son nom l'indique, cet ensemble paysager est caractérisé par des étendues de forêts, qui définissent entre elles des clairières. Dans le cas de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie, ces clairières sont en grande majorité cultivées à l'inverse de la partie plus à l'ouest qui voit ses clairières urbanisées. Le relief associe des plateaux horizontaux encore creusés d'étangs dans les forêts, la vallée de l'Aubetin, et les vallons qui le sillonnent.

Brie boisée de l'Aubetin (Mauperruis, Saint-Augustin):



Le plateau boisé est dominant sur cette entité dont les horizons sont définis par les crêtes perceptibles au nord sur la rive droite de l'Aubetin, au sud sur la rive gauche de la Visandre. Trois séquences se succèdent le long du cours de l'Aubetin, dont les caractéristiques sont proches de celle du plateau, cultivé en amont: au fur et à mesure plus boisé, pour devenir ceux d'une vallée en aval.

Les structures restent marquées par les relations des masses boisées et des cultures, tandis que les reliefs du val commandent la direction des grands axes et celle d'une suite de bourgs.

Enjeux: Révéler le potentiel du val de l'Aubetin grâce à une organisation plus fluide des éléments, l'inscrire dans les documents d'urbanisme et un plan de décloisonnement des espaces

Brie boisée centrale (Tigaux, Touquin, Haute-Feuille, Perzarches, Faremoutiers):



De nombreuses mares attestent d'une humidité latente. La forêt compose comme une matière dans laquelle le défrichement a creusé les espaces ouverts de référence. Ces clairières, où se sont installés les villages, forment les unités de lieu que renforcent les limites très lisibles des lisières, en contact avec les sols cultivés. Alternance des pleins et des vides, les routes et les chemins jouent un rôle dans la structuration du territoire. Le schéma « rural » des clairières culturelles domine vers l'est.

Enjeux : Développements urbains inscrits dans la structure des clairières pour conserver l'identité du paysage de pleins et de vides.

Vallée du Grand Morin

La vallée, bien marquée par ses versants aux reliefs affirmés et des boisements sur les crêtes, est plus ouverte que celle du Petit Morin. Une route régionale et une voie ferrée la traversent, donnant un premier aperçu de son aspect industriel et urbanisé.

Sources: Atlas des paysages de Seine-et-Marne

Cette urbanisation se poursuit, notamment avec la proximité du pôle d'activités de Marne-la-Vallée. Toutefois, son caractère campagnard reste présent, favorisé par les étendues cultivées qu'offre ce paysage.

Le Grand Morin de Coulommiers (Coulommiers, Pommeuse, Faremoutiers, Mouroux, Guerard, Celle-sur-Marne, Boisy-le-Châtel, Mouligny, Tigaux, Voulangis, Villiers sur Morin, Crécy-la-Chapelle, Coutrevault, Couilly-Pont-aux-Dames, Condé-Sainte-Libiaire)



Le territoire témoigne d'une très grande diversité d'ambiances : séquences urbaines à Coulommiers ou Crécy-la-Chapelle, habitat diffus assez prégnant par endroits, ou encore campagne « idéale », lorsque la rivière coule dans un paysage préservé de champs et de prairies comme vers Tigaux et Guérard.

Enjeux: La pression urbaine, notamment par le développement du pôle de Marne-la-vallée et du parc de Disneyland semble menacer cette tranquillité campagnarde.



4. Tigaux



5. Tigaux

Brie des Etangs :

Au cours des derniers siècles, les aménagements fluviaux, et les mutations des pratiques agricoles ont profondément transformé cet ensemble de paysages. Les paysages des terres « lourdes » et imperméables du plateau, ponctués de mares et d'étangs, ont aujourd'hui pratiquement disparu. Le bourg de Rebais se présente au cœur d'un carrefour de routes rayonnant sur l'ensemble du plateau.

Plateau entre Marne et Petit Morin (Bussière, Basseville):



Sur ces terres agricoles, les bosquets, les fermes isolées, sont les seuls éléments à se détacher sur les horizons boisés qui cernent le plateau. Des boisements épars morcellent les vues ; les châteaux d'eau et les silos constituent les principaux sinon les seuls points de repère.

Collines de Quincy-Voisins (Aulnoy, Pierre-levée, Maisoncelle-en-Brie, Giremoutiers, Vaucourtois, Coulommès):



Les collines de Quincy-Voisins correspondent à un espace de transition dont les bois et les bosquets qui habillent ces versants sont l'ornementation principale du plateau. Les infrastructures routières de grande importance présentes sur le territoire constituent des axes privilégiés de la perception des paysages, mais ont aussi considérablement contribué à dévaluer leur qualité.

Enjeux: Minorer l'impact des infrastructures routières notamment par la plantation d'arbres isolés tout en conservant le caractère rural des villages du plateau.

Brie de Choisy (Marolles-en-Brie, Beauthail, Saints, Chevru, Saint-Augustin,



La Brie de Choisy, qui appartient à l'ensemble de la Brie des étangs, est enclavée entre la vallée du Grand Morin au nord, et celle plus modeste de l'Aubetin au sud. Beauté épurée des grands champs ouverts et correspondance entre les boisements des rebords du plateau et les cultures constituent l'armature des paysages de la Brie de Choisy.

Enjeux: Extension urbaine et construction à l'architecture faite de « faux-semblants », équilibres subtils mis en péril par les ruptures d'échelle ou de registre.

Les Rebords d'Orxois et de la Brie des étangs

Côté Orxois, le rebord du plateau couvre un territoire compris entre deux des méandres de la Marne. Espace de transition entre la douceur des formes du plateau de l'Orxois et la vallée proprement dite, la Marne ne fait que s'y deviner. Les limites avec la vallée sont ici assez nettes et se calquent approximativement sur le haut de ses versants. Entre le plateau et ses rebords, la frontière est plus vague. Elle se dessine le long d'une ligne de part et d'autre de laquelle l'influence de la vallée s'impose ou, au contraire, s'efface.

Rebord de l'Orxois (Ussy-sur-Marne, Saint-Jean-les-deux-jumeaux, Sainte-Aulde, Méry-sur-Marne, Chamigny, Signy-Signets, Sept-Sorts, Sammeron, Ferté-sous-Jouarre, Changis-sur-Marne)



De Sainte-Aulde à Mary-sur-Marne, le plateau de l'Orxois descend progressivement vers la rive droite de la Marne. Sur ce socle de transition à caractère très rural, les paysages sont finement composés : bois qui coiffent les hauteurs, hameaux et fermes régulièrement disposés au-dessus des lignes de crête.

Sources: Atlas des paysages de Seine-et-Marne

Rebord de la Brie des étangs (Ussy-sur-Marne, Saint-Jean-les-deux-jumeaux, Sainte-Aulde, Méry-sur-Marne, Chamigny, Signy-Signets, Sept-Sorts, Sammeron, Ferté-sous-Jouarre, Changis-sur-Marne)



Le rebord de la Brie des étangs propose des vues plongeantes sur la vallée et sur le versant de l'Orxois qui lui fait face. On y distingue des entailles de rus encaissés, soulignés de boisements de saules, de frênes et d'ormes ainsi que d'une constellation de fermes et de hameaux disposés sur le versant. Le village de Signy-Signets fait événement dans ce paysage. Les routes sont ici aussi les meilleures médiatrices entre le spectateur et le paysage.

Enjeux: Le potentiel de ce paysage n'est pas exploité à son maximum, notamment concernant les vues sur la Marne.

Plateau de Maisoncelles-en-Brie (Vaucourtois, Sancy, Crécy-la-Chapelle, Bouleurs et Coulommès)



Le plateau de Maisoncelles-en-Brie : témoin des anciens étangs des terres imperméables de la Brie : Séparé des collines de Quincy-Voisins par les premiers reliefs collinaires au niveau des rus du Cygne et du Mesnil, le plateau de Maisoncelles-en-Brie présente des horizons plans et cultivés, plus ou moins lointains, que viennent obturer les lisières compactes et régulières de ses nombreux bois.

Avec les arbres isolés, les arbres le long des routes, les fermes mais aussi les fossés et les levées de terre des anciens étangs, ces lisières créent les principales animations du paysage du plateau. La RD 402 et l'autoroute A4 qui séparent l'entité de celle des collines de Quincy-Voisins sont des axes importants de découverte des paysages du plateau.

Vallée de la Marne:

La vallée de la Marne marque, au même titre que celle de la Seine, l'identité géographique du département. La rivière, après avoir quitté le département de l'Aisne, entre sur une partie du territoire seine-et-marnais encore profondément marqué par la ruralité. A la confluence avec le Petit Morin, en aval de La Ferté-sous-Jouarre, première ville d'importance de la vallée, le relief s'adoucit. Jusqu'à Changis-sur-Marne, la rivière traverse des collines cultivées dont les formes douces sont en continuité avec les plateaux environnants. Cet épisode marque la transition entre le paysage des « lacets de Saâcy » et celui des « boucles de Montceaux-lès-Meaux ». Après un intermède plus linéaire, la rivière a de nouveau creusé ici de longs méandres qui enserrant des vestiges de terrains résistants dont témoigne la butte de Montceaux-lès-Meaux recouverte par la forêt. L'urbanisation est ici bien plus présente et l'agglomération de Meaux y tient une place remarquable.

Lacets de Saâcy : (Méry-sur-Marne, Chamigny, Luzancy, Ferté-sous-Jouarre, Ussy-sur-Marne, Sammeron, Saâcy-sur-Marne, Saint-Aulde)



Les « lacets de Saâcy » forment les trois premiers méandres que dessine la Marne quand elle entre dans le département. L'originalité de ce territoire, presque entièrement consacré à l'agriculture, réside dans la place qu'y occupent les vignes, notamment sur les pentes les plus raides. Sans oublier l'importance de la ville de La Ferté-sous-Jouarre qui ponctue en aval l'espace de cette entité secrète et rurale.



Méry-sur-Marne

Boucles de Monceaux-Lès-Meaux (Montceaux-Lès-Meaux, Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, Sammeron, Changis-sur-Marne)



Le paysage est ici bien appuyé sur la structure géographique. La Marne, pour franchir les terrains tertiaires résistants de la Goële a dû recouper plusieurs fois son cours, abandonner son lit, recréer et terrasser ses propres alluvions pour creuser son lit en longs méandres. La butte de Montceaux, vestige de l'érosion de ces terrains durs du plateau de Goële et que la Marne enserrant, est recouverte de forêt.

Après l'eau (méandres de la Marne, canal de l'Ourcq), la forêt est donc le deuxième

motif paysager dominant. En plus du massif de Montceaux, il se décline en bosquets, en longues pentes douces cultivées dominées par l'horizon forestier ou encore en coteaux boisés autrefois couverts de vignes et de vergers. La ville de Meaux bénéficie d'un site exceptionnel : enserrée au sud par les bras d'un grand méandre de la Marne, elle est cadrée au nord par un ancien méandre aujourd'hui occupé par le canal de l'Ourcq. A l'ouest, le pédoncule que dessine la rivière à Nanteuil-lès-Meaux donne sa frontière naturelle à la ville.

Val d'Yerres



Les paysages de la vallée dépendent principalement des caractéristiques de ses versants :

- Ponctuellement boisés, ils sont aussi cultivés, en continuité avec les plateaux qui environnent la vallée ;
- Par les contrastes entre versants abrupts et versants doux, ils caractérisent chaque méandre de la rivière ;

- C'est leur contact avec les plateaux qui constitue le site de fondation de la plupart des villages de la vallée, en position de charnière bénéficiant des richesses du plateau et de la vallée.

C'est donc à un paysage d'enchaînements qu'invite l'Yerres, sur les berges de laquelle on retrouve les transparences de la végétation des rives, permettant de nouvelles continuités visuelles. En revanche, c'est une vallée que l'on traverse mais que l'on ne longe pas, faute de chemins ou de routes.

Enjeux: L'articulation de la vallée avec le plateau, sa « non fermeture », menace de l'urbanisation linéaire le long des routes. L'agriculture des versants assure la continuité avec le plateau et doit être encouragée, de même que celle des fonds de vallée, notamment les prairies. La transparence est aussi une valeur à entretenir sur les rives, pour dégager visuellement certains châteaux. La vallée manque de chemins qui en permettraient la découverte par les riverains.

Des vulnérabilités paysagères dans l'air du temps:

Les paysages décrits précédemment expriment des fragilités qu'il semble pertinent de relever. Les principales vulnérabilités qui ressortent ici sont :

- la consommation d'espace par l'urbanisation,
- le manque de structures paysagères cohérentes au sein des unités et la fragilité du paysage,
- la disparition de milieux à très forts potentiels écologiques (étangs, mares, forêts),
- le cloisonnement de certains milieux notamment par la présence d'infrastructures routières telles que des autoroutes.

Dans un contexte de changement climatique :

- Un changement du climat qui va déstabiliser les milieux déjà fragilisés par le manque de structure.
- Les paysages qui tendent à s'urbaniser vont réduire les espaces de stockage de carbone et recouvrir des surfaces autrefois naturelles par des surfaces goudronnées sombres, connues pour leur capacité d'absorption de chaleur.
- Le changement climatique est une réelle menace pour la biodiversité. Les milieux à forts potentiels écologiques seront à l'avenir des zones de conservation de très grande importance.
- Le cloisonnement des milieux est également un élément paysager menaçant dans un contexte de biodiversité décroissante.

<p>Les pressions du changement climatique</p>	<p>Tout comme la mondialisation actuelle que connaît la planète, les paysages témoignent de phénomènes d'uniformisation qui tiennent leur impulsion majeure des processus d'étalement urbain. Toutefois, les facteurs d'appauvrissement paysager ne manquent quant à eux pas de diversité. Par définition, un paysage riche s'accorde avec pluralité et connectivité de milieux. Le changement climatique et l'emprise humaine sur son environnement tendent à faire disparaître progressivement les éléments fondateurs de cette variété, laissant place à de nouveaux visages paysagers.</p>
<p>Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Déstabilisation des milieux déjà fragilisés par le cohérence entre les structures paysagères qui constituent les unités • Réduction des espaces de stockage de carbone et remplacement des surfaces naturelles par des surfaces sombres à forte capacité d'absorption de chaleur. • Menace sur les milieux à forts potentiels écologiques bien présents dans les paysages. • Cloisonnement des milieux menaçant dans un contexte de biodiversité décroissante.
<p>Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place</p>	<p>Effets de levier</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revalorisation des éléments architecturaux par la rénovation • Maintien des espaces naturels et développement de nouvelles structures pour la séquestration du carbone <p>Enjeux du PCAET</p> <ul style="list-style-type: none"> • Perte d'éléments architecturaux par la rénovation par l'extérieur • La création de nouvelles infrastructures (parkings de co-voiturage, pistes cyclables...) mal intégrées • Le développement de structures de production EnR mal intégrée

3. Synthèse

Atouts

- Une grande diversité d'unités paysagères avec de forts caractères
- Une forte richesse du réseau hydrographique aussi bien en termes d'écologie que paysager
- Un climat doux avec des précipitations régulières toute l'année en équilibre pour la recharge des nappes et des eaux d'écoulements
- Une assez bonne connaissance des évolutions climatiques à venir pour la Seine-et-Marne

Faiblesses

- Une différence saisonnière des débits du réseau hydrographique (variabilité été/hiver) pouvant entraîner des problématiques (crues/sécheresses) avec la progression du changement climatique
- Des paysages à enjeux, notamment urbanistiques
- Des évolutions attendues pas toujours favorables aux qualités paysagères

Opportunités

- Des tendances d'évolution et des pressions paysagères connues donnant l'occasion d'anticiper les effets néfastes
- Préserver les forêts et les vues dégagées
- Une identité rurale agricole ancrée dans le paysage, pouvant être moteur du développement et du dynamisme local
- Une diversité d'unités paysagères à valoriser au travers de leurs interactions

Menaces

- Des unités paysagères qui se dégradent par la progression des zones d'activités et de l'urbanisation
- Des éléments du paysage enclavés ou déconnectés par la progression de l'urbanisation ou par un manque de structure du territoire
- Un manque de structuration de certaines unités paysagères pouvant accroître leur fragilité dans un contexte de changement climatique
- Un accroissement des extrêmes climatiques

Enjeux pour le PCAET

- Avoir une attention particulière sur la consommation d'espace
- Conserver la diversité paysagère et les zones humides
- Avoir une attention sur le contexte physique particulier du territoire (réseau hydrographique, géologie, reliefs, climat) et anticiper la vulnérabilité future du territoire face aux pressions sur les différents paramètres physiques
- Maîtriser l'évolution des espaces au point de contact avec l'urbanisation afin de conserver l'identité des communes
- Garder à l'esprit la connaissance disponible sur l'avenir du climat sur ce territoire afin de guider les orientations



MILIEU NATUREL



Le milieu Naturel :

Dans le cadre de la mise en place d'un PCAET, la compréhension et la connaissance des éléments du milieu naturel sont la clé de voûte de l'élaboration d'un plan pertinent avec son territoire

1.	Le réseau écologique	Page 37	5.	Zonage en faveur de la biodiversité	Page 46
2.	Les documents cadres	Page 40	6.	Patrimoine naturel et architectural	Page 52
3.	Biodiversité: état général et menaces	Page 41	7.	Vulnérabilités et changement climatique	Page 55
4.	Trames vertes et bleues du territoire	Page 43			

1. Le réseau écologique

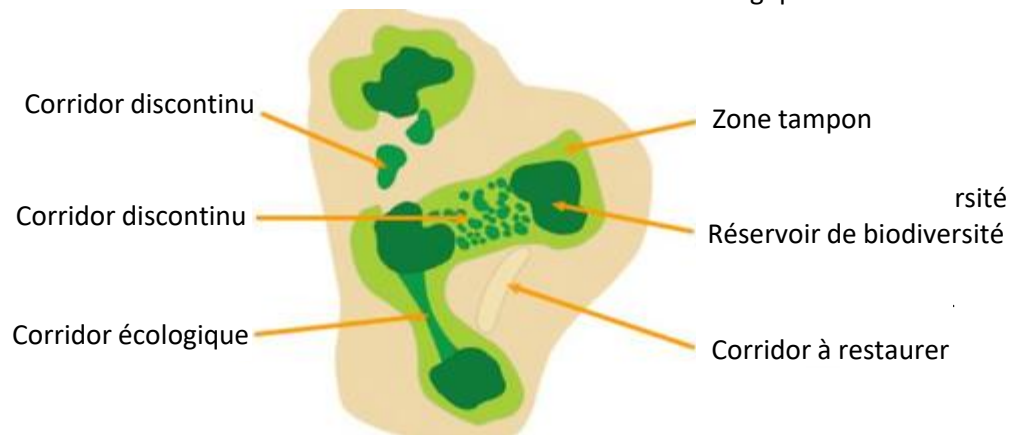


La Trame Verte et Bleue

La Trame Verte et Bleue (TVB) est un outil d'aménagement issu du Grenelle de l'environnement. Il vise à **augmenter la part des milieux naturels** et semi-naturels dans la répartition des modes d'occupation du territoire, à **améliorer leur qualité écologique et leur diversité**, et à **augmenter leur connectivité** pour permettre la circulation des espèces qu'ils hébergent, nécessaire à leur cycle de vie.

La TVB permet de définir :

Des **continuités écologiques**, c'est-à-dire des espaces au sein desquels peuvent se déplacer un certain nombre d'espèces, comprenant les habitats indispensables à la réalisation de leur cycle de vie (alimentation, reproduction, repos, etc.) et des espaces intermédiaires, moins attractifs mais accessibles et ne présentant pas d'obstacle infranchissable. Les continuités écologiques sont définies comme l'association de réservoirs de biodiversité et de corridors écologiques.



Schématisation de la notion de trame verte et bleue

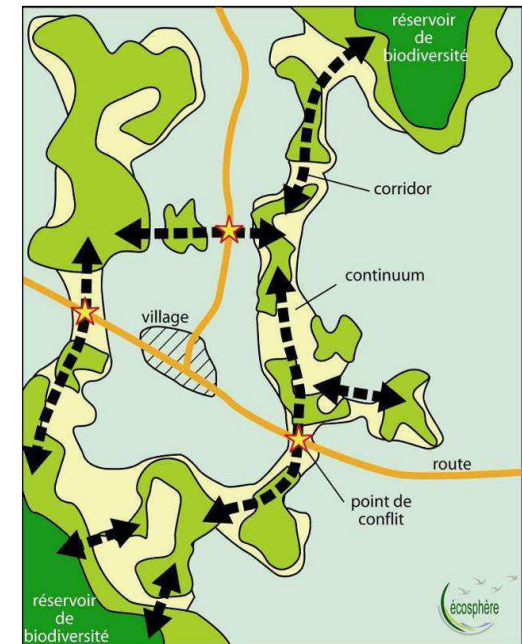
Les **réservoirs de biodiversité** sont des espaces à biodiversité remarquable par rapport au reste du territoire. Ils remplissent une grande partie des besoins des espèces considérées et constituent leurs milieux de vie principaux. Ils jouent un rôle crucial dans la dynamique des populations de faune et de flore: développement et maintien des populations présentes, ils « fournissent » des individus susceptibles de migrer vers l'extérieur et de coloniser d'autres sites favorables, et peuvent servir de

refuge pour des populations forcées de quitter un milieu dégradé ou détruit. La pérennité des populations est fortement dépendante de leur effectif (elle-même limitée entre autres par la taille des réservoirs) et des échanges génétiques entre réservoirs. Pour toutes ces raisons, les réservoirs de biodiversité doivent fonctionner sous la forme d'un réseau, entre lesquels des individus peuvent se déplacer.

Les **corridors écologiques** sont des espaces reliant les réservoirs, plus favorables au déplacement des espèces que la matrice environnante. Les milieux qui les composent ne sont pas nécessairement homogènes, continus, ni activement recherchés par les espèces qui les traversent. La qualité principale qui détermine leur rôle de corridor, pour une espèce donnée, est la capacité des individus à les traverser pour relier deux réservoirs, avec un effort de déplacement minimal et une chance de survie maximale. On parle de perméabilité des espaces, ou au contraire de résistance, pour décrire la facilité avec laquelle ils sont parcourus.

Fonctionnalité des corridors écologiques

Fonctionnalité des corridors écologiques



Sources : DREAL PACA, Ecosphère

La qualification d'un espace comme réservoir de biodiversité ou comme corridor dépend de l'échelle à laquelle on se place et des espèces que l'on considère. Notamment, les corridors écologiques n'ont pas pour seule fonction d'être des voies de passage pour la faune et la flore sauvage. Ils peuvent également fournir des ressources essentielles à d'autres espèces et constituent donc pour elles des habitats à part entière. Les corridors peuvent être discontinus pour des espèces susceptibles de franchir les obstacles (oiseaux, insectes volants, plantes dont les fruits ou les graines circulent sur de longues distances...). Ils peuvent être composés d'une mosaïque de milieux naturels ou semi-naturels différents, si ces derniers ne constituent pas un obstacle pour les espèces considérées. Ils peuvent servir d'habitats « relais », assurant les besoins d'un individu pendant un temps court et lui permettant ainsi de parcourir de plus grandes distances.

On parle de **fonctionnalité d'un corridor** pour désigner la diversité d'espèces qui peuvent l'emprunter. Ce concept permet de comparer deux corridors similaires (c'est-à-dire susceptibles de permettre le passage des mêmes espèces), un même corridor au cours du temps, ou en fonction de différents scénarios d'évolution. La fonctionnalité d'un corridor dépend de sa largeur, de la densité de végétation, du caractère naturel ou artificiel du sol, de la diversité d'habitats, des obstacles qui le traversent... Elle est évaluée pour différents groupes d'espèces (appelés guildes) ayant des exigences semblables. À noter qu'un corridor jugé fonctionnel pour une espèce donnée ne signifie pas que cette espèce l'empruntera de manière systématique : le tracé de la TVB doit donc, dans l'idéal, être adapté à mesure que des indices viennent corroborer ou non les trajets pressentis.

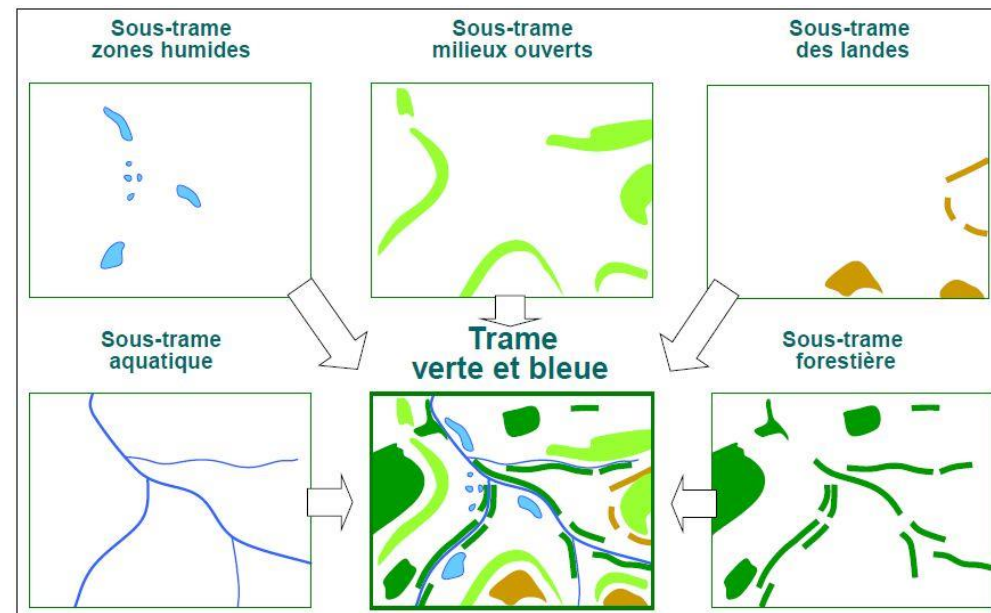
La fonctionnalité des corridors est notamment limitée par la présence **d'éléments fragmentant**. Il s'agit de secteurs infranchissables pour les espèces considérées. Cet obstacle peut être de différentes natures et combiner plusieurs aspects : une barrière à proprement parler, naturelle (cours d'eau) ou artificielle (clôture) ; un lieu présentant un risque élevé de mortalité (collision avec un véhicule ou des bâtiments, exposition aux prédateurs, pesticides, noyade...) ; un milieu répulsif ou trop étendu pour être traversé (grand espace agricole, ville).

Le concept de Sous-Trame

Pour décrire les continuités écologiques, on distingue usuellement différentes sous-trames, correspondant à des grandes familles d'habitats :

- La **sous-trame boisée** (milieux boisés/forestiers) : composée des boisements naturels et artificiels, ainsi que des haies, fourrés arbustifs, etc. ;
- La **sous-trame herbacée** (milieux ouverts/semi-ouverts) : avec les prairies sèches à humides, les pelouses naturelles, les friches, les dépendances vertes des grandes infrastructures (végétation des bernes routières...) ;

- La **sous-trame bleue** (milieux humides/aquatiques) : avec les milieux aquatiques (cours d'eau, plans d'eau et mares) et les zones humides (zones marécageuses, prairies et boisements se retrouvant également dans les trames boisée et herbacée).



Schématisation de la sous-trame

Cependant, ces milieux ne sont pas homogènes et il peut être nécessaire de descendre à un niveau descriptif inférieur pour intégrer les besoins écologiques d'un cortège d'espèces donné et les caractéristiques d'un territoire particulier (bocage, pelouses calcicoles, réseaux de mares... par exemple).

En outre, chaque espèce, voire chaque population, a des capacités de dispersion et des exigences écologiques différentes. Il est donc en théorie possible d'identifier autant de réseaux écologiques que d'espèces. Néanmoins, dans une visée opérationnelle, les espèces ayant des besoins proches et fréquentant des milieux de même type peuvent être regroupées en **guildes**. On parlera ainsi des grands ongulés, des chauves-souris forestières, des amphibiens liés aux mares et milieux connexes (prairies humides et bois), des insectes saproxyliques (capacité de dispersion de l'ordre de 300 m pour le Pique-prune), etc.

La trame urbaine

Les espaces urbains et les infrastructures sont les principaux obstacles au déplacement de la faune et de la flore sur le territoire : ils morcellent et séparent les milieux naturels et agricoles, formant des barrières infranchissables. Si la végétalisation des villes ne permet en aucun cas de remplacer les surfaces naturelles consommées par l'expansion urbaine, elle peut en revanche rendre les territoires construits plus « perméables » à la biodiversité, améliorant ainsi le fonctionnement des grandes continuités écologiques.

Les linéaires d'arbres, les parcs arborés, les coulées vertes... participent à rendre la matrice urbaine plus hospitalière aux écosystèmes de milieux boisés. Toutes les espèces ne sont pas susceptibles d'en profiter, mais cela bénéficie à celles pouvant se déplacer de proche en proche, pour relier deux réservoirs boisés (oiseaux, insectes volants, certaines plantes et champignons...). De même, lorsque la matrice urbaine est parsemée d'espaces ouverts non construits, publics ou privés, ceux-ci peuvent servir de points d'étapes intermédiaires pour les espèces des milieux herbacés.

Il s'agit d'une biodiversité généralement ordinaire, s'accommodant du milieu urbain, mais contribuant néanmoins à la richesse des écosystèmes à l'échelle du territoire. L'étendue et la proximité des espaces urbains végétalisés, leur organisation en réseaux (logique de corridors à l'échelle locale), mais aussi leur gestion, sont des facteurs essentiels de leur bon fonctionnement écologique.

Ces écosystèmes urbains fournissent par ailleurs bien d'autres services : espaces de loisirs, de détente, de rencontres, pratique du sport, gestion de l'eau pluviale, des risques (inondations, vagues de chaleur...), effets sur le bien-être et la santé, alimentation... Ils contribuent particulièrement à l'adaptation des espaces urbains aux changements climatiques.

La trame noire

Intimement liée à la trame urbaine, **la trame noire** est aussi un enjeu majeur dans les continuités écologiques. Ce concept vise à intégrer la lumière comme élément fragmentant la cohérence des écosystèmes. Le phénomène se traduit par la pollution lumineuse, la lumière artificielle va devenir un obstacle aux différentes migrations des espèces au cours de la nuit. Que ce soit par phototactisme positif (réflexe d'attraction des espèces par la lumière, comme les papillons de nuits par exemple) ou négatif (répulsion vis-à-vis de la lumière, comme une grande majorité de mammifères ou de poissons), les concentrations lumineuses vont devenir infranchissables, limitant drastiquement les migrations (journalières, saisonnières). L'ensemble du monde animalier, diurne comme nocturne, est impacté. La lumière artificielle va ainsi mettre une limite importante dans la cohérence des écosystèmes.

Impactant aussi la santé humaine, la vision du ciel étoilé et intimement liée aux consommation d'énergie, la question de la pollution lumineuse et ses impacts trouve sa place dans les réflexions sur les PCAET (*décret n° 2016-849*). S'ajoute à cela, la nouvelle réglementation sur les techniques d'éclairage, issue de deux arrêtés du 27/12/2018 qui visent la prise en compte des nuisances lumineuses de toutes les sources d'éclairages artificiels

2. Document cadre



Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE)

Le SRCE correspond à l'échelle régionale de la politique TVB (trames vertes et bleues). Élaboré conjointement par l'Etat et le conseil régional, en association avec un comité régional TVB, il traduit les orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, à travers un diagnostic du territoire comprenant notamment la cartographie des réservoirs et corridors de biodiversité existants ou à restaurer, et un plan d'actions à mettre en œuvre par les plans et programmes de rang inférieur.

Le SRCE de la région Île de France a été adopté par arrêté du Préfet de région en 2013

Celui-ci identifie les enjeux suivants :

Par sa situation particulière de carrefour biogéographique au cœur du bassin parisien, l'Île-de-France se trouve à l'intersection de plusieurs grands axes de continuités écologiques identifiées comme étant d'importance nationale ou suprarégionale, à préserver, des axes :

- « grands migrants »
- « Sud-atlantiques »
- « médio-européen »
- « nord atlantiques »
- Soumis à des influences thermophiles

Le SRCE traduit les composantes territoriales identifiées et ses objectifs essentiellement par l'intermédiaire de cartes. Notamment la carte des composantes de la trame verte et bleue, qui identifie quatre sous-trame (arborée, herbacée, culture, aquatique et corridors humides).

Le plan climat doit prendre en compte des objectifs du SRCE pour limiter la fragmentation du territoire et respecter les notions de sauvegarde et de développement de la trame verte et bleue du territoire.

Le plan d'action développe 9 orientations stratégiques :

1. la connaissance,
2. la formation et l'information,
3. l'intégration de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme,
4. la gestion des espaces,
5. les milieux forestiers,
6. les milieux agricoles,
7. le milieu urbain,
8. les milieux aquatiques et humides,
9. les actions relatives aux infrastructures linéaires.

3. Biodiversité : état général et menaces



La biodiversité en Île-de-France

L'analyse de la biodiversité en Île-de-France est tirée d'un rapport de l'ARB (Agence Régionale de la Biodiversité) paru en avril 2018. Le périmètre de la région s'appuie notamment sur des zones remarquables qui seront des atouts pour la biodiversité :

- **Des espaces agricoles dominants**: 53% du territoire francilien est composé de milieux ouverts en grande majorité cultivés. 82% des surfaces agricoles sont des grandes cultures (dont 60% de céréales). Les terres de labour de la région accueillent 5% de la population mondiale de *pluviers dorés* qui hiverne dans ce milieu.
- Mais les espaces agricoles d'Île-de-France c'est aussi: +28% de doses unitaires de produits phytosanitaires sur la période 2008-2015, 45% de déclin des populations d'oiseaux spécialistes des milieux agricoles (2004-2017) et -20% de papillons (2006-2014) dans ces milieux. Seulement ¼ des 130 espèces de plantes associées aux moissons ne voient pas leur population régresser ou disparaître.
- **Des espaces forestiers, réservoirs de biodiversité**: 24% du territoire est couvert par les boisements dont 33% de forêts publiques. Les chênes représentent 60% du peuplement. 6% de la forêt se trouve en contexte alluvial humide. Plus de 2 400 ha de landes forestières dans la région. La forêt c'est aussi +19 km² de réserve biologique classés et 26 km² supplémentaires en cours de classement. 68% des réservoirs de biodiversité sont situés en forêt et +12% d'oiseaux communs sont présents au cours des dix dernières années
- **Des zones humides à protéger**: Le périmètre décompte plus de 8000 km de cours d'eau et canaux et un peu plus de 800ha de prairies humides. En trente ans la région a connu une augmentation de +36% de plans d'eau. Il existe environ 30 000 mares en Île-de-France, dont la moitié en forêt. La Bassée (à l'est du territoire de Morte Seine et Loing), zone humide d'intérêt national, accueille plus de 700 nettes rousses en hiver.

→ Mais seulement 0,5% (6000ha) bénéficie d'une protection forte

Les chiffres clés de ce rapport mettent en avant la forte pression anthropique qui s'exerce sur la région.

Panorama de la faune et de la flore d'Île-de-France

L'étude a été réalisée par groupes taxonomiques (regroupe des espèces partageant des critères spécifiques et un même ancêtre commun). Analyse par taxons :

- **Oiseaux** : 178 espèces d'oiseaux nicheurs. L'Île-de-France a perdu un quart de ses oiseaux au cours des quinze dernières années. Le nombre de couples d'oiseaux nicheurs a été évalué à 2,5-3 millions. Il existe moins d'oiseaux nicheurs que d'humains en Île-de-France !
- **Reptiles et amphibiens** : 17 espèces d'amphibiens et 14 de reptiles. Douze crapauds et seize crapauds sont actuellement recensés sur notre plateforme régionale. Ces dispositifs de sauvetage sont animés localement par des associations et des collectivités investies dans la sauvegarde de la biodiversité, et ne pourraient être mis en place sans l'implication des bénévoles.
- **Poissons** : 41 espèces de poissons. Deux fois plus d'espèces de poissons dans la Seine en l'espace de trente ans!
- **Insectes** : plusieurs milliers d'espèces de coléoptères, 62 espèces de libellules, 68 espèces d'orthoptères (criquet, sauterelles et grillons), 112 espèces de papillons. Les papillons craignent l'urbanisation. Les résultats du Spipoll et de l'Observatoire des papillons des jardins (OPJ) indiquent que les papillons ont beaucoup moins d'affinités pour les milieux urbains, contrairement à d'autres insectes tels que les hyménoptères, pour lesquels la tendance est moins marquée. Concernant les libellules, les espèces les plus menacées sont celles qui dépendent des tourbières et des zones humides forestières ou de certains micro-habitats tels que les mares et les fossés riches en végétation aquatique (Agrion de Mercure, Agrion joli).
- **Mammifères** : 56 espèces de mammifères indigènes dont 20 espèces de chauves-souris reproductrices. Après plus d'un siècle d'absence, le Castor d'Europe (Castor fiber) est de retour en Île-de-France! Les premiers indices de présence ont été observés sur l'Essonne par le Syndicat intercommunal d'aménagement, de réseaux et du cycle de l'eau (Siarce).

L'Île-de-France c'est aussi 1459 espèces végétales

La biodiversité sous pression :

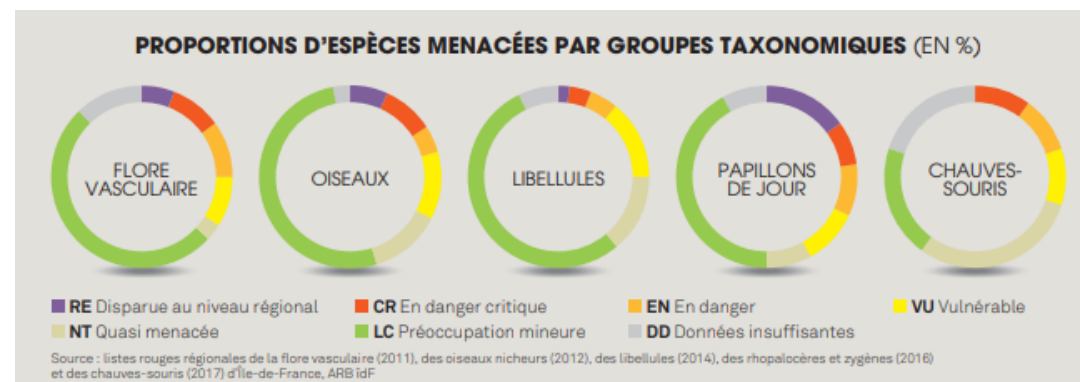
Ce patrimoine naturel reste fragile et évolue sous l'effet des phénomènes naturels et anthropiques. Si certaines populations augmentent et que d'autres diminuent, globalement, la biodiversité régresse à l'échelle régionale. Il y a plusieurs causes à ces changements :

- La fragmentation et la destruction des habitats par l'urbanisation, les carrières, les infrastructures linéaires;
- L'évolution des pratiques agricoles et forestières, et notamment l'utilisation de produits phytosanitaires qui sont susceptibles de contaminer l'environnement (air, eau, sol);
- Les impacts de la déprise agricole sur les prairies humides et pelouses calcaires;
- La banalisation des cours d'eau, due aux actions humaines, s'accompagne d'une déconnexion avec leurs annexes hydrauliques.

A ces phénomènes locaux s'ajoutent trois types de pressions plus générales sur la biodiversité :

- La pression directe sur les espèces résultant de la destruction directe d'individus, ou du dérangement d'espèces sensibles.
- La propagation des espèces exotiques envahissantes. Une espèce exotique envahissante est une espèce (animale ou végétale) exotique (allochtone, non indigène) dont l'introduction par l'homme sur un territoire menace les écosystèmes, les habitats ou les espèces indigènes, avec des conséquences écologiques (*ex: appauvrissement de la biodiversité*), économiques (*ex: envahissement des infrastructures*) et parfois sanitaires négatives (*ex: réactions cutanées*). Toute espèce introduite ne deviendra pas invasive. Seul environ 1 % des espèces introduites hors de leur milieu survivent, se développent et génèrent des perturbations des écosystèmes. Les espèces végétales invasives les plus courantes sont la renouée du Japon, le buddleia, les jussières... Parmi les espèces animales invasives, on rencontre notamment les tortues de Floride, le ragondin ou encore l'écureuil gris.
- Le réchauffement climatique, qui se traduit par la modification de l'aire de répartition des espèces. Si le réchauffement climatique profite globalement aux insectes d'affinités méridionales qui étendent leur aire de répartition vers le nord, à l'inverse, les espèces d'affinité continentale sont en régression ainsi que les espèces les plus inféodées aux zones humides qui pâtissent de l'évolution négative de leurs milieux.

Sources: ARB IdF



Biodiversité du territoire:

À l'écart des principaux espaces naturels qui structurent ou organisent les continuités écologiques au niveau régional, le territoire bénéficie néanmoins de quelques sites ou secteurs naturels sensibles faisant pour certains l'objet de protection. En effet, l'intercommunalité tend vers une valorisation de la biodiversité entre autre à travers ses directives du SCoT. Par la présence d'espaces naturels ayant un statut de protection ou d'intérêt particulier en matière de biodiversité, la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie s'applique à matérialiser l'ossature d'une trame verte et bleue en application de l'article L371-1 du code de l'environnement et dans la perspective du Schéma Régional de Cohérence Écologique.

Un certain nombre de dispositions ont été adoptées visant à prendre en compte le paysage et les sites. Le classement de sites sur un secteur en aval de la Vallée du Grand Morin, le classement au titre des monuments historiques en même temps qu'ils instituent une servitude, traduisent une reconnaissance patrimoniale des sites en question à intégrer dans le projet de territoire. De plus, un intérêt particulier est adressé aux zones humides présentes sur le territoire. Leur identification, leur classification et leur analyse en terme de signification écologique permet d'orienter la Direction Départementale des Territoires (DDT) de Seine-et-Marne sur la biodiversité et le fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

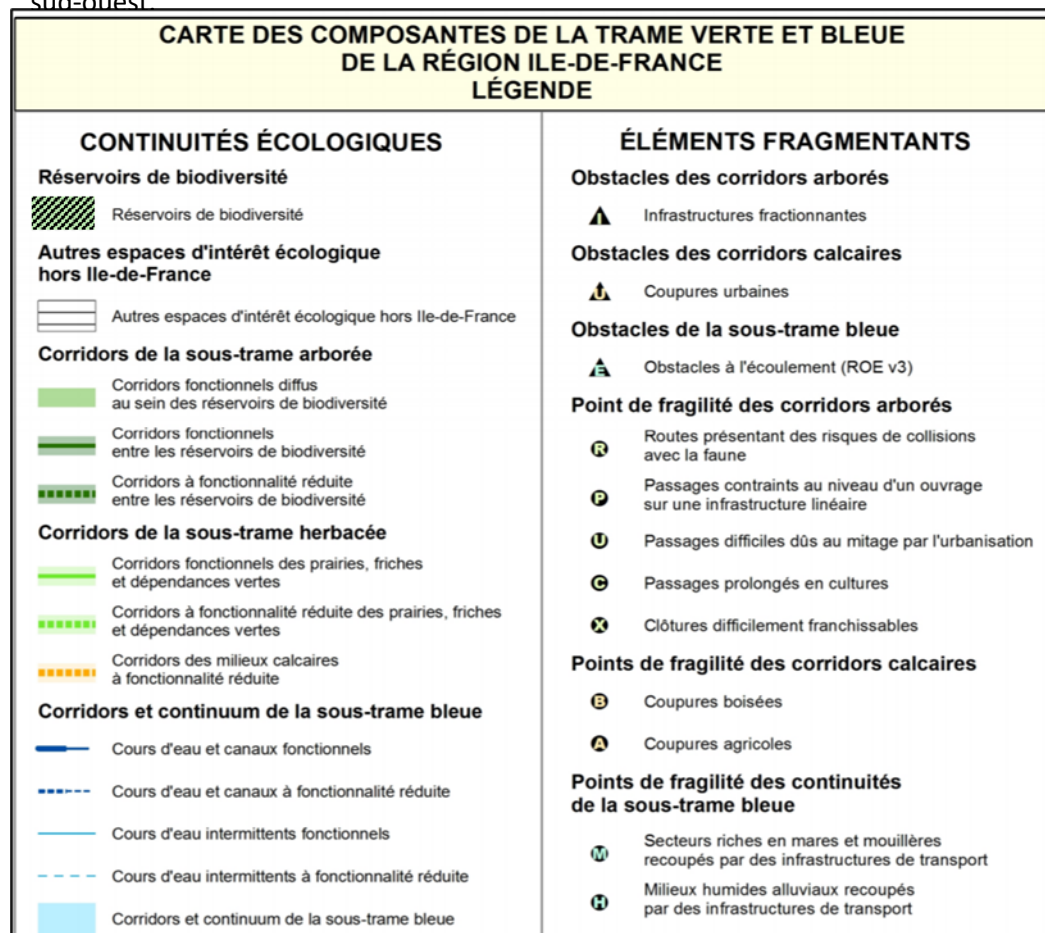
Cette nouvelle attention portée sur les milieux naturels est due à la possibilité budgétaire de les valoriser grâce à la constitution de la nouvelle Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie. Cela a permis par ailleurs de créer un service dédié au tourisme, décrivant les opportunités qu'offrent la richesse naturelle du territoire. Sur ce secteur, ce sont les forêts et les espaces fluviaux qui sont mis en avant.

4. La trame verte et bleue du territoire

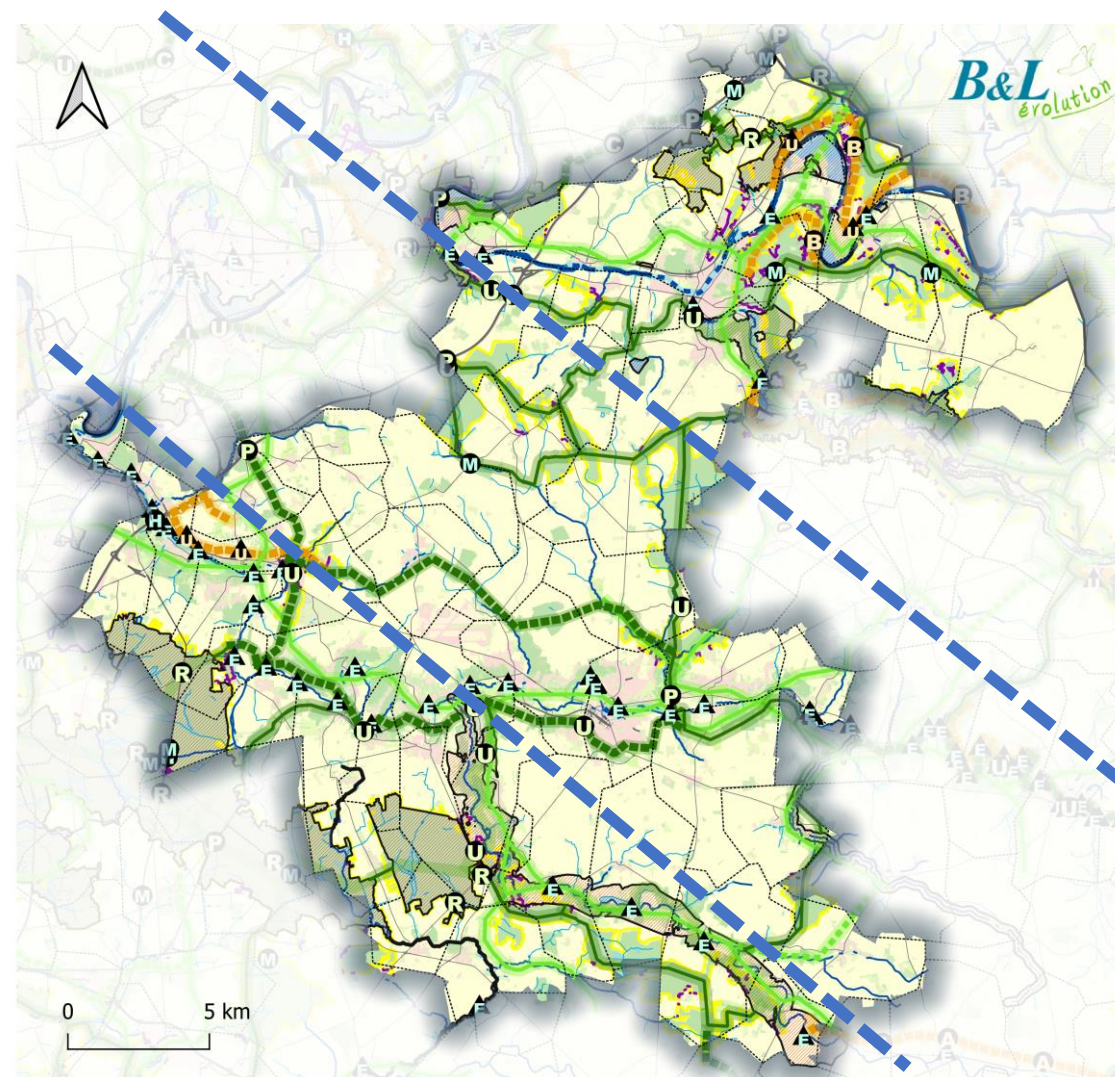
La Cohérence Ecologique du territoire

Les trames vertes et bleues:

L'étude des cohérences écologiques du territoire est issue de l'analyse du SRCE Île-de-France. Le SRCE se traduit essentiellement par le biais de cartes. Il présente dans un premier temps un diagnostic du territoire et une carte d'objectifs pour les différentes trames du territoire. Le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie est divisé en trois parties se succédant du nord-est vers le sud-ouest



Trame verte et bleue du territoire



Sources: SRCE Île-de-France (2013)

- La partie nord-est est très diversifiée. Elle concentre une grande partie des réservoirs de biodiversité que comporte le territoire. Cependant, malgré une composition riche de corridors de sous-trame bleue, calcaire, herbacée et arborée, une nécessité de connexion entre sous-trames à l'extrême est est à noter. De plus, on remarque certains éléments fragmentants sur la partie nord-est concernant principalement la sous-trame bleue, et la sous-trame calcaire. L'urbanisation est également menaçante pour les sous-trames calcaires et arborées. Malgré tout, cette partie reste la plus riche du territoire marquée par une interconnexion significative entre les différentes sous-trames.
- La partie centrale est par ailleurs caractérisée par une quasi-absence d'éléments fragmentants mais également une absence d'interconnexion entre les différentes sous-trames. Constituée quasi-exclusivement de corridors de la sous-trame arborée, avec quelques corridors de sous-trame herbacée, en comparaison à la superficie qu'ils couvrent ceux-ci paraissent en sous nombre. Tracés selon une organisation d'est en ouest, seulement un corridor permet l'interaction nord-sud. Aucun réservoir de biodiversité n'est présent sur cette partie.
- La partie sud-ouest quant à elle, est majoritairement dominée par la sous-trame herbacée. La sous-trame bleue est par ailleurs bien présente et n'est cependant pas épargnée par les éléments fragmentants. On compte une importante succession d'obstacles à l'écoulement sur ses corridors dans cette partie du territoire. Les éléments fragmentants d'urbanisation sont les secondes menaces pour cette partie notamment pour les corridors de sous-trame herbacée. Un corridor de la sous-trame calcaire est présent tout à fait à l'ouest du territoire.

De plus, de l'absence de corridor sur les espaces est de cette partie découle un manque d'interconnexion entre les corridors eux-mêmes. Organisés selon une direction est-ouest, comme la partie centrale, on constate seulement un tracé nord-sud principal. Il témoigne cependant d'une certaine richesse par sa composition de sous-trame bleue et herbacée.

Un effort de connectivité tout à fait à l'ouest de cette partie entre les corridors fonctionnels diffus au sein de réservoirs de biodiversité de la sous-trame arborée grâce à un corridor fonctionnel entre les réservoirs de biodiversité et les corridors de la sous-trame bleue est à souligner.

Enjeux des trames vertes et bleues du territoire:

Les enjeux qui ressortent de cette analyse sont multiples. On observe une distribution hétérogène de la présence de corridors des différentes sous-trames avec un espace qui peut être qualifié de peu riche sur la partie centrale. La diversité des sous-trames se fait également de façon hétérogène sur les trois parties, laissant la zone centrale à nouveau la moins bien dotée avec une exclusivité de sous-trame arborée, suivie de la partie sud composée de 3 sous-trames sur les quatre que

Sources: SRCE Ile de France

compte le territoire. La partie nord semble proposer une composition diverse qui mérite une valorisation plus importante à l'avenir.

Quant aux éléments fragmentants, la pression exercée sur les corridors de la sous-trame bleue est la plus dominante. Présente sur la partie nord comme sur la partie sud, elle représente l'axe le plus significatif à prendre en compte. Les éléments fragmentants en lien avec les processus d'urbanisation sont également à souligner.

Les objectifs de conservation ou de restauration

Pour le territoire de Coulommiers Pays de Brie, les principaux objectifs doivent répondre aux enjeux qui sont identifiés dans la carte du SRCE. Il est donc nécessaire pour le territoire de s'engager pour améliorer les conditions du réseau écologique. Dans ce sens, le PCAET devra être vigilant sur ces points de fragilité.

Avant toute chose, il est pertinent de préciser que la carte représentant les objectifs de conservation et restauration a catégorisé les corridors de la sous-trame herbacée d'une façon particulière. En effet, seuls les corridors situés à l'extérieur des vallées ont été représentés, les autres ayant été intégrés aux corridors alluviaux. C'est pourquoi cette sous-trame est sous-représentée ici.

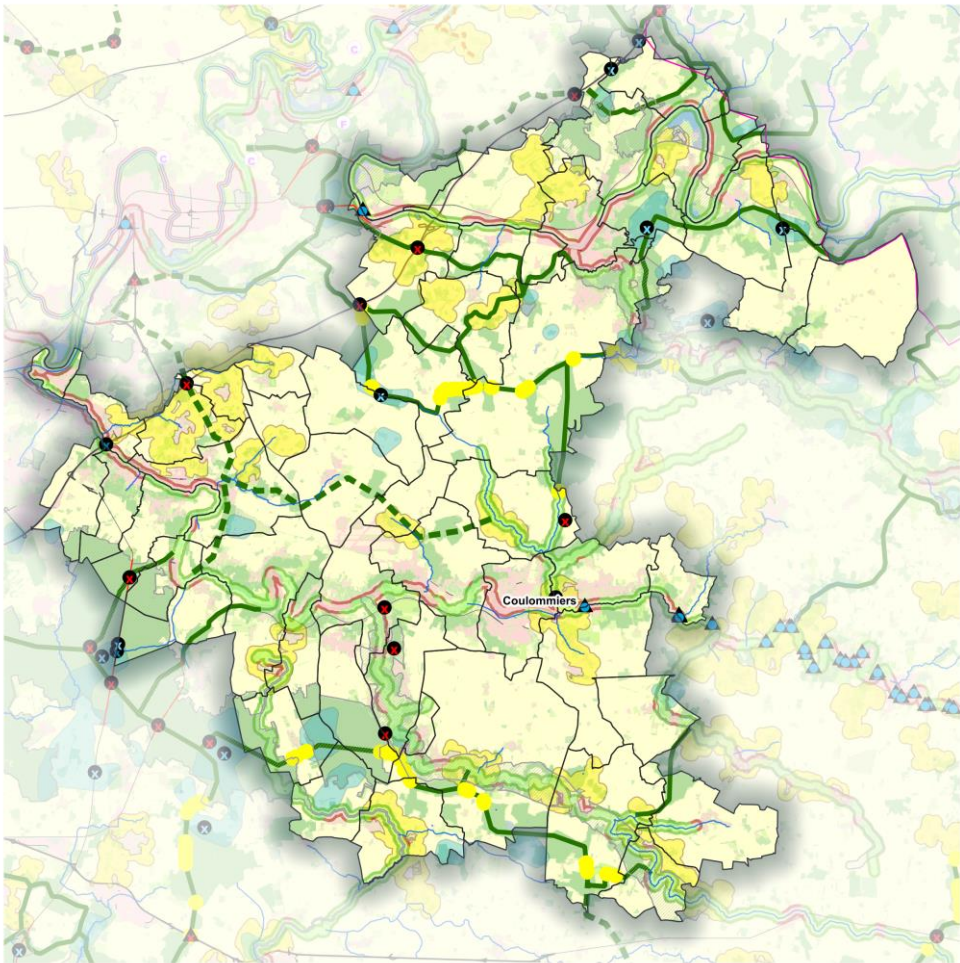
Conservation: Les efforts de conservation doivent s'orienter sur les corridors de sous-trame arborée, principalement à cheval entre la partie nord et la partie centrale du territoire. Par ailleurs ces objectifs de conservation sont également mentionnés pour certains corridors de cette même sous-trame au nord comme au sud.

Restauration: D'autre part, les dispositifs de restauration concernent la sous-trame arborée présente dans la partie centrale du territoire. On remarque un effort particulier à fournir pour les corridors de la sous-trame bleue, au nord comme au sud. On notera que le corridor de cette sous-trame située au nord du territoire comporte une plus grande part de son tracé en zone urbaine, celle du sud apparaissant davantage sauvage.

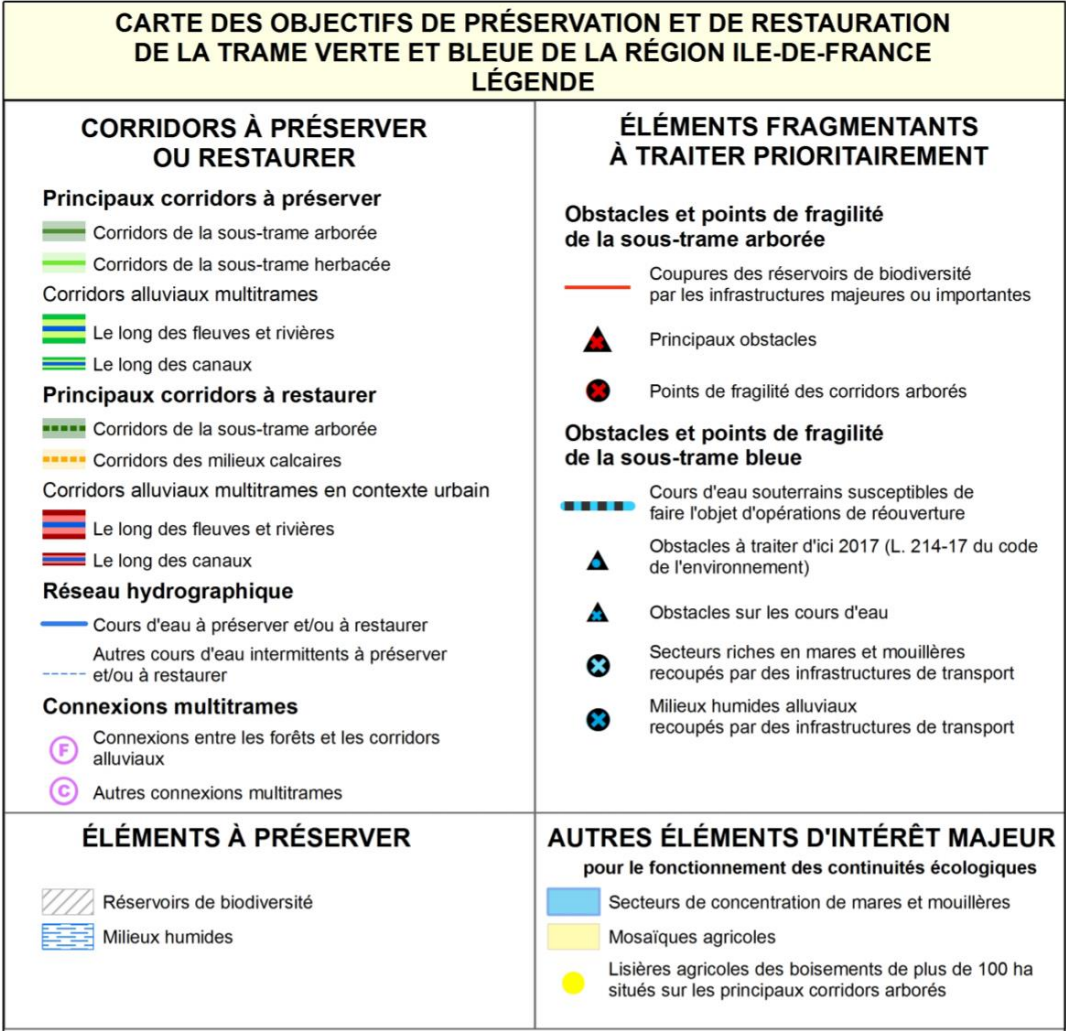
Éléments fragmentants de priorité majeure: Concernant les éléments fragmentants de priorité majeure, les points de fragilité des corridors arborés sont ceux qui ressortent particulièrement.

Autres éléments majeurs de conservation: Il s'agit des espaces de concentration de mares et mouillères, les zones humides, les réservoirs de biodiversité, les mosaïques agricoles, ou encore les lisières agricoles.

Carte des objectifs de la trame verte et bleue



Sources: SRCE Ile de France



Les enjeux des objectifs de la trame verte et bleue:

- Une attention particulière est à porter sur les corridors de la sous-trame arborée et bleue.
- Les éléments fragmentants des corridors de la sous-trame bleue représentent les axes de travail majeur de restauration. En terme de conservation, les points de fragilité des corridors arborés mentionnés sur cette carte sont à prioriser.
- Une attention particulière est à porter aux espaces de concentration de mares et de mouillères, des zones humides, des réservoirs de biodiversité, des mosaïques agricoles et des lisières agricoles.

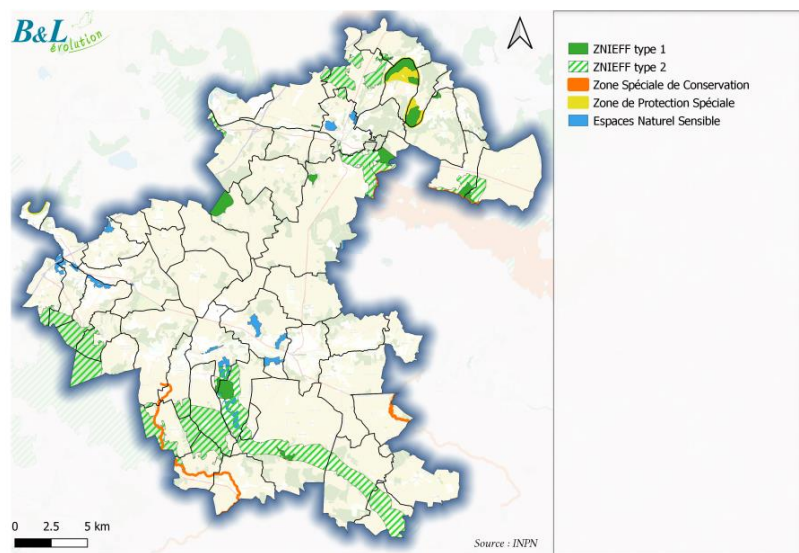
5. Zonage en faveur de la biodiversité

Les zonages en faveur de la biodiversité sont des dispositifs visant à délimiter, connaître et protéger les espaces naturels, éléments de la trame verte et bleue, sur lesquels des enjeux écologiques, biologiques, faunistiques ou floristiques ont été identifiés. Les différents types de zone partagent un même objectif qui est de prendre en compte la biodiversité et les différents éléments d'intérêts écologiques au sein des questions d'aménagement du territoire. Cependant ils ne disposent pas tous de la même origine juridique et donc de la même portée réglementaire. Il existe des zonages à but informatif ou de protection moyenne (ZNIEFF, ENS, ou classification de certaines zones humides) et des zonages à réglementation stricte ou de forte protection à caractère réglementaire (Zone Natura 2000, arrêté de protection de biotope, réserves naturelles...).

On retrouve sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie des ZNIEFF de type 1 & 2, des sites du réseau Natura 2000 (ZPS et ZCS), ainsi que des Espaces Naturels Sensibles.

Les zones en faveur de la biodiversité

Carte des zones en faveur de la biodiversité



Les ZNIEFF:

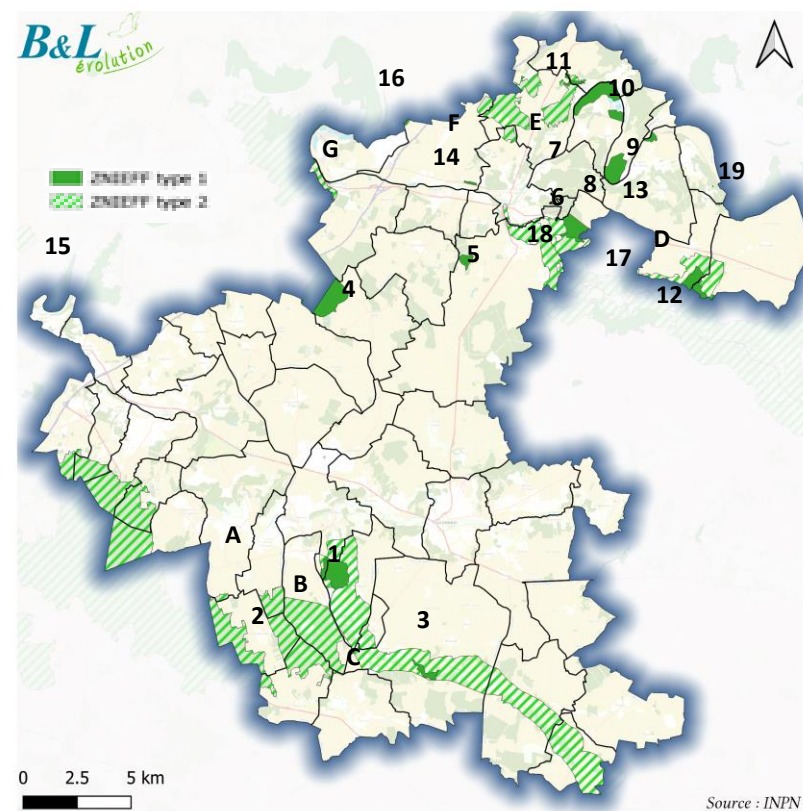
Sources : INPN – cartographie : B&L évolution

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique sont des espaces naturels qui font l'objet d'un inventaire régional permanent. Elles ne constituent pas une mesure de protection juridique directe mais vont servir d'aide à la décision pour tout projet d'aménagement. Il en existe 2 types :

- Les ZNIEFF type 1 : accueillent des habitats et/ou espèces remarquables caractéristiques du territoire local qui sont qualifiés de déterminants. Ce sont des foyers de biodiversité remarquables
- Les ZNIEFF type 2 : regroupent des grands ensembles naturels et peu modifiés qui présentent de fortes potentialités écologiques ou biologiques.

Le territoire compte 19 ZNIEFF de type 1 et 7 ZNIEFF de type 2 qui sont décrits dans les tableaux présentés dans les pages suivantes.

Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique



	Nom	Milieux
1	BOCAGE DE SAINT-AUGUSTIN	<i>Non renseigné</i>
2	ETANG DE GUERLANDE	Étang remarquable favorisant l'expression d'habitats subissant une exondation estivale (Elodo-sparganion et Bidenton tripartitae) et accueillant plusieurs espèces de grand intérêt pour la flore (Elatine hexandra, Gratiola officinalis, Eleocharis acicularis et Eleocharis uniglumis) et les oiseaux. 2 espèces sont inscrites à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux: Circus aeruginosus et Ardea alba. Des prospections Lépidoptères, Odonates et Orthoptères seraient à même de révéler la présence d' autres espèces déterminantes.
3	BOISEMENTS ET PRAIRIES DE PRESSOUY ET MAISON-MEUNIER	<i>Non renseigné</i>
4	FORET DU MANS	Un quart de la surface du bois est constitué de boisements potentiellement intéressants mais sous forme de petites entités relictuelles. Présence d'un étang forestier abritant plusieurs espèces d'odonates dont certaines espèces déterminantes. 41 espèces d'oiseaux dont 4 inscrites à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux: Pernis apivorus, Ciconia nigra, Ardea alba et Dryocopus martius.
5	ETANG DE PEREUSE	<i>Non renseigné</i>
6	RU DE LA VORPILLIERE ET BOIS DE MORAS	Présence de frênaies de ravins et de pentes fraîches (Dryopterido affinis - fraxinion excelsoiris) dans les zones de forte pente exposition nord ou est ainsi que de la hêtraie- chênaie acidiline-charmaie (Melico uniflorae -fagetum sylvaticae) sur les zones de colluvions. Deux espèces sont inscrites à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux: Pernis apivorus et Lanius collurio. Une étude ornithologique et le statut biologique des espèces du boisement sont nécessaires.
7	CARRIERES SOUTERRAINES DE LA BRIQUETERIE	<i>Non renseigné</i>
8	PLAN D'EAU DE MÉRY-SUR-MARNE	La zone inclut des milieux tels que des sablières en eau et des friches. Une friche arrosée par une fuite d'eau a permis la croissance d'un pied d'Orchis à fleurs lâches (quasi absent en Île-de-France habituellement). Les milieux aquatiques (bassins, mares temporaires, fossés) sont favorables à de nombreuses végétales dont le Potamogeton capillaire, le Myriophyllum verticillatum et de nombreuses espèces d'amphibiens (Crapaud calamite, Crapaud accoucheur, Pélodyte ponctué) et à quelques espèces d'Odonates.
9	BOIS DE FOSSE PIEDBOT	<i>Non renseigné</i>
10	PLAN D'EAU DE MESSY	Les vastes plans d'eau de Messy attirent de nombreux oiseaux d'eau et des odonates. Les berges sont en pente douce favorisant le cortège d'orthoptères.
11	FORÊT DE RAVIN DU RU DE BELLE MERE A SAINT-AULDE	<i>Non renseigné</i>
12	BOIS DE BOITRON ET ALENTOURS DU RU DE LA FONDERIE	A proximité du ru de la Fonderie, sur sa rive gauche (Bassevelle), la forêt renferme quelques pieds de Polystichum setiferum. Sur la rive droite (Bussièrès), on trouve une zone tourbeuse avec une belle station de Carex strigosa, espèce déterminante très rare en Île-de-France (GOURVIL & Raynaud, 1999).
13	CARRIERES SOUTERRAINES DES POTENCES	Sur le site, deux cavités ont été répertoriées. Elles aboutissent à des grottes servant de lieu d'hivernage et de reproduction pour plusieurs espèces de Chauves-souris.
14	COTEAU A MORINTRU-D'EN-BAS	<i>Non renseigné</i>

Sources : INPN – cartographie : B&L évolution

	Nom	Milieux
15	PLAN D'EAU D'ISLES-LES-VILLENVOY	La zone concerne une carrière en exploitation dont les substrats sableux sont favorables au Crapaud calamite. La taille du plan d'eau principal et sa localisation le rendent attractif pour de nombreuses espèces d'oiseaux d'eau.
16	BOIS DE LA CHAPELLE	L'essentiel de la zone correspond à un boisement. Au nord, les pentes abruptes du Bois de la Chapelle favorisent la croissance d'une végétation caractéristique des chênaies frênaies sur sol calcaire bien drainé. Le cortège de végétation regroupe des espèces telles que l'Hellébore fétide, l'Iris fétide et le Tamier commun. Au fond du vallon s'écoule un ru au nord duquel la Scille à deux feuilles a été observée. Dans ce secteur, l'absence de culture intensive est favorable aux friches, jachères et par conséquent à la faune associée (insectes, oiseaux...).
17	LE BOIS DES MEULIERES	Structure hétérogène du boisement de pente. Il apparaît que l'ensemble du bois des meuliers présente un intérêt botanique. Parmi les espèces d'oiseaux recensées, il n'y a pas d'espèce déterminante, une seule est inscrite à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux: Pernis apivorus.
18	LE PETIT MORIN	La ZNIEFF est constituée par le lit de la rivière du Petit-Morin ainsi que les bords de ses berges. Le Petit Morin est une rivière connue pour abriter Zannichellia palustris, espèce protégée sur le plan régional. En outre, le cours francilien de la rivière a été proposé au titre de la Directive Habitats pour la présence de plusieurs espèces de poissons de l'annexe II. Parmi les espèces d'oiseaux recensées, une est inscrite à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux: Dryocopus martius. A noter, la présence du Cincle plongeur (Cinclus cinclus) nicheur.
19	BOIS DES HATOIS A PAVANT	Groupements forestiers d'ambiances fraîches et de caractère sub-montagnard : Frênaie-éablière (Lunario-Acerion), bien structurée à Laurier des bois (Daphne laureola), milieu de la directive "Habitats" de l'Union Européenne ; charmaie fraîche à Ornithogale des Pyrénées (Ornithogalum pyrenaicum), bien représentée dans la Brie picarde, quasiment absente dans les autres régions naturelles de Picardie. Groupements bryophytiques des rus intermittents sur meulière et grès (Brachythecietalia plumosi), bien représentés en Brie et dans le Valois en Picardie. Pelouses calcicoles (Mesobromion) et ourlets à Brachypode penné (Origanetalia). Ces milieux sont inscrits à la directive "Habitats".

ZNIEFF type 2

A	FORÊT DE CRÉCY	Malgré une connaissance faible du milieu, l'espace inclut pour l'instant une seule ZNIEFF de type 1 (Etang de Guerlande). Il est probable que des ZNIEFF de type 1 puissent être définies (zone humides dont ensemble de mares).
B	FORÊT DE MALVOISINE	Les principaux éléments d'intérêt se rapportent aux zones humides (mares).
C	BASSE VALLEE DE L'AUBETIN	Non renseigné
D	VALLEE DU PETIT MORIN DE VERDELOT A LA FERTE SOUS JOUARRE	Cette ZNIEFF est composée de milieux humides de fonds de vallées et de milieux mésophiles à secs sur les coteaux. Cette diversité représente un fort intérêt écologique avec beaucoup de pâturages bovins. De nombreuses espèces patrimoniales se trouvent dans cette vallée, notamment le Sonneur à ventre jaune, très rare en Seine-et-Marne et le Cuivré des marais. Sur ce site, 2 espèces d'oiseaux déterminantes ZNIEFF: Pernis apivorus et Lanius collurio (inscrites à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux). 5 autres espèces (non déterminantes ZNIEFF) inscrites à l'Annexe 1 de la Directive Oiseaux ont été recensées: Circus cyaneus, Alcedo atthis, Milvus migrans, Dendrocopos medius et Dryocopus martius.
E	BOIS DE CADINE	L'intérêt du site porte sur le boisement abritant des milieux remarquables : forêt de ravin avec son cortège caractéristique de fougères (Polystic à aiguillons, protégé au niveau régional ; Polystic à soies), et des pelouses calcaires mésophiles au sein desquelles se développe la Campanule agglomérée. Ce boisement constitue un axe de déplacement pour le Blaireau.
F	RÛ DES EFFANEAUX ET BOISEMENTS ASSOCIES	L'activité sylvicole est un facteur de diversité des milieux. La végétation se rattache souvent au type chênaie-charmaie, et parfois au type chênaie-frênaie. Le ru des Effaneaux abrite plusieurs espèces aquatiques dont la Musaraigne aquatique, la Salamandre et différents amphibiens
G	FORET DOMANIALE DE MONTCEAUX	Non renseigné

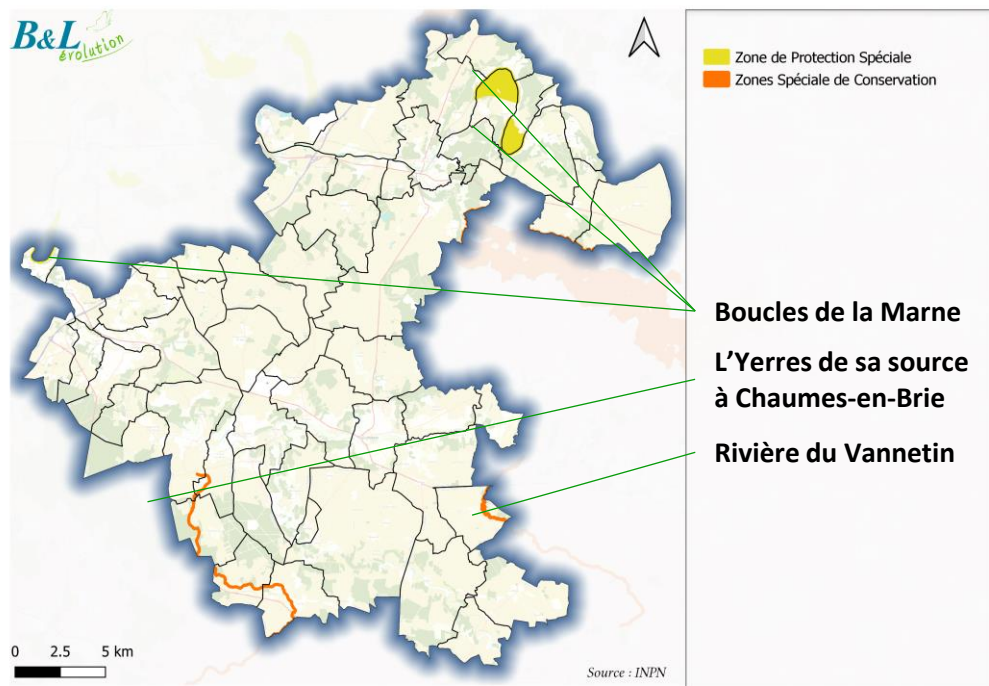
Sources: INPN

Le réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un programme européen qui identifie les sites naturels, terrestres et marins et vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Il existe deux classements de zonage Natura 2000 :

- Les Zones de Protection Spéciale (**ZPS**), sont instituées en application de la directive « Oiseau » et visent la protection d'espaces naturels reconnus pour leur grande utilité au regard de l'avifaune, notamment pour des espèces menacées d'extinction à plus ou moins long terme : lieux de reproduction, de nidification, de nourrissage, sites-étape durant les migrations saisonnières...
- Les Zones Spéciales de Conservation (**ZSC**), sont instituées en application de la directive « Habitat » dont l'objectif est de repérer et préserver un ensemble d'espaces reconnu pour leur biodiversité exceptionnelle (nombre d'espèces, rareté et/ou fragilité). Elles visent la protection des habitats naturels, la faune et la flore sauvage

Zones de Protection Spéciale et Zones de Conservation spéciale



Sources : INPN – cartographie : B&L évolution

Zone de Protection Spéciale des Boucles de la Marne (FR1112003):

Cette ZPS dite des " Boucles de la Marne " accueille au long de l'année tout un cortège d'espèces d'oiseaux, 252 à ce jour, hivernante ou migratrice. Dix espèces nicheuses inscrites à l'Annexe de la Directive européenne Oiseaux sont inventoriées. La majorité d'entre elles se caractérisent par un statut de conservation défavorable au sein de leur aire de répartition. Le site des Boucles de la Marne constitue ainsi un lieu refuge pour une population d' Oedicnèmes criards. Le réseau de zones humides notamment, offre de nombreux sites favorables, interdépendants du point de vue de leur utilisation par l'avifaune nicheuse.

Les secteurs forestiers possèdent encore les caractéristiques nécessaires à la présence d'espèces sensibles comme le *Milan noir*, la *Bondrée apivore* ou le *Faucon hobereau*.

Les zones humides, bien qu'anthropisées, attirent le *Blongios nain*, le *Martin-pêcheur d'Europe*, la *Mouette mélanocéphale* ou le *Râle d'eau*. Une gestion adaptée augmenterait d'autant le potentiel d'accueil qui s'avère très fort.

L'intérêt de la zone d'étude réside également dans son attractivité hivernale. En effet, les zones humides du périmètre proposé en ZPS représentent une zone d'hivernage d'importance nationale et répond à plusieurs critères issus de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale dite de "Ramsar".

Boucles de la Marne:

Mesures de conservation:

- la préservation et la gestion des milieux ouverts favorables aux espèces telles que l'Oedicnème criard,
- la préservation et la gestion des zones humides naturelles et artificielles favorables à l'avifaune, notamment aux laridés et anatidés hivernants.

Incidences positives

- Sylviculture et opérations forestières
- Captages des eaux de surface

Incidences négatives

- Urbanisation continue
- Urbanisation discontinue
- Zones industrielles ou commerciales
- Voie ferrée, TGV
- Piétinement, surfréquentation
- Pollution de l'air et polluants atmosphériques
- Nuisance et pollution sonores
- Antagonisme avec des animaux domestique
- Routes, autoroutes

La rivière du Vannetin:

Les menaces:

- Rupture des continuités écologiques,
- Rejets des eaux usées et pluviales qui conduisent à une hypertrophisation et/ou pollution des eaux,
- Pratiques agricoles consommatrices d'intrants,
- Chenalisation, modifications hydrauliques du lit de la rivière (curage, recalibrage, seuils, piétinement par les animaux,...),

L'Yerres de sa source à Chaumes-en-Brie

Mise en ligne des informations à venir

PNR Brie et deux Morin

Un **parc naturel régional** (PNR) est un territoire ayant choisi volontairement un mode de développement basé sur la mise en valeur et la protection de patrimoines naturels et culturels considérés comme riches et fragiles. En 2018, ils sont au nombre de 53, couvrent 15,5 % de la superficie de la France. Ils répondent à cinq missions : développer leur territoire en le protégeant, protéger leur territoire en le mettant en valeur, participer à un aménagement fin des territoires, accueillir, informer et éduquer les publics aux enjeux qu'ils portent, expérimenter de nouvelles formes d'action publique et d'action collective.

Le PNR "Brie et Deux Morin" est un projet engagé depuis juin 2007 par une délibération du Conseil Régional d'Île-de-France suite à la rédaction d'un projet de charte (en 2011), dont les délimitations comprennent une part du territoire de l'intercommunalité.

Les communes du territoire présentent un engagement fort vis-à-vis de la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.

- 50 % des communes n'ont plus du tout recours à ces produits (zéro phyto total) ou n'y ont recours que sur les espaces à contrainte (terrain de sport et cimetière).
- 100 % des communes sont au moins engagées dans la réduction de l'utilisation des biocides contre seulement 77 % en Île-de-France.
- Quatorze communes sont signataires de la charte régionale pour la biodiversité.

Plusieurs habitats et espèces floristiques d'importance régionale ou européenne s'y retrouvent. La forte densité de *Chevêches d'Athéna* et de *Pie-grièches écorcheurs* y sont remarquables. L'hermine semble encore présente dans plusieurs communes, et le chat sauvage est à y rechercher.

La présence de populations d'importance régionale de *Sonneurs à ventre jaune* et de *Couleuvres d'Esculape*, ainsi que la richesse des mares prairiales pour les diverses espèces de tritons, en font un secteur de grande patrimonialité pour l'herpétofaune. Le cortège des papillons y est original et le territoire accueille le bastion régional du *Cuivré des marais*, du *Cuivré fuligineux* et de *l'Azuré des Anthyllides*. Les vallées accueillent une richesse encore insuffisamment recensée en ce qui concerne l'entomofaune, mais la présence de nombreux odonates rares tels que *l'Aeshne paisible* et le *Cordulegastre annelé* témoignent de leur intérêt écologique (et de leur bon état de conservation).

Les populations de *Lamproies de Planer* et de *Chabots* y sont florissantes, les *Mulettes épaisses* sont présentes localement y compris en dehors du site Natura 2000 du Petit Morin, et le *Cincle plongeur* y occupe son seul site de nidification francilien.

Espaces Naturels Sensibles :

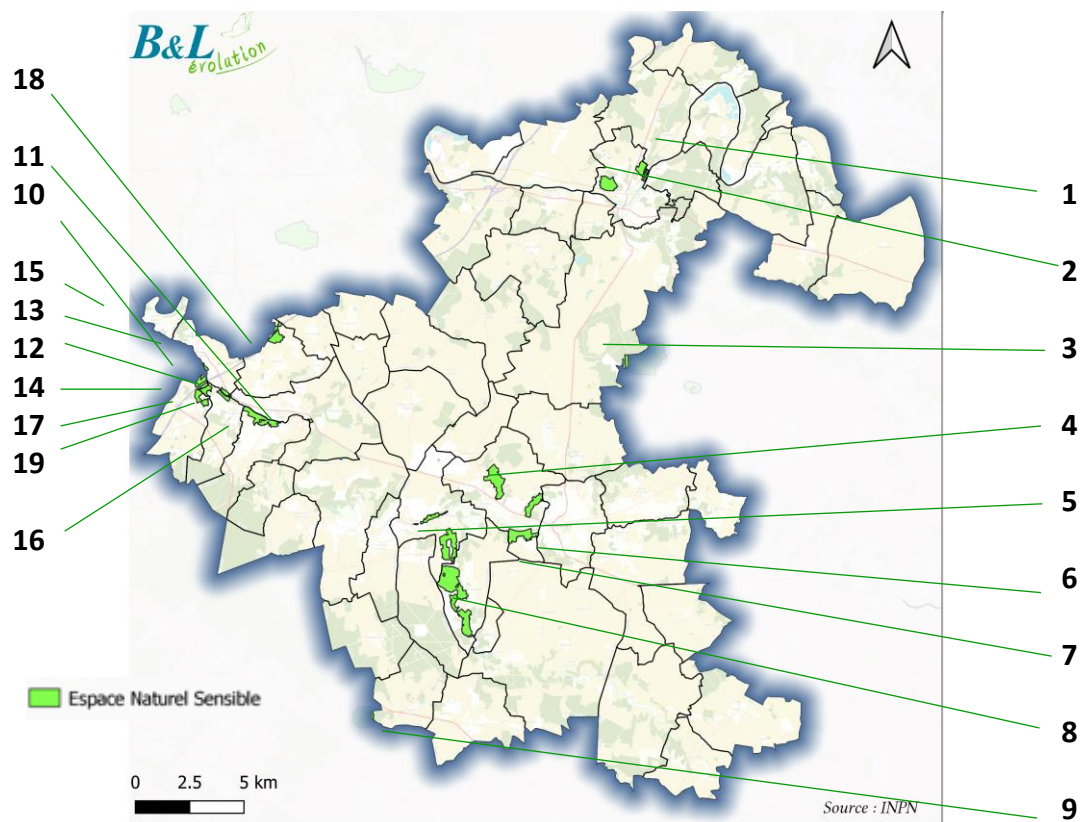
Ces zones définies par les départements ont pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; mais également d'aménager ces espaces pour être ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.

La protection de la biodiversité et des paysages est l'une des principales compétences des Départements en matière d'environnement. Depuis 1991, le Département de Seine-et-Marne a donc décidé de développer sa politique dans les domaines de l'environnement en créant de tels espaces. Le produit de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (ENS) avait ainsi permis l'acquisition, l'aménagement et la gestion d'espaces méritant d'être sauvegardés, valorisés et ouverts au public. Taxe supprimée en 2012.

Sur les 62 ENS gérés par le Département (4 187 ha), 22 sont ouverts au public. L'animation de ces espaces est confiée à différentes associations selon les sites: principalement Seine-et-Marne Environnement, mais aussi des associations locales.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie, on dénombre 19 Espaces Naturels Sensibles, de plusieurs natures différentes (bois, vallée, parc, coteaux). Trois des ENS du territoire sont ouverts au public.

Les Espaces Naturels Sensibles



ENS (★ Ouvert au public)		
#	Nom	
1	Bois de la Bergette	★
2	Bois de la Barre	★
3	Bois de la Doue	★
4	Le coteau de Mouroux	
5	Le coteau de Pommeuse	
6	Le Morin à Mouroux	
7	Le bois de Mouroux	
8	La basse vallée de l'Aubetin	
9	Le parc de Lumigny	
10	Le Petit Pont	
11	La Collégiale	
12	Le Pré du Temple	
13	Les Prés de la Corvée	
14	Les Prés des Noues	
15	Le bois de Bouleurs	
16	Le marais et le coteau de Voulangis	
17	Le bois de Misère	
18	La confluence de la Marne et du Grand Morin	
19	La frayère du marais	

Sources : INPN – cartographie : B&L évolution

6. Patrimoine naturel et architectural

Sites et monuments remarquables

Sites patrimoniaux et monuments

Les sites classés/inscrits : Les sites inscrits et classés ont pour objectif la conservation ou la préservation d'espaces naturels ou bâtis présentant un intérêt certain au regard des critères prévus par la loi (artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque). Les sites protégés par un classement sont représentatifs de la grande richesse et de la grande diversité des paysages. Les sites classés et inscrits bénéficient d'une protection réglementaire. Si les décisions de protection ne comportent pas de règlement comme les réserves naturelles, elles ont en revanche pour effet de déclencher des procédures de contrôle spécifique sur les activités susceptibles d'affecter le bien.

Monuments classés/inscrits/partiellement classés/partiellement inscrits : Il existe, deux régimes distincts de protection au titre des monuments historiques : le classement et l'inscription.

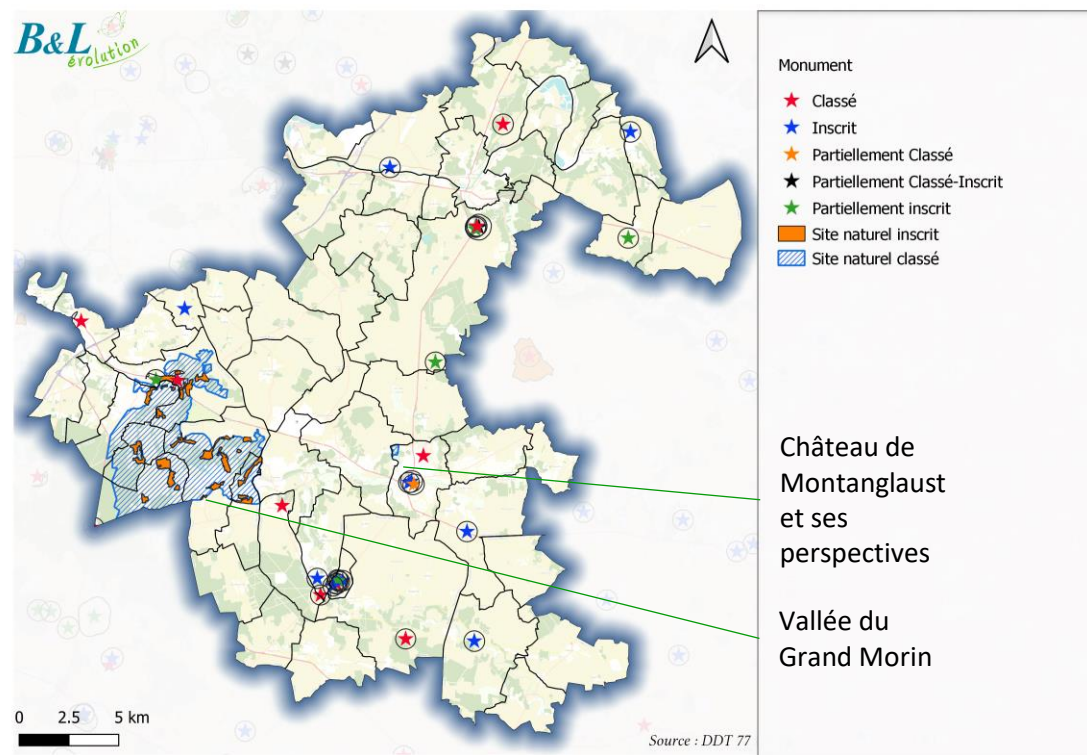
1. Le classement concerne des immeubles dont la conservation présente un intérêt public du point de vue de l'histoire ou de l'art.
2. L'inscription concerne des immeubles qui présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en désirer la préservation

Périmètre de protection : Les abords de certains monuments classés ou inscrits font l'objet d'un périmètre de protection de 500m : les travaux envisagés dans les abords d'un monument inscrit ou classé nécessitent un accord préalable de l'Architecte des Bâtiments de France.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie on distingue des sites classés et des sites inscrits. Les sites classés sont le Château de Montanglaust et la Vallée du Grand Morin, quant au site inscrit il s'agit de parcelles discontinues au cœur du site classé de la Vallée du Grand Morin. Ce dernier a une superficie importante présente entièrement au sein du périmètre de la CACPB.

Sources : DRIEE

Cartes des éléments patrimoniaux et architecturaux



Vallée du Grand Morin

Le classement concerne la partie aval de la vallée du Grand Morin qui a été inscrite au titre des sites en 1980. Les paysages qu'elle offre sont marqués par l'eau et l'utilisation de son énergie : moulins, barrages.. Certains villages présentent un bâti de grande qualité architecturale, reconnu à Crécy-la-Chapelle et à Voulangis par la création d'un site patrimonial remarquable (SPR).

Château de Montanglaust

Le château de Montanglaust quant à lui a été classé en 1990. Ce site comprend le bâti ainsi que son patrimoine, le grand parc qui l'entoure.

Liste des monuments classés ou inscrits

Classés	Date de classement	Commune
Menhir	classement le 31/12/1889	Beautheil
Domaine des Montesquiou (ancien) Grotte de rocaille	classement le 30/12/1991	Mauperthuis
Eglise Saint-Etienne	classement le 06/02/1981	Chamigny
Croix de l'ancien cimetière	classement le 31/12/1862	Jouarre
Domaine des Montesquiou (ancien) Pyramide	classement le 26/07/1988	Mauperthuis
Obélisque	classement le 19/06/1972	Saint-Augustin
Ferme de l'Hôpital	classement le 10/02/1994	Coulommiers
Eglise	classement le 28/12/1984	Faremoutiers

Inscrits	Date d'inscription	Commune
Chapelle Sainte-Aubièrge	inscription le 24/09/1937	Saint-Augustin
Eglise Saint-Ponce	inscription le 01/05/1930	Citry
Eglise d'Amillis	inscription le 28/06/1927	Amillis
Eglise Saint-Pierre	inscription le 01/03/1996	Mauperthuis
Domaine des Montesquiou (ancien) Tour des gardes	inscription le 16/06/1989	Mauperthuis
Eglise de Chailly-en-Brie	inscription le 08/05/1930	Chailly-en-Brie
Eglise Saint-Authaire	inscription le 21/11/2013	Ussy-sur-Marne

Partiellement classés	Date de classement/ Inscription	Commune
château de la duchesse de Longueville (ancien)	classement le 14/01/1930	Coulommiers
La Collégiale Notre-Dame	Classement 1846	Crécy
Obélisque de Villeneuve le Comte	Classement 1921	Dammartin-sur-Tigaux.
Partiellement classés-Inscrits		
Abbaye Notre-Dame de Jouarre	classement le 19/05/1980 ; classement le 31/12/1840 ; inscription le 09/09/1998	Jouarre
Partiellement inscrits		
Eglise Saint-Médard	inscription le 24/01/1930	Bussièrès
Grenier à blé (ancien)	inscription le 09/09/1998	Jouarre
Château de Nolongues (ancien)	inscription le 09/12/1937	Jouarre
Colombier	inscription le 27/06/1983	Mauperthuis
Auditoire (ancien)	inscription le 09/09/1998	Jouarre
Couvent des Capucins	inscription le 14/01/1930	Coulommiers
Théâtre	Inscription en 1996	
Prison	Inscription en 1996	
Hôtel Grand Jean de Lumière	Inscription en 1984	Crécy

Sources : DRIEE

Les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR)

Depuis la loi LCAP du 7 juillet 2016, les Zones de Protection du Patrimoine Architecture, Urbain et Paysager (ZPPAUP) et les Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) sont devenues des Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR).

Il s'agit de servitudes d'utilité publique (SUP) composées d'un rapport de présentation, d'un zonage et d'un règlement qui viennent compléter les documents d'urbanisme.

SPR de Crécy-la-Chapelle

Le classement du site concerné sur le territoire de la commune de Crécy-la-Chapelle s'est fait par arrêté de Monsieur le Préfet de la région d'Île de France le 8 janvier 2001. Ce SPR a distingué plusieurs zones comportant des objectifs propres:

Le bourg de Crécy

- Maintien de la forme urbaine existante
- Mise en valeur des ensembles remarquables ou présentant un caractère particulier

Le noyau villageois de la Chapelle

- Maintien de l'équilibre entre les espaces bâtis et les espaces naturels
- Préservation des caractéristiques du paysage bâti du village
- Préservation et mise en valeur des abords de l'église de la chapelle classée monument historique

Espace d'accompagnement du Bourg de Crécy et du Village de la Chapelle

- Maîtriser l'évolution de l'urbanisation aux abords du bourg de Crécy et de l'église de la Chapelle
- Traiter l'articulation entre le Bourg de Crécy et le village de la Chapelle

SPR de Châtelet-en-Brie : CHÂTEAU DES DAMES

En 1998, la commune du Châtelet-en-Brie devient propriétaire du château des Dames, de la ferme et de son parc. La volonté municipale est de valoriser un édifice patrimonial, fort en termes d'identité, et d'y installer des équipements culturels.

Sources: Communes de Crécy-la-Chapelle, Commune de Châtelet-en-Brie

7. Évolutions attendues avec le changement climatique

Vulnérabilités et évolution de la biodiversité

Généralités du département:

- Des espaces agricoles dominants: utilisation massive de produits phytosanitaires mettant en périls les espèces vivant dans les espaces agricoles
- Des espaces forestiers, réservoirs de biodiversité: forte pression anthropique
- Des zones humides à protéger: manque d'une protection forte de ces milieux
- Menace des habitats naturels par l'urbanisation, les carrières, les infrastructures linéaires
- Les impacts de la déprise agricole sur les prairies humides et pelouses calcaires
- Déconnexion des réseaux hydrographiques due aux actions humaines
- La propagation des espèces exotiques envahissantes

Changement climatique :

- Régression de l'aire de répartition des espèces les plus inféodées aux zones humides: une augmentation de la température de 1 °C correspondrait à un déplacement de 50 à 200 km vers le nord.
- L'étalement urbain, la construction de grands axes de transports et les grandes parcelles agricoles dénuées de haies – en particulier sur la Brie, viennent fragmenter les habitats, créant de véritables barrières à la migration d'individus et au brassage génétique.
- Disparition et apparition d'espèces et de milieux (accentuation d'espèces envahissantes).
- Vulnérabilité des espaces forestiers due à une augmentation des incendies sur le département ainsi que les potentiels stress hydriques annoncés.

Biodiversité fragile

Espèces et habitats rares. Des espaces qui permettent à certaines espèces de perdurer sur le territoire. Parmi ceux-ci, certains ne disposent d'aucune réglementation de conservation (ceux présents dans les Znieff par exemple, entre autres les zones humides et les espaces de concentrations de mares).

Les principales menaces sont l'urbanisation, les pollutions (air, sonores) et les réseaux de transport.

Vulnérabilité et évolution des cohérences écosystémiques

Trame Verte et Bleue:

- Distribution et diversité de sous-trames hétérogènes
- Manque de connexion observé sur la partie centrale
- Éléments fragmentants majoritairement sur les sous-trames bleues
- Les processus d'urbanisation représentent le deuxième élément fragmentant le plus menaçant pour les sous-trames

Changement climatique :

Dans un contexte de changement climatique, le SRCE aura un impact globalement positif si l'ensemble des actions du projet de plan sont mises en œuvre, bien qu'il existe un certain nombre d'incertitudes en la matière.

La préservation des réservoirs de biodiversité et du petit patrimoine boisé, en d'autres termes les actions de préservation des grands espaces forestiers (action en milieu forestier, lisières...), permet de préserver des espaces qui constituent des puits de carbone. Les effets positifs des puits de carbone sont par ailleurs favorisés par le SRCE, qui prévoit en plus de leur préservation, leur augmentation : action de plantations, peupleraies en zones humides, reconstitution des ripisylves, action sur les espaces verts en milieu urbain...

En ce qui concerne la production d'énergie et notamment le développement de l'éolien, il faut noter que le schéma régional éolien (SRE) a pris les enjeux naturels et paysage. Il privilégie les parcs éoliens dans les paysages de grandes cultures. La prise en compte des chiroptères et de l'avifaune par les parcs éoliens est traitée au cas par cas lors de leur conception. A l'opposé le SRCE ne crée pas de nouveau couloir de migration et valorise des espaces naturels qui sont déjà pris en compte par le SRE. Le SRCE ne devrait pas avoir d'impact sur la production d'énergie éolienne.

- La diminution des effets d'îlots de chaleur urbains
- La diminution de la vulnérabilité au risque d'inondation et de crue majeure
- L'augmentation de la résilience francilienne au changement climatique

<p>Les pressions du changement climatique</p>	<p>Alors que les courbes démographiques augmentent sans contrainte, la biosphère voit la diversité de ses espèces chuter brutalement. L'appauvrissement de biodiversité est l'expression même d'un déséquilibre des compositions écologiques appropriées par l'humain et ses activités : destruction d'habitats, prolifération d'animaux domestiques, étalement urbain, pollutions multiples. Des métamorphoses dans les équilibres écosystémiques s'observent par l'accentuation d'espèces dominantes, envahissantes exotiques, filtrant les espèces résilientes de celles qui périssent. Le changement climatique va s'ajouter à cette situation de fragilité extrême, mettant en alarme des éléments de signaux du non-retour: disparition d'espèces endémiques, augmentation des facteurs favorables à la destruction d'habitat, écourtement de périodes de reproductions, menant à mal les chances pour les espèces subsistantes de poursuivre dans leur résilience.</p>
<p>Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET</p>	<p>Biodiversité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Régression de l'aire de répartition des espèces les plus inféodées aux zones humides: une augmentation de la température de 1 °C correspondrait à un déplacement de 50 à 200 km vers le nord • L'étalement urbain, la construction de grands axes de transport et les grandes parcelles agricoles dénuées de haies – en particulier sur la Brie, viennent fragmenter les habitats, créant de véritables barrières à la migration d'individus et au brassage génétique. • Disparition et apparition d'espèces et de milieux (accentuation d'espèces envahissantes). • Vulnérabilité des espaces forestiers due à une augmentation des incendies sur le département ainsi que les potentiels stress hydriques annoncés. <p>Cohérence de Trame verte et bleue</p> <ul style="list-style-type: none"> • Connectivité toujours fragilisée des milieux pour certaines trames, et certaines parties du territoire par les besoins de construction et de déplacement • Présence d'éléments fragmentants rendant difficile la connectivité des milieux qui pourraient se renforcer
<p>Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place</p>	<p>Effets de levier</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renaturation d'espaces par les besoins de développement de séquestration • Prise en compte de la biodiversité comme un atout au PCAET <p>Enjeux du PCAET</p> <ul style="list-style-type: none"> • Perte d'éléments de micro habitats urbains par la rénovation • La création de nouvelles infrastructures (parkings de co-voiturage, pistes cyclables...) en zones naturelles intéressantes • Le développement de structures de production EnR en milieux naturels

8. Synthèse

Atouts

- Le territoire possède une très forte richesse écologique qui est valorisée par des zones humides, des forêts et une large diversité d'habitats
- Le territoire dispose d'un réseau de cohérence écologique plutôt présent sur l'ensemble du territoire
- Des espaces protégés et/ou d'inventaires viennent ponctuer et encadrer la sauvegarde de cette richesse
- Une forte richesse patrimoniale paysagère et naturelle
- Un grand nombre de sites classés et inscrits valorisant l'identité du territoire
- Un attrait touristique intéressant

Faiblesses

- Manque de connectivité entre les différents corridors, et les différentes vallées du territoire.
- Comme ailleurs la biodiversité à l'échelle du département connaît de grandes difficultés et de nombreuses pressions
- Le territoire dispose de quelques éléments qui peuvent poser des problèmes de fragmentation de la trame verte et bleue
- Un manque de connaissance concernant les espèces présentes sur le territoire rend leur gestion difficile.

Opportunités

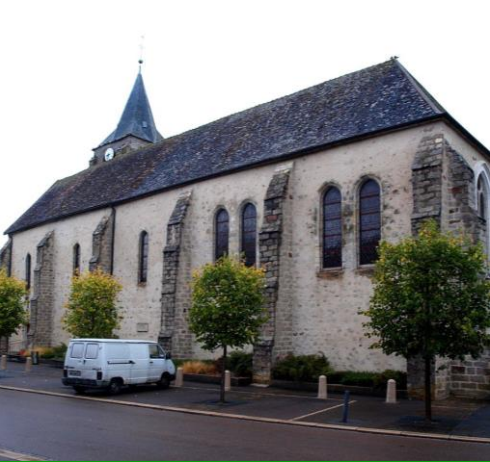
- Le SRCE porte des objectifs concrets de protection, sauvegarde et restauration sur lesquels le PCAET pourra s'associer
- Le Parc Naturel Régional de Brie et 2 Morin pourra faire partie des acteurs avec qui la protection de la biodiversité pourra être portée

Menaces

- Les pressions anthropiques se font de plus en plus ressentir sur la biodiversité et les cohérences écologiques. Une menace généralisée qui reste forte sur le territoire
- Le changement climatique apparaît comme la menace principale de l'équilibre des écosystèmes

Enjeux pour le PCAET

- Introduire ces questions de cohérence écologique et de biodiversité au sein même du PCAET
- Ne pas aggraver le phénomène de fragmentation des habitats et des continuités écologiques
- Bien prendre en considération la trame verte et bleue et la trame noire dans les projets et les orientations
- Bien intégrer la question des Natura 2000 (menaces et pressions) dans le projet de PCAET et le déploiement de son plan d'action
- Tenir compte des enjeux d'évolution et des zones réglementées pour le patrimoine



CONTEXTE HUMAIN

Le contexte humain :

Le contexte humain est déterminant dans la compréhension du territoire et dans la perspective du réchauffement climatique et des changements environnementaux qui l'accompagnent.



1. Dynamique & Urbanisation

Des espaces agricoles et forestiers dominants

L'occupation du sol est étudiée ici à partir des données Corin Land Cover. La version la plus récente date de 2012. Il s'agit d'une base de données (BD) géographiques européenne d'occupation biophysique du sol. La BD de Corin Land Cover est produite à partir de photo-interprétation d'image satellite.

Concernant la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie, celle-ci se démarque par un paysage rural, avec de grands espaces cultivés. Il s'agit principalement de terres arables qui servent notamment pour la culture intensive qui recouvre une grande partie du périmètre. Les différents types d'occupation du sol dessinent des motifs discontinus et éparés, si bien que les espaces forestiers côtoient parfois des espaces urbains, d'autres fois des espaces cultivés. En effet, après l'agriculture, les forêts s'imposent dans le paysage rural. Leur présence est plus forte dans le sud ouest et le nord est. Leur répartition est par ailleurs significativement influencée par la présence des cours d'eau. Les zones urbaines sont hétérogènes, marquées par des pôles de concentration d'activités. On distingue facilement Coulommiers et la Ferté-sous-Jouarre. Là aussi, leur distribution spatiale est influencée par la présence du réseau hydrographique. On remarquera que les deux pôles urbains du territoire comportent les deux zones industrielles et commerciales de l'intercommunalité visibles sur les données de CLC. De plus, Coulommiers est également l'hôte de l'Aérodrome de Coulommiers-Voisins.

Globalement, la plus grande part du territoire (68% soit plus des 2/3 de sa surface totale) est dédiée à l'agriculture avec une part importante des surfaces restantes dédiées aux espaces forestiers (24% soit près d'1/4). Les surfaces en eau sont présentes mais peu représentatives.

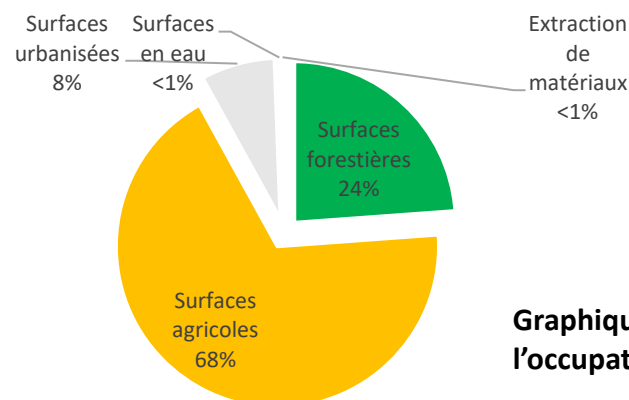
Surfaces agricoles: 68% soit 133km² (contre 63% en Seine et Marne)

Surfaces forestières : 24% soit 47km² (identique au département)

Surfaces urbanisées: 8% soit 16km² (11% pour le département)

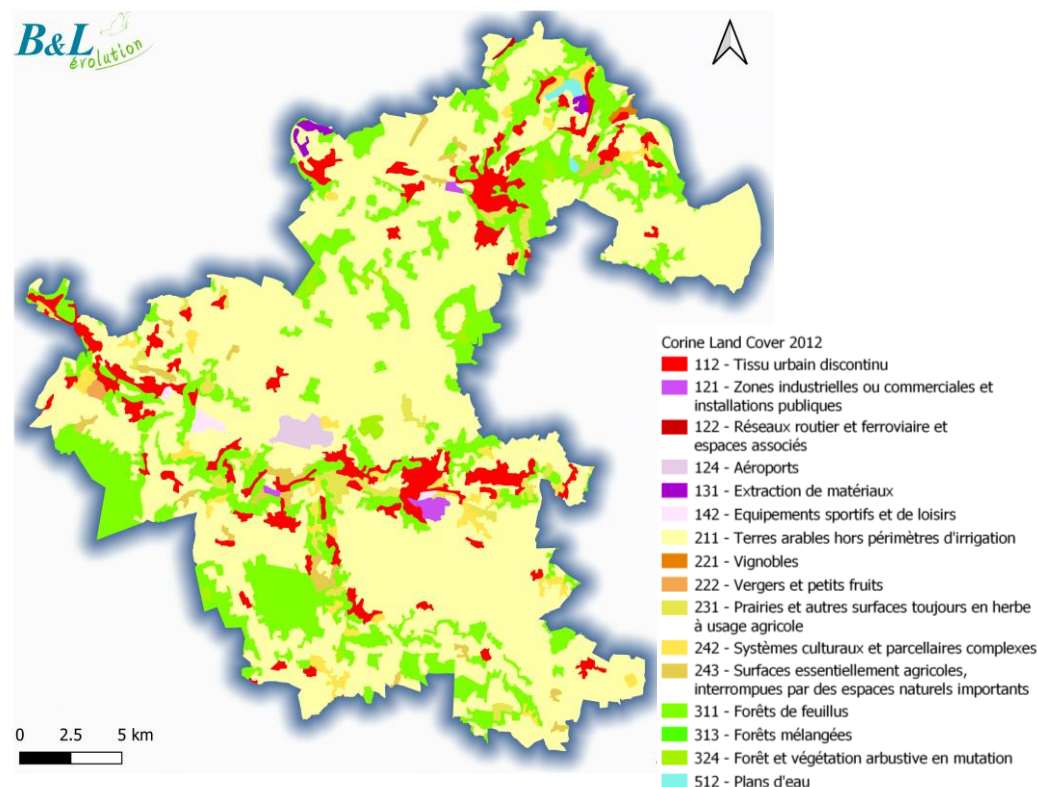
Surfaces en eau: <1% soit 1,2km² (identique pour la Seine et Marne)

Extraction de matériaux: <1% soit 1,6km² (identique au département)



Graphique de l'occupation des sols

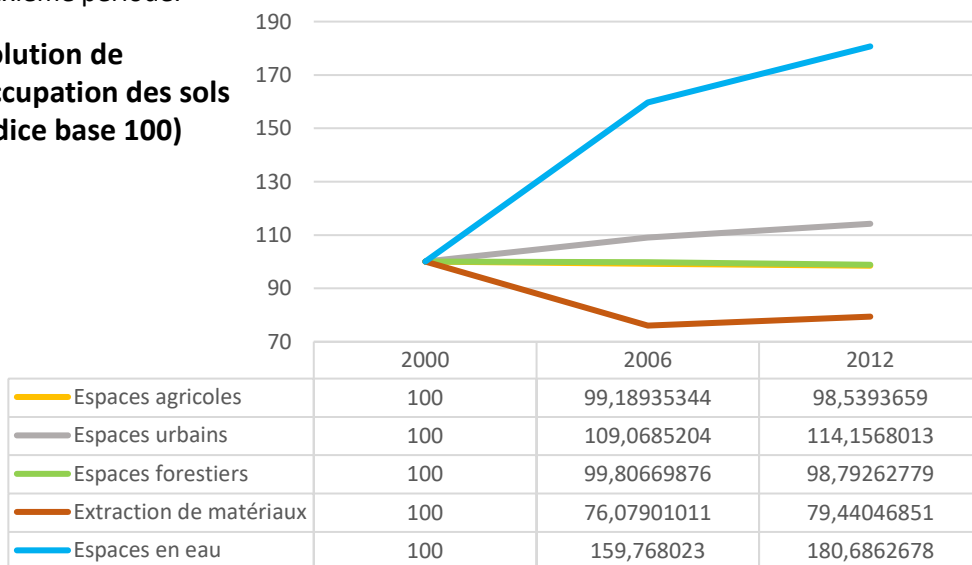
Carte d'occupation des sols



Une évolution singulière aux spécificités complexes

Malgré une certaine spécificité agricole, le territoire est en constante mutation. Le graphique montre donc l'évolution de l'occupation du sol à partir d'un indice base 100 (qui permet d'analyser l'évolution de l'ensemble des surfaces par rapport à leur proportion initiale). A première vue, on constate une augmentation significative des espaces en eau. La seconde tendance que l'on observe immédiatement est la diminution des espaces dédiés à l'extraction de matériaux avec un léger regain sur la deuxième période.

Evolution de l'occupation des sols (indice base 100)



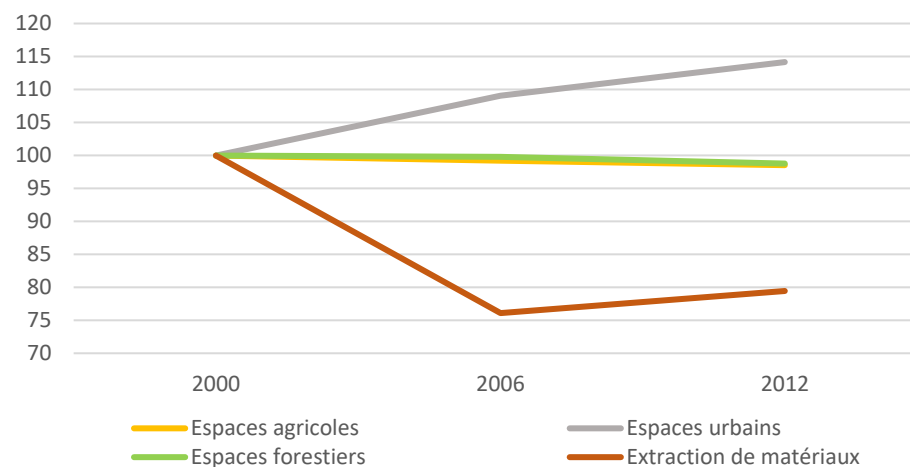
Ces deux phénomènes sont en fait liés. En effet, lorsqu'une activité d'extraction de matériaux s'arrête, il est courant que le réaménagement des sites soit accompagné de la mise en eau de la carrière. La comparaison des photos aériennes de la période correspondante est particulièrement parlante.



Source: IGN, Insee, CLC 2012

Par ailleurs, le même graphique ne montrant cette fois-ci pas l'évolution des surfaces en eau permet de voir les tendances des espaces étant les plus dominants sur le territoire. En effet, les évolutions de ces catégories d'occupation de sol varient moins sur un indice 100, mais les quantités de surface que cela concerne sont particulièrement importantes.

Evolution de l'occupation des sols (indice base 100)



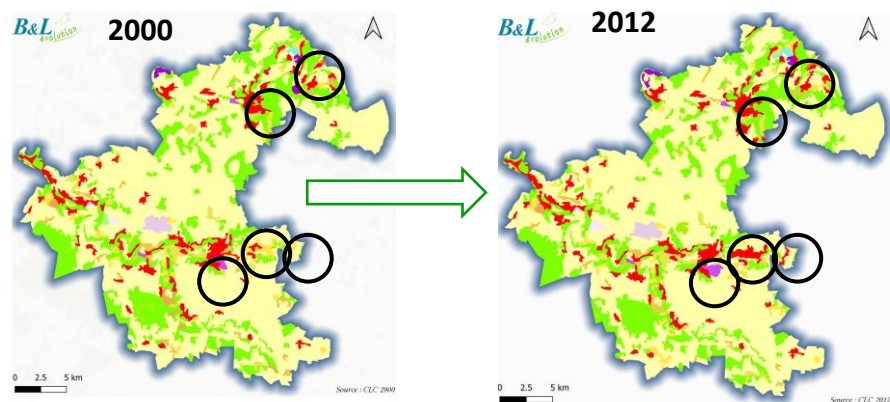
Sur le graphique, la courbe qui se distingue le plus outre celle des extractions de matériaux, est celle des espaces urbains. Sur la Communauté d'Agglomération, tout comme la quasi majorité du territoire français, l'étalement urbain est bien présent gagnant environ 500ha entre 2000 et 2012, au détriment des espaces agricoles qui perdent environ 500ha sur la même période. Les espaces forestiers quant à eux ne sont pas épargnés avec une perte de surface d'environ 140ha.

Les surfaces par type d'occupation du sol

Types d'occupation du sol	Surface en ha (2000)	Surface en ha (2006)	Surface en ha (2012)
Espaces agricoles	34451	34171	33947
Espaces urbains	3465	3779	3956
Espaces forestiers	11640	11617	11499
Extraction de matériaux	205	156	163
Espaces en eau	67	108	122

Les cartes qui suivent permettent de localiser les espaces qui présentent des changements particuliers. On note surtout les augmentations d'espaces urbanisés et les évolutions de certaines zones industrielles et commerciales.

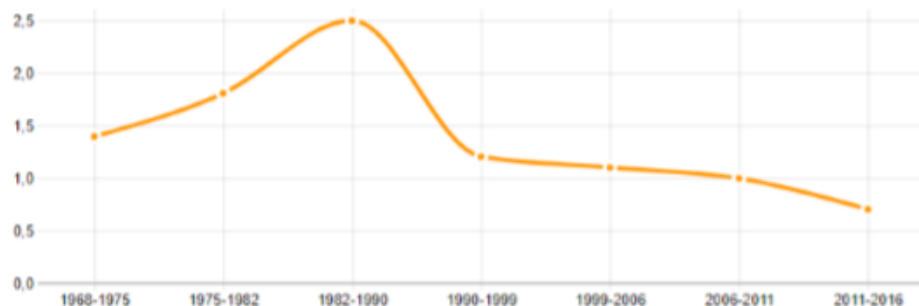
Cartes de l'évolution des occupations de sols



Une démographie positive, en ralentissement

La démographie joue un grand rôle dans les caractéristiques d'occupation des sols. Les espaces ruraux ont leurs propres singularités démographiques, et pareillement pour les grandes métropoles. Ici, on constate que la population augmente sans cesse depuis 1968. Cette croissance se caractérise pas un pic sur la période 1982-1990. Malgré le ralentissement brutal de la croissance à partir de 1990, la courbe reste largement positive. Depuis, il semblerait que la croissance démographique ralentisse, surtout sur la période 2011-2016. On comprend donc l'évidence de la corrélation entre les phénomènes démographiques actuels et les transformations des occupations du sol.

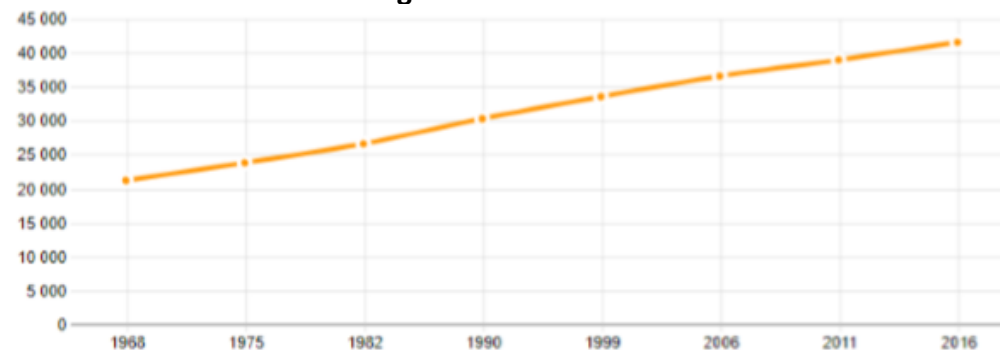
Courbe de croissance démographique de la Communauté d'Agglomération



Pour essayer de mieux comprendre ce phénomène, on peut observer que la courbe de logements est en constante augmentation.

Sources: CLC 2012, Insee Geoclip

Evolution du nombre de logements

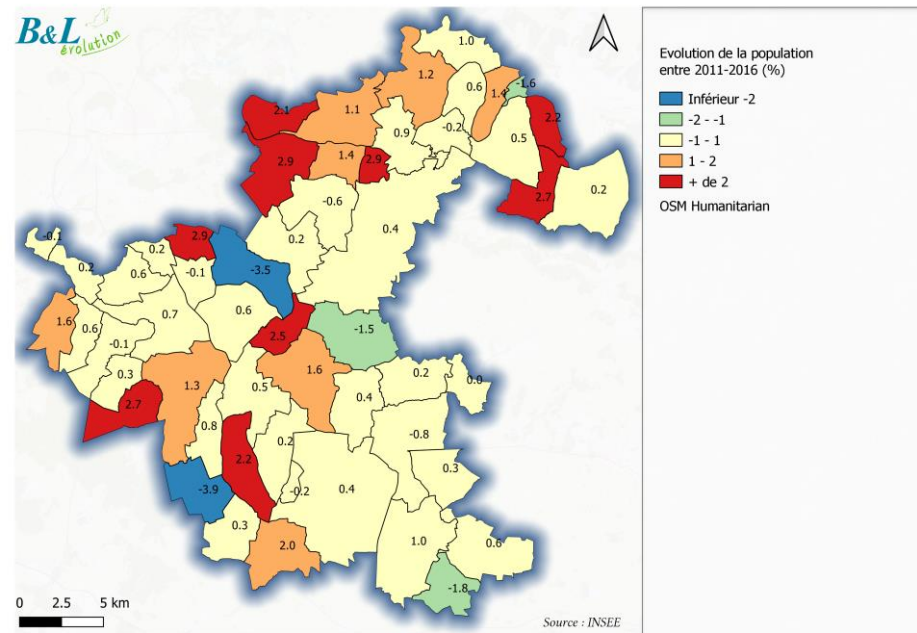


L'augmentation des logements sur le territoire contribue à l'expansion des espaces urbanisés sur les terres agricoles dans une dynamique de croissance démographique forte. On parle du phénomène d'artificialisation des sols.

Dynamiques démographiques différentes selon les communes

La population du territoire continue donc d'évoluer mais cette progression est différente selon les communes. L'analyse se base sur la période 2011-2016. Cependant, cette évolution est très hétérogène.

Carte évolution démographique par commune



Alors qu'une grande partie du territoire possède un taux de croissance plutôt faible (entre 0 et 2%), les communes avec un taux supérieur sont au nombre de 8 (*Faremoutiers, Giremoutiers, Saint-Jean-les-deux-jumeaux, Changis-sur-Marne, Sept-sorts, Bussièrès, Citry, Dammartin-sur-Tigeaux*), et 6 d'entre-elles se trouvent sur le côté ouest de l'intercommunalité. Ceci peut s'expliquer par une délocalisation des populations parisiennes vers le territoire.

Par contraste, illustrant cette hétérogénéité, certaines des communes connaissent même une croissance négative entre 0 et -2%. Elles se comptent elles aussi au nombre de 8 (*Mauperthuis, Dagny, Chaillis-en-Brie, Chauffry, Aulnoy, Signy-Signets, Reuil-en-Brie, Nanteuil-en-Brie*). Ces communes, à nouveau, se distribuent sur le territoire de façon longitudinale, avec une tendance à être localisées à l'est du territoire de la Communauté d'Agglomération.

On notera que le taux de croissance particulièrement bas de Hautefeuille avoisine les -4%.

Le territoire présentant une tendance positive de croissance démographique exprime une certaine hétérogénéité qui peut se décrire d'est en ouest avec les taux de croissance les plus forts à l'ouest et la majorité des taux négatifs de croissance à l'est du territoire.

Vulnérabilités et changement climatique

Le rapport de France stratégie (2019), présente les grandes trajectoires de consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers en fonction de l'évolution du prix du foncier, d'une densification plus ou moins forte de l'habitat et d'une augmentation du taux de renouvellement urbain.

Il affirme qu'en cumulé, cela conduirait à artificialiser d'ici **2030** environ **288 000 hectares** de plus qu'en 2016, au titre du seul bâti.

Artificialisation des sols jusqu'à présent:

- 3 millions ha en 2012 (Corin Land Cover)
- 3,5 millions ha en 2016 (fichiers fonciers)

L'augmentation de la densité et du taux de renouvellement urbain pourrait néanmoins réduire drastiquement la consommation d'ENAF (Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers).

Sources: Insee Geoclip, France stratégie (Juillet 2019), Chambre du Commerce et de l'industrie (2014)

Le scénario « densification forte » proposé par le rapport:

- Durcir les conditions de construction avec un taux de renouvellement de 0,6 et une densité de 0,4.
- Pour réduire près de 75 % le rythme d'artificialisation en 2030 en comparaison au scénario tendanciel.

Selon les projection de l'INSEE, à l'horizon 2040, la population de Seine-et-Marne devrait atteindre les 1 563 000 habitants, soit une progression de près de 20 % par rapport à 2008.

Cette croissance démographique sur le département comporte les mêmes caractéristiques que le territoire de Coulommiers Pays de Brie. En effet, sa répartition s'observe davantage sur le côté ouest du département. Par ailleurs, elle comporte la croissance démographique la plus élevée de la région.

<p>Les pressions du changement climatique</p>	<p>Dans la course effrénée aux puits de carbone, où la compensation de nos émissions de gaz à effet de serre semble être une lueur d'espoir pour les générations futures, l'étalement urbain et la pression démographique continuent de gagner du terrain sur les forêts et les espaces agricoles, mettant en lumière les contradictions humaines qui pourraient, à termes, avoir contribuer davantage aux processus de réchauffement climatique actuels.</p>
<p>Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET</p>	<ul style="list-style-type: none"> • +20% de la population de Seine-et-Marne en 2040 par rapport à 2008 (soit 1 563 000 habitants) • +8% d'espaces artificialisés en France en 2030 par rapport à 2016 (soit 3 788 000ha) • Artificialisation et croissance démographique plus forte sur les régions ouest du territoire de la Communauté d'Agglomération
<p>Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place</p>	

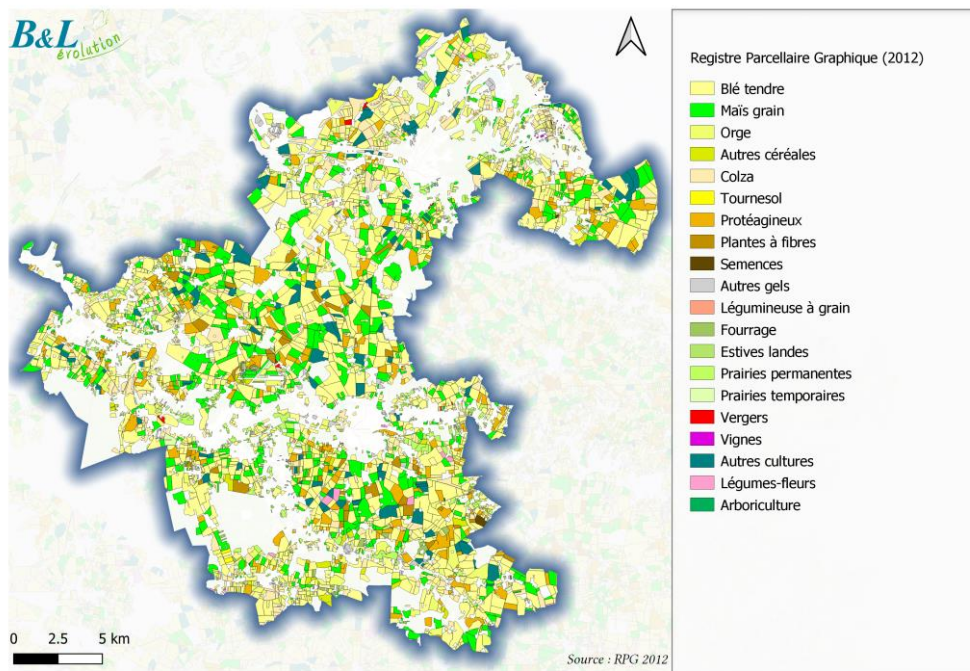
2. Agriculture et sylviculture

Un territoire très agricole

Le Registre Parcellaire Graphique (RPG) est une base de données géographiques servant de référence à l'instruction des aides de la Politique Agricole Commune (PAC). Datant de 2012, ce registre parcellaire n'est pas entièrement exhaustif car il identifie uniquement les principales cultures déclarées à la PAC (notamment les cultures viticoles sont largement sous représentées).

La grande majorité des cultures sont dédiées au blé tendre, avec une importante présence du maïs. Ces cultures dominantes sont complétées par une composition de différents types de cultures, majoritairement orientés vers les protéagineux, plantes à fibres et celles définies dans la partie « autres cultures ». Alors que la taille des parcelles montre une certaine tendance à la culture intensive, très courante pour les cultures de blé, on distingue au sud et au nord notamment, que la taille des parcelles est moins importante laissant penser que les modes d'agriculture tendent vers des pratiques paysannes plus extensives.

Carte du registre parcellaire (2012)



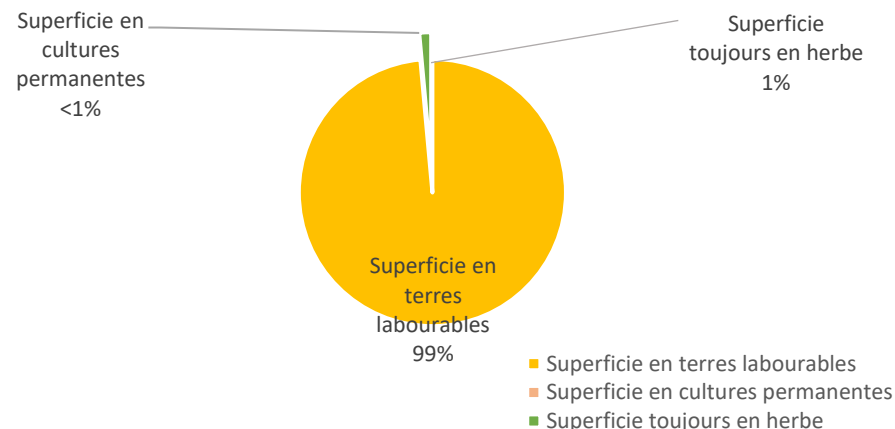
Sources : Registre Parcellaire Graphique 2017 ; cartographie : B&L évolution

Un secteur spécialisé

Les données d'étude de l'agriculture du territoire sont issues du dernier recensement agricole, qui interroge toutes les exploitations agricoles, sans distinction de taille, ni de poids des activités agricoles parmi les éventuelles autres activités de l'entreprise. Les chiffres cités sont à considérer avec précaution car de nombreuses données sont issues d'estimations dues au secret statistique.

Sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers pays de Brie, on distingue la dominance presque exclusive des terres labourables (99%). Ceci se caractérise par une agriculture intensive très présente, parsemée par des surfaces toujours en herbe (1%).

Les différents secteurs agricoles



Un secteur en déclin

Le secteur agricole connaît un déclin généralisé global sur l'ensemble du territoire français. La Communauté d'Agglomération n'est pas épargnée par cette tendance :

- Nombre d'exploitations agricoles: **-18,6 %** (de 3200 (2000) à 2600 (2010)). Cela s'explique par plusieurs éléments. Tout d'abord, comme mentionné précédemment, les espaces dédiés à l'agriculture diminuent sur le territoire, mais on peut également justifier cette baisse du nombre d'exploitations agricoles par la concentration des terres pour un nombre de propriétaires plus restreint, transformant les paysages de petites parcelles agricoles en de grandes étendues de monocultures.

-**SAU (Surfaces Agricoles Utiles)**: La surface agricole utile (SAU) est un concept statistique destiné à évaluer le territoire consacré à la production agricole. La SAU est composée de : terres arables (grandes cultures, cultures maraîchères, prairies artificielles...), surfaces toujours en herbe (prairies permanentes, alpages), cultures pérennes (vignes, vergers...).

Sur la période, ces surfaces ont diminué de **-5,4 %** (passant de 337 000 ha (2000) à 320 000 ha (2010)). Cela confirme que les espaces dédiés à l'agriculture diminuent sur le territoire.

-**Travail annuel**: Calculé en Unité de Travail Annuel (UTA), cela mesure en équivalent temps complet le volume de travail fourni par les chefs d'exploitations et coexploitants, les personnes de la famille, les salariés permanents, les salariés saisonniers et par les entreprises de travaux agricoles intervenant sur l'exploitation. Cette notion est une estimation du volume de travail utilisé comme moyen de production et non une mesure de l'emploi sur les exploitations agricoles.

Sur le territoire, on observe une diminution de **-24,3 %** avec des valeurs passant d'environ 5700 UTA (2000) à 4300 UTA (2010). Ceci traduit l'agrandissement et la modernisation des exploitations ainsi que la diminution du besoin de main d'oeuvre, notamment grâce à une hausse continue du taux d'équipement et de la mécanisation des exploitations.

- **Cheptel** : Le cheptel est calculé en Unité gros bétail tous aliments (UGBTA) : unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes (par exemple, une vache laitière = 1,45 UGBTA, une vache nourrice = 0,9 UGBTA, une truie-mère = 0,45 UGBTA)

Sur le territoire on observe une diminution de **-9,12 %** passant des valeurs de 35 400 UGB (2000) à 32 200 UGB (2010). Cela signifie que la production totale de viande a reculé sur la période.

Pour résumer, on assiste surtout à une intensification des productions, et une mécanisation de l'activité plus importante. On voit se développer l'agriculture intensive massivement.

Les appellations sur le territoire

Alors que le fromage Brie de Meaux obtient une appellation d'origine contrôlée en 1980, le Brie de Coulommiers n'a toujours pas pu obtenir le statut malgré les nombreuses revendications de la part des producteurs et habitants.

Les vignes de la commune de Guérard obtiennent l'appellation IGP (Indication Géographique Protégée) par l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO) en octobre 2019. À noter que Citry, Nanteuil-sur-Marne, Méry-sur-Marne, Saâcy-sur-

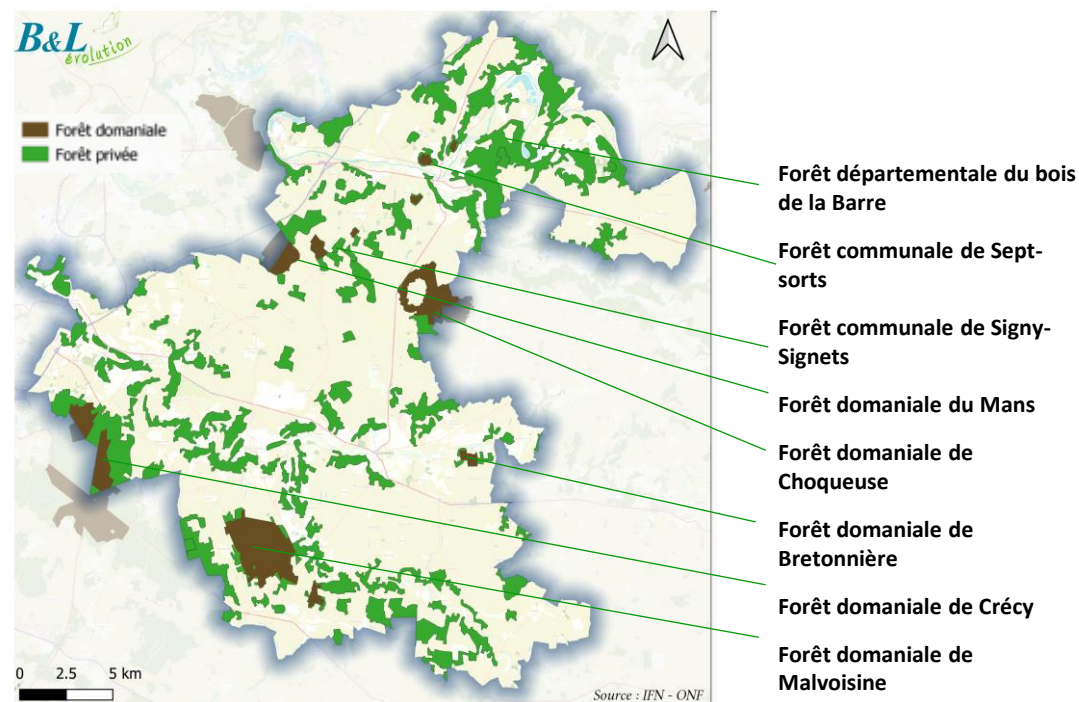
Marne et Sainte-Aulde sont incluses dans le périmètre de l'appellation Champagne.

La forêt du territoire

La forêt seine-et-marnaise recouvre 140 000 ha, soit près du quart de la superficie du département. Un tiers de la surface boisée est publique et constituée de parcelles de grande taille. La forêt privée, plus grande en superficie, est toutefois beaucoup plus morcelée où 85% des 60 000 propriétaires possèdent moins de 1 ha. Cette forêt se compose à 90% de feuillus, dont l'essence principale est le chêne. La majorité des peuplements se compose d'un mélange d'une ou deux essences ce qui traduit une faible diversité.

La Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie possède des espaces forestiers sur 24% de son territoire. La plupart de ces espaces sont privés, cependant un certain nombre est domanial.

Carte des forêts du territoire



La forêt domaniale de Malvoisine est la plus vaste avec une superficie d'environ 9.8 km². Les forêts de Malvoisine, du Mans et de Choqueuse ont été sévèrement touchées par la tempête de 1999 mettant 40% des arbres de la forêt de Choqueuse à terre. La sylviculture du chêne y est dominante.

Synthèse et vulnérabilités

Les activités agricoles et sylvicoles sur le territoire sont très présentes. Malgré leur domination sur les autres types d'occupation du sol, elles présentent des vulnérabilités qui pourraient transformer les paysages dans un contexte de changement climatique.

Agriculture:

- Potentiel de stockage carbone menacé par l'étalement urbain
- Tributaire de la ressource en eau très fortement menacée par les changements du climat à venir
- Potentielle hausse de la mortalité des animaux d'élevage (observé en 2003)
- Développement potentiel de nouvelles cultures
- Augmentation de CO2 dans l'air favorable à la croissance des cultures

Les forêts:

- Dépérissement de certaines espèces (stresse hydrique, maladies, diminution des jours de gel)
- Augmentation de la vulnérabilité aux risques d'incendies
- Incertitude sur l'effet du réchauffement sur la biomasse
- Incertitude à propos des conséquences sur les compositions écologiques des écosystèmes.

3. La ressource en eau



Les documents cadres

La Loi sur l'eau

La loi du 3 janvier 1992 sur l'eau et la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques fixent de grands principes sur l'eau. Elle intègre l'idée que l'eau fait partie du patrimoine commun à la nation et que sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable sont d'intérêt général.

L'objectif poursuivi est donc une gestion équilibrée de la ressource en eau. Pour cela la loi du 3 janvier 1992 crée les SDAGE. La loi du 30 décembre 2006 fixe également l'objectif du bon état écologique des eaux en 2015.

SDAGE Seine Normandie 2016-2021

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est un document de planification concertée qui décrit les priorités de la politique de l'eau pour le bassin hydrographique et les objectifs. Il définit les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Il fixe les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chaque cours d'eau, plan d'eau, nappe souterraine, estuaire et secteur littoral. Il détermine les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques. Le SDAGE est complété par un programme de mesures qui précise, secteur par secteur, les actions techniques, financières, réglementaires, à conduire d'ici 2021 pour atteindre les objectifs fixés. Sur le terrain, c'est la combinaison des dispositions et des mesures qui permettra d'atteindre les objectifs.

Coulommiers Pays de Brie appartient au SDAGE du Bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands (2016 – 2021) qui fixe les orientations fondamentales pour la gestion équilibrée de l'eau dans le bassin pour une durée de 6 ans.

Le SDAGE identifie 5 enjeux majeurs :

- Préserver l'environnement et sauvegarder la santé
- Anticiper les situations de crise en relation avec le changement climatique
- Favoriser un financement ambitieux et équilibré de la politique de l'eau
- Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locale
- Améliorer les connaissances spécifiques

Pour répondre à ces enjeux, il les traduit en 8 défis :

1. Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants classiques
2. Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques
3. Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les micropolluants
4. Protéger et restaurer la mer et le littoral
5. Protéger les captages d'eau pour l'alimentation en eau potable actuelle et future
6. Protéger et restaurer les milieux aquatiques et humides
7. Gérer la rareté de la ressource en eau
8. Limiter et prévenir le risque d'inondation

La stratégie d'adaptation au changement climatique du bassin Seine-Normandie

La stratégie a été adoptée le 8 décembre 2016 à la suite d'une concertation élargie.

5 objectifs :

1. Réduire la dépendance à l'eau et assurer un développement humain moins consommateur d'eau
2. Préserver la qualité de l'eau
3. Protéger la biodiversité et les services éco-systémiques
4. Prévenir les inondations et coulées de boue
5. Anticiper les conséquences de l'élévation du niveau de la mer .

11 actions stratégiques ont été retenues et sont déclinées en sous-actions:

1. Favoriser l'infiltration à la source et végétaliser la ville
2. Restaurer la connectivité et la morphologie des cours d'eau et des milieux littoraux
3. Co-produire des savoirs climatiques locaux
4. Développer les systèmes agricoles et forestiers durables
5. Réduire les pollutions à la source
6. Faire baisser les consommations d'eau et optimiser les prélèvements
7. Sécuriser l'approvisionnement en eau potable
8. Agir face à la montée du niveau marin
9. Adapter la gestion de la navigation
10. Renforcer la gestion et la gouvernance autour de la ressource
11. Développer la connaissance et le suivi

« Ces actions visent à améliorer la **RESILIENCE** des territoires et des sociétés, c'est-à-dire la capacité des systèmes sociaux, économiques et environnementaux à absorber de fortes perturbations, en répondant ou en se réorganisant de manière à maintenir la capacité d'adaptation, d'apprentissage et de transformation ainsi que la robustesse des territoires et des écosystèmes ».

Les SAGE

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) sont élaborés au niveau d'un sous bassin par une commission locale de l'eau. Ils fixent les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection quantitative et qualitative des ressources en eaux superficielles et souterraines. Un SAGE est un outil de planification, initié par la loi sur l'eau, qui vise la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Déclinaison du SDAGE à une échelle plus locale, il vise à concilier la satisfaction et le développement des différents usages (eau potable, industrie, agriculture, ...) et la protection des milieux aquatiques, en tenant compte des spécificités d'un territoire.

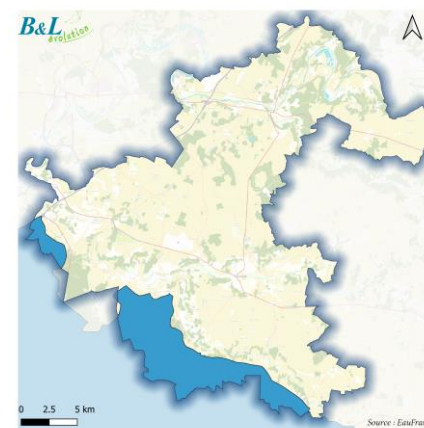
Délimité selon des critères naturels, il concerne un bassin versant hydrographique ou une nappe. Les SAGE fixent, coordonnent et hiérarchisent des objectifs généraux d'utilisation, de valorisation et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation

Sources : SDAGE Seine-Normandie, SAGE

des zones humides. Ils identifient les conditions de réalisation et les moyens pour atteindre ces objectifs. Ils précisent les objectifs de qualité et quantité du SDAGE, en tenant compte des spécificités du territoire et énoncent des priorités d'actions et édictent des règles particulières d'usage.

Le territoire de Coulommiers Pays de Brie se trouve sur les périmètres des SAGE de l'Yerres et des deux Morins.

Le SAGE de l'Yerres



Périmètre du SAGE de l'Yerres

Le SAGE de l'Yerres a été approuvé en octobre 2011. Le contrat de bassin de l'Yerres amont se fixe comme objectifs de répondre aux principaux enjeux présents sur le périmètre du bassin :

- Enjeu A – Améliorer la fonctionnalité écologique des cours d'eau et des milieux associés
 - Objectif stratégique A1 : Gouvernance et animation
 - Objectif stratégique A2 : Restauration hydromorphologique
 - Objectif stratégique A3 : Gestion et entretien des milieux
- Enjeu B – Améliorer la qualité des eaux superficielles et souterraines et prévenir toute dégradation
 - Objectif stratégique B1 : Protection des captages d'eau potable
 - Objectif stratégique B2 : Mise en œuvre du zonage d'assainissement

- Objectif stratégique B3 : Assainissement des eaux usées
- Objectif stratégique B4 : Amélioration des rejets des activités artisanales, industrielles et commerciales
- Objectif stratégique B5 : Amélioration des rejets liés aux pratiques d'entretien des espaces publics, des infrastructures et des jardins
- Enjeu C – Maîtriser le ruissellement et améliorer la gestion des inondations
 - Objectif stratégique C1 : Gestion des eaux pluviales urbaines
- Enjeu D – Améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau
 - Objectif stratégique D1 : Économies d'eau . Des conflits d'usage apparaissent entre irrigants et riverains des cours d'eau.

Les 7 enjeux identifiés par le SAGE

ENJEU 1 : Gouvernance, cohérence et organisation du SAGE

ENJEU 2 : Améliorer la qualité de l'eau

ENJEU 3 : Restaurer les fonctionnalités des cours d'eau et des milieux associés

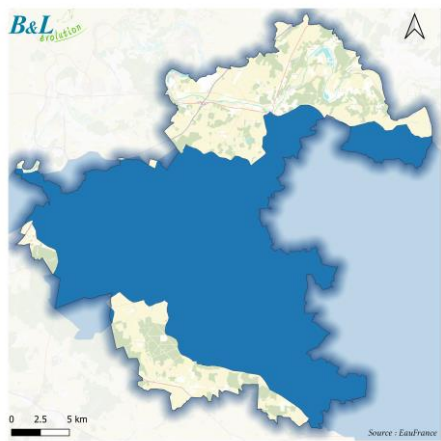
ENJEU 4 : Connaître et préserver les zones humides dont les marais de Saint - Gond

ENJEU 5 : Prévenir et gérer les risques naturels liés à l'eau

ENJEU 6 : Améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau

ENJEU 7 : Concilier les activités de loisirs liées à l'eau entre elles et avec la préservation du milieu naturel

SAGE des deux Morin



Périmètre SAGE des deux Morin

Le périmètre du SAGE des Deux Morin correspond aux bassins versants du Petit Morin et du Grand Morin. Le périmètre du SAGE a été arrêté par le Préfet coordonnateur de bassin le 14 septembre 2004.

Ce périmètre se répartit sur 3 régions (Île-de-France, Champagne-Ardenne et Picardie), sur 3 départements (Seine et Marne, Marne et Aisne) et comprend 175 communes.

Sources: SAGE des deux Morin

Plan départemental de l'eau (PDE)

La Seine-et-Marne est un département riche en eau superficielle (la Seine, la Marne et leurs affluents) et en eau souterraine (nappe du Champigny, de la Bassée). Mais au début des années 2000, la ressource en eau se raréfie, notamment après une succession d'hivers insuffisamment pluvieux. Par ailleurs, cette raréfaction conduit également à une dégradation de la qualité de l'eau.

Ainsi, fin 2005, la situation de la Seine-et-Marne dans le domaine de la qualité de l'eau distribuée n'était pas satisfaisante et s'aggravait depuis plusieurs années.

En effet, à cette époque 199 communes, représentant 235 000 habitants, délivraient une eau non conforme aux normes sanitaires dont 82 (68 179 habitants) subissaient en plus des restrictions d'usages compte tenu de l'ampleur des dépassements.

Face à cette situation, l'Etat, en collaboration avec le Conseil général et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ont décidé de réaliser un Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) afin de proposer des solutions pérennes et mutualisées à l'ensemble des collectivités concernées.

Afin de coordonner tous les acteurs autour de ce nouvel outil devant assurer la délivrance d'eau de qualité et en quantité à tous les Seine-et-Marnais, le Conseil général a proposé de se regrouper autour d'un Plan Départemental de l'Eau (PDE), pour une durée de 5 ans.

Aujourd'hui, ces partenaires pilotent au 3^{ème} PDE qui s'est enrichi avec le thème du changement climatique et du risque inondation.

Les axes du 3^{ème} plan départemental de l'eau (2017-2021) :

1. Accompagner et fédérer les acteurs pour répondre aux enjeux du territoire ;
2. Protéger la ressource en eau et sécuriser l'alimentation en eau potable ;
3. L'amélioration du patrimoine naturel en lien avec les milieux aquatiques ;
4. Gérer durablement la ressource en eau ;
5. Améliorer et valoriser les milieux aquatiques et humides en lien avec les projets de territoire ;
6. Gérer le risque inondation.

EPAGE

La loi MAPTAM a créé les établissements publics d'aménagement et de gestion des eaux, dits EPAGE.

Le code de l'environnement fixe qu'un EPAGE est un groupement de collectivités

Sources : SDAGE Seine-Normandie, SAGE

territoriales constitué en syndicat mixte à l'échelle d'un bassin versant d'un fleuve côtier sujet à des inondations récurrentes ou d'un sous-bassin hydrographique d'un grand fleuve en vue d'assurer, à ce niveau, la prévention des inondations et des submersions marines ainsi que la gestion des cours d'eau non domaniaux.

Cet établissement comprend notamment les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations en application du 1bis de l'article L211-7 du présent code.

Son action s'inscrit dans les principes de solidarité territoriale, notamment envers les zones d'expansion des crues, qui fondent la gestion des risques d'inondation.

Les EPAGE sont des syndicats mixtes qui ont vocation à assurer la maîtrise d'ouvrage d'actions « milieux aquatiques » et « prévention des inondations » : une structure n'exerçant qu'un des deux volets de cette compétence ne peut être un EPAGE.

Son périmètre d'intervention ne peut comporter d'enclave et doit être d'un seul tenant, et ne pas se superposer avec un autre EPAGE.

EPAGE du Bassin Grand-Morin

Une étude a été lancée par la communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie pour la création d'un EPAGE sur tout le bassin versant du Grand-Morin. Le SAGE des Deux Morin a pris la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations) sur le bassin versant du Grand Morin qui est en attente de la labellisation en EPAGE.

La qualité des masses d'eau du territoire

Les eaux de surface:

L'analyse de l'état des masses d'eaux dépend à la fois d'un bon état **chimique** et **écologique** :

- L'état écologique est qualifié à partir de paramètres biologiques (organismes aquatiques présents) et physico-chimiques ayant un impact sur la biologie (température, acidification, bilan de l'oxygène, nutriments et polluants spécifiques).
- L'état chimique comprend les substances prioritaires et dangereuses qui sont au nombre de 41. Chacune des molécules est quantifiée selon le respect ou non des seuils de concentration. On retrouve certains pesticides, des Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP), des composés organiques volatiles ou des métaux.

En Seine-et-Marne, de 2013 à 2019, l'état écologique des rivières progresse de 8%, passant de 38 % à 41 % de masses d'eau en bon ou très bon état, à règles d'évaluation constantes. Par ailleurs, le nombre de masses d'eau en état médiocre ou moyen régresse de 17 à 14%. L'objectif du SDAGE fixe l'atteinte de 100% des cours en « très bon » ou « bon » état écologique et chimique (avec et sans HAP) d'ici à 2027.

La qualité des principaux cours d'eau

Cours d'eau	Commune d'échantillonnage	Etat écologique	Etat physico-chimique	Etat chimique
Aubetin	Pommeuse	Bon état (2012)	Bon état (2013)	Mauvais état (2013)
Aubetin	Amillis	Etat moyen (2012)	Etat moyen (2013)	Très bon état (2013)
Petit Morin	Jouarre	Bon état (2013)	Bon état (2013)	Mauvais état (2013)
Grand Morin	Tigaux	Bon état (2013)	Bon état (2013)	Mauvais état (2013)
Grand Morin	Pommeuse	Etat moyen (2011)	Bon état (2013)	Mauvais état (2013)
La Marne	La Ferté-sous-Jouarre	Etat moyen (2013)	Bon état (2017)	Mauvais état (2013)

Concernant le territoire, les tendances semblent suivre celles du département.

État écologique : L'état écologique des eaux de surface du territoire est contrasté selon les sites d'échantillonnage. Aucun des cours d'eau ne présente un mauvais état de ses paramètres écologiques, mais on précisera que deux des trois cours d'eau enregistrent un état écologique moyen sur une de leurs stations. Globalement, on peut qualifier l'état écologique des eaux de surface du territoire comme bon à tendance moyenne généralisée.

Etat physico-chimique: La qualité physico-chimique est globalement de bon état mis à part l'état qualifié de « moyen » de l'Aubetin à Amillis. Toutefois, cela n'épargne pas les affluents des cours d'eau décrits. En effet, des résultats publiés par la DRIIE Ile-de-France pour le Ru de Raboireau (*Chauffry*) et le Ru du Rognon (*Coulommiers*) sont plutôt médiocres.

État chimique : L'état chimique des eaux de surface du territoire est alarmant. Mis à part un résultat de l'Aubetin à Amillis décrivant un état chimique « très bon », la totalité des autres cours d'eau présente des résultats définis comme « mauvais ».

En Seine-et-Marne, l'utilisation de pesticides dans l'agriculture, particulièrement deux d'entre eux, le métazachlore et le diflufenicanil, herbicides en grandes cultures, contribuent au déclassement de près de 24 % des cours d'eau et sont les seuls paramètres déclassants pour près de 65 % d'entre eux.

Le bassin versant du Grand Morin est celui qui contient le cumul le plus important de pesticides. En effet, celle-ci est supérieur à 5 µg/L (*seuil autorisant un traitement de potabilisation de l'eau*).

De plus, les HAP sont présents systématiquement sur les cours d'eau du département et ne sont pas pris en compte dans leur intégralité dans la constitution des l'évaluation de l'état chimique de l'eau.

Le niveau de contamination est donc significatif et diffus, et pourrait s'aggraver avec la hausse des températures (accélérant les cycles des éléments chimiques notamment).

En terme de quantité, de façon générale, le bassin Seine-Normandie ne connaît pas de déséquilibre marqué entre les prélèvements en eau et la ressource disponible jusqu'à présent.

Les eaux sous terraines

En Seine-et-Marne, l'eau souterraine est la première ressource pour l'alimentation en eau potable et représente 78 % des prélèvements totaux pour cet usage. Le territoire se trouve sur la masse d'eau sous terraine du Tertiaire de Champigny-en-Brie et Soissonnais. Elle correspond à la plus grande masse d'eau souterraine de Seine Normandie et alimente en eau potable près de 1 million de franciliens dont 500 000 seine-et-marnais.

L'état des masses d'eau sous terraines du département ont été évalué par la DRIIE.

Masse d'eau sous terraine	Etat chimique	Etat Quantitatif
Tertiaire - Champigny-en-Brie et Soissonnais.	Mauvais	Bon

On retrouve ici la présence de pressions agricoles majoritairement, se manifestant par des pollutions dues aux pesticides, solvants halogénés et pollutions par l'azote. Le principal vecteur source des polluants dus aux pesticides vers la nappe est le Grand Morin.

En termes de quantité, la recharge se fait principalement de source pluviale, et pertes des cours d'eau.

D'après le SDAGE, sur la période 2010-2015, les masses d'eau souterraines en bon état chimique étaient à un taux de 17%, il est passé à 22% en 2013. L'ambition du

SDAGE est d'atteindre le taux de 100% des masses d'eau sous terraines en « bon état » en 2027.

L'eau potable

L'eau potable est une des compétences optionnelles acquises par la Communauté d'Agglomération. Après traitement au chlore, l'eau est distribuée vers les réservoirs de Jouarre, de la Gallaise et de la Gambière, par les 215 km de canalisations réparties sur le territoire. L'eau doit être mise sous pression afin de pouvoir circuler jusqu'aux réservoirs : c'est le rôle des 15 stations de reprise et de surpression.

L'Alimentation en Eau Portable peut ensuite être déléguée ou gardée en régie communale ou association de communes. Pour le territoire, 5 prestataires externes sont mobilisés : le Syndicat Nord-Est, SAUR Centre Ile-de-France, VEOLIA GIE Ile-de-France, SUEZ eau France Brie Comte Robert, GIE Île-de-France.

L'eau potable est de bonne qualité sur le territoire, l'ensemble des prélèvements fait par l'ARS montre une bonne qualité de l'eau à l'exception des communes de : Boissy-le-Châtel, Coulommiers, Chauffry et Mouroux. Deux d'entre-elles sont gérées par Suez, les deux autres par GIE Ile-de-France.

Certaines communes ne sont par ailleurs pas renseignées. C'est le cas de Faremoutiers et Reuil-en-Brie.

Les pages suivantes présentent les résultats de la qualité de l'eau du robinet des habitants du territoire pour chacune des communes.

COMMUNE	SYNTHESE	GESTION
Amillis	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Aulnoy	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Bassevelle	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Beauteuil les Saints	Bonne qualité	<i>Non Renseigné</i>
Boissy-le-Châtel	Eau de qualité insuffisante, excès de Fluor	GIE ILE DE FRANCE
Bussièrès	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
La Celle-sur-Morin	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST et VEOLIA GIE ILE DE France
Chailly-en-Brie	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Chamigny	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Changis-sur-Marne	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Chauffry	Eau de qualité insuffisante, excès de Fluor	GIE ILE DE FRANCE
Chevru	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Citry	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Coulommiers	Eau de qualité insuffisante, excès de Fluor	SUEZ EAU FRANCE BRIE COMTE ROBERT
Dagny	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Faremoutiers	<i>Non Enregistré</i>	<i>Non Renseigné</i>
La Ferté-sous-Jouarre	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE

COMMUNE	SYNTHESE	GESTION
Sainte-Aulde	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE France
Sammeron	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Sept-Sorts	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Signy-Signets	Bonne qualité	GIE ILE DE France et SAUR CENTRE ILE DE France
Touquin	Bonne qualité	SUEZ EAU FRANCE BRIE COMTE ROBERT
Ussy-sur-Marne	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE

Giremoutiers	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Guérard	Bonne qualité	GIE ILE DE FRANCE
		SUEZ EAU France BRIE COMTE ROBERT Contrôles sanitaires régl
Hautefeuille	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Jouarre	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Luzancy	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Maisoncelles-en-Brie	Bonne qualité	GIE ILE DE FRANCE
Marolles-en-Brie	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Mauperthuis	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Méry-sur-Marne	Bonne qualité	SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
	Bonne qualité SAUF sur secteur Grand Maison où la qualité est insuffisante due à un excès de fluor	SUEZ EAU FRANCE BRIE COMTE ROBERT et SYNDICAT NORD EST
Mouroux		SAUR CENTRE ILE DE FRANCE
Nanteuil-sur-Marne	Bonne qualité	SUEZ EAU FRANCE BRIE COMTE ROBERT
Pézarches	Bonne qualité	GIE ILE DE FRANCE
Pierre-Levée	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Pommeuse	Bonne qualité	<i>Non Enregistré</i>
Reuil-en-Brie	<i>Non Enregistré</i>	<i>Non Enregistré</i>
Saâcy-sur-Marne	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Saint-Augustin	Bonne qualité	SYNDICAT NORD EST
Tigaux	Bonne qualité	GIE ILE DE FRANCE

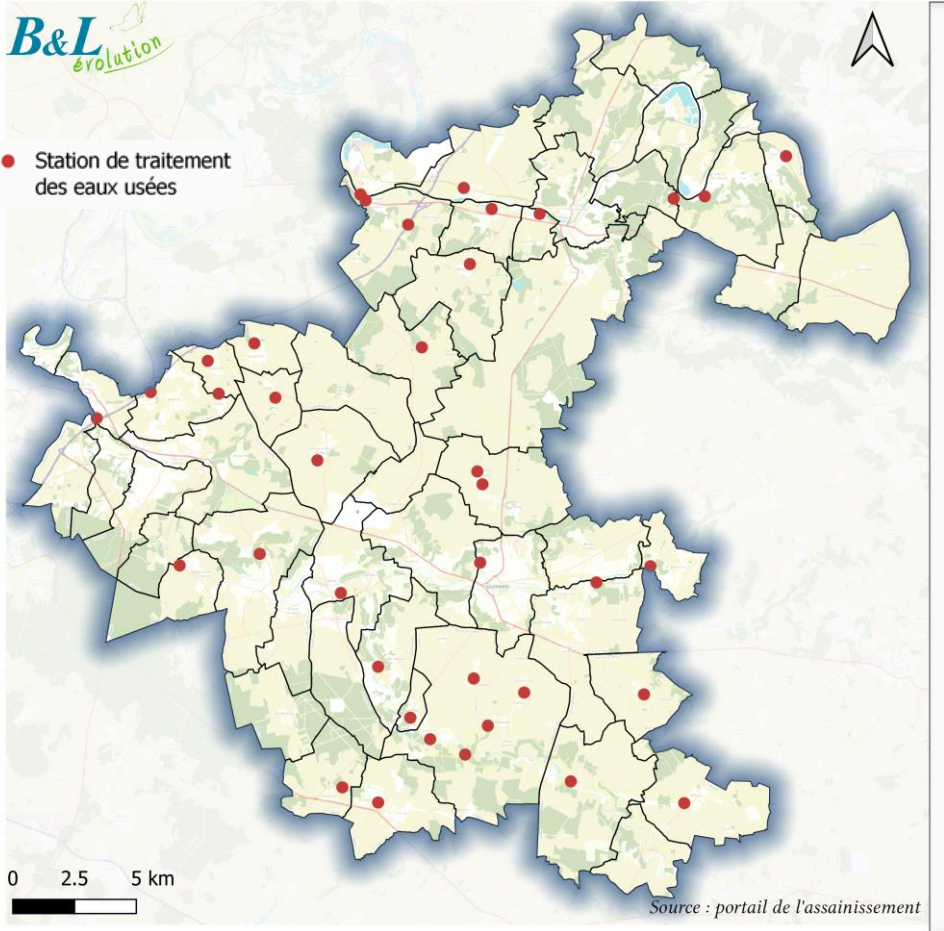
Source: ARS

Assainissement :

Le territoire compte 32 stations de traitement des eaux usées collectives.

L’assainissement non collectif est défini comme étant tout système d’assainissement effectuant la collecte, le prétraitement (en général assuré par une fosse septique toutes eaux), l’épuration (notamment tranchées d’infiltration, filtre à sable et terre d’infiltration), l’infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d’assainissement.

Stations de traitement des eaux usées



Sources: Gest’eau

Gestion	Communes	Synthèse
SMAEP de Crécy-la-Chapelle et ses environs	Crécy-la-Chapelle	Conforme aux exigences
	Tigaux	Conforme aux exigences
	Voulangis	Conforme aux exigences
	Bouleurs	Conforme aux exigences
	Coulommès	Conforme aux exigences
	Sancy	Conforme aux exigences
	Vaucourtois	Conforme aux exigences
	la Haute-Maison	Conforme aux exigences
SIAEP de et Villiers-sur-Morin	Coutevroult	Conforme aux exigences
	Villiers-sur-Morin	Conforme aux exigences
SIAEP de Couilly-Pont-aux-Dames Saint-Germain-sur-Morin	Couilly-Pont-aux-Dames	Conforme aux exigences
SIAEP du Confluent des Vallées Marne et Morin	Condé-Sainte-Librairie	Conforme aux exigences

Nom de la commune principale	Somme des capacités nominales (EH)	Conformité équipement	Conformité en performance	Conformité globale	Charge maximale entrante (EH)	Cause de non-conformité
AMILLIS	330	Oui	Oui	Oui	1013	
AULNOY	60	Oui	Oui	Oui	9	
AULNOY	120	Oui	Oui	Oui	32	
BEAUTHEIL	400	Oui	Oui	Oui	120	
BEAUTHEIL	180	Oui	Oui	Oui	134	
CHAILLY-EN-BRIE	1500	Oui	Oui	Oui	654	
CHATELET-EN-BRIE	7000	Oui	Oui	Oui	6493	
CHAUFFRY	1135	Oui	Oui	Oui	619	
CITRY	1200	Oui	Oui	Oui	780	
COULOMMIERS	40000	Oui	Oui	Non	23855	Non renseigné
DAMMARTIN-SUR-TIGEAUX	625	Oui	Non	Non	431	Sous dimensionnement
FERTE-SOUS-JOUARRE	23950	Oui	Non	Non	28537	Autosurveillance insuffisante
MAISONCELLES-EN-BRIE	800	Oui	Oui	Oui	330	
MAROLLES-EN-BRIE	400	Oui	Oui	Oui	198	
PEZARCHES	500	Oui	Oui	Oui	200	
PIERRE-LEVEE	400	Oui	Oui	Oui	50	
POMMEUSE	8500	Oui	Oui	Oui	6096	
SAACY-SUR-MARNE	6500	Oui	Oui	Oui	6468	
SAINT-AUGUSTIN	500	Oui	Oui	Oui	396	
SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX	50	Oui	Oui	Oui	9	
SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX	2850	Oui	Oui	Oui	2493	
SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX	250	Oui	Oui	Oui	78	
SAINTS	180	Oui	Oui	Oui	53	
SAINTS	900	Oui	Oui	Oui	371	
SAINTS	120	Oui	Oui	Oui	62	
SAMMERON	1200	Oui	Oui	Oui	693	
SIGNY-SIGNETS	500	Oui	Oui	Oui	204	
TOUQUIN	1217	Oui	Oui	Oui	932	
USSY-SUR-MARNE	1200	Non	Non	Non	873	Mauvaises performances
USSY-SUR-MARNE	50	Oui	Oui	Oui	22	

Sources: Portail d'assainissement

Vulnérabilités et évolutions attendues avec le changement climatique

Ressource en eau:

- Des risques de pénurie, de baisse de la qualité des eaux
- Une diminution de la ressource en eau à l'échelle du bassin Seine-Normandie dans une fourchette de -30 à -50 %

Eaux de surfaces

Quantités des eaux de surfaces: Baisse des débits des cours d'eau tout au long de l'année et une tendance à l'aggravation significative des étiages sévères, dans une fourchette de -30 % à -80 %.

Qualité des eaux de surfaces : L'enjeu principal est les produits phytosanitaires provenant de l'agriculture. Marolles-en-Brie est la seule commune du territoire à ne pas avoir recours aux produits phytosanitaires.

Eaux sous terraines:

Quantités des eaux souterraines: Le niveau des réserves en eau de la Seine-et-Marne est très lié à la pluviométrie hivernale qui assure la recharge des nappes souterraines. Globalement la pluviométrie devrait diminuer, mais il est projeté qu'une augmentation des précipitations hivernales pourraient éventuellement permettre aux nappes d'assurer leur recharge.

Réserves dans le sol : -26,1kg/m² (soit 300kg/m²) à l'horizon 2080, baisse du niveau jusqu'à 7m en Pays de Brie.

<p>Les pressions du changement climatique</p>	<p style="text-align: center;">« A l'échelle cosmique, l'eau est plus rare que l'or ». Hubert Reeves.</p> <p>Sur la planète bleue, il est aisé de ne pas se rappeler la dépendance de nos existences à cette ressource. Cependant, le réchauffement climatique nous en démontrera assez tôt les subtilités. De la raréfaction de la disponibilité en eau, l'agriculture, les forêts et la santé se verront menacés, si une attention spécifique ne lui est pas portée.</p>
<p>Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET</p>	<p>EAU:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Aggravation des étiages sévères de -30% à -80% • L'augmentation des températures augmente la vitesse des processus d'eutrophication et dégrade la qualité de la ressource • -26,1kg/m² (soit 300kg/m²) de ressources dans le sol en Seine-et-Marne (2080) <p>AGRICULTURE:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la mortalité des animaux d'élevage • Diminution du potentiel de stockage carbone par la menace de l'étalement urbain • Rendements menacés liés à la disponibilité en eau • Développement de nouvelles cultures <p>FORETS:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la menace des incendies • Biodiversité menacée • Incertitudes pour les effets sur la biomasse et les écosystèmes
<p>Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place</p>	

4. La gestion des risques



Le risque naturel

Les Plan de Prévention des Risques (PPR) du territoire

Le PPR est un document prescrit et approuvé par l'Etat, Préfet de département. Il a pour objectifs :

- d'établir une cartographie aussi précise que possible des zones de risque,
- d'interdire les implantations humaines dans les zones les plus dangereuses, les limiter dans les autres zones inondables,
- de prescrire des mesures pour réduire la vulnérabilité des installations et constructions existantes,
- de prescrire les mesures de protection et de prévention collectives,
- de préserver les capacités d'écoulement et d'expansion des crues.

Dans ces zones, il réglemente l'urbanisation future, en limitant voire interdisant les constructions. Il définit les mesures applicables au bâti existant, les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde incombant notamment aux particuliers et aux collectivités locales. Le PPR est une servitude d'utilité publique annexée au Plan Local d'Urbanisme (PLU). Il a une valeur réglementaire et est opposable au tiers.

Le Risque d'inondation

Les PPRI définissent donc un zonage réglementant l'urbanisation selon l'importance de l'aléa. Le territoire est soumis à quatre PPR inondation (PPRI) :

- PPRI de la vallée de l'Yerres approuvé le 18 juin 2012 qui concerne : *Pézarches et Touquin*
- PPRI de la vallée du Grand Morin Amont de Meilleray à Dammartin-sur-Tigeaux approuvé le 29 décembre 2010 qui concerne : *Boissy-le-Châtel, Chailly-en-Brie, Chauffry, Coulommiers, Dammartin-sur-Tigeaux, Guérard, Celle-sur-Morin, Mouroux, Pommeuse.*
- PPRI du Grand Morin Aval approuvé le 10 novembre 2006 : *Crécy-la-Chapelle, Tigeaux, Coutevroult, Villiers sur Morin, Voulangis*

Sources : Département Seine-et-Marne, Géorisques – BRGM ; communes.com, Cartographie : B&L Evolution

- PPRI Vallée de la Marne : approuvé en 2007 qui concerne : *Condé Sainte Liiaire*

Le risque d'inondation est particulièrement présent sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie. Ce risque est par ailleurs, encadré par des PPRI depuis une dizaine d'années.

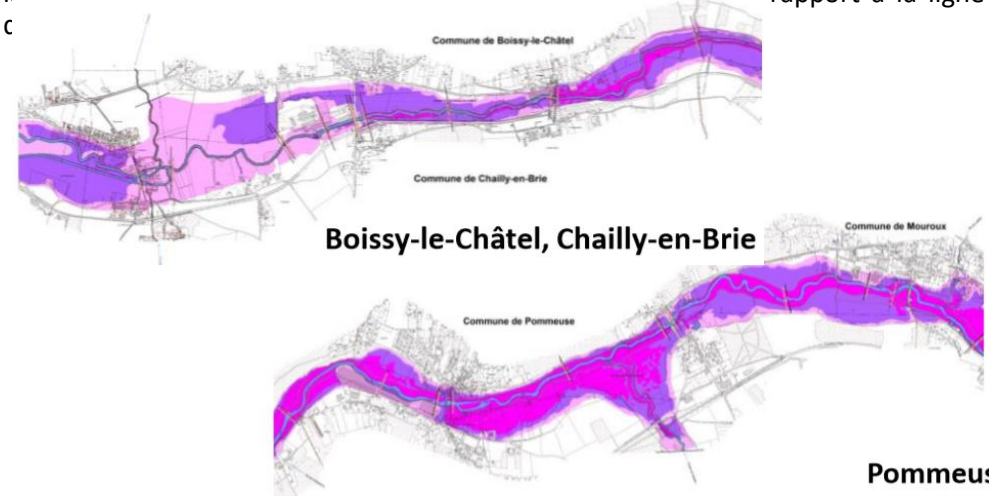
PPRI Vallée du Grand Morin Amont de Meilleray à Dammartin-sur-Tigeaux:

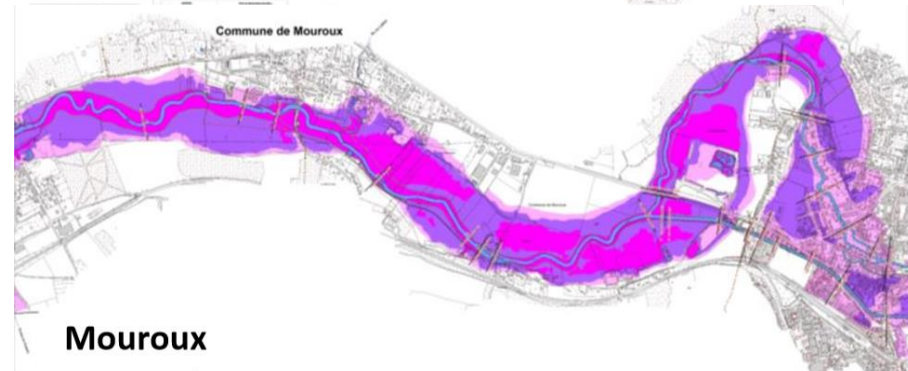
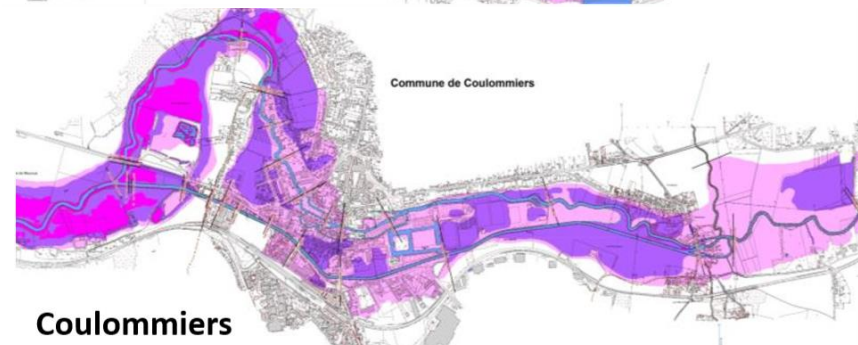
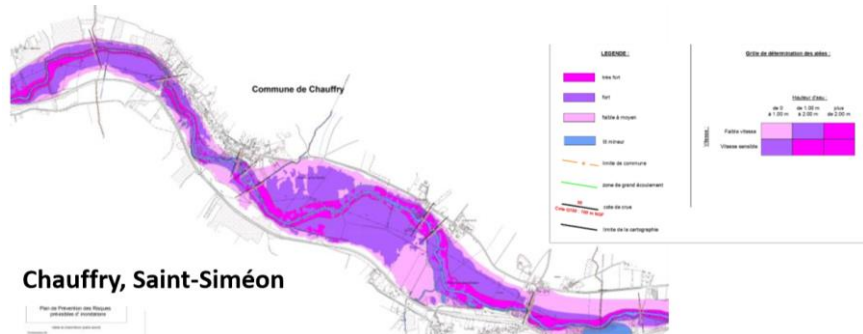
Le PPRI de Grand Morin Amont définit 3 zones d'aléas tracées à partir du calcul de hauteur d'eau en submersion par rapport à un niveau de référence, en l'occurrence la crue centennale.

L'aléa très fort correspond aux secteurs où la hauteur de submersion est supérieure à 2 mètres d'eau par rapport à la ligne d'eau de référence et les secteurs inclus dans la zone de grand écoulement où la hauteur de submersion est comprise entre 1 et 2 mètres d'eau par rapport à la ligne d'eau de référence.

L'aléa fort correspond aux secteurs hors du grand écoulement où la hauteur de submersion est comprise entre 1 et 2 mètres d'eau par rapport à la ligne d'eau de référence et les secteurs inclus dans la zone de grand écoulement où la hauteur de submersion est inférieure à 1 mètre d'eau par rapport à la ligne d'eau de référence.

L'aléa faible à moyen correspond aux secteurs hors zone de grand écoulement où la hauteur de submersion est inférieure à 1 mètre d'eau par rapport à la ligne d'eau de référence.

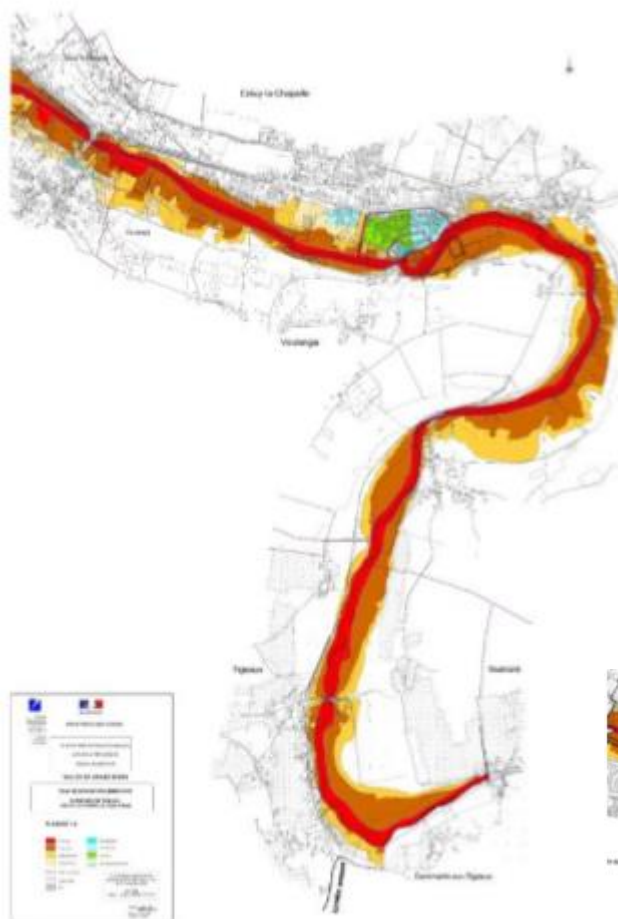




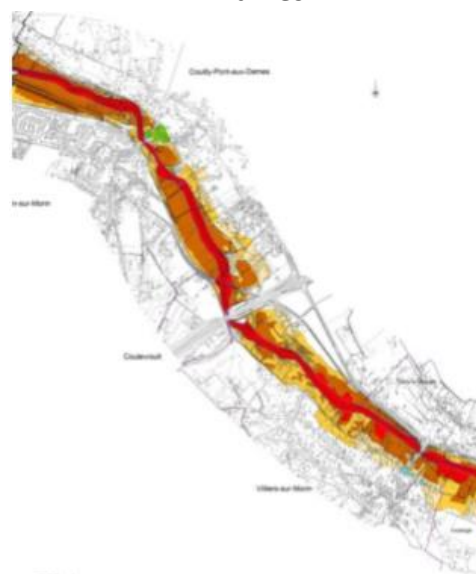
PPRI vallée du Grand Morin Aval: Le présent plan a pour objet la prévention du risque d'inondation fluviale lié aux crues du Grand Morin. Le croisement des aléas et des enjeux donne, de façon théorique, 12 situations différentes, qui ont été regroupées en 7 zones réglementaires (cf. annexe 1) :

- **la zone rouge** qui correspond à des secteurs d'aléa très fort et d'aléa fort en grand écoulement dans laquelle les possibilités de construction sont extrêmement limitées ;
- **la zone marron** qui regroupe d'une part des secteurs naturels qu'il convient de réserver aux champs d'inondation et d'autre part des secteurs faiblement urbanisés dans lesquels l'aléa est suffisamment fort pour y interdire la poursuite de l'urbanisation ;
- **la zone jaune foncé** qui regroupe des secteurs naturels et des secteurs sur lesquels sont implantées des constructions dispersées, dans laquelle les possibilités de constructions nouvelles sont très restreintes, bien que l'aléa soit faible à moyen ;
- **la zone jaune clair** qui correspond à des secteurs faiblement urbanisés où l'aléa est faible à moyen dans laquelle la poursuite de l'urbanisation dans sa forme actuelle est autorisée tout en contrôlant autant que possible l'augmentation du nombre de personnes exposées au risque ;
- **la zone bleu foncé** qui correspond à des secteurs d'urbanisation dense dans laquelle le développement de la ville est permis, mais dans une certaine mesure, afin de tenir compte du risque important pour les personnes et les biens ;
- **la zone bleu clair** qui correspond à des secteurs urbains denses dans laquelle la ville peut se développer en tenant compte du risque pour les personnes et les biens qui est moins important qu'en zone bleu foncé ;
- **la zone verte**, correspondant aux centres urbains, qui sont des secteurs à enjeu fort pour l'agglomération et dont il est nécessaire de permettre l'évolution tout en tenant compte du risque.

Carte d'aléas PPRI Vallée du Grand Morin (Tigaux/Crécy-la-Chapelle/Voulangis)



Coutevroult/ Couilly-Pont-des-Dames



PPRI Vallée de l'Yerres:

Le PPRI de l'Yerres définit 6 zones en fonction de l'aléa et dépendant de l'exposition de la population (enjeu) selon la densité d'urbanisation sur la zone.

Aléas	Enjeux	Zones non urbanisées	Zones urbanisées	Zones urbaines denses	Centres urbains
Moyen		Orange	Ciel	Ciel	Vert
Fort		Rouge	Saumon	Bleu	Vert
Très fort		Rouge	Rouge	Rouge	Rouge

Sur ces zones l'urbanisation est donc réglementée :

- **Zone rouge** : Interdiction de toute construction nouvelle. Sont autorisés : Les travaux d'entretien et de gestion courants des biens et activités implantés antérieurement à l'approbation du présent plan, notamment les aménagements internes, les traitements de façade et la réfection des toitures, la mise aux normes de sécurité et d'accessibilité, les mesures de protection contre les inondations.
- **Zone orange** : Interdiction de toute construction nouvelle. Cette zone peut recevoir certains aménagements de terrain de plein air et de équipements à usage agricole, sportif, récréatif ou de loisirs.
- **Zone saumon** : pérenniser la vocation urbaine de cette zone.
- **Zone Bleue** : pérenniser et améliorer la qualité urbaine des zones urbaines denses situées en zone d'aléa fort.
- **Zone ciel** : améliorer sa qualité urbaine en autorisant les constructions. Pourront être autorisées les opérations d'aménagement sous certaines conditions
- **Zone verte** : il est autorisé la construction, la transformation et le renouvellement du bâti existant dans les zones de centres urbains.

Légende



Touquin/ Plessis

Touquin/Pézarches

PPRI de la Vallée de la Marne d'Isles-les-Villenoy à Saint-Thibault-des-Vignes

Le croisement des aléas et des enjeux aboutit à la définition de 8 zones réglementaires :

1. la zone rouge dans laquelle les possibilités de construction sont extrêmement limitées ; elle regroupe d'une part les secteurs d'aléas très forts (hauteurs de submersion supérieures à 2 m) et d'autre part des secteurs de moindre aléa délimités sur le plan, mais suffisamment proches du lit mineur pour que les vitesses y soient également très élevées en période de crue. En l'absence de connaissance précise de la zone de fort écoulement, une bande de 40 mètres à partir du haut de la berge du lit mineur a été instaurée, à titre conservatoire, le long de certains tronçons de la Marne, dans les zones autres que les centres urbains, les zones urbaines denses ou la ZAC de Saint-Thibault-des-Vignes ;

Sources: Département Seine-et-Marne

2. la zone marron qui regroupe d'une part des secteurs naturels qu'il convient de réserver aux champs d'inondation et d'autre part des secteurs faiblement urbanisés dans lesquels l'aléa est suffisamment fort pour y interdire la poursuite de l'urbanisation ;

3. la zone jaune foncé qui regroupe des secteurs naturels et des secteurs sur lesquels sont implantées des constructions dispersées, dans laquelle les possibilités de constructions nouvelles sont très restreintes, bien que l'aléa soit faible à moyen ;

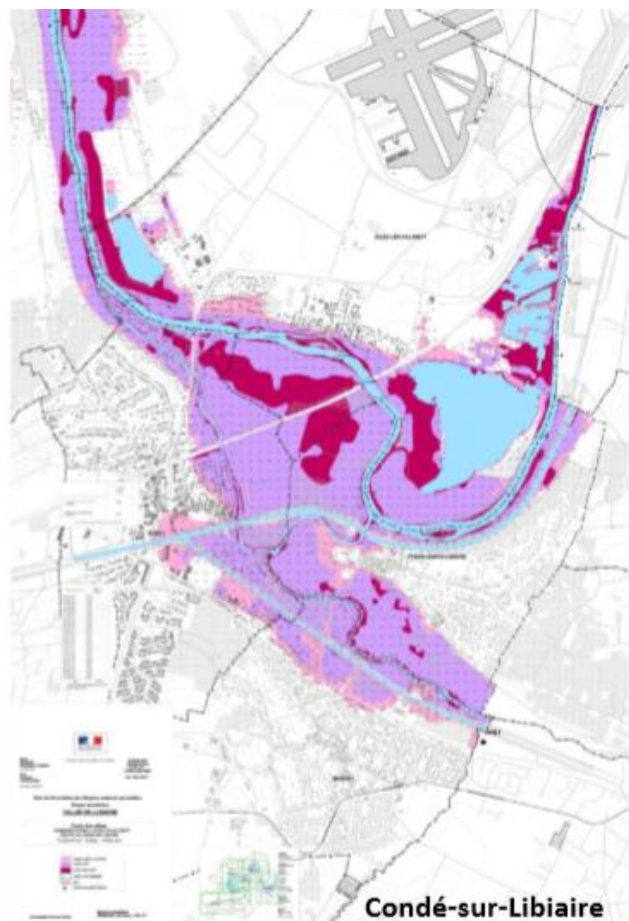
4. la zone jaune clair qui correspond à des secteurs faiblement urbanisés où l'aléa est faible à moyen dans laquelle la poursuite de l'urbanisation dans sa forme actuelle est autorisée tout en contrôlant autant que possible l'augmentation du nombre de personnes exposées au risque ;

5. la zone bleu foncé qui correspond à des secteurs d'urbanisation dense dans laquelle le développement de la ville est permis, mais dans une certaine mesure, afin de tenir compte du risque important pour les personnes et les biens ;

6. la zone bleu clair qui correspond à des secteurs urbains denses dans laquelle la ville peut se développer en tenant compte du risque pour les personnes et les biens qui est moins important qu'en zone bleu foncé ;

la zone verte, correspondant aux centres urbains, qui sont des secteurs à enjeu fort pour l'agglomération et dont il est nécessaire de permettre l'évolution tout en tenant compte du risque ;

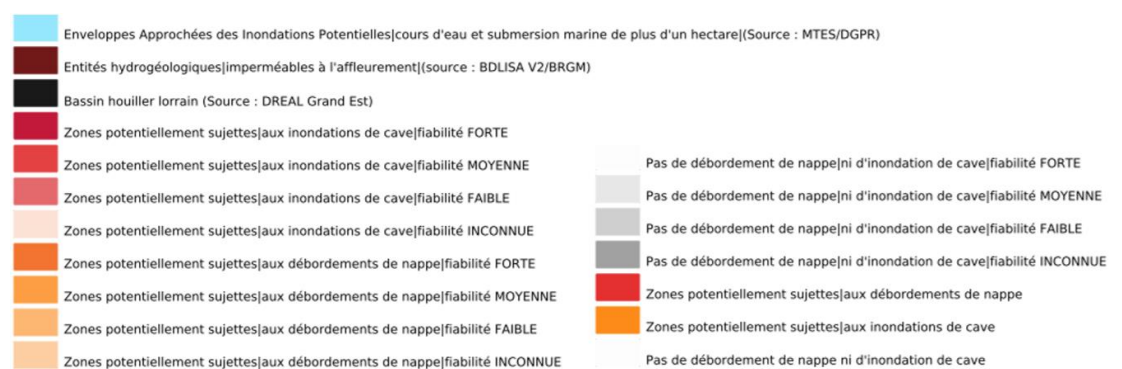
8. la zone violette correspond à la ZAC de Saint-Thibault-des-Vignes dans laquelle les remblaiements sont autorisés pour permettre l'implantation d'activités et ont été compensés par des aménagements antérieurs.



Remontée de nappes

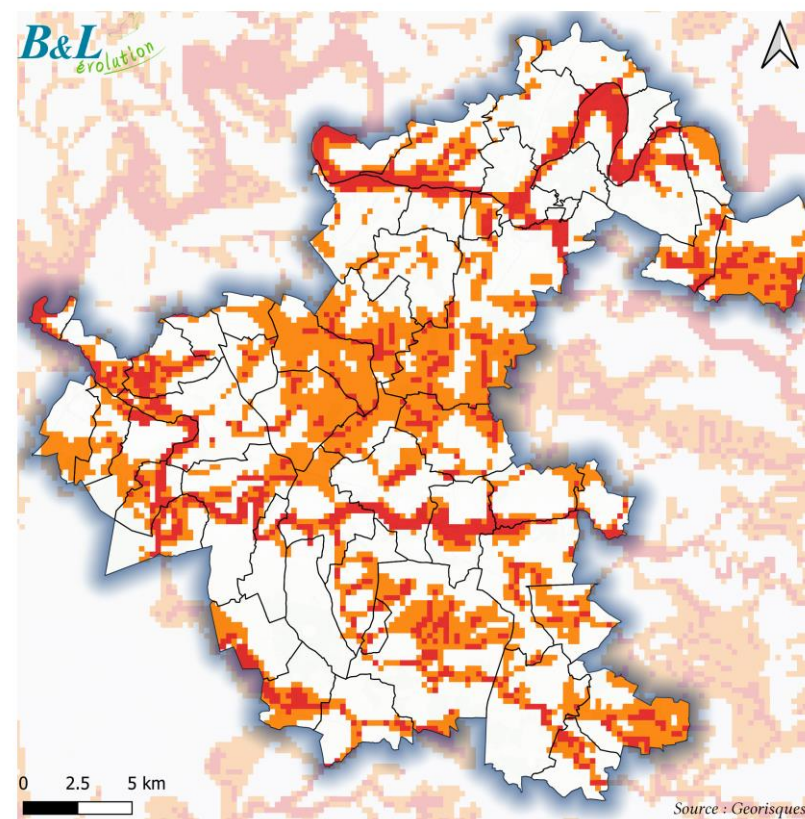
Le risque d'inondation peut se manifester aussi par un phénomène de remontée de nappes. Le phénomène d'inondation par remontée de nappes se produit lors de fortes intempéries, lorsque les sols sédimentaires poreux qui constituent le sous-sol se gorgent d'eau jusqu'à saturation : le débit d'écoulement de la nappe phréatique peut alors se retrouver insuffisant pour compenser le volume de précipitations et le niveau d'eau au sein de la roche s'élève jusqu'à la surface du sol.

Les conséquences possibles incluent l'inondation des caves et sous-sols, les dommages aux bâtiments par infiltration, aux réseaux routiers par désorganisation des couches inférieures, l'entraînement de pollutions...



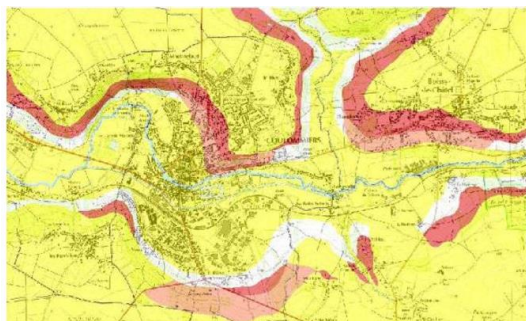
L'aléa de remontée de nappe est très présent sur le territoire. En effet, on constate qu'une grande partie de la superficie de la Communauté d'Agglomération est en zone potentiellement sujette à l'aléa d'inondation de cave. Le long des cours d'eau du territoire on distingue des zones potentiellement sujettes à l'aléa de débordement de nappe.

Carte des remontées de nappes



Risques mouvement de terrain

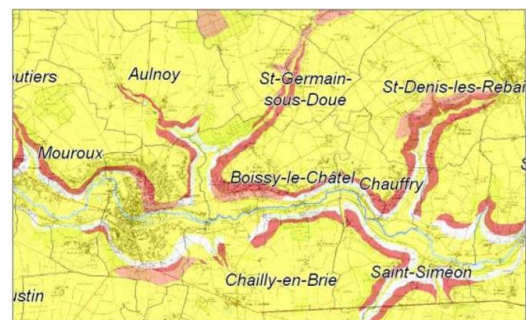
Sur le territoire, aucun PPR mouvement de terrain n'a été approuvé d'après les données de Géorisques. Cependant, certaines communes comportent des PPR prescrits dont certains ont déjà donné lieu à des cartes d'aléa. En effet, avant d'être approuvé un PPR est dit prescrit lorsqu'il est en cours d'étude pour être ensuite approuvé. Ce le territoire, ils révèlent principalement le rôle de l'érosion sur les territoires, provoquant surtout des glissements de berges.



Coulommiers



Guérard



Boissy-le-Châtel

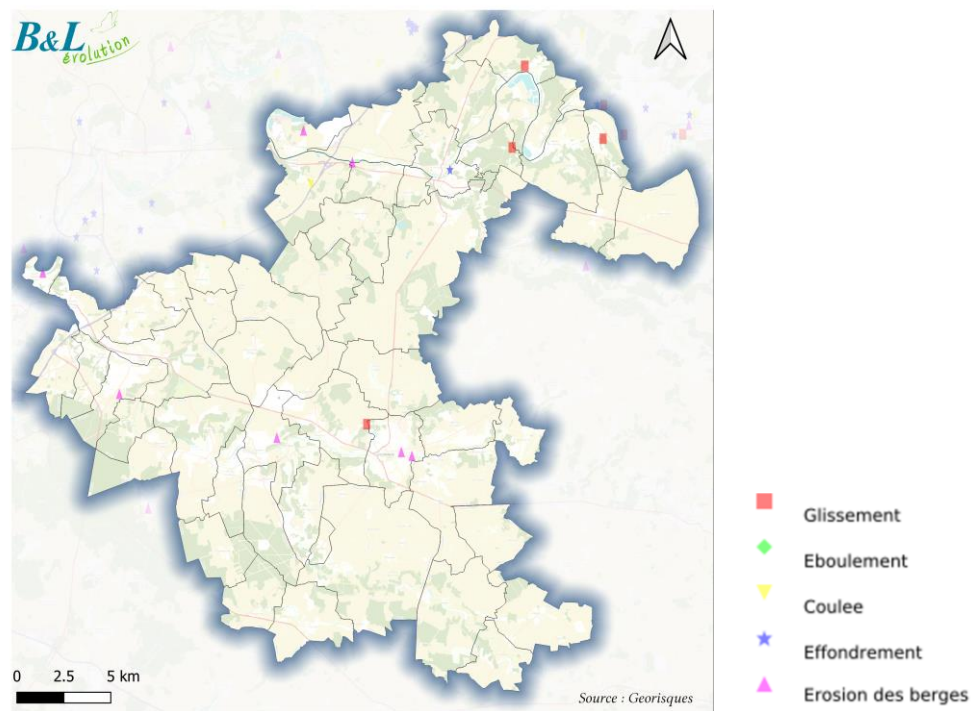


Certains types de mouvements de terrains ont également été recensés de manière très localisée par le BRGM.

Ces données nous montrent à nouveau que sur le territoire on trouve principalement des glissements de terrain (regroupés davantage dans le nord) et des érosions de berges (au centre sud et à l'ouest du territoire). La Communauté d'Agglomération ne comporte pas un risque de mouvement de terrain important, cependant, il reste particulièrement présent dans certaines zones, principalement au nord et aux abords de Coulommiers.

Sources: DICRIM des communes concernées, georisques

Carte de mouvements de terrains localisés



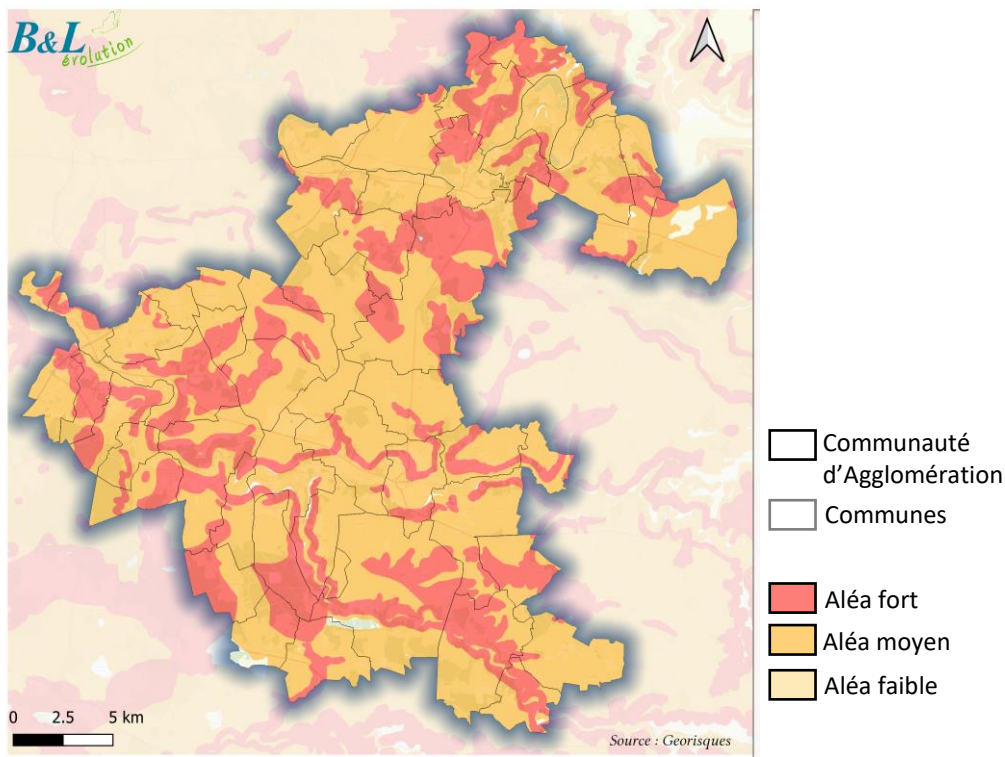
Retraits et gonflements des argiles

Les phénomènes de retrait-gonflement de certaines formations géologiques argileuses affleurantes provoquent des tassements différentiels qui se manifestent par des désordres affectant principalement le bâti individuel. Il est lié à l'alternance entre des périodes de pluies intenses et des périodes de sécheresse sur des sols argileux.

Cet aléa peut avoir des conséquences importantes, notamment sur les infrastructures qui s'y trouvent, ainsi que les bâtis. Avec le réchauffement climatique, cet aléa pourrait voir sa fréquence et son intensité être modifiées portant alors des impacts forts sur les territoires.

Sur le territoire, l'aléa faible est quasi absent. La quasi-totalité du territoire se situe en zone d'aléa moyen de retrait-gonflement d'argile. On note une dispersion plutôt homogène de zones catégorisées aléas fort sur tout le territoire. On remarquera que ces derniers sont principalement situés sur les coteaux des vallées, particulièrement dans la partie sud.

Carte des aléas retrait-gonflement d'argile



Risques liés aux feux de forêts

On parle d'incendie de forêt lorsque le feu concerne une surface minimale de 0,5 hectare d'un seul tenant, et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite. La dénomination vaut aussi pour les incendies qui touchent le maquis, la garrigue ou encore les landes. Un feu de forêt peut être d'**origine naturelle** (dû à la foudre ou à une éruption volcanique) **ou humaine** : soit de manière intentionnelle, soit de manière accidentelle (barbecue, mégot de cigarette, feu d'écobuage mal contrôlé, travaux...). Il peut également être provoqué par des infrastructures (ligne de transport d'énergie, dépôt d'ordure, ligne de chemin de fer, etc.).

Selon la DDRM 77, aucune des communes présentes sur le territoire ne comporte de zone à risque d'incendies de forêts.

Sources: Géorisques

Cependant, on a pu voir que la communauté d'Agglomération disposait de nombreux espaces forestiers de grande taille sur son périmètre. Avec les changements climatiques attendus, il sera nécessaire d'avoir une vigilance certaine sur ce risque. Les effets liés au changement climatique (élévation de la température moyenne, diminution des précipitations au printemps et en été, allongement de la durée des sécheresses estivales...) apparaissent comme des facteurs supplémentaires ou aggravants de risques avec une extension probable des zones sensibles.

Risque industriel

Un risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement. Les générateurs de risques sont principalement regroupés en deux familles :

- les industries chimiques qui fabriquent des produits chimiques de base, des produits destinés à l'agroalimentaire (notamment les engrais), les produits pharmaceutiques et de consommation courante (eau de javel, etc.)
- les industries pétrochimiques produisent l'ensemble des produits dérivés du pétrole (essences, goudrons, gaz de pétrole liquéfié).

Tous ces établissements sont des établissements fixes qui produisent, utilisent ou stockent des produits répertoriés dans une nomenclature spécifique. Par ailleurs, il existe d'autres activités génératrices de risques : les activités de stockage (entrepôts de produits combustibles, toxiques, inflammables, silos de stockage de céréales, dépôts d'hydrocarbures ou de GPL...) Le risque industriel peut ainsi se développer dans chaque établissement dangereux. Afin d'en limiter l'occurrence et les conséquences, l'État a répertorié les établissements les plus dangereux et les a soumis à réglementation. Il s'agit de la liste ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement)

ICPE

Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), sont toutes les exploitations industrielles ou agricoles (+ carrières) susceptibles de créer des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains ou pour les écosystèmes.

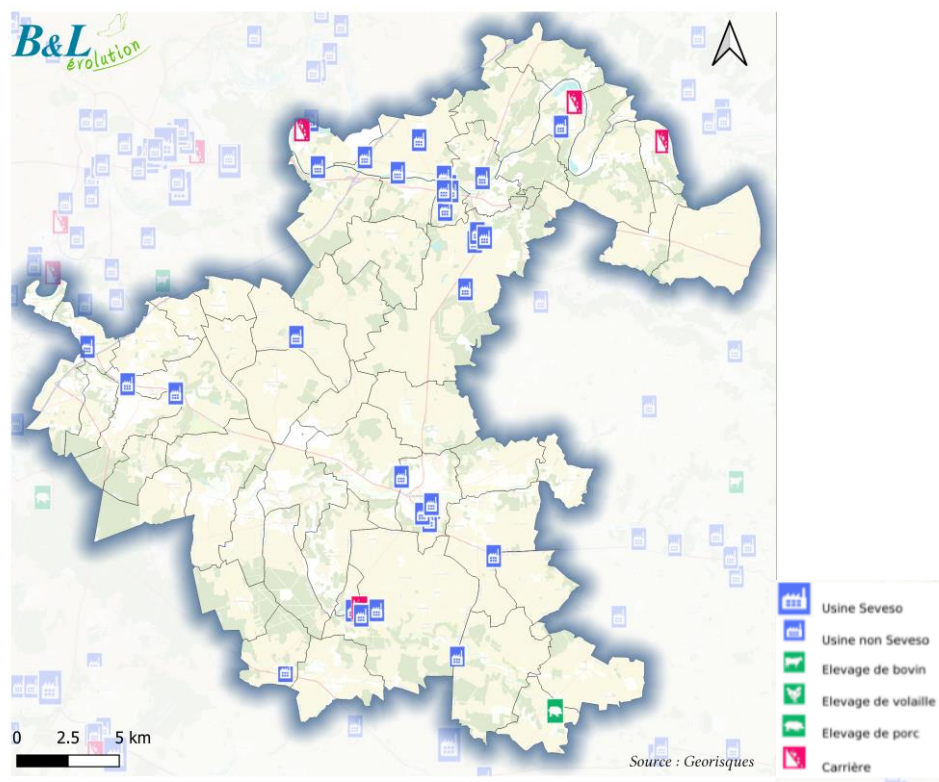
Les établissements sont inscrits dans le registre ICPE en fonction du seuil de risque et sont classés en différentes catégories selon ce seuil. Il existe trois niveaux de classement :

- Déclaration (l'installation classée doit faire l'objet d'une déclaration au préfet avant sa mise en service)
- Enregistrement (L'installation classée dépassant ce seuil d'activité doit, préalablement à sa mise en service, déposer une demande d'enregistrement qui prévoit, entre autre, d'étudier l'adéquation du projet avec les prescriptions générales applicables).
- Autorisation (L'installation classée dépassant ce seuil d'activité doit faire une demande d'autorisation avant toute mise en service). Si les risques sont important un seuil SEVESO est déclaré pour le site.

Dans la page suivante, un tableau descriptif représente la liste de toutes les installations ICPE.

Aucune commune n'est concernée par la présence d'un établissement SEVESO. Par ailleurs, la commune de Sainte-Aulde partage sa limite communale nord-ouest avec la commune de Dhuisy, classée avec une installation industrielle SEVESO de seuil haut. Il s'agit en fait du site Seveso seuil haut STORENGY de stockage souterrain de gaz, située sur la commune voisine de Dhuisy: Germiny-sous-Coulombs.

Carte des ICPE du territoire



Sources: géorisques

Liste des ICPE

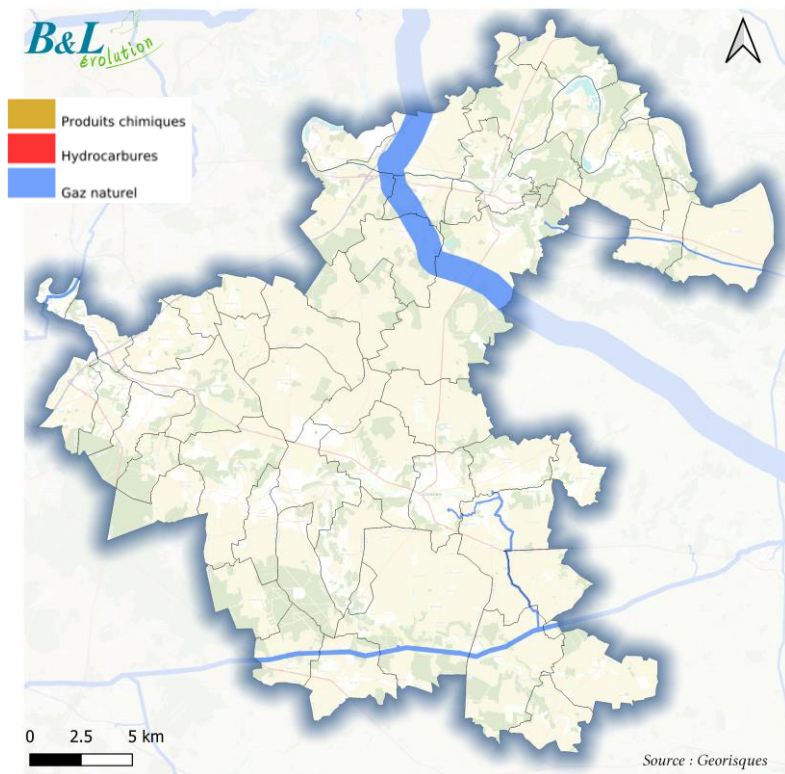
Raison sociale	Commune	Etat d'activité	Régime en vigueur
ACOLYANCE	AMILLIS	En fonctionnement	Autorisation
BOUCHAIN Didier (société radiée)	CHANGIS SUR MARNE	A l'arrêt	Inconnu
CEMEX GRANULATS	CHANGIS SUR MARNE	Cessation déclarée	Autorisation
SAVERPLUS (ex. VERRE PLUS)	COULOMMIERS	En fonctionnement	Autorisation
EURO CASSE	COULOMMIERS	En fonctionnement	Enregistrement
AMCOR FLEXIBLES SPS	COULOMMIERS	En fonctionnement	Autorisation
BRODARD GRAPHIQUE	COULOMMIERS	Cessation déclarée	Inconnu
CARTONNAGES & PLASTIQUES WIMBEE	JOUARRE	En fonctionnement	Enregistrement
GSM secteur IdF Est	LUZANCY	En fonctionnement	Autorisation
STREL TECHNO. REALIS. ELECTRO.	MOUROUX	A l'arrêt	Inconnu
SOUFFLET AGRICULTURE (Pézarches)	PEZARCHES	En fonctionnement	Autorisation
THIBAUT	BEAUTHEIL-SAINTS	En fonctionnement	Autorisation
MET et OR (ex SAINTS METAL DECOR)	BEAUTHEIL-SAINTS	A l'arrêt	Inconnu
ACOLYANCE	SEPT SORTS	En fonctionnement	Autorisation
ORBRILLE SEPT SORTS	SEPT SORTS	A l'arrêt	Inconnu
WIAME VRD	SEPT SORTS	En fonctionnement	Enregistrement
VIAFRANCE	USSY SUR MARNE	A l'arrêt	Inconnu
VALFRANCE (Ussy)	USSY SUR MARNE	En fonctionnement	Autorisation
ROBBE FRERES	SEPT SORTS	A l'arrêt	Inconnu
SCREG Ile de France Normandie	USSY SUR MARNE	A l'arrêt	Inconnu
COMPOST TECHNOLOGIE DU MEE (CTM)	BEAUTHEIL-SAINTS	En fonctionnement	Enregistrement
TRABET	USSY SUR MARNE	A l'arrêt	Inconnu
GSM Secteur IDF Est	CITRY	En fonctionnement	Autorisation
DRM	JOUARRE	En fonctionnement	Autorisation
WIAME VRD	USSY SUR MARNE	En fonctionnement	Enregistrement
HFM	LUZANCY	En fonctionnement	Autorisation
SAS O'TERRES ENERGIES	USSY SUR MARNE	En fonctionnement	Autorisation
SODEF	COULOMMIERS	A l'arrêt	Inconnu
FOMEDE	JOUARRE	A l'arrêt	Inconnu
FANCHON (ex SOMA)	JOUARRE	A l'arrêt	Inconnu
AGRI METHA ENERGY	BEAUTHEIL-SAINTS	En fonctionnement	Enregistrement
COPINET Transports	COULOMMIERS	A l'arrêt	Inconnu
GUINOT	LA FERTE SOUS JOUARRE	A l'arrêt	Inconnu
COVED	COULOMMIERS	En construction	Inconnu
SACPA CHAILLY EN BRIE	CHAILLY EN BRIE	En fonctionnement	Enregistrement
SCEA AUBETIN – GRYPONPREZ	DAGNY	En fonctionnement	Enregistrement
C.NET	CRECY LA CHAPELLE	En fonctionnement	Enregistrement
CRECY SAFARI PARK (M. Adrien VIGNOT)	CRECY LA CHAPELLE	En fonctionnement	Inconnu
ELEVAGE DU HAUT DE CRECY	LA HAUTE MAISON	En fonctionnement	Enregistrement
VALCESCHINI Fils	COUILLY PONT AUX DAMES	A l'arrêt	Inconnu

Sources: Géorisques

Le risque lié aux transports de matières dangereuses

Le risque de transport de marchandises dangereuses ou risque TMD, concerne le déplacement de substances, qui de par leur propriétés physicochimiques et/ou de la nature des réactions qu'elles peuvent enclencher, constituent un danger pour les personnes, les biens et l'environnement. Les risques peuvent être d'ordres chimiques, biologiques ou physiques et peuvent se manifester lors d'un accident soit par un incendie, une explosion, un dégagement de gaz toxiques, une pollution du sol et/ou des eaux, ou par une contamination (ex : substances radioactives).

Carte des axes de transports de matière dangereuse



La Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie comporte uniquement des voies de transport de gaz naturel sur son territoire. On notera par ailleurs l'importance de l'axe situé au nord, contournant pas le sud la commune de Ferté-sous-Jouarre. Les deux autres axes sont de moindre taille, avec une connexion de Coulommiers à l'axe qui traverse le territoire au sud d'est en ouest.

Sources: Géorisques

Synthèse:

De par la forte présence de cours d'eau sur le territoire, les risques liés aux aléas inondations sont importants, mais ces derniers sont encadrés par quatre PPRI. On constate que la présence des cours d'eau entraîne d'autres aléas tels que les gonflements et retraits d'argile, et les glissements de terrains notamment le long des berges, sur les coteaux des différentes vallées.

La présence des deux grandes villes de Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre implique des risques technologiques importants tels que la présence nombreuses d'ICPE à leurs pourtours et d'un axe très important de transport de gaz.

Évolutions et vulnérabilités face au changement climatique

Le risque de gonflement et retrait des argiles est intrinsèquement lié aux conditions météorologiques et climatiques. La canicule de 2003 avait endommagé des constructions individuelles faisant l'objet de 450 indemnisations exceptionnelles. L'augmentation des phénomènes climatiques extrêmes notamment les sécheresses mais aussi la diminution des espaces boisés augmentent les risques liés à cet aléa.

Une augmentation significative des inondations par débordement de cours d'eau, et des feux de forêt est projetée pour le territoire.

La plupart des aléas du territoire sont interconnectés (inondations aggravées par l'absence de forêts due aux incendies, augmentation des glissements de berges due à l'augmentation des inondations...).

Sur le territoire les risques naturels vont donc évoluer d'une manière assez unie quelque soit leur nature. La tendance à l'augmentation des risques naturels dans leur fréquence est affirmée. Les éléments de projection concernant l'intensité de certains restent encore peu fiables.

Augmentation de la fréquence des risques naturels:

- Retrait-gonflement d'argile
- Inondations
- Feux de forêt
- Érosion de berges

5. Pollution & nuisances



Une pollution des sols à surveiller

Les sites pollués sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie, sont étudiés ici à partir de différentes bases de données qui enregistrent directement les établissements émetteurs connus ou par l'intermédiaire d'inventaires nationaux pour les sites qui font l'objet d'une potentielle pollution.

La pression démographique crée une demande foncière forte et des terrains laissés sans usage depuis de nombreuses années sont redécouverts, parfois pour y implanter de nouvelles activités industrielles ou de l'habitat. Cette demande renforce aujourd'hui les préoccupations liées à l'état des sols.

En matière de sites et sols pollués, les principes à poursuivre sont les suivants :

- Prévenir les pollutions futures
- Mettre en sécurité les sites nouvellement découverts
- Connaître, surveiller et maîtriser les impacts
- Traiter et Réhabiliter en fonction de l'usage puis pérenniser cet usage
- Garder la mémoire, impliquer l'ensemble des acteurs

Les nuisances sonores

L'analyse des nuisances sonores est réalisée ici à partir de la carte de classement des infrastructures routières. Celles-ci sont recensées et classées en fonction de leurs caractéristiques sonores et du trafic. Le recensement et le classement portent sur le réseau routier trafic journalier moyen supérieur à cinq mille véhicules. L'arrêté interministériel du 30 Mai 1996 et modifié par l'arrêté du 23 Juillet 2013 fixe, pour chacune des 5 catégories du classement sonore, les niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes. Le Préfet du département de Seine-et-Marne publie le classement par des arrêtés préfectoraux.

Le classement répercute la distance des zones affectées par le bruit autour des infrastructures, périmètre au sein duquel il est nécessaire d'avoir une attention particulière sur la construction des logements. Le classement est réalisé selon 5 catégories :

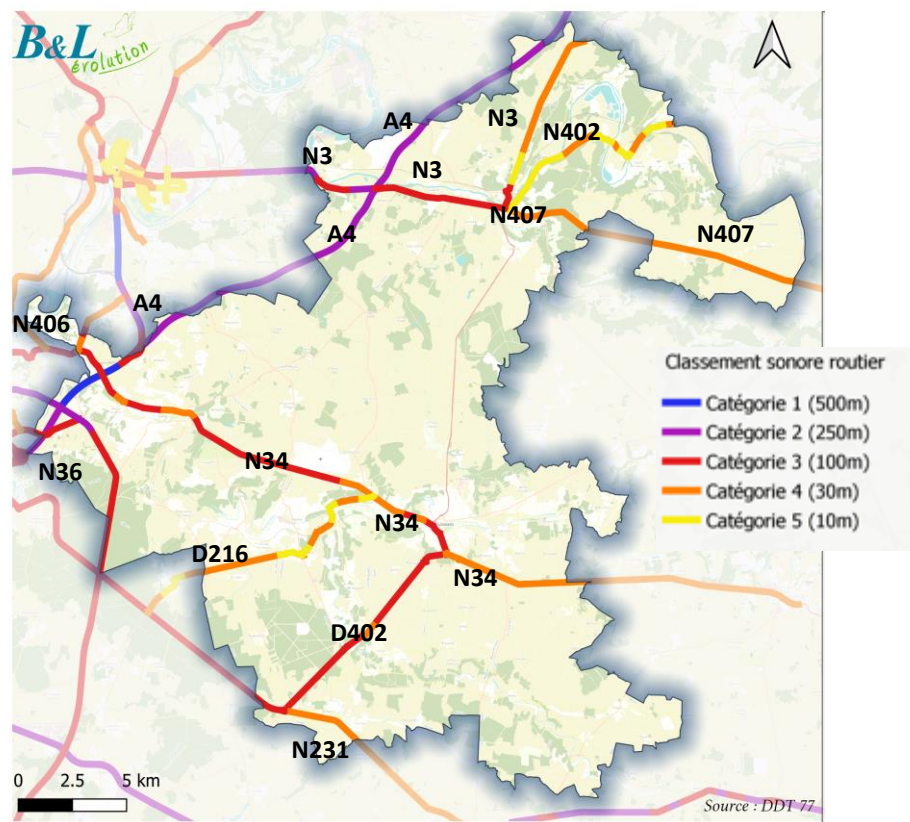
- Catégorie 1 : 300 mètres affectés
- Catégorie 2 : 250 mètres affectés
- Catégorie 3 : 100 mètres affectés
- Catégorie 4 : 30 mètres affectés
- Catégorie 5 : 10 mètres affectés

Les nuisances sonores se répartissent de façon hétérogène sur le territoire. La partie nord et la partie sud pâtissent davantage de ces nuisances que la partie centrale notée par l'absence totale de ces nuisances recensées. L'autoroute A4 au nord ouest est classée dans la catégorie 2, cependant le nombre de communes qu'elle traverse est relativement faible. La nuisance sonore est davantage dommageable concernant les nationales qui elles, traversent d'est en ouest, la partie sud et la partie nord, toutes deux classées en catégorie 3 à 4 avec un tronçon de la N0003 en catégorie 2.

Route	Classement	Communes traversées
D216	4 et 5	Guerard, Celle-sur-Morin, Faremoutiers, Pommeuse, Mouroux
D231	3 et 4	Pézarches, Touquin
D402	3 et 4	Pézarches, Faremoutiers, Saint-Augustin, Mauperthuis, Beauthieuil-Saints, Coulommiers
D402	4 et 5	Ferté-sous-Jouarre, Reuil-en-Brie, Luzancy, Méry-sur-Marne, Nanteuil-sur-Marne
D407	4	Ferté-sous-Jouarre, Jouarre
N34	3 et 4	Guerard, Pommeuse, Mouroux, Coulommiers, Chailly-en-Brie, Marolles-en-Brie, Couilly-Pont-des-Dames, Condé-Sainte-Libiaire
N36	2 et 3	Coutevroult, Villiers-sur-Morin, Voulangis, Dammartin-sur-Tigeaux
N3	2,3,4 et 5	Saint-Jean-les-deux-Jumeaux, Sammeron, Sept-sorts, Ferté-sous-Jouarre, Chamigny, Sainte-Aulde
A4	1 et 2	Chamigny, Sainte-Aulde, Ussy-sur-Marne, Saint-Jean-les-deux-Jumeaux, Vaucourtois, Coulommies, Bouleurs, Couilly-Pont-des-Dames, Coutevroult

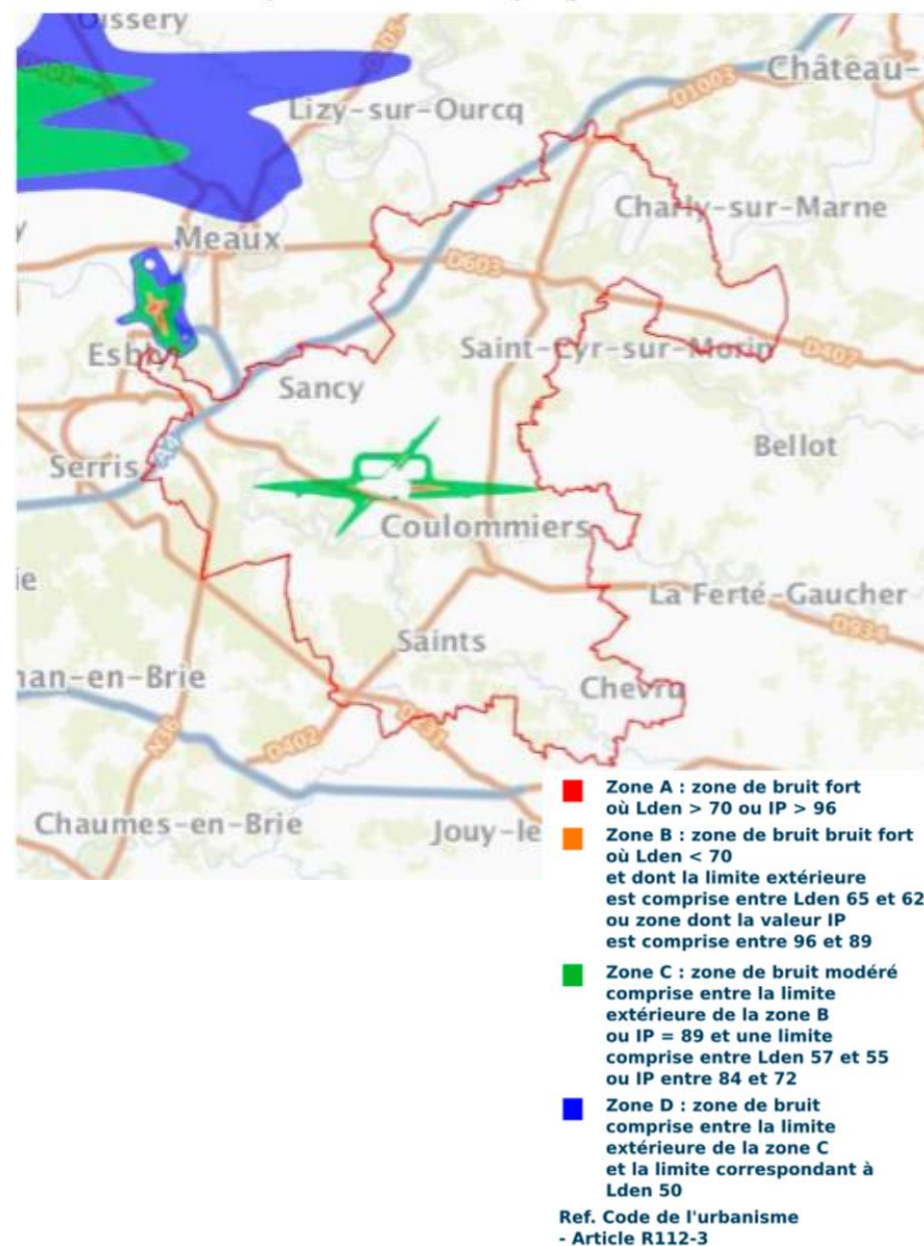
Sources : Géorisques – BRGM ; Cartographie : B&L Evolution

Carte des routes classées pour les nuisances sonores:



Selon le Plan d'Exposition des Bruits de Géoportail, le territoire n'est pas seulement impacté par les routes mais aussi par les nuisances sonores dues aux transports aériens. L'aérodrome de Coulommiers se situe en plein centre du territoire. On distingue l'impact sonore en forme de croix probablement dû aux lignes aériennes. C'est un aérodrome de taille modeste.

Carte du Plan d'Exposition des Bruits (PEB)

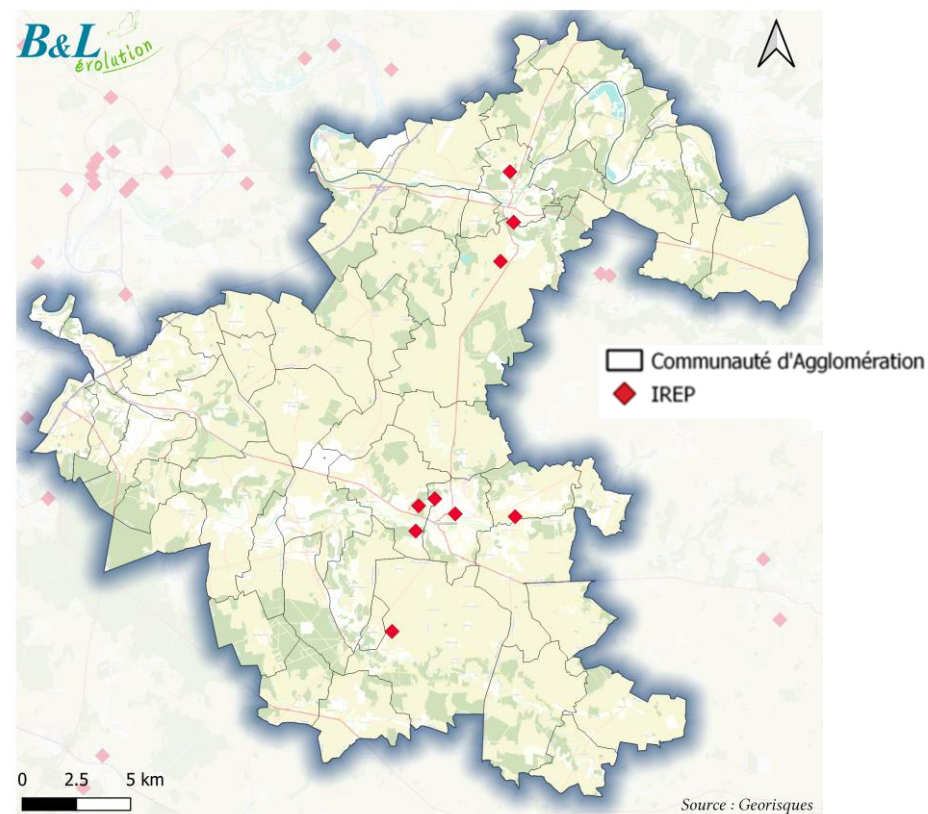


Le registre des établissements pollueurs (IREP)

Le registre des émissions polluantes présente les flux annuels de polluants émis et les déchets produits par les installations classées soumises à autorisation préfectorale. Il couvre cent polluants pour les émissions dans l'eau, cinquante pour les émissions dans l'air (notamment des substances toxiques et cancérigènes) et 400 catégories de déchets dangereux. Ce registre permet notamment aux populations riveraines des installations industrielles de disposer d'informations précises et très régulièrement mises à jour sur l'évolution de leur environnement.

Le territoire compte une dizaine d'IREP, principalement concentrés autour des zones urbaines les plus actives: Coulommiers et la Ferté-sous-Jouarre.

Carte des IREP



Etablissement	Commune
COMPOST TECHNOLOGIE DU MEE (CTM)	Beautheil- Saints
CASCADE SAINTE MARIE	Boissy-le-Châtel
SAVERPLUS	Coulommiers
LALLEMAND SPECIALITY CULTURE	Ferté-sous-Jouarre
SASU DRM	Ferté-sous-Jouarre
SAINT-GOBAIN SOVIS	Jouarre
BRODARD GRAPHIQUE	Mouroux
EURO CASSE	Mouroux

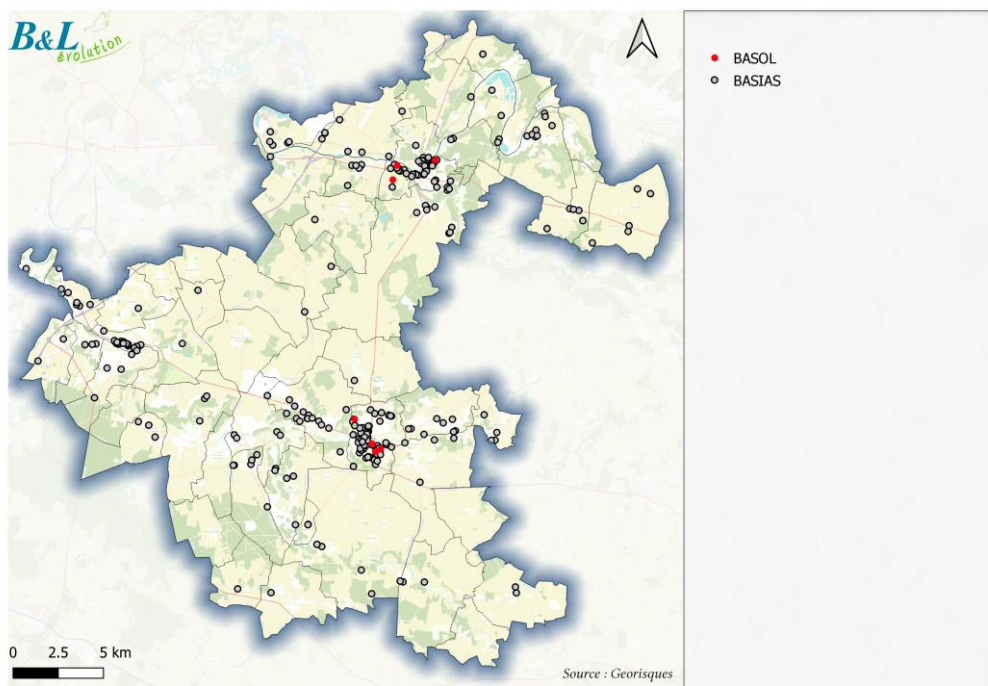
La Base de Données BASOL et BASIAS

La pollution des sols peut s'effectuer de façon localisée, soit à la suite d'un accident ou incident, soit en raison d'une activité industrielle, artisanale ou urbaine sur un site donné. On utilise alors les termes de « site pollué »,

Les sols peuvent aussi être pollués de façon diffuse, par les retombées au sol de polluants atmosphériques issus de l'industrie, des transports, du chauffage domestique, ou aspersion de vastes étendues de terrain.

La pollution du sol présente un risque direct pour les personnes et un risque indirect via la pollution des eaux. Cette pollution est étudiée à partir de la base de données BASOL. Il s'agit d'un inventaire national des sites et sols pollués qui recense des sites connus des autorités administratives compétentes et pour lesquels il y a pollution potentielle ou constatée.

La base de données BASIAS (Base des anciens sites industriels et activités de service) est une base de données faisant l'inventaire de tous les sites industriels ou de services, anciens ou actuels, ayant eu une activité potentiellement polluante. Il ne s'agit pas nécessairement de sites où la pollution est avérée, mais elle vise à assurer une vigilance concernant les terrains susceptibles d'être concernés.



Sources : Géorisques, Cartographie : B&L Evolution

Liste des BASOLS

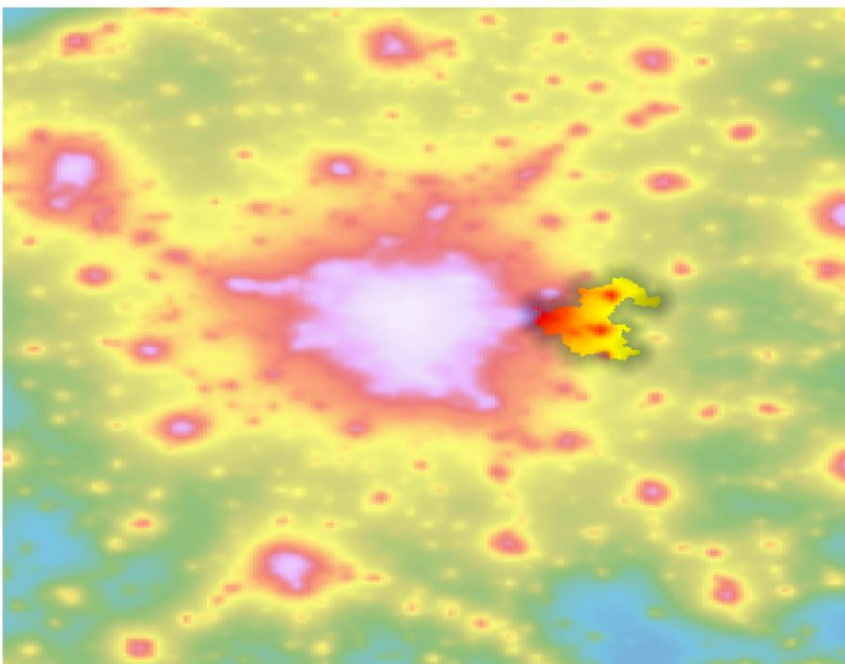
Site	Commune	Etat	Date de publication
STREL	Coulommiers	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire	22/07/2013
ANCIENNE USINE A GAZ	Coulommiers	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire	25/08/2016
AMCOR FLEXIBLES SPS	Coulommiers	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en œuvre	29/09/2014
Centre EDF-GDF Service Seine-et-Marne	Ferté-sous-Jouarre	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours	10/10/2011
ROBBE FRERE	Sept-sorts	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire	12/10/2017
CHABAS ET BESSON	Sept-sorts	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP présenté au CODERST)	22/12/2008
BROBARD GRAPHIQUE	Coulommiers	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire	10/12/2012

Un nombre important de BASIAS se trouve sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie. On distingue une tendance de répartition, à se regrouper aux pourtours des grands espaces urbains. En effet, on remarque les villes de Coulommiers avec environ 110 sites à ses alentours et la Ferté-sous-Jouarre approchant également les 100 sites dans ses environs. Les BASOL quant à eux sont exclusivement situés sur ces deux pôles, dont 4 à Coulommiers et 3 à la Ferté-sous-Jouarre ou sur les communes limitrophes.

La pollution lumineuse

La pollution lumineuse est un phénomène de production d'impacts et nuisances induits par la présence d'éclairage artificiel. La vie sur terre est régie par différents cycles, dont le cycle nyctéméral (alternance jour/nuit) qui va jouer un rôle majeur pour la vie. L'obscurité est un élément naturel indispensable pour les espèces nocturnes afin de vivre comme les espèces diurnes (dont l'Homme) qui ont besoin de la nuit pour se reposer. Elle joue aussi un rôle prédominant dans la cohérence des écosystèmes (trame noire) et pour la migration de nombreuses espèces. L'Homme aussi en pâtit, car l'obscurité lui est aussi indispensable pour son horloge biologique. Le développement de l'éclairage artificiel durant cette période nocturne fait disparaître cette obscurité essentielle dans des espaces de plus en plus restreints à une distance de plus en plus importante des halos lumineux des pôles urbains.

Carte des pollutions lumineuses d'Île-de-France



Sur le territoire la pollution lumineuse est très importante. En effet, la Communauté d'Agglomération reçoit les pollutions en provenance de Paris. Par conséquent sa partie ouest est particulièrement polluée par la lumière. La partie est est moins atteinte. On distingue par ailleurs Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre. Ces deux villes sont source de pollution lumineuse sur le territoire.

Les nuisances olfactives

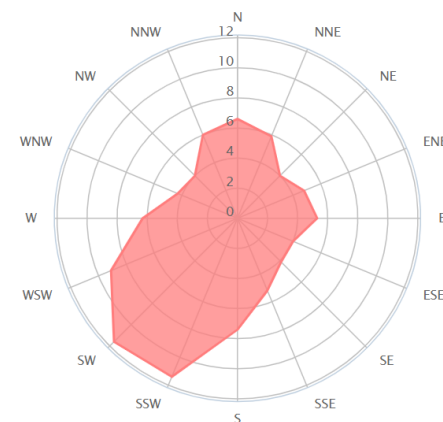
Certains bâtiments ou activités sont susceptibles d'émettre dans l'atmosphère des odeurs, fumées, particules... pouvant constituer une gêne si d'autres bâtiments, notamment d'habitations, se trouvent à proximité directe. C'est le cas de certains équipements de production d'énergie renouvelable (méthanisation, par exemple). Des règles d'implantation réciproque sont fixées par la loi, obligeant l'installation des activités concernées à une certaine distance des habitations préexistantes, et inversement.

Néanmoins, d'autres facteurs comme la direction et la force des vents principaux peuvent étendre la zone impactée par ces nuisances au-delà des distances légales

Sources: Windfinder

d'implantation. Il est donc préférable de considérer ces facteurs et leur degré d'influence lors des décisions d'implantation des nouveaux équipements. De même, les éventuels projets d'extension des secteurs résidentiels sont à prendre en compte pour éviter les situations conflictuelles.

Distribution de la direction du vent en // %



Selon les vents dominants mesurés sur la station la plus proche du territoire (Melun), les vents les plus forts sont majoritairement orientés sud-ouest et dans une moindre mesure en direction du nord.

Vulnérabilités et évolutions attendues avec le changement climatique

Les nuisances sonores sur le territoire sont relativement peu importantes dans la mesure où seule une autoroute traverse un nombre très restreint de communes. Les nationales et départementales sont les axes qui causent le plus de dommages car elles sont assez peu nombreuses pour la démographie qu'elle dessert amenant le trafic à être davantage dense.

Il semble peu probable que l'évolution des nuisances sonores puissent être corrélée à la progression du changement climatique. Cependant, ces nuisances étant liées aux véhicules à pétrole, les orientations politiques vis-à-vis du climat notamment par des mesures visant ces types de véhicules pourraient faire régresser ces désagréments sonores.

Concernant les autres pollutions, on distinguera deux principales zones de concentration des polluants. Les villes de Coulommiers et La Ferté-sous-Jouarre les IREP et les BASOLs et BASIAS se regroupent. La encore, il est difficile d'évaluer les effets qu'auront le changement climatique sur ces pollutions.

6. Gestion des déchets



Documents cadres

Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD)

Le PRPGD est un document de planification stratégique porté et animé par la Région, qui vise à coordonner les actions entreprises par l'ensemble des acteurs du territoire concernées par la prévention et la gestion des déchets. Il s'adresse aussi bien aux collectivités et éco-organismes, qu'aux entreprises, administrations et habitants.

Couvrant l'ensemble du territoire francilien, le PRPGD place la prévention au cœur du système de valeurs en favorisant l'amélioration continue du recyclage et de la valorisation des déchets.

Le PRPGD se substitue au Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD), Plan Régional d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA) et Plan régional d'élimination des Dasri (PREDAS).

Neuf grandes orientations sont déclinées dans ce plan :

- Lutter contre les mauvaises pratiques,
- Assurer la transition vers l'économie circulaire,
- Mobiliser l'ensemble des acteurs pour réduire les déchets de la Région,
- Mettre le cap sur le « zéro déchet enfoui »,
- Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique,
- Contribuer à la réduction du stockage avec la valorisation énergétique : un atout francilien,
- Mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers,
- Réduire la nocivité des déchets dangereux et mieux capter les déchets dangereux diffus,
- Prévenir et gérer les déchets issus de situations exceptionnelles.

La gestion des déchets

Gestions et production

La compétence « collecte et traitement des déchets » est exercée par COVALTRI 77 (anciennement le SMICTOM de Coulommiers) pour l'ensemble des 54 communes de l'agglomération. Ce syndicat met en œuvre différents modes de collecte selon les zones de résidence.

Les chiffres concernant la production de déchets tendent à montrer une diminution de la production sur tout le territoire. Cependant, les nuances sur la répartition spatiale de ces chiffres ne peuvent être apportées. Le taux de diminution le plus fort est celui des déchets verts avec une baisse de 17% entre 2017 et 2018 suivi des encombrants avec une baisse de 10% sur la même période. Les collectes sélectives diminuent de 6% et les ordures ménagères deux fois moins. La production des déchets en verres est de +3%. C'est le seul déchet qui augmente entre 2017 et 2018 par habitant.

Déchets	Tonnages / hab CAC (2017)	Tonnages / hab CAC (2018)	Pourcentage d'évolution
Ordures Ménagères	0,277	0,267	-3,71
Collecte Sélective	0,057	0,053	-6,73
Encombrants	0,028	0,025	-10,37
Déchets verts	0,104	0,086	-17,24
Verre	0,023	0,024	+3,47

Malgré ces encourageantes diminutions du tonnage de déchets par habitant, la dynamique démographique abordée précédemment montre que les économies faites sur les production de déchets par habitants ne suffira probablement pas à compenser l'augmentation de la population sur le territoire. Par conséquent, même si les taux par habitant diminuent, les tonnages totaux du territoires ne vont faire qu'augmenter sur les prochaines années.

Sources : rapport d'activité COVALTRI77 (2018)

Traitement

COVALTRI77 est adhérent du SMITOM Nord 77 pour le traitement des déchets. Le SMITOM établit la liste des déchets acceptés dans son centre de traitement et un processus de traitement afin de valoriser les déchets au maximum.

- L'incinération des ordures ménagères en vue de produire de l'électricité (environ 119 000 tonnes incinérées par an);
- Le tri des bacs jaunes permet de détourner de l'incinération les déchets triés vers les usines de recyclages, 25 000 tonnes de déchets par an;
- Le compostage des végétaux afin de produire du compost qui sera revendu aux agriculteurs, pépiniéristes et maraichers de la région;
- Le tri sommaire des encombrants;
- Le stockage du verre qui sera ensuite envoyé en usine de recyclage;
- Les déchèteries : La gestion des 11 déchèteries du Nord 77;
- La communication auprès des scolaires, centres de loisirs, particuliers, foires, manifestations. Participation aux journées de l'environnement, tenue de stands.

Aujourd'hui le SMICTOM possède

- Un centre intégré de traitement (C.I.T) situé à Monthyon, constitué d'une usine d'incinération, d'un centre de tri et d'une plateforme de compostage,
- Un réseau de 10 déchèteries dont une déchèterie éphémère située à Jouarre,
- 4 stations de transit.

Coulommiers accueille la station de transit ainsi qu'une déchèterie accessible à tous les administrés.

<p>Les pressions du changement climatique</p>	<p>Les bouleversements du climat vont à l’avenir entraîner des instabilités des dynamiques environnementales. Ces instabilités vont bouleverser des dynamiques interconnectées telles que les aléas naturels. Certains paramètres du territoire tels que la gestion des déchets influencera significativement les émissions à venir, et la gravité du changement climatique.</p>
<p>Scénario de référence du territoire sans la mise en place du PCAET</p>	<p>Augmentation des risques naturels</p> <ul style="list-style-type: none"> • Retrait-gonflement d’argile • Inondations • Feux de forêt • Érosion de berges <p>Déchets</p> <p>Une augmentation de la démographie implique une augmentation de la production totale de déchets malgré certaines diminution de celle-ci par habitant.</p>
<p>Effet de levier du PCAET et les enjeux de mise en place</p>	

7. Synthèse

Atouts

- Une gestion de déchets efficace
- Des risques bien encadrés par des documents de prévention
- Des objectifs du SDAGE déjà atteints
- Une connaissance assez bonne des caractéristiques des qualités des eaux souterraines et de surface

Faiblesses

- Le territoire est sujet à plusieurs risques naturels et technologiques
- Des nuisances et pollutions identifiées sur le territoire, ainsi que des sites BASOL et inscrits au registre IREP sont présents sur le territoire
- Plusieurs sites classés pour la protection de l'environnement sont présents sur le territoire
- Des cours d'eau en mauvais état (chimique en particulier)

Opportunités

- Un SDAGE et deux SAGE apportant des objectifs valables pour limiter les risques de crues et garantir la qualité des eaux de surface
- Un bon suivi des eaux souterraines et de la qualité de l'eau
- Des nouvelles opportunités à exploiter en agriculture

Menaces

- Zones classées en forte sensibilité à certains risques comme l'inondation qui pourront se développer avec le changement climatique
- Une dynamique d'urbanisation fortement marquée qui menace les paysages, les activités agricoles et les paramètres écologiques
- Des nuisances sonores déjà bien présentes qui pourront progresser avec la mise en place des actions du PCAET (nuisances sonores liées aux chantiers par exemple)

Enjeux pour le PCAET

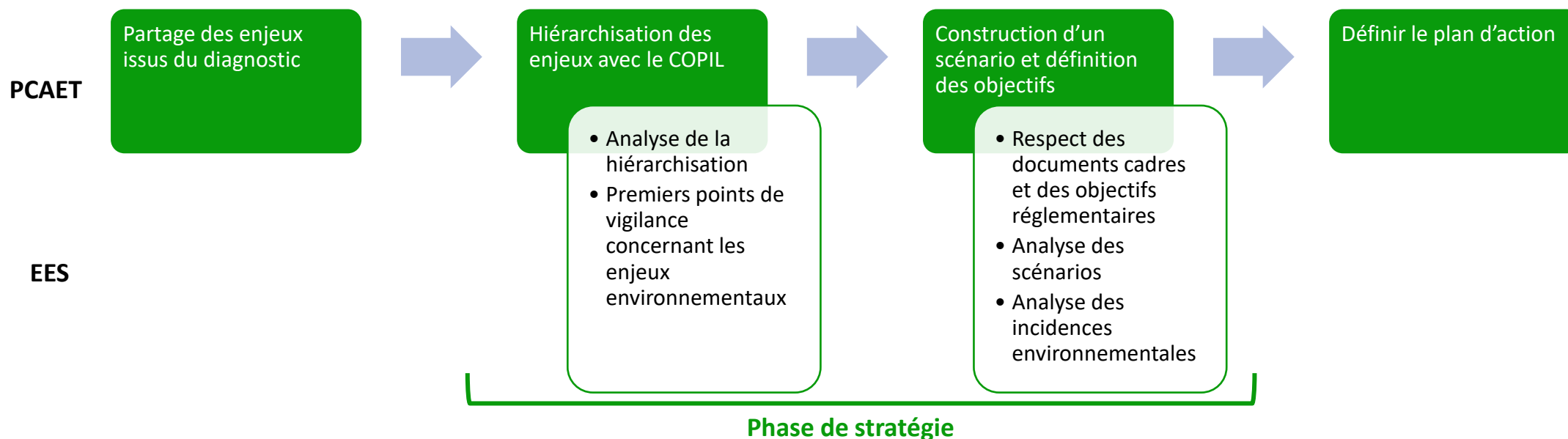
- Être extrêmement attentif à la disponibilité en eau
- Avoir une attention particulière sur la dynamique urbaine afin qu'elle ne soit pas invalidante pour l'agriculture et les espaces naturels
- Bien tenir compte des nuisances sonores dans la définition du PCAET
- Avoir une attention particulière sur la pollution des sols et des cours d'eau
- Maintenir et promouvoir la dynamique de valorisation des déchets tout en anticipant leur possible augmentation avec les actions de travaux

ANALYSE DE LA STRATEGIE

PRINCIPES DE LA STRATÉGIE	PAGE 127
CONSTRUCTION ET OBJECTIFS RETENUS	PAGE 131
ANALYSE DES SCENARIOS STRUCTURANTS	PAGE 136
ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA STRATÉGIE	PAGE 142

PRINCIPES DE LA STRATEGIE

Cadre et méthodologie



Méthodologie

Avec le diagnostic de territoire, différents enjeux Air-Energie-Climat sont identifiés par les acteurs du PCAET. En parallèle, l'état initial de l'environnement permet de révéler les enjeux environnementaux du territoire.

Lors d'une première réunion en fin de première phase, le Comité de Pilotage (COPIL) hiérarchise les enjeux mis en évidence par le diagnostic, en prenant en compte les enjeux environnementaux.

Une fois les enjeux hiérarchisés, des premiers points de vigilance quant aux impacts environnementaux sont identifiés par l'évaluation environnementale.

Puis, afin de déterminer le niveau d'ambition et d'affiner les grands axes d'action du PCAET, plusieurs scénarios d'évolution de la consommation d'énergie, des émissions de GES et de la production d'énergies renouvelables sont construits. Cette réflexion tient compte des points de vigilance relevés par l'évaluation environnementale.

Un travail de concertation permet de fixer l'ambition du territoire.

Ces scénarios sont ensuite comparés entre eux et aux objectifs réglementaires. Cette démarche permet de définir un scénario réaliste validé par le COPIL, conciliant la nécessité et l'urgence d'agir avec les moyens (techniques, humains, financiers, organisationnels...) mobilisables par le territoire.

Les différents scénarios sont étudiés par l'évaluation environnementale qui vérifie ensuite que le scénario retenu pour la CACPB :

- Prend en compte/soit compatible avec les différents documents cadres : Programmations pluriannuelles de l'énergie (PPE), PPA, SCoT, etc.
- Respecte les objectifs réglementaires fixés par la Loi pour la Transition Énergétique et la Croissance Verte (LTECV), la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) et le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) Île de France.

Le cas échéant, l'évaluation environnementale s'emploiera à proposer des améliorations puis à souligner et justifier les écarts pris par le PCAET par rapport à ces documents.

- Soit compatible avec les enjeux des autres compartiments environnementaux du territoire.

Les objectifs réglementaires

L'ensemble de la construction PCAET doit s'appuyer sur la réglementation nationale et régionale.

Contexte national

En 2017, le nouveau gouvernement a présenté le Plan Climat de la France pour **atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050**. Pour y parvenir, le mix énergétique sera profondément décarboné à l'horizon 2040 avec l'objectif de mettre fin aux énergies fossiles d'ici 2040, tout en accélérant le déploiement des énergies renouvelables et en réduisant drastiquement les consommations.

Les objectifs nationaux à l'horizon 2030 sont inscrits dans la **Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV)** :

- **Réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990 ;**
- **Réduction de 20% de la consommation énergétique finale par rapport à 2012 ;**
- **32% d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie.**

La **Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC)** fournit également des recommandations sectorielles permettant à tous les acteurs d'y voir plus clair sur les efforts collectifs à mener. Les objectifs par rapport à 2016 à l'horizon du quatrième budget carbone (2029-2033) sont :

- **Transport : -31%** des émissions de gaz à effet de serre,
- **Bâtiment : -53%** des émissions de gaz à effet de serre,
- **Agriculture : -20%** des émissions de gaz à effet de serre,
- **Industrie : -35%** des émissions de gaz à effet de serre (-81% à horizon 2050),
- **Production d'énergie : -36%** des émissions de gaz à effet de serre (-61% des émissions par rapport à 1990),
- **Déchets : -38%** des émissions de gaz à effet de serre (-66% à horizon 2050).

Le **Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA)** est également instauré par la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Il fixe les réductions ci-contre.

Et enfin, les Programmes pluriannuels de l'énergie (PPE) sont des outils de pilotage, créés par la LTECV. La PPE de métropole continentale couvre la période 2019-2028. Elle inscrit la France dans une trajectoire permettant d'atteindre la neutralité carbone en 2050, et fixe le cap pour toutes les filières énergétiques qui pourront constituer, de manière complémentaire, le mix énergétique français de demain.

% Réduction /2005	2020	2025	2030
SO ₂	- 55 %	- 66 %	- 77%
No _x	- 50 %	- 60 %	- 52%
COVNM	- 43 %	- 47 %	- 52 %
NH ₃	- 4%	- 8%	- 13%
PM _{2,5}	- 27 %	- 42 %	- 57 %

Contexte régional

Suivant la logique des lois MAPTAM et NOTRe, l'article 188 de la LTECV a clarifié les compétences des collectivités territoriales en matière d'Énergie-Climat : La Région élabore le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) sauf pour le région Ile-de-France qui conserve son Schéma Régional Climat-Air-Énergie (**SRCAE**).

Les EPCI à fiscalité propre traduisent alors les orientations régionales sur leur territoire par la définition de Plan Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET) basé sur 5 axes forts et mis en place pour une durée de 6 ans :

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES),
- L'adaptation au changement climatique,
- La sobriété énergétique,
- La qualité de l'air,
- Le développement des énergies renouvelables.

Les **objectifs régionaux à l'horizon 2030-2050** concernant les volets climat, air et énergie sont donc inscrits dans le SRCAE Île-de-France. **Le SRCAE fixe des objectifs pour 2020 et 2050 en atteignant notamment un scénario facteur 4**, ce qui requiert impérativement une très forte réévaluation à la hausse des niveaux d'ambition actuels dans tous les secteurs :

- Maîtriser les consommations par la sobriété et par l'efficacité énergétique afin de permettre la réduction significative des consommations d'énergie ;
- Forte réduction des émissions de polluants atmosphériques locaux ;
- Le développement important et très rapide des énergies renouvelables et de récupération ;
- L'adaptation du territoire aux conséquences du changement climatique.

Les documents cadres

Le PCAET du territoire de Coulommiers Pays de Brie s'est directement appuyé sur l'objectif national d'atteindre la neutralité carbone en 2050, en s'alignant sur les objectifs de la LTECV et de la SNBC. Il s'est aussi appuyé sur les objectifs régionaux et en l'occurrence sur le SRCAE élaboré en 2012 et la stratégie régionale énergie climat de 2018. La Région Île-de-France a élaboré en 2018, une stratégie énergie-climat qu'elle porte en proposant une réactualisation des objectifs du SRCAE et permet une redéfinition profonde des objectifs énergétiques franciliens à l'horizon 2050, et en introduisant 2030 comme premier nouvel horizon de mobilisation.

Notions de « compatibilité » et « prise en compte » :

Le travail de l'EES convient de montrer que les ambitions et les actions du PCAET, de la stratégie et du plan d'action, ne rentrent pas en conflit avec les orientations des documents cadres liés au PCAET, ou le cas échéant, de justifier ces choix. En effet, le PCAET doit :

- Être « compatible » avec le PPA et le SRCAE et la nouvelle stratégie régionale énergie-climat. C'est-à-dire ne pas être en contradiction avec les options fondamentales de ces documents.
- « prendre en compte » les objectifs du SRCAE (et la stratégie régionale) le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et les PLU. C'est-à-dire ne pas ignorer ni s'éloigner des objectifs et des orientations fondamentales du document.

Documents cadres	Orientations et objectifs	Rapports normatifs du PCAET
PPA d'Île-de-France	Le PPA poursuit trois objectifs fondamentaux : <ul style="list-style-type: none"> • assurer une qualité de l'air conforme aux objectifs réglementaires ; • protéger la santé publique ; • préserver la qualité de vie en Île-de-France. 	« Compatibilité »
SRCAE Île-de-France	<ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement de l'efficacité énergétique des bâtiments avec un objectif de doublement du rythme des réhabilitations dans le tertiaire et de triplement dans le résidentiel, • Le développement du chauffage urbain alimenté par des énergies renouvelables et de récupération, avec un objectif d'augmentation de 40 % du nombre d'équivalents logements raccordés d'ici 2020, • La réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre du trafic routier, combinée à une forte baisse des émissions de polluants atmosphériques (particules fines, dioxyde d'azote). 	« Compatibilité » et « prise en compte » des objectifs
Stratégie Energie-climat régionale d'Île-de-France	La stratégie régionale énergie-climat de 2018 intègre les objectifs 100% ENR et zéro carbone à l'horizon 2050.	« Prise en compte »
Schéma de Cohérence Territoriale du territoire Communauté d'Agglomération Coulommiers Pays de Brie	<ul style="list-style-type: none"> • Une consommation d'espace maîtrisée par un urbanisme et un aménagement durable • Dynamisme générationnel par la mixité des populations et du logement • Les déplacements et transports au cœur des projets • Le développement économique comme outil d'un territoire durable • L'agriculture, une base économique structurante du territoire • Economie verte et énergies • Environnement et ressources • Le paysage, vecteur d'aménagement 	« Prise en compte »
PLU	Les PLU tiennent compte d'orientations visant à travailler sur un urbanisme plus sobre et sur un développement durable de l'aménagement du territoire.	<i>PLU « doit être compatible » avec le PCAET</i>

CONSTRUCTION ET OBJECTIFS RETNUS

Co-construction d'une vision partagée

La validation du diagnostic a donné lieu à une première priorisation des enjeux qui a été menée en Comité de Pilotage (COPIL). Les enjeux identifiés lors de cette phase sont regroupés en différents axes selon les spécificités du territoire, puis priorisés en termes d'efforts que le territoire compte réaliser pour ceux-ci. La hiérarchisation tient aussi compte du potentiel de réduction des consommations et émissions de GES et polluants pour chaque action, et également de ce qui a déjà été mis en place sur le territoire.

A partir de ce constat, intervient donc une phase de co-construction, élément majeur du PCAET du territoire. Ainsi, les élus de la Communauté d'Agglomération de Coulommiers Pays de Brie se sont réunis au cours de deux ateliers : un virtuel le 6 mai 2021 et un second en présentiel le 1 juin 2021 pour faire émerger une vision commune de l'avenir du territoire, discuter des objectifs à atteindre pour 2030, et préfigurer la stratégie territoriale. Le Comité de Pilotage du PCAET de l'Agglomération s'est ensuite réuni le 24 juin 2021 pour retravailler le scénario final et faire émerger la stratégie finale retenue pour le territoire.

Scénarisation stratégique

Pour définir un scénario stratégique propre au territoire, qui permettra de tenir les objectifs du PCAET, plusieurs scénarios d'évolution de la consommation d'énergie, des émissions de GES et de la production d'énergies renouvelables ont été construits. Comparés entre eux et aux objectifs imposés par la SNBC et le SRCAE, ils ont permis de définir, de proche en proche, un scénario réaliste, conciliant la nécessité et l'urgence d'agir avec les moyens (techniques, humains, financiers, organisationnels...) mobilisables par le territoire.

La chronologie des scénarios construits est la suivante :

- Scénario tendanciel : un premier aperçu de l'ampleur des efforts à fournir. Il présente la trajectoire probable du territoire si aucune nouvelle mesure n'était mise en œuvre pour répondre aux enjeux climat, air et énergie ;
- Scénario réglementaire : consiste à supposer le respect des objectifs fixés par la SNBC, le SRCAE et la stratégie régionale ;
- Scénario potentiel max : estime les objectifs théoriquement atteignables sur le territoire à terme, lorsque toutes les mesures envisageables aujourd'hui auraient été prises. Ces objectifs ont été construits à partir des potentiels issus du diagnostic territorial.

- Scénario « urgence climatique » : démonstrateurs des efforts à fournir, le scénario « urgence climatique » propose une prospective pour répondre au mieux aux enjeux. Ces scénarios reprennent les objectifs d'une trajectoire 1,5°C et une trajectoire 2°C.

Chacun des scénarios présente des axes pour définir l'ambition territoriale. C'est à partir du positionnement des acteurs pour l'ensemble des thématiques que le scénario retenu pour le territoire a été construit. **Le scénario retenu correspond donc à la stratégie sélectionnée par le territoire, issu des scénarios stratégiques et de la co-construction.**

Méthode de co-construction

Un temps important de co-construction a permis de construire une vision partagée, permettant de débattre, d'échanger, de se positionner et de converger vers une stratégie commune. Si la scénarisation stratégique a permis de construire, de proche en proche, une vision théorique, qui tienne compte des enjeux techniques et des objectifs réglementaires, la concertation permet d'aboutir à un scénario final irrigué par une volonté politique de la collectivité et l'ambition partagée par les élus.

Pour faciliter l'animation de cette co-construction, les scénarios proposés aux débats répondent de manière parlante et objective aux enjeux actuels et futurs du territoire et à la scénarisation stratégique. Ces scénarios ont été construits pour faciliter la concertation et mobiliser les acteurs et sont issus des trois scénarios structurants (tendanciel, réglementaire, « potentiel max »). Ils sont présentés avec une graduation croissante d'ambition et sont construits pour le long terme (2050). Calqués sur les enjeux, ces scénarios ont donc été contrastés de la manière suivante :

- **Un scénario continuité** : avec une ambition faible, permettant tout juste de répondre aux exigences réglementaires, mais amenant une première impulsion dans la mise en œuvre d'actions pour réduire les émissions de GES, maîtriser les consommations d'énergie ;
- **Un scénario de transition** : une ambition plus importante et qui implique des engagements plus ambitieux pour aller vers une trajectoire durable ;
- **Scénario pionnier** : une ambition forte qui implique des changements de comportements majeurs sur le territoire.

Pour chaque thématique, 3 à 5 mesures sont produites par scénario. Ces scénarios ont été proposés au débat en petits groupes, avec une question commune : « quelle vision pour notre territoire à long terme pour guider la transition énergétique et l'action climatique ? ».

La tension entre les scénarios a amené le territoire à se projeter puis s'engager sur des possibilités plus ou moins élevées. **L'exercice démontre une ambition s'orientant plutôt dans une démarche de transition avec des éléments pionniers.** On notera que l'ambition n'est pas la même selon les scénarios.

La CACPB se montre ainsi plus ambitieuse sur les sujets de la préservation des espaces et ressources naturelles et sur l'exemplarité des collectivités. Pour les autres axes, elle s'inscrit essentiellement dans une démarche de transition, à l'exception de la thématique habitat et urbanisme qui trouve consensus entre continuité et transition. Ce travail montre une ambition particulièrement élevée pour le PCAET de la CACPB.

	Continuité	Transition	Pionnier
1. Habitat et urbanisme		✓	
2. Agriculture et alimentation		✓	
3. Mobilité		✓	
4. Economie locale, tourisme et déchets		✓	
5. Production d'énergie renouvelables		✓	
6. Préservation des espaces et ressources naturelles (forêts, biodiversité, eau)			✓
7. Exemplarité des collectivités (intercommunalité et communes)			✓
8. Culture commune et mobilisation des acteurs		✓	

Objectifs de la stratégie retenue

Le territoire de Coulommiers Pays de Brie a placé une ambition forte sur l'ensemble de ces thématiques afin d'être à la hauteur des enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air.

Ainsi la vision de la communauté d'Agglomération se décline en 5 grands principes :

- **Contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique :**
 - Baisse des émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030 par rapport à 2015 ;
 - Augmenter la séquestration carbone pour atteindre l'équivalent de 36% des émissions de GES en 2030 (actuellement 19%) ;
- **S'adapter aux conséquences du dérèglement climatique ;**
- **Réduire les consommations d'énergie :**
 - Baisse des consommations d'énergie de 28% d'ici 2030 ;
- **Améliorer la qualité de l'air ;**
- **Produire des énergies renouvelables :**
 - La production d'énergies renouvelables atteint 30% de la consommation d'énergie en 2030. (actuellement 5%).

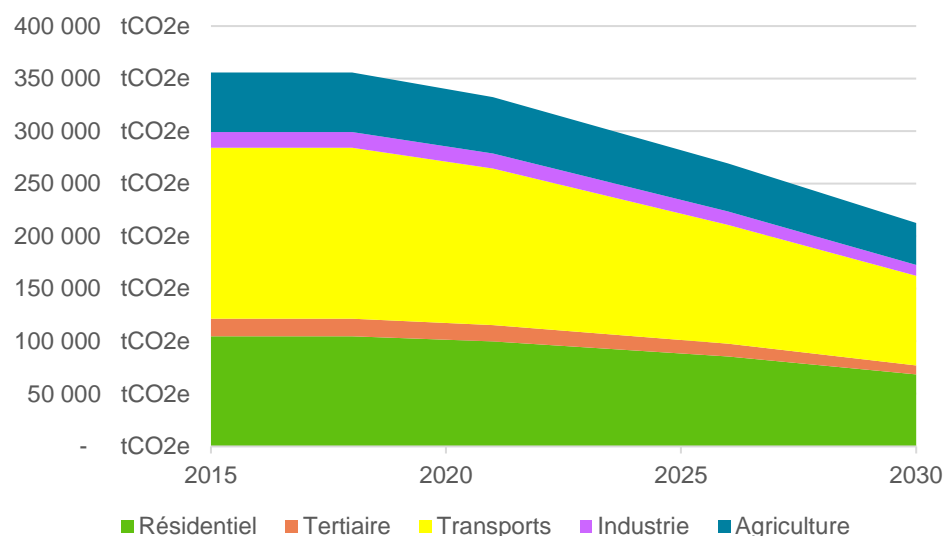
Et cela parmi 8 axes thématiques :

1. Habitat et urbanisme ;
2. Agriculture et alimentation ;
3. Mobilité ;
4. Economie locale, tourisme et déchets ;
5. Production d'énergies renouvelables ;
6. Préservation des espaces et ressources naturelles (forêts, biodiversité, eau) ;
7. Exemplarité des collectivités (intercommunalité et communes) ;
8. Culture commune et mobilisation des acteurs.

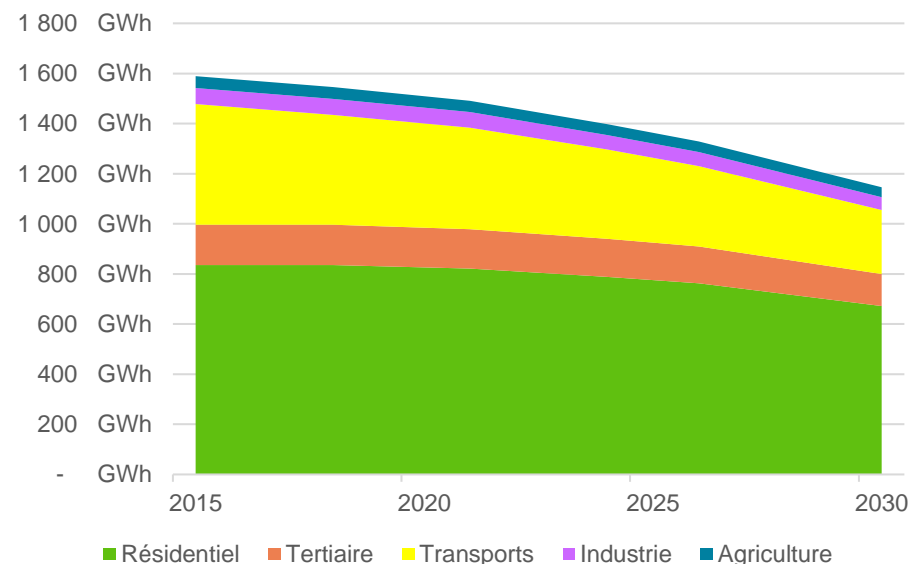
C'est le positionnement du territoire sur chacune des 8 thématiques et le respect des objectifs déclinés par thématiques qui permettent d'atteindre les objectifs globaux.

Visualisation graphique de la stratégie

Emissions de gaz à effet de serre
(scénario retenu)

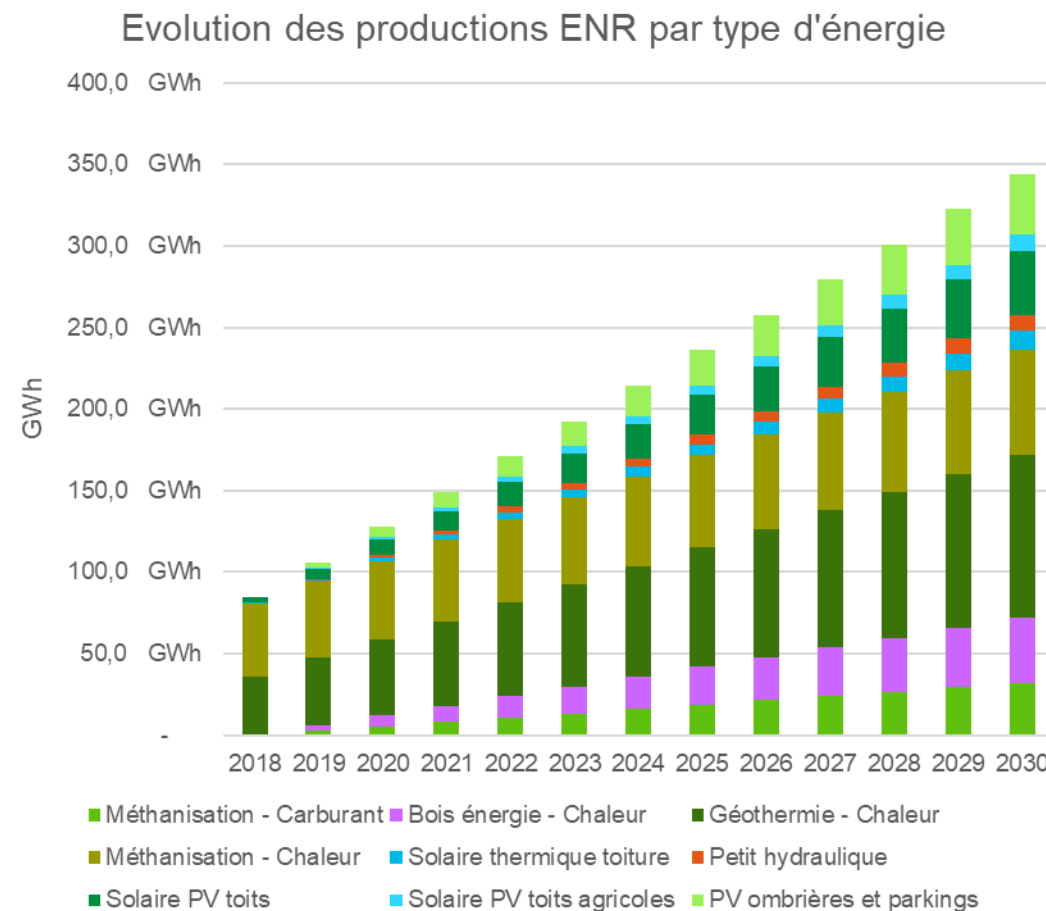
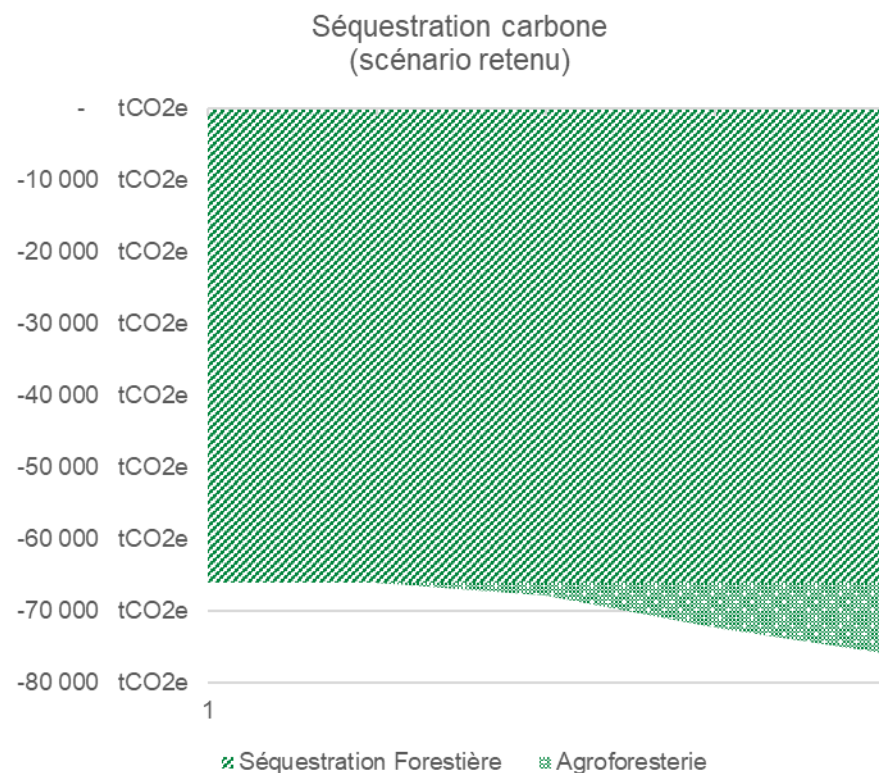


Consommations d'énergie (scénario retenu)



Secteur	% de variation annuelle	% 2018 – 2030
Agriculture	-2,9%	-30%
Résidentiel	-3,5%	-35%
Tertiaire	-5,4%	-49%
Transports	-5,3%	-48%
Industrie	-2,8%	-29%
Total	-4,20%	-40%

Secteur	% de variation annuelle	% 2018 – 2030
Agriculture	-2%	-17%
Résidentiel	-2%	-20%
Tertiaire	-2%	-20%
Transports	-5%	-47%
Industrie	-2%	-20%
Total	-3%	-28%



ANALYSE DES SCENARIOS STRUCTURANTS

Construction du scénario du territoire

Scénario tendanciel

Le scénario tendanciel représente la trajectoire probable du territoire si aucune nouvelle mesure n'était mise en œuvre pour répondre aux enjeux climat, air et énergie. S'appuyant sur les dynamiques observées à l'échelle locale ou nationale, selon les données disponibles (usage de l'automobile individuelle, rénovation des logements...), et prenant comme point de départ l'année 1990, il rend évident le rattrapage nécessaire à effectuer par rapport aux dynamiques actuelles.

	Scénario tendanciel	Objectifs nationaux/régionaux
Consommation d'énergie finale entre 2015 et 2030	+8% Soit 1710 GWh	SRCAE : -27% Soit 1 168 GWh Stratégie régionale : -20%
Émissions de GES entre 2015 et 2030	+3% Soit 367 945 tCO ₂ e	SNBC : -37% soit 223 850 tCO ₂ e
Production d'EnR	-* (production actuelle 81 GWh soit 5% de la consommation)	Objectif PPE : 33% de la consommation Soit 385 GWh

* Outre l'état des lieux actuel, il n'est pas pertinent d'envisager une trajectoire tendancielle concernant la production d'énergies renouvelables.

Dans ce scénario, les émissions de gaz à effet de serre et les consommations d'énergie connaissent une augmentation continue malgré les progrès technologiques impliqués dans la prospective territoriale ou encore la désindustrialisation. La part de l'électricité dans l'énergie consommée augmente légèrement du fait du développement des voitures électriques.

Le scénario tendanciel (et l'ensemble des scénarios étudiés) se base sur une population constante de +0,5%/an (hypothèses issues des objectifs à 20 ans du SCOT).

Si aucune mesure n'est envisagée par le territoire, les exigences réglementaires portées par les objectifs régionaux et nationaux ne seront pas atteintes. Le territoire

accuse un certain retard qui montre la nécessité d'agir. Si le passage à l'action ne se fait pas rapidement et de façon importante, plus la transition prend du retard plus elle sera complexe, avec des objectifs encore plus difficiles à atteindre.

Enjeux environnementaux : si rien n'est fait, les incidences négatives pour l'environnement seront toujours plus nombreuses. Les émissions de GES, toujours importantes, induiront une augmentation des températures qui sera néfaste au fonctionnement des milieux naturels, pour préserver la ressource en eau, pour les paysages et pour la santé et le bien-être. De la même façon, la tendance des consommations d'énergie impacte fortement les ressources naturelles : bois énergie, énergies fossiles, mais également les ressources nécessaires pour le nucléaire ou la construction de dispositifs générateurs d'énergie renouvelable.

Scénarios réglementaire et « potentiel max »

Le scénario réglementaire

Il consiste à supposer le respect des objectifs fixés par la SNBC et par le SRCAE d'Île-de-France. Les hypothèses du scénario tiennent compte de l'application au territoire des objectifs du SRCAE d'Île-de-France pour la consommation d'énergie finale (la stratégie régionale est le chiffre le plus récent, mais elle ne présente pas une déclinaison par secteur, le choix a donc été porté sur les objectifs du SRCAE). Le scénario tient compte de la déclinaison sectorielle des efforts issue de la SNBC pour les émissions de gaz à effet de serre.

Les résultats globaux attendus sur le scénario réglementaire :

- -27% des consommations d'énergie entre 2015 et 2030 (soit atteindre sur le territoire une consommation de 1 168 GWh ou moins, contre 1 710 GWh en 2015) ;
- -37% d'émissions de GES entre 2015 et 2030 (soit émettre 223 850 tCO₂e de GES ou moins, contre 355 700 tCO₂e en 2015) ;
- 33% du mix énergétique doit provenir de production d'énergies renouvelables (soit, en considérant l'atteinte de consommation du SRCAE, atteindre une production de 385 GWh/an).

Enjeux environnementaux : En suivant le scénario réglementaire, le territoire va s'inscrire dans une démarche importante de lutte contre le changement climatique. Ce faisant, l'ensemble des répercussions de cette ambition pourra se montrer positif pour de nombreux compartiments environnementaux et notamment ceux liés à la biodiversité ou encore à la santé humaine.

2030 étant relativement proche, l'ambition réglementaire se montre déjà importante. Certains attrait à la mise œuvre de cette ambition seront à surveiller, comme la hausse des déchets par la rénovation, la perte d'éléments paysagers remarquables par la mise en place d'infrastructure de production EnR, etc.

Le scénario « potentiel max »

Ce scénario estime le niveau de consommation d'énergie, d'émission de GES qu'il serait possible d'atteindre au sein du périmètre du territoire, si toutes les mesures, envisageables aujourd'hui avaient été prises (c'est pourquoi aucune échéance n'est transmise avec les potentiels). Les hypothèses retenues ont vocation à être réalistes, cependant, elles sont trop ambitieuses pour une échéance à 2030.

Le scénario s'appuie par exemple sur ce genre d'hypothèses :

- Tous les logements du territoire ont été rénovés, ils n'utilisent plus de sources d'énergies carbonées, économies d'énergie par les usages ;
- Les besoins en mobilité ont baissé de 15% ;
- L'ensemble des exploitations agricoles ont modifié leurs pratiques (diminution des intrants, optimisation de l'alimentation des élevages...) ;
- Tous les gisements d'énergie renouvelable identifiés par le diagnostic ont été mobilisés.

Elles impliquent des mécanismes ne dépendant pas seulement du PCAET, comme les changements de pratiques des particuliers et professionnels (évitements des déchets, itinéraires agricoles, économies d'énergie...), et supposent des moyens, notamment financiers, particulièrement conséquents (rénovation globale du bâti existant, investissements massifs dans les énergies renouvelables).

Ce scénario n'est pas envisageable à court terme, il demanderait des moyens financiers trop importants, une modification générale des pratiques et des modes de vie qui nécessite un certain temps pour son acceptation par les populations et sa mise en place.

Remarque : ce potentiel maximum est évalué au regard des données et des connaissances techniques disponibles aujourd'hui. Certaines évolutions techniques (baisse de la consommation des véhicules, amélioration des chaînes logistiques...) ont été prises en compte de manière prospective.

	Scénario « potentiel max »	Objectifs nationaux/régionaux
Consommation d'énergie finale entre 2015 et 2030	-64% <i>Soit 566 GWh</i>	SRCAE : -27% <i>Soit 1 168 GWh</i> Stratégie régionale : -20%
Émissions de GES entre 2015 et 2030	-91% <i>Soit 31 840 tCO₂e</i>	SNBC : -37% soit 223 850 tCO ₂ e
Production d'EnR	589 GWh	Objectif PPE : 33% de la consommation <i>Soit 385 GWh</i>

Le scénario « potentiel max » affiche la marge de progression du territoire, et montre par la même occasion la capacité de ce dernier à atteindre les objectifs réglementaires.

Enjeux environnementaux : Le scénario « potentiel max » serait particulièrement bénéfique pour l'environnement, notamment sur la consommation des ressources, la qualité de l'air, le bien-être des habitants mais aussi pour la biodiversité : il réduirait les intrants chimiques dans l'agriculture, permettrait le développement des haies ce qui renforcerait les fonctionnalités de la trame verte et bleue et surtout permettrait de lutter efficacement contre le dérèglement climatique.

Cependant, il engendrerait également d'importants impacts négatifs pour le territoire : augmentation de la production de déchets due aux rénovations en masse par exemple, ou consommation d'espace qu'il serait nécessaire d'attribuer à divers aménagements. La construction de parkings de covoiturage, nouvelles voies de transports ou de dispositifs de production d'énergies renouvelables sont des actions à gros impact sur l'environnement naturel et humain.

Le scénario « urgence climatique »

Un scénario supplémentaire a été proposé qui a vocation à communiquer l'urgence d'agir. Le scénario urgence climatique présente deux trajectoires qui reprennent ce qu'il faudrait faire pour s'aligner sur les recommandations du GIEC. A titre démonstrateur, ce scénario permet de visualiser graphiquement les trajectoires pour limiter le réchauffement climatique à une température moyenne à la surface de la Terre de 1,5°C ou 2°C par rapport au niveau préindustriel.

- Trajectoire 1,5°C : l'objectif est de ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement climatique d'ici 2100. Seule cette trajectoire permet d'envisager un avenir sans dégradation majeur des écosystèmes ;

- Trajectoire 2°C : l'objectif est de ne pas dépasser cette fois-ci 2°C de réchauffement climatique d'ici 2100. Une trajectoire 2°C ne permet pas d'éviter des dégradations importantes des écosystèmes et nécessite de mettre en œuvre des mesures d'adaptation conséquentes pour faire face aux changements des paramètres géophysiques. Une telle trajectoire devrait éviter un risque d'emballement climatique.

Ces scénarios sont avant tout des démonstrateurs pédagogiques et sensibilisant pour visualiser ce qu'il serait nécessaire de faire pour atténuer le changement climatique à des niveaux acceptables. Ils n'impliquent qu'une scénarisation des émissions de GES.

Demandant plus d'efforts que les trajectoires réglementaires, s'aligner sur ces trajectoires nécessite de « sortir du cadre » et d'imaginer des changements importants dans l'organisation de la société.

	Scénario 1,5°C	Scénario 2°C	Objectifs nationaux/régionaux
Émissions de GES entre 2018 et 2030	-70% Soit 107 530tCO2e	-48% Soit 184 535 tCO2e	Atteindre 223 850 tCO2e

Enjeux environnementaux : le scénario 1,5°C est le scénario le plus intéressant pour la question du réchauffement climatique global. Il aurait les incidences les plus minimales sur l'environnement du territoire tout en étant le plus optimal pour la société. Le scénario 2°C reste intéressant pour l'environnement même s'il implique que le dérèglement climatique ne sera pas sans conséquences, notamment sur les écosystèmes.

Ces scénarios plus ambitieux que le réglementaire, ils impliqueraient des incidences environnementales notables, notamment dans la définition de nouvelles structures liées à la mobilité, à la production d'EnR ou encore dans la production de déchets en lien avec les besoins de rénovation.

Scénario retenu

Grâce à ces grands axes définis précédemment, et au cadre fixé par les scénarios exposés, le scénario est issu du travail de co-construction. Il fixe la stratégie et l'ambition politique du territoire pour atteindre ses objectifs.

Celui-ci a été présenté, étudié et revu par le comité de pilotage pour qu'il soit atteignable et qu'il concorde avec la politique et les moyens du territoire.

	Scénario retenu	Objectifs nationaux/régionaux
Consommation d'énergie finale entre 2015 et 2030	-28% <i>Soit 1 146 GWh</i>	SRCAE : -27% <i>Soit 1 168 GWh</i> Stratégie régionale : -20%
Émissions de GES entre 2015 et 2030	-40% <i>Soit 212 447 tCO2e</i>	SNBC : -37% soit 223 850 tCO2e
Production d'EnR	344 GWh Soit 30% de la consommation	Objectif PPE : 33% de la consommation <i>Soit 385 GWh</i>

Pour les consommations d'énergie, le SRCAE fixe des objectifs pour 2020 et 2050, des objectifs sectoriels ont été extrapolés pour 2030. La stratégie retenue par le territoire de Coulommiers Pays de Brie, doit permettre d'atteindre les objectifs de consommation d'énergie et d'émissions de GES, voir de les dépasser, démontrant une ambition intéressante du territoire. Comme partout en Île-de-France, le territoire accuse un certain retard sur la production d'énergie renouvelable, ce qui implique qu'il n'atteindra pas tout à fait les objectifs, malgré une ambition importante sur le déploiement des EnR.

Le scénario retenu s'éloigne logiquement de la trajectoire de celui du « potentiel Max ». L'ambition portée par le « potentiel max » ne serait pas envisageable pour l'horizon 2030 au vu du coût et des moyens techniques que le territoire et l'ensemble des acteurs devraient mettre en place.

La stratégie implique aussi une vision stratégique sur la séquestration carbone. Une attention particulière est donnée sur la capacité des écosystèmes naturels à s'adapter au climat et sur la lutte contre les espèces invasives. Ainsi, la stratégie devra permettre de séquestrer 36% des émissions de GES en 2030 contre 19% aujourd'hui. Il sera nécessaire de maintenir cet effort pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050, soit 100% des émissions qui doivent être séquestrées. On notera une volonté pertinente de suivre une vision de zéro artificialisation nette en réflexion sur le territoire.

L'étude des incidences environnementales de la stratégie retenue est présentée dans le chapitre suivant, au sein duquel les incidences sont étudiées par thématiques.

Le Plan Air Renforcé

Afin de répondre aux enjeux en ce qui concerne la qualité de l'air et être en accord avec les objectifs, le territoire s'est doté au sein de son PCAET, d'un « Plan Air Renforcé ». Le plan doit fixer des objectifs quantitatifs biennaux de réduction des émissions, au moins aussi ambitieux que ceux du PREPA (Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques). Pour rappel, la France est en contentieux avec la Commission Européenne, concernant le NO2 et les PM10, pour non-respect des valeurs-limites et insuffisance des actions mises en place.

Conclusion

Le scénario stratégique imaginé pour le territoire de la CACPB s'appuie sur 8 grands secteurs : un habitat éco-rénové, un territoire accessible et une mobilité plus propre, une économie locale durable, une agriculture et une alimentation durable, un développement des énergies renouvelables, des espaces et ressources naturelles préservés et valorisés, des collectivités exemplaires et une culture commune et une mobilisation de tous les acteurs. Ce dernier secteur est important, car la Communauté d'Agglomération n'a pas vocation à porter seule toutes les actions. L'élaboration du plan d'action permettra d'identifier des porteurs de projets au sein du territoire et de définir le rôle de la Communauté d'Agglomération: maître d'ouvrage, financeur, coordinateur...

Vue d'ensemble

Les consommations d'énergie

Scénarios	Situation en 2015	Tendanciel		Réglementaire		Potentiels max	Retenu	
		2030	2050	2030	2050		2030	2050
<i>Résidentiel</i>	836 GWh	901 GWh	995 GWh	669 GWh	470 GWh	342 GWh	672 GWh	342 GWh
<i>Tertiaire</i>	161 GWh	181 GWh	213 GWh	114 GWh	79 GWh	97 GWh	128 GWh	97 GWh
<i>Transports</i>	482 GWh	519 GWh	574 GWh	289 GWh	242 GWh	65 GWh	255 GWh	65 GWh
<i>Industrie</i>	64 GWh	59 GWh	54 GWh	51 GWh	34 GWh	30 GWh	51 GWh	30 GWh
<i>Agriculture</i>	47 GWh	48 GWh	50 GWh	45 GWh	21 GWh	32 GWh	39 GWh	32 GWh
Total	1 590 GWh	1 710 GWh	1 886 GWh	1 168 GWh	846 GWh	566 GWh	1 146 GWh	566 GWh

Les émissions de GES

Scénarios	Situation en 2015	Tendanciel		Réglementaire		Potentiels max	Retenu	
		2030	2050	2030	2050		2030	2050
<i>Résidentiel</i>	104 700 tCO2e	112 833 tCO2e	124 669 tCO2e	62 820 tCO2e	7 329 tCO2e	1 400 tCO2e	68 431 tCO2e	1 400 tCO2e
<i>Tertiaire</i>	16 600 tCO2e	17 890 tCO2e	19 766 tCO2e	9 960 tCO2e	996 tCO2e	500 tCO2e	8 530 tCO2e	500 tCO2e
<i>Transports</i>	162 800 tCO2e	172 846 tCO2e	187 212 tCO2e	94 424 tCO2e	4 884 tCO2e	3 400 tCO2e	85 219 tCO2e	3 400 tCO2e
<i>Industrie</i>	15 000 tCO2e	11 079 tCO2e	7 396 tCO2e	10 800 tCO2e	5 250 tCO2e	2 850 tCO2e	10 610 tCO2e	2 850 tCO2e
<i>Agriculture</i>	56 600 tCO2e	53 297 tCO2e	49 192 tCO2e	45 846 tCO2e	31 696 tCO2e	23 690 tCO2e	39 657 tCO2e	23 690 tCO2e
Total	355 700 tCO2e	367 945 tCO2e	388 235 tCO2e	223 850 tCO2e	50 155 tCO2e	31 840 tCO2e	212 447 tCO2e	31 840 tCO2e

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE LA STRATEGIE

Objectifs & incidences environnementales

Au sein des huit thématiques identifiées, le COPIL a choisi les enjeux sur lesquels le territoire fera le plus d'efforts. Avec ces enjeux priorités et grâce à divers scénarios exposés précédemment, un scénario propre au territoire a été construit. Pour répondre aux objectifs fixés par ce scénario, plusieurs sous-objectifs chiffrés ont été définis pour chaque secteur. L'évaluation environnementale s'emploiera à analyser ces objectifs et leurs incidences sur l'environnement.

1. Bâti et Habitat

Le volet résidentiel est de loin le premier consommateur d'énergie (836 GWh) et le second poste des émissions de GES (104 700 tCO2e). Cette thématique est donc particulièrement importante pour le PCAET du territoire. Or, elle bénéficie d'un important potentiel de réduction par la rénovation et les économies d'énergie, ainsi que par le passage de chauffage au fioul vers des sources décarbonées.

Les objectifs prospectifs qui ont été retenus pour la stratégie sont les suivants :

- La communication auprès des particuliers permet d'accentuer la demande de rénovations et la pratique des écogestes ;
- Les aides à la rénovation disponibles sont massivement relayées auprès des particuliers ;
- Montée en puissance du Service Unique de la Rénovation Énergétique qui permet d'accompagner les particuliers dans leur projet de rénovation, avec **plusieurs conseillers techniques** et un accompagnement administratif sur les aides disponibles. Il permet d'accompagner financièrement les particuliers à effectuer un diagnostic énergétique de leur habitation, les particuliers sont mis en lien avec des artisans qualifiés et reconnus afin d'assurer une rénovation efficiente, dont les résultats sont mesurés et vérifiés par les porteurs de projets ;
- Le SURE **passé ainsi de 350 dossiers en 2020 à 800 dossiers par an d'ici 2025** ;
- Des aides supplémentaires visent les travaux en auto-construction, en particulier pour les ménages en situation de précarité énergétique ;
- Tout nouveau projet de construction, public comme privé, répond à un cahier des charges strict (application vérifiée de la RE 2020) ;
- La filière rénovation est massivement développée par la formation d'artisans afin d'effectuer des rénovations complètes et performantes, en utilisant des matériaux locaux ;

- **En cohérence avec la Charte du PNR, il n'y a plus d'artificialisation nette des terres agricoles ou naturelles** grâce à un habitat densifié, des habitats légers et une désimperméabilisation des milieux urbains ainsi qu'au travers de démarches prescriptives sur les plans locaux d'urbanisme.

C'est donc à travers ces objectifs que s'est traduit l'ambition du territoire.

Bâtiments et habitat (réduction à 2030)	Objectifs nationaux/régionaux	Scénario CACPB
Consommations d'énergie	- 20% (SRCAE)	-20%
Emissions de GES	- 40% (SNBC)	-35%

La stratégie retenue comprend :

- 6000 chauffages décarbonés (changement de chaudière ou passage au bio fioul ou au gaz vert) ;
- 14 000 foyers sobres en énergie ;
- 2 400 logements collectifs rénovés ;
- 9 000 logements individuels rénovés.

Concernant les consommations d'énergie, la stratégie retenue permet d'atteindre les objectifs du SRCAE (rappel : la stratégie régionale ne fait pas l'objet d'une différenciation des objectifs par secteurs, le SRCAE a donc été utilisé). Cela s'explique par le fort potentiel sur les rénovations et la sobriété énergétique dans le résidentiel. Cependant, malgré l'ambition déjà importante sur la rénovation, le retard accumulé par le territoire implique des difficultés pour atteindre les objectifs sectoriels de la SNBC. Et notamment car l'exercice de modélisation stratégique prend en compte l'évolution positive de la dynamique démographique inscrite dans le SCoT et qui c'est traduit au sein de cette thématique par **la construction de 1 200 nouveaux logements d'ici 2030**. Cette dynamique est importante pour le territoire mais limite sa capacité à atteindre les objectifs.

Incidences positives pour l'environnement :

La rénovation des logements et la lutte contre la précarité énergétique sont des leviers importants pour améliorer le confort de vie des habitants. Cela permettra aussi de limiter les diverses pressions sur les ressources, celles du territoire (bois de chauffage par exemple) ou celles délocalisées (pétroles, gaz...), et les enjeux environnementaux associés à ces pressions.

De plus, la stratégie vise, notamment en cohérence avec la Charte du PNR, qu'il n'y ait plus d'artificialisation nette des terres agricoles ou naturelles. Une perspective particulièrement pertinente pour la biodiversité et la trame verte et bleue.

Incidences négatives potentielles

Les grandes campagnes de rénovation des bâtiments et remplacement des systèmes de chauffage amenées par les objectifs que se fixe le territoire, auront des effets négatifs directs sur l'environnement, ce sera notamment l'augmentation des déchets qui sera le plus prédominant. D'autres sujets sont à suivre de près sur l'architecture ou encore la production de nuisances sonores et/ou de pollutions en période de chantier.

Les actions qui en découleront devront notamment prendre en compte :

- La limitation des nuisances causées au voisinage des travaux, en termes de nuisances sonores et de pollution de l'air.
- Le respect du patrimoine bâti existant (insertion paysagère, qualité des matériaux, sites classés et inscrits...).
- La prise en compte de la faune urbaine et les micro-milieus qui pourraient être altérés par la rénovation (chiroptères, hirondelles...)
- Anticiper et appréhender la forte production de déchets générée par cette hausse d'activité et travailler sur une gestion adéquate.

2. Agriculture et alimentation

Le territoire de la CACPB est particulièrement marqué par la présence de l'activité agricole. Les surfaces agricoles représentent 68% de la surface totale du territoire. Il s'agit aussi d'un secteur économique important, avec près de 2 000 exploitations, mais qui connaît, comme de nombreux territoires en France, un certain déclin généralisé (baisse des surfaces agricoles, baisse du nombre d'exploitations et d'actifs du secteur).

Par ailleurs, si le secteur agricole est en dernière position des consommations d'énergie, ils s'agit du troisième poste d'émission de GES. Cela s'explique par une grande majorité d'émissions de GES qui ne sont pas d'origine énergétique.

Sur cette thématique, les objectifs prospectifs qui ont été retenus pour la stratégie sont les suivants :

Pratiques agricoles

- La CACPB met en valeur les bonnes pratiques agricoles actuelles comme le couvert végétal permanent, le semi direct ou le labour quinquennal ;
- Les agriculteurs sont accompagnés par des conseillers techniques pour tendre vers une agriculture moins dépendante de la chimie et ainsi diminuer les émissions de gaz à effet de serre. **Les émissions de N2O baissent de 30% d'ici 2030 ;**
- Les agriculteurs sont aidés par la Chambre d'Agriculture pour mettre en place des énergies renouvelables et des mesures d'anticipation des sécheresses ;
- Des diagnostics à la parcelle sont proposés pour permettre aux agriculteurs de diminuer leur consommation d'énergie.

Consommation locale

- La restauration collective s'approvisionne localement et des projets de maraîchage se développent en ceinture de ville ;
- Un véritable plan de diversification de la production agricole et des assolements permet de répondre à une demande grandissante de consommation alimentaire locale (restaurateurs, habitants, commerces, etc.) ;
- La collectivité lance un Plan Alimentaire Territorial ambitieux, coordonné avec les collectivités voisines. **L'autonomie alimentaire du territoire en légumes est atteinte en 2040 ;**
- La majorité de la population favorise les produits locaux et de saison (en circuit de proximité), de nouveaux services voient le jour sur le territoire (légumeries, conserveries, épicerie locales, drive direct producteur...) facilitant le lien entre producteurs et consommateurs locaux ;
- Des synergies se développent entre les agriculteurs et les autres acteurs du territoire : revente d'énergie, séquestration carbone, alimentation locale, circuits courts et vente directe... afin de revaloriser le rôle de l'agriculture sur le territoire.

Nouvelles filières

- Une filière viticole se développe ;
- Le développement soutenu des haies et de l'agroforesterie, en dehors de certaines parcelles drainées, permet d'augmenter la séquestration carbone du territoire. La culture en conservation des sols se développe. **L'agriculture tend à capturer autant de carbone qu'elle n'en émet en 2050.** Une filière de gestion des haies pour alimenter des chaufferies biomasses sur le territoire se met en place avant 2030.

L'ambition du territoire est donc :

Agriculture (réduction à 2030)	Objectifs nationaux/régionaux	Scénario CACPB
Consommations d'énergie	- 5% (SRCAE)	-17%
Emissions de GES	- 19% (SNBC)	-30%

Objectifs retenus :

- 50% des exploitations réduisent leur consommation d'énergie ;
- 50% des grandes cultures diminuent l'utilisation d'intrants de synthèse ;
- 60% des surfaces de cultures sont en « pratiques bas-carbone » (capture d'azote et conservation des sols) ;
- 40% des surfaces en agroforesterie optimisent la gestion des prairies.

S'ajoute à cela, la participation forte de la thématique à développer la séquestration carbone, avec la volonté de passer 12 000 ha de SAU en agroforesterie (soit -9 800 tCO₂e). La stratégie retenue permet de dépasser très largement les exigences réglementaires de la SNBC et du SRCAE. Vu l'enjeu important, notamment sur les émissions de GES, que représente l'agriculture, le territoire se fixe des ambitions justes pour atteindre la volonté d'accompagner ce secteur qui pourra permettre d'atteindre à terme l'objectif de neutralité carbone.

Incidences positives pour l'environnement :

Les bénéfices pour l'environnement sont particulièrement importants, que ce soit pour la santé des habitants ou des travailleurs agricoles. De plus, la volonté marquée de prendre en considération le climat futur est une véritable plus pour le secteur qui peine à trouver des repreneurs.

Un bénéfice important pour le secteur est à souligner, car cette stratégie doit pouvoir permettre de valoriser les produits locaux, le travail et le savoir-faire des acteurs.

Les techniques d'agroforesterie, l'implantation de haies périphériques ou la diminution d'intrants chimiques peuvent notamment :

- Augmenter la biodiversité et renforcer la trame verte ;
- Restaurer la qualité et maintenir les sols pour lutter contre les risques naturels ;
- Restaurer la qualité générale des masses d'eau superficielles et souterraines, et donc également la qualité des eaux potables.

Incidences négatives potentielles :

Au regard de la stratégie, aucune incidence négative n'est émise. Des incidences négatives peuvent néanmoins ressortir dans l'étude détaillée du plan d'action.

3. Mobilité

La mobilité (avec le résidentiel) fait partie des enjeux majeurs pour le territoire de la CACPB. Notamment, par l'omniprésence de l'utilisation de la voiture quotidienne et des besoins en transports de marchandises. Ce qui place cette thématique en première position des émissions de GES et en seconde place des consommations d'énergie. Il s'agit aussi d'un sujet important pour la qualité de l'air du territoire.

S'ajoute à cela, de nombreux enjeux environnementaux, aussi bien sur la fragmentation des paysages et les obstacles à la trame verte et bleue, que sur la production de nuisances sonores ou plus généralement sur la santé.

La stratégie se fixe les ambitions suivantes :

Général

Dès les premières années du plan climat, une maison de la mobilité durable est créée dans les 3 pôles du territoire, elle centralise toutes les solutions mobilité et propose des services : réparation de vélo, cours d'écoconduite, location de vélos électriques longue durée, permis vélo pour les enfants...

- Les 10 gares transilien du territoire deviennent de véritables pôles multimodales, à l'image de la plateforme de Pézarches, où il est facile et sécurisé d'y laisser son vélo ou sa voiture ;
- Le transport à la demande se développe sur tout le territoire rural.

Vélo

- Le schéma cyclable est complètement mis en œuvre pour offrir un maillage global permettant de développer l'usage du vélo sur le territoire ;
- De nombreux services vélo voient le jour sur le territoire et favorisent son usage, en particulier autour des 3 pôles de Coulommiers, La Ferté-Sous-Jouarre et Crécy-La-Chapelle ;
- La densification des centres et la réhabilitation des commerces de proximité facilitent les déplacements courts à vélo ou à pied. Les centres-bourgs sont piétons, renforçant leur attractivité et l'accessibilité aux commerces de proximité, écoles, services, etc. ;
- Des voies cyclables en site propre relient toutes les communes dans la vallée. La majorité des actifs travaillant à moins de 10 km de leur domicile vont au travail à vélo. L'essentiel des petits trajets (moins de 5 km) est effectué à vélo. **La part modale du vélo est multipliée par 3 d'ici 2030.**

Covoiturage

- Le covoiturage est facilité par un réseau de mise en relation et par des aires de covoiturage sur l'ensemble du territoire ;
- Toutes les entreprises du territoire coopèrent pour faciliter le covoiturage de leurs employés et les forment à l'écoconduite ;
- Une véritable culture du covoiturage est adoptée sur le territoire. Le nombre de trajets en covoiturage est multiplié par 2 d'ici 2030

Autres pratiques

- Post pandémie, le télétravail reste d'usage dans les emplois tertiaires sous une forme raisonnable ;
- Des télécentres se développent sur le territoire dans la continuité de l'e-L@b ;
- Les entreprises sont incitées à mettre en place le forfait mobilité durable ;
- D'ici 10 ans, la majorité des citoyens de la CACPB écoconduisent ;
- **En 2030 plus de 50% des véhicules circulant sur le territoire sont à faibles émissions de CO2 et le nombre de trajets en voiture sur le territoire est divisé par deux.**

Fret

- Les transporteurs s'engagent dans le changement de moteurs de leurs poids lourds ;
- Les commerces et transporteurs coopèrent pour développer une offre de logistique de proximité et garder des centres apaisés et un accès rationalisé pour les poids lourds.

L'ambition du territoire est donc d'atteindre les objectifs suivants :

Mobilité (réduction à 2030)	Objectifs nationaux/régionaux	Scénario CACPB
Consommations d'énergie	- 40% (SRCAE)	-47%
Emissions de GES	- 42% (SNBC)	-48%

La stratégie retenue comprend :

- Baisse des besoins de déplacement de 20% ;
- +4 points de part modale pour les modes de déplacement actifs ;

- + 4 points de part modale pour les transports en commun ;
- 2 personnes/voiture en moyenne ;
- 50% du parc de véhicules actuels renouvelés vers des véhicules à faible émissions et moindre consommation ;
- 50% des conducteurs pratiquent l'écoconduite ;
- Baisse de 5% des besoins en transport de marchandises et véhicules utilitaires ;
- 50% du parc actuel renouvelés vers des véhicules à faibles émissions et moindre consommation.

Incidences positives pour l'environnement :

Le scénario retenu devrait améliorer la qualité de l'air. Il réduira également les nuisances sonores. Ce sont des bénéfices pour le bien-être des citoyens et de l'environnement.

Un territoire plus sobre en déplacement maîtrise ses besoins en infrastructures et donc réduit ses besoins en matières premières et ressources naturelles. Cela permet également une baisse des coûts d'entretien. La réduction des besoins de transport implique de réduire progressivement les besoins en surfaces imperméabilisées au profit des espaces naturels, tout en valorisant le cadre de vie par une ambiance des centres-bourgs plus agréable.

Un co-bénéfice important porte de nouveau sur la biodiversité avec un apport majeur sur la cohérence des écosystèmes, en limitant les effets de barrages des routes fréquentées et pouvant ainsi faire baisser les risques de collision avec la faune.

Incidences négatives potentielles :

Principalement portée sur le développement de nouvelles pratiques, la stratégie engage potentiellement un développement d'infrastructures de transports (pistes cyclables, parkings de covoiturage, aménagements pour l'intermodalité, etc.). Si ces nouveaux aménagements sont nécessaires, ils peuvent cependant avoir des effets néfastes directs sur l'environnement.

Ces aménagements devront notamment prendre en compte :

- La dimension paysagère pour limiter la banalisation des entrées de ville et leur caractère parfois trop « routier », la morphologie des vallées et coteaux ;
- La trame verte et bleue en limitant au maximum la fragmentation des habitats déjà amorcée.

4. Economie, tourisme et déchets

Ce volet reprend les thématiques du tertiaire incluant l'éclairage public et le volet industriel. Il traite aussi de manière plus transversale la question des déchets.

Les volets « tertiaire » et « industrie » sont respectivement au 3^{ème} et 4^{ème} rang des consommations d'énergie (161 et 64 GWh) et des émissions de GES (16 500 et 15 000 tCO₂e/an). En cumulant les consommations des deux thématiques, elles consomment 225 GWh/an et 31 500 tCO₂e/an. Mobiliser les acteurs économiques autour des questions de l'énergie et du climat et inclure cette dimension dans le PCAET est donc primordial. Par exemple, la surface du tertiaire représente 800 000 m².

Concernant les potentiels, comme pour ceux du résidentiel, ils s'inscrivent principalement dans l'utilisation de sources de chauffage décarbonées et dans la rénovation des bâtiments tertiaires à laquelle s'ajoute la rénovation de l'éclairage public. Pour l'industrie, la marge de manœuvre se situe dans la sobriété, l'efficacité énergétique et la décarbonation de l'énergie. On notera que l'industrie a déjà mené des efforts, ce qui en fait le seul secteur à atteindre une trajectoire négative pour les consommations d'énergie et les émissions de GES en ce qui concerne le scénario tendanciel. Il s'agit d'une perspective qui doit être maintenue et renforcée.

Les objectifs retenus pour le territoire sont les suivants :

- Une communication sur les dispositifs d'aide est réalisée pour inciter les entreprises à mettre en place des actions ;
- Des acteurs économiques exemplaires inspirent les autres acteurs et des aides sont mises en place pour les petits établissements. Les sujets énergie-climat deviennent un sujet régulier des clubs d'entrepreneurs et unions de commerçants, en s'appuyant sur les entreprises déjà engagées sur le sujet. En 2025 tous les acteurs économiques ont réalisé un diagnostic énergie-climat de leur organisation ;
- Les parcs d'activités qui se développent sont à la pointe de la transition écologique et produisent 100% de leur besoin énergétique ;
- D'ici 2040, les bâtiments tertiaires privés sont alimentés à **100% en électricité et chaleur renouvelables** et récupèrent l'eau de pluie. Tous les commerces ont été réhabilités pour une **consommation d'énergie divisée par deux** ;
- Les commerces et services de proximité sont redéveloppés dans les communes ;
- Un Plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) est mis en œuvre, avec l'obligation de tri et valorisation à la source ou de collecte sélective des biodéchets. Il permet par des actions de communication de rendre plus efficient l'existant ;

- Réparation et réemploi sont mis en place avec des ressourceries dans les 3 pôles du territoire ;
- Le tri sélectif est généralisé et une véritable culture du vrac se met en place chez les habitants et les commerces pour réduire les emballages, et permet avec la redevance incitative, la formation et la valorisation des déchets organiques de **diviser par deux la quantité d'ordures ménagères d'ici 10 ans** ;
- Une véritable démarche d'économie circulaire est menée sur le territoire, réduisant considérablement les déchets des professionnels (BTP) et particuliers. Des filières nouvelles valorisant ces ressources locales se créent ;
- Le tourisme, orienté vers le tourisme fluvial permet de mettre en valeur le terroir, les produits locaux (alimentation, artisanat...) et les paysages ;
- Les filières plantes textiles, agro matériaux et tourisme vert se développent abondamment sur le territoire ;
- La filière chanvre est consolidée et devient un emblème du territoire.

L'ambition du territoire est donc d'atteindre les objectifs suivants :

Tertiaire (réduction à 2030)	Objectifs nationaux/régionaux	Scénario CACPB
Consommations d'énergie	- 29% (SRCAE)	-20%
Emissions de GES	-40% (SNBC)	-49%

Industrie (réduction à 2030)	Objectifs nationaux/régionaux	Scénario CACPB
Consommations d'énergie	-21% (SRCAE)	-20%
Emissions de GES	-28% (SNBC)	-29%

Avec :

- 50% des bâtiments tertiaires fioul / gaz utilisant des modes de chauffages décarbonés ;
- 50% des bâtiments tertiaires sobres ;
- 50% des bâtiments tertiaires rénovés ;

- 10% des espaces tertiaires partagés et mutualisés ;
- 46% des points lumineux concernés par une rénovation et/ou extinction ;
- Développement de la sobriété et de l'efficacité énergétique du secteur industriel.

La stratégie retenue permet d'atteindre les objectifs en termes d'émissions de GES, voir de les dépasser pour le tertiaire. Cependant, pour les questions d'énergie, si l'industrie respecte les objectifs, le tertiaire en reste éloigné. La stratégie a été construite avant la prise en compte du « décret tertiaire ». Avec ce nouveau décret et les marges de manœuvres associées pour travailler sur le tertiaire, la stratégie pourrait être réhaussée. Aujourd'hui, c'est notamment le retard pris par le tertiaire sur la rénovation, où les consommations d'énergie n'ont fait qu'augmenter depuis 20 ans, qui explique que le territoire rencontre des difficultés à atteindre les objectifs.

Incidences positives pour l'environnement :

En diminuant les émissions de GES sur ces secteurs, la stratégie retenue va permettre d'améliorer toutes les conditions environnementales du territoire. De plus un travail sur l'éclairage public, si bien maîtrisé, va permettre de réduire la pollution lumineuse et ses effets sur la santé humaine et la biodiversité. La limitation des déchets sera aussi un très bon point pour le territoire et son environnement.

Incidences négatives potentielles :

Outre les incidences liées à la rénovation des bâtiments (voir volet 1), il est difficile de prévoir des incidences négatives sans des actions plus concrètes qui seront émises avec le plan d'action. Les incidences, si elles sont identifiables, seront étudiées dans la phase de plan d'action.

5. Production d'énergies renouvelables

Le territoire possède une production intéressante aujourd'hui, près de 84 GWh, mais qui ne représente que 5% de sa consommation. La majeure partie de cette énergie provient de la production de chaleur (méthanisation, géothermie) et plus marginalement de l'électricité produite par le solaire. Il est donc nécessaire de produire nettement plus d'énergie pour atteindre les objectifs de 33% de la consommation en 2030.

Les objectifs retenus pour le territoire sont les suivants :

- Le rôle de coordinateur assuré par la collectivité garantit un développement structuré et cohérent des énergies renouvelables, avec une prise en compte des enjeux de stockage et de développement de réseaux ;
- La collectivité suit les travaux réalisés à l'échelle départementale sur le développement du bioGNV et de la recharge de véhicules électriques ;

- Des **projets de géothermie, chaufferies bois et réseaux de chaleur communaux** voient le jour, avec une attention sur un approvisionnement le plus local possible et une gestion durable des forêts ;
- Une étude approfondie identifie les sites propices à de grandes installations de solaire PV et des premiers projets photovoltaïques se développent sur des friches industrielles. L'essentiel des grandes toitures et parking est couvert de panneaux photovoltaïques en 2030 ;
- Pour les particuliers, le solaire thermique devient la norme pour l'eau chaude sanitaire ;
- Une attention particulière est portée pour que les panneaux photovoltaïques soient produits en Europe ;
- L'injection de biogaz sur le réseau se poursuit avec de nouvelles unités développées à taille humaine et sans concurrence avec d'autres usages ;
- Les financements participatifs régulièrement proposés aux citoyens facilitent le développement des projets et leur acceptation ;
- Les artisans sont formés afin que les installations locales soient de qualité et que la main d'œuvre locale répond aux besoins des porteurs de projets. La dynamique du territoire permet l'installation de bureaux d'études et de développeurs locaux ;
- Des réflexions sont menées à court terme pour la création d'une filière de production d'hydrogène locale ;
- **La CACPB tend à produire 50% de sa consommation locale d'énergie en 2035.**

Nouvelles énergies pour 2030	Objectif PPE	Scénario retenu
Part de l'énergie consommée en 2030	33% de la consommation	344 GWH soit 30% de la consommation

La stratégie ne permet pas d'atteindre tout à fait les objectifs du PPE. Néanmoins, l'ambition du territoire est déjà élevée (multiplier par 4 la production actuelle d'énergie renouvelable). La question des EnR est donc traitée avec pragmatisme pour mettre en ordre de marche un déploiement massif des systèmes EnR sur le territoire.

Incidences positives pour l'environnement :

Le développement des énergies renouvelables est une solution stratégique pour réduire le dérèglement climatique et augmenter tous les bénéfices associés pour la santé, la biodiversité, la vulnérabilité du territoire. Il s'agit d'un point central du PCAET.

Incidences négatives potentielles :

Le déploiement des énergies renouvelables peut avoir des effets négatifs directs sur l'environnement. Il conviendra notamment de prendre en compte :

- L'intégration des dispositifs dans le paysage (méthaniseurs, panneaux solaires) ;
- La localisation de l'implantation et les milieux naturels impactés par ces aménagements, en termes de biodiversité et de fonctionnalité écologique (corridors et réservoirs) ;
- La limitation des nuisances dues aux installations ;
- L'adaptation des systèmes de chauffage en amont pour éviter que le développement du bois-énergie ne détériore la qualité de l'air : changer les anciennes cheminées ou poêles.

6. La préservation des espaces et ressources naturelles

Un volet dédié à la préservation et la protection de la forêt, de la biodiversité et de l'eau vient alimenter cette stratégie. Il s'agit d'une initiative particulièrement importante pour l'environnement du territoire. Même si celle-ci ne fait lien avec aucun objectif réglementaire dans le cadre d'un PCAET, prendre en compte ces enjeux dès la phase de stratégie est à saluer.

La stratégie engage le territoire pour les objectifs suivants :

- Les forêts et espaces naturels sont préservés sur le territoire de la CACPB en lien avec le projet de PNR de la Brie et des deux Morin ;
- Des arbres sont plantés, les essences choisies sont adaptées au climat futur et aux sécheresses. Les petits propriétaires mutualisent l'entretien des forêts ;
- Une gestion durable de la filière bois-énergie est structurée : les continuités écologiques et le foncier forestier sont en augmentation sur le territoire (un fonds est créé pour l'acquisition de parcelles forestières...). La filière bois est complètement structurée et localement valorisée (bois d'œuvre, bois construction, bois énergie), avec un développement de la gestion du bois de haies bocagères ;

- Le territoire met en place des expérimentations sur la résilience des forêts face au changement climatique, devenant pionnier à l'échelle régionale ;
- Le patrimoine naturel est préservé et valorisé sur l'ensemble du territoire. Il contribue à augmenter la séquestration carbone du territoire qui absorbe l'équivalent de 40% de ses émissions annuelles de CO2 d'ici 10 ans (aujourd'hui 20%) ;
- De nouveaux espaces naturels permettent de diminuer la vulnérabilité climatique du territoire et garantir une forêt résiliente face au changement climatique ;
- **La biodiversité est un enjeu majeur du territoire**, les continuités écologiques sont rétablies (trame verte et bleue, trame noire) et des réservoirs de biodiversité sont créés sur le territoire. Une attention particulière est mise sur la préservation de la biodiversité ordinaire et des inventaires sont réalisés ;
- La récupération d'eau sur le territoire est maîtrisée afin de ne pas impacter les stocks d'eau dans les nappes. Toutes les maisons neuves ou presque sont équipées des récupérateurs d'eau ;
- La gestion collective de l'eau permet d'assurer l'absence de conflit d'usage sur l'eau et une qualité de l'eau préservée. Un plan d'urgence sécheresse permet de diminuer les consommations d'eau pendant les périodes de canicules ;
- Les espaces naturels et zones humides préservées permettent de limiter les risques d'inondation ou de crues augmentés par l'artificialisation passée.

Incidences positives pour l'environnement :

Ce volet montre des co-bénéfices importants, notamment pour la biodiversité, mais aussi pour la santé des citoyens, en engageant une perspective majeure pour l'adaptation au changement climatique.

7. Exemplarité des collectivités

Véritable pilier de la réussite d'une stratégie et d'un plan d'action d'un PCAET, montrer l'exemple est une façon particulièrement pertinente de garantir le succès du schéma. Une nouvelle fois, intégrer une dimension complète sur le sujet dès la phase de stratégie est un véritable atout.

La vision stratégique :

- Un service Climat-énergie est créé et tous les services intègrent les enjeux énergie-climat dans leur métier (voirie, espaces verts, services techniques, culture, aménagement, urbanisme, développement économique...) ;

- Un pôle habitat est mis en place sur le territoire pour mettre en avant l'exemplarité des collectivités et apporter une assistance aux communes pour la rédaction des cahiers des charges. Il permet d'apporter des directives pour les PLU ;
- L'intégralité des véhicules de la CACPB et des villes sont à très faible émissions de gaz à effet de serre d'ici 2025 ;
- La collectivité est pionnière sur des solutions environnementales innovantes (biomatériaux notamment chanvre, architecture bioclimatique, bâtiments passifs...). Les agents et élus partagent une culture de la sobriété énergétique. Elle inspire des solutions locales auprès de tous les acteurs et habitants ;
- Tous les bâtiments publics sont économes en eau et récupèrent les eaux de pluie ;
- Des installations d'électricité ou de chaleur renouvelables sont installées sur les bâtiments publics et couvrent plus de la moitié des besoins d'ici 2030 ;
- Les installations du territoire sont progressivement optimisées (distribution d'eau, gestion des eaux usées, traitement des déchets...) ;
- Toutes les communes pratiquent l'extinction nocturne totale ou partielle ;
- Tous les événements de la collectivité proposent des solutions de covoiturage pour y accéder et bannissent les emballages jetables ;
- Les revenus issus des énergies renouvelables sont mutualisés entre les collectivités et fléchés vers un fond pour soutenir des projets sur le territoire de la CACPB ;
- **La transition écologique est au cœur du fonctionnement et du budget de la CACPB et des villes.** Tous les budgets des collectivités sont passés au crible de leur impact climatique et l'ensemble des marchés publics contient des critères environnementaux.

Incidences positives pour l'environnement :

En plus des incidences positives sur les sujets déjà mis en avant directement dans les thématiques dédiées, on notera des bénéfices importants sur la question de l'éclairage public et la réduction de la pollution lumineuse que cela implique et qui sera bénéfique pour la biodiversité nocturne et la santé humaine. D'autres sujets plus annexes se montrent pertinents comme la mutualisation, les déchets et de manière générale, la volonté de définir des critères environnementaux dans les marchés publics.

Incidences négatives potentielles :

Les principales incidences négatives ont déjà été mentionnées (se référer aux volets bâtiments, mobilité...).

8. Culture commune et mobilisation de tous les acteurs

La culture commune et la mobilisation des acteurs sont des volets majeurs pour garantir la réussite du PCAET et mobiliser l'ensemble des acteurs qui prennent part aux enjeux et aux solutions définies.

La vision stratégique souhaite :

- Plusieurs agents de la collectivité sont en charge de l'animation territoriale envers tous les publics ;
- Des groupements d'acteurs volontaires et associations portent des actions du Plan Climat ;
- La mise en œuvre du Plan Climat s'appuie sur une connaissance et un partage des enjeux auprès de l'ensemble des acteurs du territoire, qui sont formés et deviennent relais des actions. L'ensemble des mairies est formé à rediriger vers les dispositifs mis en place sur le territoire sur chacune des thématiques du Plan Climat ;
- La mise en œuvre des actions fait l'objet d'une large communication sur la durée et par divers médias dans les établissements scolaires, entreprises, auprès des habitants... Des temps de mobilisation y sont consacrés. Les acteurs du territoire sont informés, sensibilisés aux bonnes pratiques (énergie, déchets, eau) et incités à agir et à contribuer aux objectifs du plan Climat ;
- Toute la communication publique comprend un volet climat afin d'assurer une prise en compte transversale du plan climat ;
- Un comité de suivi regroupant les acteurs porteurs est créé, ainsi que plusieurs sous-comités thématiques qui se réunissent régulièrement pour assurer un suivi au plus près de l'action ;
- Les acteurs du territoire volontaires (élus, habitants, entreprises, associations, agriculteurs) participent à la gouvernance du Plan Climat via des réunions régulières et une remontée d'information : un comité de suivi participatif. Ces ambassadeurs du Plan Climat permettent une déclinaison locale du Plan Climat dans toutes les communes et organisations publiques et privées ;
- **En 2026, le maximum d'habitants et d'acteurs sont formés aux enjeux du Plan Climat.**

Incidences pour l'environnement

En terme d'enjeux environnementaux, aucune incidence positive ou négative n'est à signaler. Néanmoins, cette volonté reste particulièrement importante pour la réussite du projet de PCAET

Les objectifs du Plan Air

Pour le territoire, le Plan Air établi en phase de stratégie fait état d'un bon avancement de la réduction des polluants atmosphériques pour la plupart des polluants étudiés. Les objectifs de réduction pour 2020 sont déjà atteints pour le dioxyde de soufre, les Composés Organiques Volatils Non Méthaniques et les particules fines (PM_{2,5}).

Néanmoins, ce plan montre un léger retard concernant l'ammoniac et les dioxydes d'azote. En 2020, les émissions d'ammoniac ont baissé de 3% par rapport à 2005. L'objectif national visé pour 2025 est une baisse de 8%. En 2020, les émissions d'ammoniac ont baissé de 40% par rapport à 2005. L'objectif national visé pour 2025 est une baisse de 60%.

C'est donc en particulier sur les sources d'émissions de NO_x et d'ammoniac que le Plan Air Renforcé devra agir.

Synthèse des polluants atmosphériques

	SO ₂	NO _x	COVNM	O ₃	NH ₃	PM ₁₀	PM _{2,5}
Concentration							
Émissions							

	Concentration : pas de dépassement des seuils Émissions : diminution en accord avec les objectifs du PREPA
	Concentration : proche d'un seuil ou dépassement local Émissions : non respect des objectifs du PREPA en 2025 ou 2030
	Concentration : dépassement d'un seuil à grande échelle Émissions : non respect des objectifs du PREPA dès 2020

Pas de problème de concentration mais des émissions à contrôler pour deux éléments. En dehors de certains axes routiers qui restent à surveiller, les concentrations en polluants atmosphériques sont très faibles. L'enjeu principal est donc la réduction des émissions afin de rattraper dès que possible la trajectoire de réduction PREPA pour les NO_x comme pour l'ammoniac.

Les objectifs non-atteints dans le scénario tendanciel

Concernant les NO_x, le territoire vise donc l'atteinte de la trajectoire réglementaire au plus tard en 2025, en prévoyant de mener un important travail sur la baisse de la mobilité.

Pour les émissions d'ammoniac, qui sont principalement liés aux questions de l'agriculture, la stratégie du territoire devra permettre d'atteindre les objectifs en 2025.

La stratégie du territoire, va permettre d'atteindre les objectifs d'ici 2025, mais s'ajoute à cela la baisse de réduction de l'ensemble des autres polluants pour aller au-delà des exigences réglementaires. Dans ce sens, la stratégie se montre particulièrement intéressante.

Incidences positives : une meilleure qualité de l'air permet directement d'améliorer les conditions sanitaires des citoyens, en limitant aussi bien les effets immédiats (irritations oculaires ou des voies respiratoires, des crises d'asthme, une exacerbation de troubles cardio-vasculaires et respiratoires) et les effets de long terme (surmortalité et baisse de l'espérance de vie). Réduire la pollution atmosphérique aura aussi des incidences positives pour :

- Le bâti : la pollution de l'air a de nombreux effets sur les matériaux
- L'agriculture : notamment au niveau de la production et qualité des produits
- Les écosystèmes : de fortes concentrations de certains polluants peuvent conduire à des nécroses visibles sur les plantes et entraîner une réduction de leur croissance. Elle peut également contribuer aux phénomènes de pluies acides qui, en liaison avec d'autres facteurs (sécheresse, parasites...) entraînent le dépérissement des forêts et la dégradation des sols.

Incidences négatives : Concernant les incidences négatives, l'amélioration de la qualité de l'air ne peut avoir que des bénéfices environnementaux. Les actions pour permettre de réduire les émissions concernent donc en priorité les volets Mobilité et Résidentiel. Dans ce sens, il sera nécessaire d'être vigilant aux incidences identifiées dans les volets correspondants.

Synthèse de la stratégie

La stratégie définie dans le cadre du PCAET de la communauté d'agglomération de Coulommiers Pays-de-Brie devra permettre d'établir une trajectoire claire et ambitieuse pour les consommations d'énergie, les émissions des gaz à effet de serre ainsi que pour la production d'énergies renouvelables, ainsi que de manière transversale dans la structuration de la baisse des émissions de polluants. Cette trajectoire devra permettre de répondre aux exigences nationales et régionales à l'échéance 2030.

Le territoire a placé une ambition forte sur l'ensemble de ces thématiques afin d'être à la hauteur des enjeux énergétiques, climatiques et de qualité de l'air.

On retiendra que la stratégie de la CACPB comporte des volets dans lesquels il est particulièrement complexe d'atteindre les objectifs d'ici 2030, notamment car le territoire a accumulé un certain retard (sur le résidentiel et le tertiaire). Il sera nécessaire de continuer à chercher des potentiels et des leviers d'actions pour s'orienter sur une trajectoire en accord avec les exigences nationales et régionales.

La stratégie va amener un grand nombre d'incidences positives pour l'environnement en améliorant la qualité de l'air, limitant les pressions sur les ressources ou encore limitant les effets du changement climatique sur ce territoire sensible. Un important co-bénéfice est à attendre sur les milieux naturels et la biodiversité.

Mais ce sera aussi une source certaine d'incidences négatives. Des incidences qui ont été orientées au cours de la phase de stratégie afin de les éviter et de les réduire au maximum. L'objectif de ce premier regard de l'évaluation environnementale stratégique a été de conduire une stratégie qui soit la plus intéressante pour l'environnement, limitant les incidences particulièrement prévisibles, d'effectuer un premier signalement sur les incidences importantes qui ne peuvent être limitées et de développer au maximum les co-bénéfices.

La traduction de cette stratégie en plan d'action devra permettre de concrétiser par des actions précises cette ambition. Le travail de l'EES viendra s'appuyer lui aussi de manière plus concrète sur la proposition de mesures d'évitement, de réduction et de compensation pour garantir la prise en compte de l'environnement dans le PCAET de l'agglomération de Coulommiers Pays-de-Brie.

Respect des documents cadres

La construction de la stratégie a interrogé l'ensemble des documents à portée réglementaire nationale et régionale tout au long de sa construction.

Elle s'est appuyée sur le SRCAE Île-de-France en ce qui concerne la maîtrise des consommations d'énergie ainsi que la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LETCV) et la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) qui en découle pour les émissions de GES. Le plan d'action pour mettre cette stratégie en place décline, dans tous les secteurs d'activités, chacune des ambitions poursuivies : réduction des émissions de GES, développement des énergies renouvelables et maîtrise de la consommation énergétique.

Par ailleurs, aucune des mesures envisagées par la stratégie n'entre en conflit avec celle des documents cadres, et n'empêche pas d'autres acteurs de compléter leurs efforts. En ce sens, **le PCAET est donc compatible avec ces documents (SRCAE, LETCV, PPA).**

Le PCAET a suivi les objectifs du SRCAE pour l'énergie et de la SNBC pour les émissions de GES. Si certains objectifs ne peuvent être atteints malgré l'ambition forte, au global, la stratégie permet d'atteindre les objectifs généraux, tout en se voulant réaliste. Ainsi le PCAET de la CACPB **prend en compte le SRCAE et la SNBC.**

Le PCAET est compatible avec le PPA et le PREPA et il prend en compte le PREPA.

Le PCAET s'est appuyé directement sur le SCoT et ses objectifs, notamment dans la dynamique démographique mais aussi dans une consommation d'espace maîtrisée par un urbanisme et un aménagement durable ; les déplacements et transports au cœur des projets ; l'agriculture, une base économique structurante du territoire ; une économie verte et énergies, l'environnement et ressources et en ne rentrant pas en contradiction avec les autres sujets. Le PCAET de la CACPB **prend en compte le SCOT.**

Les PLU communaux abordent les thèmes de l'évaluation environnementale, de l'efficacité énergétique des bâtiments, de l'éclairage public, des constructions bioclimatiques et « écoresponsables », de la production d'énergies renouvelables, de la diversification économique des exploitations agricoles, de la sobriété énergétique, de la réduction des besoins de déplacement. Tous ces sujets sont couverts par le plan d'action du PCAET, qui **prend donc en compte les orientations des PLU.**

Documents cadres et rapport normatifs	Objectifs du document cadre	Articulation du PCAET avec les documents cadres
<p>SRCAE Île-de-France, SNBC</p> <p>« Compatibilité avec les orientations » « Prendre en compte les objectifs »</p> <p>Pour les émissions de GES, le PCAET s'engage à atteindre les objectifs de la SNBC, des chiffres plus cohérents, qui sont plus ambitieux et surtout plus récents en lien avec le contexte évolutif sociétal autour des questions du changement climatique.</p>	<p>Objectifs chiffrés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -37% des consommations d'énergie en 2030 et -65% en 2050 (SRCAE) -35% des émissions de GES en 2030 et -85% en 2050 (SNBC) 	<p>Le PCAET implique de réduire :</p> <ul style="list-style-type: none"> -28% des consommations d'énergie en 2030 et -64% en 2050. -40% des émissions de GES en 2030 et -91% en 2050. <p>Le PCAET prend en compte les objectifs.</p> <p>Les orientations du PCAET ne permettent pas d'atteindre les exigences réglementaires chiffrées du SRCAE à cause du retard sur la rénovation dans le tertiaire. Le PCAET permet d'atteindre les objectifs de la SNBC.</p> <p>Le choix de maintenir cette ambition a été menée par une volonté pragmatique du territoire de mettre en œuvre un PCAET cohérent avec ses capacités et réaliste en tenant compte du retard accumulé.</p>
	<p>Orientations :</p> <ul style="list-style-type: none"> Maîtriser les consommations par la sobriété et par l'efficacité énergétique afin de permettre la réduction significative des consommations d'énergie Forte réduction des émissions de polluants atmosphériques locaux Le développement important et très rapide des énergies renouvelables et de récupération L'adaptation du territoire aux conséquences du changement climatique 	<p>Le PCAET permet d'orienter le territoire vers la maîtrise des consommations par la sobriété et l'efficacité énergétique. Il permet de réduire les polluants locaux, notamment par le Plan Air défini en annexe du PCAET, il implique un développement des EnR à la hauteur des moyens de la CACPB. Il permet également de réduire les émissions de GES à la hauteur des moyens de la CACPB.</p> <p>L'adaptation au changement climatique a fait partie intégrante de la construction de la stratégie et est déclinée en actions concrètes dans le plan d'action.</p> <p>Le PCAET est compatible avec le SRCAE et la SNBC.</p>

Documents cadres et rapport normatifs	Objectifs du document cadre	Articulation du PCAET avec les documents cadres																								
PPA : Plan de Protection de l’Atmosphère d’Île-de-France « Compatibilité »	Défi 1 : Optimisons les circulations Défi 2 : Concrétisons la transition écologique des véhicules Défi 3 : Covoiturons ! Défi 4 : Renforçons l’attractivité des transports en commun Défi 5 : Optimisons la logistique en faveur de la qualité de l’air Défi 6 : Protégeons les riverains en limitant l’exposition aux polluants Défi 7 : Avec le vélo, changeons de braquet Défi 8 : Marchons, respirons ! Défi 9 : Pour un air sain, chauffons malin Défi 10 : Privilégions les chantiers propres Défi 11 : Rationalisons nos déplacements professionnels	La CACPB s’est doté, en plus de la stratégie et du plan d’action du PCAET, d’un Plan Air renforcé. Le plan fixe des objectifs quantitatifs biennaux de réduction des émissions, au moins aussi ambitieux que ceux du PREPA (Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques). Le Plan Air a permis de définir des actions en plus du programme d’action pour atteindre les objectifs du PREPA et d’être compatible avec le PPA de l’Île-de-France. Ainsi le territoire de la CACPB défini les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none">• NOx : -60% en 2025 (objectif PREPA : -60%)• PM10 : -30% en 2025 (pas d’objectif PREPA)• PM2.5 : -47% en 2025 (objectif PREPA : -42%)• COVNM : -63% en 2025 (objectif PREPA : -47%)• SO2 : -74% en 2025 (objectif PREPA : -66%)• NH3 : -8% en 2025 (objectif PREPA : -8) Le PCAET par son Plan Air intégré prend en compte le PREPA.																								
Plan national de Réduction des Emissions de Polluants Atmosphériques (PREPA) « comptabilité et prise en compte »	<div>Objectifs du PREPA par rapport à 2005</div> <table><tr><th></th><th>2020</th><th>2025</th><th>2030</th></tr><tr><td>Dioxyde de soufre (SO₂)</td><td>-55 %</td><td>-66 %</td><td>-77 %</td></tr><tr><td>Oxyde d’azote (NO_x)</td><td>-50%</td><td>-60%</td><td>-69 %</td></tr><tr><td>Particules fines (PM_{2,5})</td><td>-27%</td><td>-42%</td><td>-57 %</td></tr><tr><td>Composés organiques volatiles (COVnM)</td><td>-43%</td><td>-47%</td><td>-52 %</td></tr><tr><td>Ammoniac (NH₃)</td><td>-4%</td><td>-8%</td><td>-13 %</td></tr></table>		2020	2025	2030	Dioxyde de soufre (SO ₂)	-55 %	-66 %	-77 %	Oxyde d’azote (NO _x)	-50%	-60%	-69 %	Particules fines (PM _{2,5})	-27%	-42%	-57 %	Composés organiques volatiles (COVnM)	-43%	-47%	-52 %	Ammoniac (NH ₃)	-4%	-8%	-13 %	Le Plan d’action du PCAET a été renforcé pour réduire les émissions de polluants atmosphériques sur : <ul style="list-style-type: none">• L’agriculture (actions 5.2, 5.3)• La rénovation énergétique des bâtiments (action 1.1)• L’alternative à la voiture solo et l’emploi de véhicules moins polluants (actions 8.1, 8.2, 8.3, 9.1, 9.2, 9.3, 9.4, 10.1, 10.2, 10.3, 10.4, 11.1, 11.2, 11.3, 12.1, 12.2, 12.3 et 12.4)• La performance de l’utilisation du bois-énergie (action 18.2) Le PCAET est compatible avec le PPA et la PREPA.
	2020	2025	2030																							
Dioxyde de soufre (SO ₂)	-55 %	-66 %	-77 %																							
Oxyde d’azote (NO _x)	-50%	-60%	-69 %																							
Particules fines (PM _{2,5})	-27%	-42%	-57 %																							
Composés organiques volatiles (COVnM)	-43%	-47%	-52 %																							
Ammoniac (NH ₃)	-4%	-8%	-13 %																							

Documents cadres et rapport normatifs	Objectifs du document cadre	Articulation du PCAET avec les documents cadres
Article L. 100-4 du code de l'énergie	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réduction de 40% des émissions de GES entre 1990 et 2030 et atteinte de la neutralité carbone en 2050 2. Réduction de la consommation énergétique finale de 50 % en 2050 par rapport à la référence 2012 et de 20% en 2030 3. Réduction de la consommation énergétique primaire des énergies fossiles de 40 % en 2030 par rapport à l'année de référence 2012 4. Porter la part des énergies renouvelables à 33 % au moins de cette consommation en 2030 5. Encourager la production d'énergie hydraulique, notamment la petite hydroélectricité en veillant à maintenir la souveraineté énergétique, à garantir la sûreté des installations hydrauliques et à favoriser le stockage de l'électricité 6. Encourager la production d'électricité issue d'installations agrivoltaïques, en conciliant cette production avec l'activité agricole, en gardant la priorité donnée à la production alimentaire et en s'assurant de l'absence d'effets négatifs sur le foncier et les prix agricoles 7. De disposer d'un parc immobilier dont l'ensemble des bâtiments sont rénovés en fonction des normes " bâtiment basse consommation " ou assimilées, à l'horizon 2050, en menant une politique de rénovation thermique des logements concernant majoritairement les ménages aux revenus modestes 8. De parvenir à l'autonomie énergétique et à un mix de production d'électricité composé à 100 % d'énergies renouvelables dans les collectivités à l'horizon 2030 9. De multiplier par cinq la quantité de chaleur et de froid renouvelables et de récupération livrée par les réseaux de chaleur et de froid à l'horizon 2030. 10. De développer l'hydrogène bas-carbone et renouvelable et ses usages industriel, énergétique et pour la mobilité, avec la perspective d'atteindre environ 20 à 40 % des consommations totales d'hydrogène et d'hydrogène industriel à l'horizon 2030 11. De favoriser le pilotage de la production électrique, avec pour objectif l'atteinte de capacités installées d'effacements d'au moins 6,5 gigawatts en 2028 	<p>Le PCAET implique de réduire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • -28% des consommations d'énergie en 2030 et -64% en 2050. • -40% des émissions de GES en 2030 et -91% en 2050. <p>Il permet d'atteindre les objectifs de réduction des consommations d'énergie mais ne permet pas d'atteindre la neutralité carbone en 2050.</p> <p>La CACPB tend à produire 50% de sa consommation locale d'énergie en 2035 et atteint les objectifs.</p> <p>Le PCAET ne comporte pas d'objectif spécifique à la production d'énergie hydraulique mais prévoit le développement structuré des EnR sur son territoire dont le photovoltaïque, la production d'hydrogène bas carbone, la géothermie...</p> <p>Enfin, il prévoit la rénovation massive des bâtiments et l'exemplarité des bâtiments publics.</p> <p>Les orientations du PCAET ne permettent pas d'atteindre toutes les exigences réglementaires à cause du retard accumulé. Le choix de maintenir cette ambition a été menée par une volonté pragmatique du territoire de mettre en œuvre un PCAET cohérent avec ses capacités et réaliste.</p>

Documents cadres et rapport normatifs	Objectifs du document cadre	Articulation du PCAET avec les documents cadres
<p>Programmation Pluri Annuelle de l'Energie 2024-2028</p>	<p>La Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) fixe de réduire de 40 % la consommation d'énergies fossiles d'ici 2030, de porter la part des énergies renouvelables à 33 % d'ici 2030.</p>	<p>Le PCAET implique de réduire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • -28% des consommations d'énergie en 2030 et -64% en 2050 par rapport à 2018. • -40% des émissions de GES en 2030 et -91% en 2050 par rapport à 2018. • Le territoire tend à produire 30% de sa consommation locale d'énergie en énergies renouvelables d'ici 2030. <p>Les orientations du PCAET ne permettent pas d'atteindre toutes les exigences réglementaires à cause du retard accumulé. Le choix de maintenir cette ambition a été menée par une volonté pragmatique du territoire de mettre en œuvre un PCAET cohérent avec ses capacités et réaliste.</p>

Documents cadres et rapport normatifs	Objectifs du document cadre	Articulation du PCAET avec les documents cadres
<p>SCoT</p> <p>« Prend en compte »</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Valoriser le patrimoine de tout territoire pour un espace de haute qualité • Organisation territoriale en lien avec les mobilités qui accompagne l’affirmation du pôle de Coulommiers • Développement en lien avec l’ambition du territoire en termes de développement résidentiel, économique et commercial • Maîtriser l’étalement urbain en préservant es terres agricoles et naturelles • Favoriser un développement équilibré du territoire • Préserver l’identité rurale du territoire • Satisfaire les besoins en termes de logement, de mixité sociale et d’activité économique dans le respect des principes de développement durable • Assurer une cohérence entre urbanisation et mobilité durable • Développer les Technologies de l’Information et de la Communication (TIC) • Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique et la transition énergétique du territoire en limitant les gaz à effet de serre • Promouvoir les énergies renouvelables 	<p>Le PCAET s’est appuyé directement sur le SCoT et ses objectifs, notamment dans la dynamique démographique mais aussi dans une consommation d’espace maîtrisée par un urbanisme et un aménagement durable ; les déplacements et transports au cœur des projets ; l’agriculture, une base économique structurante du territoire; une économie verte et énergies, l’environnement et ressources et en ne rentrant pas en contradiction avec les autres sujets.</p> <p>Le PCAET de la CACPB prend en compte le SCOT.</p>

ÉTUDE DES INCIDENCES DU PLAN D'ACTION

CADRAGE ET MÉTHODOLOGIE

PAGE 160

L'AMBITION DU TERRITOIRE

PAGE 161

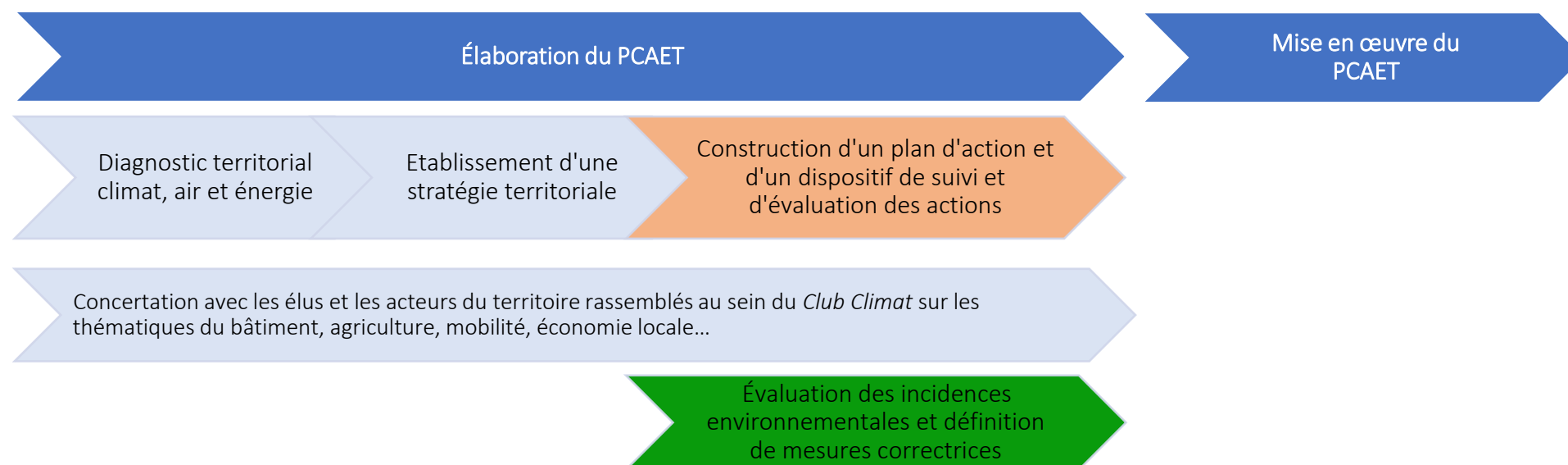
INCIDENCES DU PLAN D'ACTION SUR L'ENVIRONNEMENT

PAGE 164

SYNTHÈSE DES INCIDENCES

PAGE 203

Cadre et méthodologie



Méthodologie

Les incidences du plan décrivent les inflexions, positives ou négatives, que celui-ci est susceptible d'entraîner par rapport au scénario de référence. Elles sont traitées de façon qualitative et non hiérarchisée. En effet, l'intensité voire la nature positive ou négative de ces incidences dépend essentiellement des modalités d'application du plan d'action, qui ne sont encore définies à ce stade.

Sont notamment distinguées des incidences (positives ou négatives) avérées, lorsque les actions du PCAET auront un effet certain et substantiel sur le sujet traité, et des incidences potentielles, lorsque des choix de mise en œuvre (localisation, ampleur, réglementation...) joueront un rôle crucial dans l'existence ou non des externalités décrites.

Une fois que les incidences positives et négatives sont identifiées, le travail consiste à proposer un ensemble de mesures pour éviter réduire ou compenser les effets qui pourraient porter préjudice sur l'environnement. La construction est donc établie à travers le dispositif ERC appliqué à chaque actions qui pourront porter potentiellement atteintes à l'environnement. Cette étude des incidences traite de manière prospective l'objectif final qu'induit l'action.

À noter que les incidences négatives éventuelles sont indiquées indépendamment de l'encadrement réglementaire auquel les futurs projets seront eux-mêmes soumis. On pourra souligner en particulier que les grands aménagements (équipements de production d'énergie, zone de covoiturage...) devront faire la démonstration d'une prise en compte satisfaisante des enjeux environnementaux, indépendamment du PCAET

La construction du plan d'action

Le plan d'action s'est construit en adéquation entre les enjeux climat-air-énergie mais aussi des enjeux propres au territoire pour le déploiement du PCAET pour répondre à la stratégie retenue. Le programme d'action a été élaboré en trois phases :

1. Co-construction avec des ateliers de concertation
2. Une analyse technique croisée « Bureau d'études/CACPB » afin d'évaluer la pertinence, l'impact et la faisabilité technique et financière des actions issues de la concertation.
3. Construction de fiches-actions qui guideront la mise en œuvre du plan climat durant les 6 années de son application

L'ambition du territoire

Le plan d'action a été défini à partir de la stratégie territoriale du PCAET. Les enjeux identifiés lors de la phase de stratégie sont regroupés en différents axes selon les spécificités du territoire, puis priorisés en termes d'efforts que le territoire compte réaliser pour ceux-ci. Le plan d'action doit permettre de répondre à ces enjeux et d'atteindre les objectifs fixés.

La hiérarchisation tient aussi compte du potentiel de réduction des consommations et émissions de GES et polluants pour chaque action, et également de ce qui a déjà été mis en place sur le territoire.

Rappels de la stratégie du territoire

La vision de la CACPB se décline ainsi en 4 axes transverses :

- Des logements éco-rénovés et des usages sobres et une exemplarité dans les nouveaux bâtiments construits ;
- Une consommation locale et des circuits courts qui valorisent une production agricole qui améliore ses pratiques et valorise énergétiquement ses sous-produits ;
- Une économie locale durable, moteur de l'attractivité du territoire, qui repose sur des consommations et des productions de biens et services locales et responsables ;
- Des besoins de mobilité réduits et une mobilité propre, douce, partagée et adaptée aux besoins locaux.

Avec dans tous les axes :

- Mobilisation et sensibilisation des acteurs : Connaissance et communication ;
- Anticipation des conséquences du dérèglement climatique ;
- Prise en compte des enjeux de qualité de l'air.

Philosophie de la stratégie du territoire

Ainsi la vision de la Communauté d'Agglomération est la suivante :

- **Contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique :**

Baisse des émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030 par rapport à 2015 ;

Augmenter la séquestration carbone pour atteindre l'équivalent de 36% des émissions de GES en 2030. (actuellement 19%) ;

- **S'adapter aux conséquences du dérèglement climatique ;**
- **Réduire les consommations d'énergie :**

Baisse des consommations d'énergie de 28% d'ici 2030 ;

- **Améliorer la qualité de l'air ;**
- Produire des énergies renouvelables :

La production d'énergies renouvelables atteint 30% de la consommation d'énergie en 2030. (actuellement 5%).

Objectifs chiffrés

Cette stratégie s'inscrit également dans des **objectifs chiffrés** :

- **Une baisse des consommations d'énergie finale de 28% entre 2015 et 2030**
 - Et de 64% en 2050
- **Une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 40% entre 2015 et 2030**
 - Et de 91% en 2050
- **Produire 344 GWh d'énergie renouvelable en 2030**

Le plan d'action est constitué de 4 axes, 12 objectifs et 40 actions.

AXE 1 : Vers un territoire attentif à la maîtrise des énergies	Objectif 1 : Guider et accompagner vers la rénovation énergétique et la performance énergétique	Action 1 - Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement
		Action 2 - Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH
		Action 3 - Promouvoir la mise en œuvre du permis de louer
	Objectif 2 : Rendre plus durables les bâtiments de l'agglomération et les constructions	Action 4 - Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et communaux et un schéma directeur énergie
		Action 5 - Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux
		Action 6 - Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les nouvelles constructions et les mobiliser dans les projets intercommunaux
	Objectif 3 : Promouvoir le développement des énergies renouvelables	Action 7 - Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire
		Action 8 - Développer le solaire thermique et photovoltaïque
		Action 9 - Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation
AXE 2 : Vers un territoire soucieux d'optimiser les déplacements et de faciliter les mobilités durables	Objectif 1 : Fluidifier les déplacements et les circulations à l'échelle du territoire	Action 10 - Mettre en place un Plan Local de Mobilité
		Action 11 - Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions
		Action 12 - Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie
	Objectif 2 : Contribuer à limiter les déplacements	Action 13 - Développer des espaces de coworking
		Action 14 - Garantir le déploiement de la fibre optique
		Action 15 - Favoriser le télétravail pour les agents de l'agglomération et des communes
		Action 16 - Rapprocher les services des habitants
		Action 17 - Faciliter l'emploi local
	Objectif 3 : Encourager les mobilités douces et l'intermodalité	Action 18 - Assurer le suivi du schéma des liaisons douces
		Action 19 - Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux
		Action 20 - Promouvoir le Transport à la Demande
		Action 21 - Inciter à l'usage des modes de transport doux

AXE 3 : Vers un territoire mobilisé pour préserver ses ressources et potentialités naturelles	Objectif 1 : Contribuer à la préservation des espaces naturels et de la biodiversité	Action 22 - Soutenir la création du PNR
		Action 23 - Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation
		Action 24 - Contenir l'artificialisation des sols
		Action 25 - Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales
	Objectif 2 : Préserver et améliorer la ressource en eau et adapter le territoire aux risques climatiques	Action 26 - Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable
		Action 27 - Poursuivre l'amélioration du traitement des eaux usées
		Action 28 - Prévenir le risque d'inondations en facilitant la gestion des milieux aquatiques
	Objectif 3 : Valoriser les atouts naturels du territoire	Action 29 - Structurer l'offre touristique locale
		Action 30 - Développer le tourisme fluvial
		Action 31 - Promouvoir et soutenir les producteurs locaux
AXE 4 : Vers un territoire valorisant les comportements écocitoyens et un mode de vie durable	Objectif 1 : Développer la prévention et le recyclage des déchets	Action 32 - Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages
		Action 33 - Contribuer au réemploi et au tri des déchets
		Action 34 - Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets
	Objectif 2 : Promouvoir les initiatives écocitoyennes	Action 35 - Encourager les circuits courts de proximité
		Action 36 - Sensibiliser aux bonnes pratiques environnementales
		Action 37 - Initier aux gestes écocitoyens
		Action 38 - Valoriser les projets locaux
	Objectif 3 : Mobiliser les acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux	Action 39 - Accompagner les entreprises vers la transition écologique
		Action 40 - Suivre et évaluer le PCAET

Incidences du plan d'action sur l'environnement

L'analyse des incidences est établie sur le plan d'action imaginé pour répondre au mieux à la stratégie retenue de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie.

Méthodologie d'analyse des incidences par rapport au scénario de référence

L'ensemble des actions proposées sont étudiées pour évaluer les possibles effets négatifs et positifs qu'elles pourraient avoir sur les différentes thématiques environnementales du territoire. Ces objectifs sont comparés aux enjeux environnementaux exprimés au sein de l'état initial de l'environnement.

L'analyse est donc établie sur 10 volets majeurs retenus pour leurs enjeux et elle est comparée par rapport à un scénario de référence qui identifie les tendances générales de chaque thématique. Cette comparaison va permettre d'orienter et renforcer les mesures correctrices en fonction des enjeux pour le territoire.

Construction de mesures correctrices

Concernant les actions qui ont une incidence, potentielle ou avérée, des mesures correctrices sont émises pour limiter l'impact sur l'environnement du territoire. Ce travail s'appuie sur la séquence d'évitement, réduction, compensation (ERC). Selon le ministère de la Transition écologique et solidaire, « *la séquence éviter, réduire et compenser les impacts sur l'environnement dépasse la seule prise en compte de la biodiversité, pour englober l'ensemble des thématiques de l'environnement (air, bruit, eau, sol, santé des populations...).* Elle s'applique, de manière proportionnée aux enjeux, à tous types de plans, programmes et projets. La prise en compte de l'environnement doit être intégrée le plus tôt possible dans la conception d'un plan, programme ou d'un projet (que ce soit dans le choix du projet, de sa localisation, voire dans la réflexion sur son opportunité), afin qu'il soit le moins impactant possible pour l'environnement. Cette intégration de l'environnement, dès l'amont est essentielle pour prioriser : les étapes d'évitement des impacts tout d'abord, de réduction ensuite, et en dernier lieu, la compensation des impacts résiduels du projet, du plan ou du programme si les deux étapes précédentes n'ont pas permis de les supprimer ».

Dans ce sens, chaque action négative fait l'objet d'une proposition de mesures permettant d'éviter et réduire en priorité les impacts du PCAET sur l'environnement. L'ensemble des mesures pourront être suivies dans le temps grâce à un outil de suivi qui sera inclut au sein de l'évaluation environnementale stratégique et rattaché à celui du PCAET.

Au vu des caractéristiques temporelles du projet de PCAET, les mesures compensatoires sont mentionnées mais ne pourront faire l'objet d'une étude précise, notamment car à ce stade les projets sont rarement calibrés de manière précise et ne sont pas localisés. Ces mesures compensatoires devront être définies lors de l'étude d'impact de chaque projet.

Les thématiques étudiées :

Conditions physiques et ressources naturelles	Traite des conditions physique et les ressources et matières premières du territoire ainsi que celles d'autres territoire intitulées délocalisées
Paysages	Traite la question des paysages naturels et du patrimoine architectural bâti du territoire
Biodiversité et trame verte et bleue	Comprend les espèces, milieux favorables et habitats, ainsi que les zones protégées et la cohérence des écosystèmes
Consommation d'espace	Comprend l'occupation du sol et notamment la progression de l'urbanisation
Agriculture et sylviculture	Traite l'ensemble du secteur agricole et sylvicole sur le territoire
Ressource en eau	Traite de la ressource, de sa surface, de la qualité et la quantité des eaux de surfaces et souterraines
Risques naturels	Traite de la question des risques identifiés sur le territoire
Nuisances et pollutions	Traite de la question des nuisances et pollutions, comprenant l'émission de polluants dans l'atmosphère et ainsi de la qualité de l'air sur le territoire
Déchets	Traite de la gestion, de la production et du tri des déchets sur le territoire
Santé et citoyens	Traite de la question de la santé, de l'ambiance sociale et de la question des économies pour les habitants du territoire

Identification des incidences sur l'environnement et proposition de mesures correctrices

Pour chacune des thèmes abordés, l'analyse se présente sous la forme suivante :

- Un résumé de l'état initial de l'environnement permettant de poser le scénario de référence
- Les analyses positives et négatives de chacune des actions impactées : Pour des raisons de compréhension et de synthèse, l'analyse des incidences est faite uniquement sur les liens directs, comme :
 - « Rénover » implique des bénéfices pour lutter contre la précarité énergétique et entre dans le volet « santé et citoyens »
 - « Former les professionnels du bâtiment » implique des bénéfices potentiellement identiques mais ils sont cette fois plus indirects, dont les aboutissants ne sont pas spécifiés. Dans ce cas, l'action n'entre pas dans un volet spécifique
- Les mesures correctrices : impliquant les solutions envisagées pour éviter, réduire ou compenser l'action. Les mesures correctrices font l'objet d'un suivi

Concernant les actions qui ont une incidence, l'analyse exprime une certaine hiérarchisation :

- Les incidences positives : impliquent toutes les actions qui vont avoir un bénéfice sur l'environnement. Les incidences positives ne sont pas hiérarchisées
- Les incidences négatives : impliquent les actions qui auront un effet sur l'environnement :
 - Les incidences négatives avérées : actions avec un impact brut attendu
 - Les incidences négatives potentielles : lorsque des choix de mise en œuvre (localisation, ampleur, réglementation...) joueront un rôle crucial dans l'existence ou non des externalités décrites
 - Des points de vigilance : il s'agit de mises en garde dans le sens où l'action pourra avoir un effet positif dans certaines circonstances et négatifs dans d'autres. Il peut s'agir aussi d'incidences qui peuvent devenir avérées si l'action est développée à très grande échelle et de manière soudaine. Ces actions sont souvent indispensables à la réalisation d'un PCAET (ou suivent une trajectoire d'échelle supérieure).

Une fois que les incidences positives et négatives sont identifiées, le travail de l'EES consiste à proposer un ensemble de mesures pour éviter réduire ou compenser les effets qui pourraient porter préjudice sur l'environnement.

Pour certaines actions, des mesures de renforcement sont proposées pour répondre entre autres aux points de vigilance.



Scénario de référence : Les conditions physiques et ressources naturelles du territoire sont intimement liées aux questions du changement climatique en cours. Il s'agit notamment des paramètres météorologiques du territoire qui seront logiquement les plus affectés pouvant apporter des périodes de canicules importantes et de plus longues durées. Les régimes des précipitations peut aussi connaître des changements avec des périodes plus sèches mais aussi des épisodes pluvieux plus importants. Ce qui pourra jouer un rôle sur les débits des cours d'eau qui connaissent déjà une différence saisonnière marquée, comme pour la Marne qui voit son débit faiblir fortement l'été et remonter l'hiver et au printemps. Un phénomène qui pourrait augmenter le risque d'inondation, ou de périodes de sécheresse.

Concernant les ressources naturelles, que ce soit celles sur le territoire ou les ressources délocalisées, la pression anthropique est toujours plus importante entraînant une raréfaction de certaines et des pressions environnementales grandissantes pour les prélèvements ou encore leur transport.

	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A1	Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement	La rénovation des bâtiments va permettre de réduire l'utilisation de ressources particulières liées à l'énergie. L'action va permettre de limiter par exemple l'usage de ressources locales (bois) et délocalisées (fioul, gaz naturel...).		
A2	Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH			
A5	Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux			
		Remplacer les anciens types de chauffage pour des installations plus efficaces permettra de chauffer plus efficacement en diminuant la pression sur les ressources.		
A4	Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et communaux et un schéma directeur énergie	Les économies d'énergie vont permettre de limiter la consommation de ressources, notamment des ressources non renouvelables exportées (pétrole, gaz...) et des ressources locales (bois)		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A6	Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les nouvelles constructions et les mobiliser dans les projets intercommunaux	En favorisant des matériaux biosourcés locaux, l'action vise à contribuer à une utilisation et à un prélèvement raisonné et durable, des ressources sur le territoire.	Incidences potentielles : Il sera nécessaire d'être attentif sur la gestion de la ressource. Un besoin trop soudain et de grande quantité peut amener une forte pression sur les ressources disponibles (par exemple le chanvre et le lin sur le territoire). Porter une réflexion sur la disponibilité et la gestion pourra permettre d'assurer une action durable	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Porter une réflexion sur une gestion équilibrée de la ressource locale pour éviter une pression trop importante
A7	Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire			
A8	Développer le solaire thermique et photovoltaïque	L'utilisation d'énergies renouvelables permet de limiter l'exploitation et l'utilisation de ressources non renouvelables (charbon, pétrole, gaz etc...) et ainsi de limiter la dépendance à une ressource non maîtrisée et qui est vouée à disparaître.	Incidences potentielles : Les technologies de panneaux solaires nécessitent de nombreuses ressources non renouvelables comme le silicium par exemple. Certaines technologies peuvent être plus ou moins gourmandes en ressources, il est donc nécessaire d'identifier les systèmes les plus adaptées et les plus durables afin de créer un guide pour s'orienter vers les meilleurs systèmes actuels.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Accompagner la campagne de sensibilisation au déploiement du solaire, avec une communication appropriée sur la problématique des ressources Mettre en avant les systèmes les plus adaptés et moins consommateurs de ressources, répertoriés dans un guide à destination des particuliers, entreprises et collectivités. <p><i>Un guide commun sur les ressources, les déchets et l'intégration du solaire dans les paysages peut se montrer pertinent en parallèle de la communication initiée par ces actions.</i></p>



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A9	Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation	L'utilisation d'énergies renouvelables permet de limiter l'exploitation et l'utilisation de ressources non renouvelables (charbon, pétrole, gaz etc...) et ainsi de limiter la dépendance à une ressource non maîtrisée et qui est vouée à disparaître.		
A11	Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions		Incidences déportées : Les ressources nécessaires pour produire les véhicules électriques sont au centre d'enjeux économiques, géopolitiques et environnementaux. L'extraction des matériaux, notamment pour produire les batteries, ne sont pas sans conséquence pour l'environnement des pays producteurs. Favoriser la baisse de la mobilité doit être priorisée pour limiter le besoin d'une ressource complexe à extraire	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> • Prioriser des actions de transformation des habitudes et de réduction de la mobilité avant le passage systématique aux véhicules électriques
A17	Faciliter l'emploi local	Cette action va permettre de limiter les déplacements domicile-travail. Un territoire qui maîtrise ses besoins en déplacements nécessite à terme moins d'infrastructures et donc maîtrise ses besoins en matières premières pour de nouvelles routes particulièrement consommatrices (bitume, aménagement de sécurité, panneaux, parkings...).		
A21	Inciter à l'usage des modes de transport doux	Un territoire qui maîtrise ses besoins en déplacements nécessite à terme moins d'infrastructures et donc maîtrise ses besoins en matières premières pour de nouvelles routes particulièrement consommatrices (bitume, aménagement de sécurité, panneaux, parkings...).		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	Le développement de la ressource en bois et la préservation des sols agricoles sont particulièrement favorables aux ressources naturelles sur le territoire.		
A25	Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales	Des pratiques durables dans l'agriculture peuvent permettre de mieux maintenir les sols et ainsi de limiter le lessivage des couches superficielles.		
A31	Promouvoir et soutenir les producteurs locaux	Les circuits-court induisent une proximité alimentaire pouvant être favorable à la réduction d'utilisation de ressources pour des matériaux de transports et de stockage, comme les emballages plastiques.		
A35	Encourager les circuits courts de proximité			
A33	Contribuer au réemploi et au tri des déchets	En développant le réemploi, on limite les besoins en achats neufs et ainsi on réduit la production et l'utilisation de ressources naturelles.		
A34	Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets			



Le PCAET de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie se montre particulièrement positif pour la question des ressources naturelles. Le lien avec les conditions physiques du territoire est plus indirect, mais il engage une lutte contre les changements climatiques et l'adaptation pouvant limiter les effets sur ce volet.

En limitant l'utilisation de produits neufs, jetables ou de matériaux non renouvelables et en mettant en avant le local (produits locaux, travail local), ce plan d'action va permettre de réduire progressivement la consommation de ressources et notamment des ressources délocalisées, dont l'extraction peut être énergivore et polluante. Les actions sur la rénovation des bâtiments et le développement des énergies renouvelables vont également permettre de diminuer l'utilisation de ressources non renouvelables (charbon, pétrole, gaz etc...).

En revanche, certaines actions nécessitent l'acquisition de nouvelles technologies qui possèdent des ressources rares et épuisables, comme le développement des énergies renouvelables ou de véhicules moins polluants. Cela va mécaniquement augmenter les besoins en matières premières, qui sont souvent des ressources dont l'extraction est complexe. Pour limiter ces nuisances, il sera nécessaire dans un premier temps de s'orienter vers une sobriété des besoins tout en répondant aux objectifs de la stratégie et ensuite de guider les utilisateurs sur les produits les plus vertueux. Un véritable travail sur ce sujet permettra de réduire les pressions. Une sensibilisation adaptée permettra de renforcer les faiblesses de ce volet.



Scénario de référence : Le territoire de la CACPB se démarque par une diversité paysagère importante avec des unités qui forment une identité particulièrement positive. Dans ce sens, l'atlas des paysages distingue 12 unités où l'on retrouve des plateaux agricoles, des espaces forestiers entrecoupés par des clairières cultivées ou urbanisées. Les vallées façonnent ce paysage, comme la Marne qui a creusé de longs méandres qui enserrant des vestiges de terrains résistants dont témoigne la butte de Montceaux-lès-Meaux recouverte par la forêt. Le territoire est donc défini par un ensemble diversifié et harmonieux, notamment marqué par l'eau et son activité.

Cependant, le paysage de Marne et Gondoire est aussi caractérisé par la présence de l'urbanisation qui s'étend souvent au gré des espaces agricoles. Cette urbanisation modifie profondément les perceptions paysagères. Pas toujours bien intégré, ce phénomène va amener une perte certaine de la qualité du paysage du territoire, notamment aux niveaux des franges, offrant peu de lisibilité en entrées de villes et amenant une certaine monotonie par la perte de leur caractère naturel.

L'atlas des paysages fait ressortir des enjeux stratégiques pour améliorer les conditions paysagères du territoire, mais à priori cette pression urbaine devrait continuer de progresser atténuant la qualité paysagère du territoire. L'atlas mentionne bien le besoin de maîtriser l'artificialisation et de s'assurer d'une intégration paysagère performante, un scénario sur lequel il est important de s'appuyer.

	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A1	Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement	La rénovation par l'extérieur des bâtiments vieillissants peut permettre la revalorisation d'éléments architecturaux intéressants dans les centres villes et la revalorisation de certaines façades pour une meilleure harmonie du bâti.	Incidences potentielles : A contrario, la rénovation par l'extérieur de l'habitat peut entraîner la perte d'éléments architecturaux dommageable pour le paysage du territoire ou encore une banalisation de l'architecture urbaine. Il s'agira d'améliorer la connaissance des éléments architecturaux du territoire et de les protéger pour maintenir une architecture de qualité. Un travail de sensibilisation et de communication pourra permettre de limiter cette incidence.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> • Identifier les éléments architecturaux qui forment l'identité du territoire • Sensibiliser les porteurs des projets de la rénovation pour les bâtiments concernés Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser des actions de sensibilisation en parallèle du développement de l'action
A2	Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH			
A5	Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux			



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A7	Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire		Incidences potentielles : En fonction de leur localisation et du calibrage des systèmes de géothermie, les différentes infrastructures peuvent engendrer une possible dégradation des paysages. Il sera nécessaire de bien intégrer la notion de paysages dans les projets de développement de la géothermie.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Porter une réflexion sur l'intégration paysagère des systèmes de géothermie
A8	Développer le solaire thermique et photovoltaïque		Incidences potentielles : Les panneaux solaires inesthétiques et mal intégrés peuvent être à l'origine de la banalisation de l'ambiance paysagère au sein d'unités urbaines ainsi que de la perte de toitures architecturales remarquables. Il existe plusieurs techniques pour bien intégrer les systèmes, comme des couleurs sombres, raccords soignés, imbrication dans la toiture. Il s'agira de sensibiliser et d'orienter les acquéreurs sur ces techniques via un cahier des charges.	Cette problématique est déjà bien identifiée dans les fiches actions. Il est en effet proposé de travailler avec l'Architecte des Bâtiments de France à l'élaboration d'un cahier de recommandations architecturales et paysagères locales relatives à l'implantation de panneaux photovoltaïques.
A9	Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation		Incidences potentielles : En fonction de leur localisation, de la perception qu'elles peuvent apporter et du calibrage des systèmes de méthanisation, les différentes infrastructures peuvent engendrer une possible dégradation des paysages. Il sera nécessaire de bien intégrer la notion de paysages dans les projets de développement de la méthanisation.	Cette problématique est déjà bien identifiée dans les fiches actions. Il est en effet proposé de porter une réflexion sur l'intégration paysagère des systèmes de méthanisation



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A12	Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie		Incidences avérées : De nouvelles voies routières vont avoir une incidence sur les paysages en ajoutant des infrastructures linéaires et peu esthétiques sur le territoire.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Planter des arbres le long des routes
A17	Faciliter l'emploi local	Une des problématiques majeures dans la perception des paysages est l'implantation d'infrastructures linéaires, comme les axes routiers qui dénaturent les paysages et banalisent les perceptions. Une volonté sur la réduction des besoins en déplacements permettra de maîtriser à terme les besoins en infrastructures et de préserver les paysages du territoire.		
A18	Assurer le suivi du schéma des liaisons douces		Incidences potentielles : Particulièrement intéressante pour réduire la voiture, de nouvelles voies vélos peuvent tout de même avoir une incidence sur les paysages en ajoutant des infrastructures linéaires peu esthétiques pour le territoire. Il s'agira de favoriser au maximum des aménagements sur des zones déjà urbanisées (bandes cyclables, pistes sur trottoirs). Dans le cadre de nouvelles constructions, il faudra s'assurer de leur insertion paysagère.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Favoriser des zones déjà urbanisées S'assurer de l'insertion paysagère des infrastructures à intégrer dans la commande publique Faire appel aux génies écologiques pourra permettre aussi d'atténuer la perception de ces infrastructures
A19	Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux		Incidences potentielles : Les nouvelles infrastructures pour l'intermodalité, selon leurs emplacements, peuvent altérer les paysages du territoire, si elles sont construites en milieux naturels ou en entrées de villes qui sont déjà particulièrement sensibles	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Intégrer des éléments naturels autour des zones de covoiturage par le biais du génie écologique



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A21	Inciter à l'usage des modes de transport doux	Une des problématiques majeures dans la perception des paysages est l'implantation d'infrastructures linéaires, comme les axes routiers qui dénaturent les paysages et banalisent les perceptions. Une volonté sur la réduction des besoins en déplacements ou l'utilisation de modes de transport doux permettra de maîtriser à terme les besoins en infrastructures et de préserver les paysages du territoire.		
A22	Soutenir la création du PNR	La création du PNR permettrait, à l'échelle de l'agglomération, de valoriser le patrimoine naturel, culturel, architectural.		
A23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	La végétalisation des façades et des toitures peut se montrer comme un atout intéressant dans les paysages urbains, en développant de nouvelles structures naturelles dans les milieux aux aspects trop souvent minérales. La plantation d'arbres, les coupures vertes et l'implantation de nouveaux éléments naturels en général participe grandement à améliorer la qualité paysagère du territoire.		
A24	Contenir l'artificialisation des sols	Maîtriser l'urbanisme aura un impact sur la sauvegarde des paysages naturels, notamment les plus sensibles à l'urbanisation. Un engagement qui doit permettre de contrôler les sensibilités identifiées au sein des unités paysagères.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A25	Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales	De nouvelles pratiques pourraient être un plus dans les perceptions paysagères liées à une agriculture trop intense. Garder des espaces enherbés, limiter le labour systématique pourront être par exemple des apports intéressants pour les paysages agricoles.		
A37	Initier aux gestes écocitoyens	Cette action passe par la réduction des consommations en matière d'éclairage public. Rénover l'éclairage public implique une meilleure maîtrise des flux des éclairages. Ce qui pourra permettre de limiter l'immixtion de lumière en direction du ciel et ainsi limiter le halo lumineux, amenant des paysages nocturnes plus naturels.		

Le PCAET aura une incidence positive sur le paysage du territoire de de la CACPB si certains points de vigilance sont bien pris en compte. Une des problématiques majeures pour la Communauté d'Agglomération est l'étalement urbain, ainsi que les entrées de villes mal soignées ou les infrastructures linéaires. Le plan d'action souhaite d'une part limiter cet étalement mais aussi limiter les besoins de déplacements et donc à terme limiter les besoins en infrastructures. De plus, il porte un engagement fort sur le développement de la nature en ville et du développement de la végétalisation. Des actions qui pourront amener de meilleures ambiances en renforçant une certaine perception de nature au cœur de milieux urbains. Enfin, la rénovation des bâtiments pourra être l'occasion de remettre en valeur certains éléments architecturaux vieillissants. Enfin, il soutient la création du PNR Brie et Deux Morin qui permettrait d'avoir un impact positif sur la valorisation et a conservation du patrimoine naturel et architectural.

A contrario, la mise en place du PCAET nécessite la construction de nouvelles infrastructures pour la mobilité ou pour développer les EnR. Pour éviter de perdre une certaine qualité paysagère, il est important de travailler sur l'intégration de ces dispositifs. Cette problématique est déjà bien identifiée dans les fiches actions. Il est en effet proposé de travailler avec l'Architecte des Bâtiments de France à l'élaboration d'un cahier de recommandations architecturales et paysagères locales relatives à l'implantation de panneaux photovoltaïques et de travailler également sur cette question lors du développement de projets de méthanisation. La construction d'une nouvelle route pour décongestionner les centres-villes pourra également entraîner des incidences négatives sur le paysages, il sera important que des études d'impacts soient réalisées et proposent des mesures compensatoires. La rénovation des bâtiments peut aussi occasionner la destruction de certains éléments architecturaux. En améliorant la connaissance sur ces éléments, le territoire pourra anticiper et amener une approche globale sur l'architecture et l'ambiance du territoire.



Scénario de référence : La biodiversité est particulièrement sensible aux questions du changement climatique mais peut être à contrario un levier d'action important pour l'adaptation et la lutte contre ce phénomène. Le territoire de la CACPB possède un réseau intéressant d'habitats favorables à la biodiversité au sud et au nord de son périmètre. On observe effectivement une distribution hétérogène de la présence de corridors des différentes sous-trames avec un espace qui peut être qualifié de peu riche sur la partie centrale (manque d'interconnexion entre les différentes sous-trames et absence de réservoir de biodiversité). La partie nord-est est très diversifiée et concentre une grande partie des réservoirs de biodiversité que comporte le territoire.

Quant aux éléments fragmentant, la pression exercée sur les corridors de la sous-trame bleue est la plus dominante. Les éléments fragmentant en lien avec les processus d'urbanisation et la présence d'infrastructures de transport sont également à souligner. Un des enjeux majeurs est de porter une attention particulière sur les corridors de la trame bleue ainsi que sur les espaces de concentration de mares et de zones humides.

Enfin, plusieurs zones en faveur de la biodiversité, que ce soit des zones d'inventaire ou des zones réglementées, viennent enrichir le territoire. On note encore une fois une concentration importante de ces zones sur la partie nord et une zone d'inventaire au sud, le centre étant de nouveau oublié des statuts de protection.

La biodiversité, comme à l'échelle mondiale, subie une importante pression, notamment à cause de l'urbanisation. Avec un SRCE précis et complet, le territoire dispose d'atouts qu'il s'agira de renforcer.

	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A1	Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement		Incidences potentielles : Les bâtiments anciens (et parfois récents) sont susceptibles d'abriter des espèces faunistiques protégées dans les combles, notamment des colonies de chiroptères ou d'hirondelles. La rénovation de ces bâtiments peut amener une destruction de ces habitats particuliers.	Mesures d'évitement de et de réduction <ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour (ou produire) les inventaires des gîtes de chiroptères et de suivi faunistiques en général Sur les sites sensibles, se faire accompagner par un écologue avant le démarrage des travaux pour identifier la présence d'espèces protégées Mobiliser les associations locales Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place une communication sur la question des gîtes et la rénovation pourrait être un plus (se rapprocher de la LPO par exemple)
A2	Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH			
A5	Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux			



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A8	Développer le solaire thermique et photovoltaïque		<p><i>Solaire au sol</i></p> <p>Incidences avérées : Les panneaux solaires au sol et les champs de panneaux solaire sont des zones clôturées comparables à des zones urbanisées. La création de champs de panneaux solaires peut être à l'origine de la destruction de milieux en phase de chantier, et l'infranchissabilité due aux clôtures peut représenter un obstacle à la cohérence des écosystèmes. Il s'agira de privilégier des espaces avec une moindre sensibilité pour l'écologie.</p>	<p>Mesures d'évitement et de réduction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Privilégier des espaces avec un faible impact pour la biodiversité (friches industrielles par exemple comme indiqué dans la fiche action) • Une étude d'impact sera obligatoire <p><i>Des mesures de compensation sont à prévoir.</i></p>
A11	Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions	Les véhicules électriques se montrent moins bruyants limitant ainsi les nuisances sonores défavorables à la biodiversité.		
A12	Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie		<p>Incidences avérées : Cette action engage la création de nouvelles infrastructures pour la mobilité sur le territoire. Le milieu naturel étant déjà sensible à l'artificialisation des sols, notamment aux infrastructures linéaires, selon leur emplacement ces nouvelles infrastructures pourront être à l'origine d'une destruction d'habitats naturels, d'une amplification de la fragmentation de la trame verte et bleue, et d'une perte de fonctionnalité des cohérences écologiques.</p>	<p>Mesures d'évitement et de réduction :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réaliser une étude d'impact • Eviter la destruction d'écosystèmes rares <p><i>Dans le cadre de projets d'envergures des mesures compensatoires sont à prévoir.</i></p>
A17	Faciliter l'emploi local	Ces orientations auront pour conséquence de diminuer le nombre de véhicules sur les routes. Ce faisant, les routes seront moins perturbantes pour la faune entraînant une baisse des collisions au niveau des corridors.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A18	Assurer le suivi du schéma des liaisons douces		Incidences potentielles : Ces actions engagent la création de nouvelles infrastructures pour la mobilité sur le territoire (aires de covoiturages, pistes cyclables). Le milieu naturel étant déjà sensible à l'artificialisation des sols, selon leur emplacement ces nouvelles infrastructures pourront être à l'origine d'une destruction d'habitats naturels, d'une amplification de la fragmentation de la trame verte et bleue, et d'une perte de fonctionnalité des cohérences écologiques.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Favoriser des zones déjà urbanisées pour l'implantation des projets Réaliser une étude d'impact même lorsqu'elle ne serait pas obligatoire Réaliser des constructions qui soient les moins impactantes pour la biodiversité (techniques du génie écologique) Eviter la destruction d'écosystèmes rares Dans le cadre de projets d'envergures des mesures compensatoires sont à prévoir.
A19	Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux			
A21	Inciter à l'usage des modes de transport doux	Cette action permettra de diminuer le nombre de véhicules sur les routes. Ce faisant, les routes seront moins perturbantes pour la faune entraînant une baisse des collisions au niveau des corridors. La mortalité devrait baisser, ainsi que la pollution sonore, nuisible pour la quiétude des espèces. Cela diminue le caractère « infranchissable » des routes et donc aussi la fragmentation des habitats.		
A22	Soutenir la création du PNR	La création du PNR permettrait, à l'échelle de l'agglomération, de valoriser le patrimoine naturel, culturel, architectural.		
A24	Contenir l'artificialisation des sols	La fragmentation des écosystèmes par l'étalement urbain est la première cause de perte de la biodiversité en France et dans le monde. Porter une réflexion sur l'urbanisme et limiter l'artificialisation des sols permettra de réduire cet impact et de sauvegarder des habitats possiblement fragiles.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	<p>Le développement de la végétalisation sera particulièrement favorable pour la biodiversité urbaine, cela permettra de créer des milieux pour une faune intéressante et de maintenir la cohérence au sein de la trame urbaine.</p> <p>Développer la séquestration en plantant des forêts et protégeant les sols est particulièrement bénéfiques aux espèces mais aussi aux cohérences écosystémiques du territoire en renforçant notamment la sous trame forestière.</p> <p>Une haie est un élément particulièrement intéressant dans le déplacements de nombreuses espèces et va permettre de renfoncer la cohérence des écosystèmes en créant de nouveaux corridors.</p> <p>Les produits phytosanitaires sont particulièrement néfastes pour la biodiversité, il s'agit d'un des principaux facteurs de la disparition des espèces. Limiter l'utilisation de ces produits sera bénéfique pour l'ensemble de la biodiversité sur le territoire.</p>		
A25	Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales	Des pratiques durables dans l'agriculture vont permettre de limiter les impacts de l'agriculture sur la biodiversité (notamment la microfaune dans les sols) et développer des éléments favorables à la trame verte et bleue du territoire (haies, bandes jachères...).		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A28	Prévenir le risque d'inondations en facilitant la gestion des milieux aquatiques	Cette action va permettre une remise en état de milieux naturels, notamment via la restauration écologique de certaines rivières et de zones humides.		
A32	Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages	L'amélioration à l'accès des déchetteries et un agrandissement des déchetteries existantes va permettre de lutter contre les dépôts sauvages qui peuvent entraîner des pollutions des milieux naturelles ou encore des introductions d'espèces exotiques envahissantes.		
A37	Initier aux gestes écocitoyens	Cette action passe par la réduction des consommations en matière d'éclairage public. L'optimisation de l'éclairage public sera bénéfique pour réduire la pollution lumineuse et ses impacts sur la biodiversité et donc favorable aux conditions de l'environnement nocturne du territoire. L'extinction de l'éclairage public des communes permettra de renforcer fortement l'amélioration des conditions de cet environnement.	Incidences potentielles : Les nouvelles technologies d'éclairage peuvent se montrer plus impactantes pour certaines espèces, comme les LED à haute températures de couleurs. La pollution lumineuse participe à l'extinction de nombreuses espèces nocturnes, notamment des insectes et représente également un obstacle aux déplacements. La cohérence écosystémique nocturne est fortement imputée par la présence d'éclairage artificiel qui agit comme un obstacle supplémentaire à la trame verte et bleue.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Accompagner l'optimisation d'éclairage par une étude de pollution lumineuse (cela est déjà proposé dans la fiche action) Réaliser des extinctions dans les communes lorsque c'est possible Porter une réflexion sur une trame noire à l'échelle du territoire
A30	Développer le tourisme fluvial		Incidences potentielles : Les déchets flottant dans l'eau et la contamination liquide constituent un problème très grave pour les animaux sauvages et l'ensemble de l'écosystème. La dérive des matières de plastique, bouchons de bouteille, sacs en plastique peuvent causer la mort d'animaux qui peuvent les confondre avec de la nourriture par erreur.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place une gestion des déchets capables d'absorbée la différence de quantité entre la saison touristique et la saison creuse.



Le plan d'action du PCAET de la CACPB contribue fortement à la préservation de la biodiversité. Il encourage les opérations de renaturation et de végétalisation via l'action 23 et il soutient la création du PNR Brie et Deux Morin via l'action 22. Il incite également à la réduction des besoins en déplacements, en mettant en avant la vie locale, et il incite à l'usage des modes de transport doux. Ces actions vont réduire les impacts des infrastructures de transport sur la TVB. Dans le domaine de l'agriculture, il favorise le développement de pratiques durables et la limitation de l'utilisation de produits phytosanitaires.

La mise en place du PCAET nécessite cependant la création d'infrastructures, de transports notamment, et l'installation EnR, qui pourront entraîner des destructions d'habitats, des pertes d'espèces et pouvant porter un préjudice à la cohérence des écosystèmes du territoire. Pour cela, il est vivement recommandé de favoriser des espaces déjà urbanisés et de revaloriser des espaces en friche. Ensuite, il est indispensable de réaliser des études écologiques pour les projets pour s'assurer de limiter les impacts et de suivre les mesures correctrices issues des expertises. La rénovation pourra aussi être, dans une certaine mesure, la source de pertes de biodiversité importante, notamment pour les chauves-souris. Améliorer la connaissance de ces espèces sur le territoire et accompagner les acteurs lors des travaux sur les bâtiments concernés paraît nécessaire.



Scénario de référence : Le territoire de la CACPB alterne entre une urbanisation importante notamment autour des deux pôles urbains les plus importants (Coulommiers et Ferté-sous-Jouarre), des espaces forestiers qui se concentrent au sud ouest et au nord est et des zones cultivées qui font lien entre les deux. On notera aussi la place importante des zones industrielles ou commerciales autour des pôles urbains.

Concernant les évolutions attendues, le territoire connaît une forte progression de l'urbanisation au gré des espaces agro-naturels. Cette dynamique est notamment engendrée par le dynamisme du territoire qui attire de nouveaux habitants. Il est donc nécessaire de construire des nouveaux logements pour les accueillir et des nouvelles infrastructures permettant de répondre aux besoins de tous.

La tendance devrait se poursuivre dans ce sens, il sera donc nécessaire de trouver un équilibre entre conforter le positionnement stratégique du territoire en gardant une dynamique viable et préserver les milieux naturels, le cadre de vie et les activités agricoles.

	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A8	Développer le solaire thermique et photovoltaïque		<i>Solaire au sol</i> Incidences avérées : L'installation de champs de panneaux solaire pourra participer au renforcement de la dynamique d'urbanisation du territoire au gré d'espaces agricoles et naturels.	Mesures d'évitement et de réduction : Privilégier des espaces avec un faible impact pour la biodiversité (friches industrielles par exemple)
A9	Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation		Incidences potentielles : Le développement de méthaniseurs peut engendrer la construction de nouvelles infrastructures sur des zones naturelles ou agricoles. Il sera nécessaire de favoriser la réutilisation d'espaces déjà urbanisés et d'assurer une calibration précise et adaptée pour limiter la consommation inutile d'espaces. Pour ces infrastructures il peut aussi être engagé la mise en place de structures perméables pour les emprises au sol (parkings, voies d'accès,...).	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser des espaces déjà urbanisés • Limiter la consommation d'espaces inutiles avec des infrastructures calibrées • Instituer la notion de perméabilisation des sols lorsque c'est possible (parkings)



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A12	Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie		Incidences avérées : Certains espaces naturels ou agricoles seront artificialisés.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Réaliser une étude d'impact <i>Dans le cadre de projets d'envergures des mesures compensatoires sont à prévoir.</i>
A17	Faciliter l'emploi local	Dans une dynamique où la consommation d'espace pour la mobilité est croissante, les actions pour une mobilité plus sobre, notamment sur la réduction des besoins et pour un déplacement alternatif, devront permettre de réduire les besoins en infrastructures de communication à long terme.		
A18	Assurer le suivi du schéma des liaisons douces		Incidences potentielles : Pour une mobilité alternative, la mise en place de diverses structures sera nécessaire à court terme. Que ce soit pour des aires de covoiturage ou des pistes cyclables, certains espaces naturels ou agricoles pourraient être artificialisés. Dans ce sens, il s'agira de favoriser au maximum des espaces déjà urbanisés, comme des parkings déjà en place ou intégrer les pistes cyclables au réseau routier actuel.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Favoriser la réutilisation d'espaces déjà urbanisés pour l'implantation d'infrastructures pour la mobilité Choisir des matériaux adaptés, perméables et végétalisés pour limiter l'impact de l'artificialisation
A19	Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux			
A21	Inciter à l'usage des modes de transport doux	Dans une dynamique où la consommation d'espace pour la mobilité est croissante, les actions pour une mobilité plus sobre, notamment sur la réduction des besoins et pour un déplacement alternatif, devront permettre de réduire les besoins en infrastructures de communication à long terme.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A22	Soutenir la création du PNR	La création du PNR permettrait de mieux valoriser les produits du milieu agricole.		
A23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	Développer les forêts (et les haies) sur le territoire aura pour effet de maintenir et développer des zones naturelles.		
A24	Contenir l'artificialisation des sols	L'action de contenir l'artificialisation des sols par le biais des documents d'urbanisme. Cela va permettre de limiter la consommation d'espaces et réduire la dynamique actuelle que connaît le territoire sur l'évolution des espaces urbains au gré des espaces agro-naturels.		

Le plan d'action du PCAET porte une volonté très intéressante sur la limitation de l'artificialisation des sols et la consommation d'espace et souhaite intégrer dans les documents d'urbanisme cette ambition de limiter un maximum l'urbanisation du paysage. En souhaitant limiter en plus les besoins en déplacements, les actions vont permettre de limiter les besoins en nouvelles infrastructures et donc de mieux maîtriser la tendance actuelle.

Pour la mobilité, le territoire nécessite de nouveaux équipements pour favoriser une intermodalité des transports, comme la création de nouvelles routes pour décongestionner les centres-villes, d'aires de covoiturage ou de pistes cyclables. Il sera nécessaire de prioriser ces actions sur des espaces déjà urbanisés lors que cela est possible. Dans le cas où les espaces artificialisés ne peuvent répondre à la demande, des moyens existent pour limiter l'imperméabilisation du sol et ainsi les impacts des nouvelles infrastructures. Des mesures de compensation seront à prévoir lors de la réalisation des études d'impact. Il faudra également réaliser des projets bien proportionnés par rapport aux besoins pour limiter la transformation de l'espace.



Scénario de référence : Le secteur agricole est bien présent sur le territoire de la CCACPB. Il s'agit principalement d'un mode de production intensif avec de nombreuses cultures céréalières (blé, maïs), on notera toutefois la présence de quelques parcelles qui sont dédiées à la production de protéagineux. Le secteur connaît un déclin certain, notamment avec la perte d'espace dédié et une baisse du nombre d'exploitations sur le territoire. Ceci traduit l'agrandissement et la modernisation des exploitations ainsi que la diminution du besoin de main d'oeuvre, notamment grâce à une hausse continue du taux d'équipement et de la mécanisation des exploitations. Le fromage Brie de Meaux obtient une appellation d'origine contrôlée en 1980 et cinq communes sont incluses dans le périmètre de l'appellation Champagne.

	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A6	Valoriser les matériaux biosourcés locaux dans les nouvelles constructions et les mobiliser dans les projets intercommunaux	La favorisation de l'usage de matériaux biosourcés et locaux pour les nouvelles constructions peut être un facteur de soutien des filières sylvicoles et agricoles locales.		
A9	Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation	La méthanisation portée par les agriculteurs peut être l'occasion d'intégrer un nouveau marché et de pouvoir bénéficier de nouvelles retombées économiques. Développer la méthanisation présente donc de potentielles nouvelles opportunités pour soutenir le secteur agricole.	Incidences potentielles : Le développement de cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) peut entraîner une concurrence des parcelles agricoles (alimentaire/énergie).	Point de vigilance : <ul style="list-style-type: none"> Veiller à garder un équilibre production alimentaire et production énergétique. Le système de culture intégrant des CIVE doit être étudié dans son ensemble pour ne pas perturber la production alimentaire, en permettant d'améliorer la résilience des systèmes et de leurs fonctions écosystémiques.
A23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	Le développement de l'agroforesterie (des haies) peut représenter de nouvelles opportunités économiques pour le secteur agricole (diversification des pratiques/commercialisation du bois).		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A25	Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales	<p>Faire évoluer les pratiques agricoles d'aujourd'hui vers des solutions plus durables et plus en adéquation avec les objectifs climat-air-énergie, sera bénéfique pour le secteur. Ces solutions peuvent notamment s'orienter vers une adaptation du secteur permettant d'anticiper de possibles difficultés avec le changement climatique.</p> <p>Soutenir la filière agricole locale est favorable pour le secteur qui est en déclin sur le territoire.</p>		
A31	Promouvoir et soutenir les producteurs locaux	<p>Définir des nouvelles pratiques de production et de consommation peut être un soutien économique supplémentaire pour les agriculteurs. Ces actions peuvent être aussi gage de pérennisation de l'activité en protégeant mieux les sols et l'eau, tout en s'orientant sur des actions bénéfiques pour la biodiversité (agriculture biologique, favoriser les pollinisateurs).</p>		
A35	Encourager les circuits courts de proximité			

Le PCAET se montre intéressant pour le volet « agriculture et sylviculture ». Les actions vont permettre de donner aux agriculteurs la possibilité de développer de nouvelles offres pour une consommation locale, via la valorisation des matériaux biosourcés, le développement des circuits-courts ou encore la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation. Elles ambitionnent aussi de s'orienter sur des pratiques plus durables, avec une diminution de l'utilisation des produits phytosanitaires. De plus une agriculture plus durable avec des pratiques respectueuses de l'environnement renforce la pérennisation de l'activité en protégeant les sols et la biodiversité (comme les pollinisateurs).

Une vigilance sera à avoir lors des projets de méthanisation, afin de garder un équilibre production alimentaire et production énergétique. La production de CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique) doit être étudiée dans son ensemble pour ne pas perturber la production alimentaire, en permettant d'améliorer la résilience des systèmes et de leurs fonctions écosystémiques.



Scénario de référence : La ressource en eau est un enjeu important pour le territoire de la CACPB. Dans ce sens, plusieurs documents opérationnels sont présents apportant une politique forte sur la gestion et la protection de la ressource. Que ce soit par le SDAGE mais aussi les SAGE de l'Yerres et des deux Morins ou le plan départemental de l'eau (PDE), la ressource est sous surveillance et dispose d'objectifs concrets pour son amélioration. Les diagnostics issus de ces documents montrent une ressource fragile, avec de nombreux cours d'eau en mauvais état et des eaux souterraines sensibles aux pollutions agricoles. On notera une eau potable de qualité sur l'ensemble du territoire, à l'exception de 4 communes. Pour l'assainissement, un travail est encore nécessaire pour assurer une conformité des équipements sur le territoire.

L'encadrement de la ressource s'avère particulièrement intéressant pour la qualité de l'eau et cette qualité devrait donc s'améliorer.

	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A9	Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation		Incidences potentielles : Une incidence est la pollution des eaux et des sols en lien avec l'épandage de boue/digestat. Comme tout fertilisant, l'application du digestat peut amener à une pollution des eaux par excès de nitrate et phosphates lorsqu'ils sont appliqués en trop grande quantité ou à des périodes inadaptées.	Point de vigilance : L'ajustement de l'apport de digestat aux besoins des plantes réceptrices, en prenant en compte leur période d'absorption de l'azote minéral, et les reliquats d'azote minéral disponible, est nécessaire pour les limiter, à l'instar de tout fertilisant appliqué.
A23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	La ressource en eau (superficielle et souterraine) est très sensible aux pollutions. Diminuer l'utilisation de produits phytosanitaires aura des conséquences positives directes sur l'état qualitatif de la ressource.		
A24	Contenir l'artificialisation des sols	L'imperméabilisation est un enjeu important pour la ressource en eau en supprimant la capacité d'infiltration de l'eau dans les sols. Cela a pour conséquence de réchauffer les eaux qui retournent dans le cours d'eau (baisse de la qualité écologique) et d'augmenter les pollutions urbaines par lessivage, diminuant la qualité chimique.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A25	Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales	Les pratiques durables peuvent permettre d'impliquer une adaptation du secteur face à l'évolution du climat. Cela concerne notamment la question de la ressource en eau. En effet, le territoire pourra être soumis à des périodes de sécheresse plus intenses. Faire évoluer les pratiques pourra permettre d'anticiper cela par une diminution des prélèvements du secteur, ou en trouvant des solutions de stockage plus adaptées.		
A26	Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable	Cette action va permettre de produire une eau potable de qualité, répondant à tous les critères de potabilité exigés par la réglementation. Elle permettra notamment de réduire la teneur en fluor, la dureté de l'eau (responsable du calcaire, les phénomènes de turbidité (eau colorée) et de prévenir les fuites d'eau potable.		
A27	Poursuivre l'amélioration du traitement des eaux usées	Cette action permettra de traiter les effluents des STEP en respectant les normes actuelles et en tenant compte de l'évolution future de l'urbanisation.		
A28	Prévenir le risque d'inondations en facilitant la gestion des milieux aquatiques	En plus des avantages sur la biodiversité, cette action qui préconise la restauration des zones humides aura un impact positif sur la ressource en eau, en la stockant et la purifiant naturellement.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A30	Développer le tourisme fluvial		L'eau peut être contaminée par des fuites de gaz ou d'huile de bateaux à moteur ou voiliers avec moteurs, ainsi que les eaux usées des cuisines. Une telle contamination peut conduire à une eutrophisation - le processus provoquant une diminution de la disponibilité de l'oxygène pour les organismes vivant dans les réservoirs contaminés.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> • Evacuer les eaux usées uniquement dans des endroits spécialement dédiés (par exemple, éco-marines). • Utiliser les installations de lavage uniquement sur le rivage

Le PCAET engage des améliorations importantes pour la ressource en eau du territoire. Celle-ci est particulièrement bien encadrée, avec des documents cadres qui se veulent fédérateurs et fixent des objectifs concrets. Le plan d'action de la CACPB permettra de contribuer à ces objectifs en amenant des conditions favorables pour une meilleure qualité et une meilleure quantité. Cela passe par la valorisation des pratiques agricoles durables et la diminution de l'utilisation de produits phytosanitaires, la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable et l'amélioration du traitement des eaux usées.

Deux points de vigilance sont à avoir, la gestion des produits du processus de méthanisation (digestat et eaux usées) et les conditions de développement du tourisme fluvial afin d'éviter de potentielles pollutions des eaux.



Scénario de référence : Les principaux risques naturels identifiés sur le territoire de la CACPB sont les inondations et les mouvements de terrains.

On retrouve donc quelques sensibilités sur les communes de la Communauté d'Agglomération avec des phénomènes d'inondations par débordement ou remontée de nappes ainsi que le phénomène de gonflements et retraits d'argile. Au nord et aux abords de Coulommiers, des mouvements de terrain localisés révèlent principalement le rôle de l'érosion sur le territoire, provoquant surtout des glissements de berges. Une fois encore cette thématique est aussi bien encadrée avec des Plans de Prévention des Risques permettant de limiter l'aménagement du territoire et notamment l'urbanisation sur les zones les plus vulnérables (4 PPRI approuvé et quelques PPRmt prescrit).

On notera aussi la présence d'un axe important de transport de gaz et plusieurs installations classées pour l'environnement ainsi que la présence d'une usine à fort risque (SEVESO) sur une commune limitrophe.

	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A7	Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire		Incidences potentielles : Même si aujourd'hui la question est connue, le développement de la géothermie peut éventuellement amener des problématiques en lien avec les mouvements de terrain, par exemple pour les grandes infrastructures où les forages peuvent être à l'origine d'effondrement de cavité et de fragilisation des sols. Il s'agira d'être vigilant sur cette problématique.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les acteurs sur le sujet des risques potentiels de la géothermie sur les mouvements de terrain Veiller à bien intégrer la question des risques dans les études de faisabilité
A9	Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation		Incidences potentielles : En fonction de leur emplacement et des besoins d'artificialisation des sols pour assurer le fonctionnement des dispositifs de méthanisation, ceux-ci peuvent être à l'origine d'une accentuation des phénomènes liés à l'urbanisation. Si les nouvelles infrastructures nécessitent des parkings, des routes etc. cela pourra accentuer localement des phénomènes de ruissellement. Il s'agit d'une part de limiter l'artificialisation des sols en utilisant des infrastructures existantes ou de limiter l'imperméabilisation par des matériaux adaptés (parkings semi-perméables par exemple).	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'implantation dans des zones déjà artificialisées Limiter l'imperméabilisation dans le cadre de nouvelles constructions



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A12	Décongestionner les centres-villes de Coulommiers, Mouroux, Maisoncelles-en-Brie et Chailly-en-Brie		Incidences potentielles : L'artificialisation limite l'absorption des eaux de pluies par les sols accentuant les phénomènes de ruissellement. Compilé avec des épisodes de fortes pluies, l'artificialisation peut augmenter l'exposition aux inondations ou encore aux coulées de boues. Privilégier des espaces déjà urbanisés pour la mise en place de parkings de covoiturage limitera une exposition supplémentaire. Si ces installations doivent être mises en place en milieux naturels, il pourrait être une nouvelle fois judicieux de s'orienter sur des systèmes perméables limitant ainsi les risques de ruissellement.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser des zones déjà urbanisées • S'orienter sur des infrastructures perméables • Prendre en compte la gestion des ruissellements lors de l'élaboration du projet
A18	Assurer le suivi du schéma des liaisons douces			
A19	Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux			
A23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	La forêt permet un meilleur maintien des sols et une meilleure rétention permettant de réduire les effets de ruissellement, ce qui sera particulièrement favorable pour lutter contre les inondations et les mouvements de terrain.		
A24	Contenir l'artificialisation des sols	L'imperméabilisation des sols est une cause importante pour les inondations, en limitant les capacités d'infiltrations du sol. Cela aura pour conséquence d'augmenter l'intensité des inondations. L'orientation implique de porter une réflexion sur la limitation de l'artificialisation, laissant intacte la capacité d'infiltration des sols.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A25	Valoriser les pratiques agricoles durables et favoriser le développement des filières locales	Des pratiques durables dans l'agriculture peuvent permettre de mieux maintenir les sols et ainsi de limiter dans une certaine mesure les risques liés aux mouvements de terrain de surface et limiter le ruissellement.		
A28	Prévenir le risque d'inondations en facilitant la gestion des milieux aquatiques	Cette action préconise de créer des zones de rétention naturelle, de mieux collecter les eaux de ruissellement, de prévoir des aménagements pour retarder le ruissellement (plantation de haies) et de restaurer les zones humides. Cela permettra de diminuer les risques d'inondation. Les zones humides sont un moyens pertinent pour s'adapter face aux changements climatiques, car elles permettent de faire tampon face aux aléas d'inondations (débordement de cours d'eau, remontée de nappes, ruissellement etc..).		

Le PCAET devrait contribuer à mettre en place des conditions un peu plus favorables pour une meilleure maîtrise des risques. Même si la végétalisation d'espaces ou la préservation de zones humides ne vont pas supprimer la vulnérabilité du territoire au risque inondation, ces actions devraient tout de même permettre une amélioration à ne pas négliger. De plus, l'amélioration des berges permettra aussi une réduction du risques d'érosion.

A contrario, les infrastructures qui seront à l'origine d'une artificialisation des sols vont elles augmenter les phénomènes de ruissellement. Il s'agira de phénomènes localisés, mais on retiendra une nouvelle fois le besoin important de limiter l'artificialisation des sols par ces infrastructures.



Scénario de référence : Plusieurs pollutions et nuisances sont présentes sur le territoire de la CACPB. On retrouve notamment plusieurs établissements pollueurs et des sites et sols identifiés comme pollués. On retrouve aussi des nuisances sonores autour des axes routiers les plus importants et de l'aérodrome de Coulommiers.

Cependant l'encadrement des sites et sols pollués et des infrastructures productrices de pollution devrait permettre un bon contrôle de leur évolution. Concernant les nuisances sonores, elles devraient mécaniquement progresser avec la hausse des besoins en déplacements induite par la dynamique positive d'urbanisation mais les cartes de bruit stratégique réalisées devraient permettre de réduire les impacts sur les riverains. Le secteur résidentiel ou la mobilité ont une grande responsabilité dans les émissions de polluants atmosphériques. Cependant les technologies évoluent et permettent dans une certaine mesure de réduire ces effets de diffusion de pollution atmosphérique, une baisse sensible peut être attendue à ce niveau sur le territoire, mais des actions concrètes sont nécessaires.

	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A1	Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement		Incidences temporaires : Durant la période de chantier, la rénovation des bâtiments va être la source de production de pollution par l'émission de poussières dans l'atmosphère, qui peut être potentiellement problématique pour les ouvriers et les riverains. Ce sera aussi la source de production de nuisances sonores. Il existe de nombreuses techniques pour limiter ces phénomènes comme des bâches acoustiques ou des filets de rétention des matières en suspension à mettre en place durant la période de travaux. Il s'agira donc de s'orienter vers des artisans équipés. Une action complémentaire sur la communication et la sensibilisation peut accompagner les actions de rénovation. Pour la rénovation du bâti public, il sera nécessaire d'intégrer cette notion dans les marchés publics.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Garantir des chantiers limitant la diffusion de particules fines dans l'air et la mise en place de moyens d'atténuation acoustique (bâches) Intégrer la question des nuisances et des pollutions dans la commande publique Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser et communiquer sur la problématique des nuisances et pollutions
A2	Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH			
A5	Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux			
		Le changement des systèmes de chauffage pour des modèles plus efficaces et moins polluants permettra à terme de chauffer moins et plus efficacement. Cela diminuera donc les pollutions de l'air associées.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A9	Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation		<p>Incidences potentielles : Les nouveaux méthaniseurs ne produisent techniquement plus de pollution olfactive. Cependant les reliquats peuvent être odorant entraînant une complexité pour les riverains lors de l'épandage. Il sera nécessaire de bien tenir compte de la proximité des habitations lors de l'épandage.</p> <p>Lors de l'épandage, la volatilisation libère un gaz dans l'atmosphère, l'ammoniac (NH₃), qui a un impact sur la qualité de l'air (précurseur de particules fines) et le changement climatique.</p>	<p>Mesures d'évitement et de réduction :</p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les acteurs sur les questions d'épandage <p>Point de vigilance : La variabilité des digestats impose de bien connaître leur composition pour ajuster les pratiques à mettre en œuvre pour limiter les pertes. Les bonnes pratiques pour limiter voire éliminer le risque de volatilisation de l'azote ammoniacal sont connues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La couverture étanche des espaces de stockage des digestats - Les choix du matériel et de la période d'épandage sont essentiels. Ils doivent être adaptés à la nature des sols (portance, pH, présence de cailloux), au type de culture et aux conditions climatiques et favoriser l'incorporation rapide des digestats dans le sol.
A11	Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions	Les véhicules électriques se montrent moins bruyants limitant ainsi les nuisances sonores.		
A17	Faciliter l'emploi local	Cette action aura pour conséquence de diminuer le nombre de véhicules sur les routes. Ce faisant, les nuisances sonores vont baisser, et avec elles, les émissions de polluants atmosphériques qui sont liées au fonctionnement des voitures.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A21	Inciter à l'usage des modes de transport doux	Cette action aura pour conséquence de diminuer le nombre de véhicules sur les routes. Ce faisant, les nuisances sonores vont baisser, et avec elles, les émissions de polluants atmosphériques qui sont liées au fonctionnement des voitures.		
A23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	La végétalisation et les arbres agissent comme un filtre pour limiter la pollution des sols mais aussi la pollution de l'air. De nombreux intrants chimiques mais aussi techniques sont responsables d'émissions de particules fines et composés azotés dans l'air. La diminution de l'utilisation de produits phytosanitaires diminuera directement les pollutions des sols, des eaux superficielles et souterraines, et également de l'air.		
A30	Développer le tourisme fluvial		Incidences potentielles : Les touristes et les habitants sont particulièrement touchés dans les zones portuaires et les rivages perturbés par le bruit. Une nuisance sonore excessive peut avoir un large éventail d'effets négatifs sur l'environnement naturel : principalement sur l'observation des oiseaux - qui peuvent être retardés ou disparaître totalement - et aussi sur la vie sous-marine (les poissons peuvent être dérangés par le bruit et éviter les zones bruyantes).	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> • Faire une maintenance régulière des moteurs et des pièces d'isolation • Considérer l'introduction de navires silencieux à propulsion électrique (bien que les capacités et le rayon d'action soient limités) dans des zones naturelles sensibles pour limiter les perturbations



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A37	Initier aux gestes écocitoyens	Cette action passe par la réduction des consommations en matière d'éclairage public. Le travail sur l'éclairage public peut permettre de réduire la pollution lumineuse nuisible pour les riverains et la biodiversité.	Mise en garde : Si mal maîtrisé, la rénovation de l'éclairage public peut aussi engendrer une progression des nuisances lumineuses	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> • Accompagner l'optimisation d'éclairage par une étude de pollution lumineuse • Réaliser des extinctions dans les communes lorsque c'est possible

Le PCAET porte par définition des objectifs en termes de qualité de l'air, il est donc logique qu'il améliore la situation. Le plan d'action de la CACPB se montre ambitieux sur ce sujet. Que ce soit pour la mobilité quotidienne, avec une diminution des besoins en déplacement et l'utilisation de moyens de transports doux ou en impliquant l'ensemble des acteurs, il sera favorable à une évolution positive. De plus, il permettra de réduire les nuisances sonores et les nuisances lumineuses sur le territoire.

La rénovation est indispensable pour mettre en place une stratégie ambitieuse sur le territoire, il s'agira de bien encadrer ces actions avec des moyens concrets qui existent pour limiter facilement les incidences en périodes de chantiers. Pour ce qui est de la méthanisation, de bonnes pratiques existent pour limiter voire éliminer le risque de volatilisation de gaz lors de l'épandage du digestat.



Scénario de référence : La production de déchets est en baisse sur le territoire de la CACPB lorsqu'elle est rapportée au nombre d'habitant. Cela est notamment dû à une bonne gestion et un encadrement de la production de déchets et par un travail de sensibilisation et d'information qui est mené sur le territoire. De plus, la production est aussi encadrée et suivie par différents plans de prévention régionaux ou départementaux qui fixent des objectifs concrets engageants les collectivités vers une amélioration continue de la question des déchets.

L'encadrement poursuivi permet de limiter la production mais la tendance d'augmentation de la population peut amener mécaniquement une production à la hausse.

	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A1	Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement		Incidences temporaires : La rénovation de bâtiments publics et privés sera à l'origine d'une forte production de déchets du BTP et d'une hausse des apports en déchetteries. Dans un contexte où la production de déchets n'est pas stable, cela peut poser des problèmes de traitement. Une vigilance sur ce phénomène est importante. Même s'il sera complexe d'éviter cette production, il est nécessaire d'avoir une filière de gestion des déchets du BTP qui soit performante pour anticiper et réduire l'impact. Pour limiter cela, il pourrait être pertinent de porter une réflexion en amont sur l'organisation de la filière et sensibiliser les acteurs sur l'accueil des déchets, leur traitement et leur recyclage.	Mesures d'évitement et de réduction : <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les acteurs de la filière du BTP Travailler sur la performance de la filière « déchets du BTP » et sur la valorisation de ces déchets
A2	Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH			
A5	Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux			
A8	Développer le solaire thermique et photovoltaïque		Incidences avérées : Les panneaux photovoltaïques disposent de matériaux pouvant se montrer complexe à gérer en fin de vie. Il existe des solutions de plus en plus efficaces, il s'agira d'anticiper cela dès le déploiement de l'action en portant une réflexion sur les technologies les plus recyclables.	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Porter une réflexion sur les matériaux recyclables Sensibiliser les acteurs sur le sujet <p><i>Cette mesure pourra trouver sa place dans le cahier des charges à mettre en place pour le solaire.</i></p>



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A9	Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation	La méthanisation est un bon moyen pour réduire une partie des déchets verts issus de l'agriculture, des eaux usées voire des ordures ménagères.	Incidences potentielles : Un digestat de mauvaise qualité ou de potentielles fuites d'eaux usées issus de la méthanisation peuvent entraîner une pollution des milieux aquatiques.	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Il s'agira d'être vigilant sur la gestion des déchets et des eaux usées issues du processus de méthanisation.
A11	Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions		Mise en garde : Comme pour la question de la production des véhicules et de la réflexion nécessaire à porter sur les ressources, le traitement des déchets des véhicules électriques comporte aussi des points noirs. Le recyclage des batteries n'est pas à ce jour opérationnel. Les batteries de nos véhicules électriques contiennent des métaux rares, mais aussi très toxiques et dangereux. Certaines matières sont valorisables, mais elles sont également très polluantes. Les processus s'améliorent, cependant, favoriser les modes alternatifs à la voiture (transports en commun, modes doux, économie de fonctionnalité) doit être à prioriser.	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Prioriser dans le discours des actions de transformation des habitudes et de réduction de la mobilité avant le passage systématique aux véhicules électriques
A31	Promouvoir et soutenir les producteurs locaux	Une meilleure politique de consommation et d'achats durables vont permettre de limiter la production de déchets. C'est notamment les emballages, nécessaires principalement pour le transport, qui peuvent être réduits facilement en consommant local.		
A35	Encourager les circuits courts de proximité			



A32	Accompagner la lutte contre les dépôts sauvages	Cette action va permettre une meilleure gestion et valorisation des déchets au niveau du territoire.		
A33	Contribuer au réemploi et au tri des déchets	Réparer plutôt que de jeter pour racheter du neuf va permettre de limiter le gaspillage et la production de déchets alors que les produits pourraient connaître une seconde vie.		
A34	Soutenir les actions de prévention contre le gaspillage alimentaire et la production de déchets			

Le plan d'action du PCAET a pour ambition d'améliorer la question des déchets sur le territoire. Que ce soit par des actions de réduction, de réemploi ou sur une optimisation de la gestion, le PCAET devrait se montrer particulièrement bénéfique. Toutes les actions de changement de comportements vis-à-vis des consommations de matériaux plastiques, le développement du vrac, de gaspillage alimentaire, de circuits courts ou en établissant de nouvelles politiques d'achats pour les entreprises ou l'acteur public, vont permettre de réduire les déchets à la source.

La rénovation va être à l'origine d'une production logique de déchets issus du BTP. Le problème étant identifié, il s'agira de réaliser un travail de structuration pour s'adapter et anticiper cette hausse. Ce travail va permettre de mieux gérer et mieux traiter (valoriser) ces déchets. La question des EnR ne devrait pas avoir une incidence significative sur la quantité des déchets, mais à terme ils peuvent être complexes à traiter et leur gestion pourrait poser problème. L'installation dès aujourd'hui des technologies qui soient durables et recyclables au maximum permettra d'anticiper la problématique. Cette question de la gestion des déchets sera aussi à prendre en compte pour la thématique mobilité et développement des voitures électriques.



Scénario de référence : Globalement, la précarité énergétique devrait continuer sa progression notamment avec les besoins en énergie qui pourraient augmenter suite aux effets du changement climatique attendus, notamment en termes de climatisation durant des périodes de fortes chaleur qui devraient être plus fréquentes et plus longues.

S'ajoute à cela l'ensemble des problématiques sanitaires qui y sont liées et qui pourraient s'aggraver avec des canicules plus fréquentes et plus importantes, augmentant les difficultés pour les personnes les plus vulnérables. La multiplication de pathogènes et la raréfaction des ressources (comme certains médicaments par exemple) peuvent être aussi attendus augmentant également les problématiques sanitaires. La pollution atmosphérique devrait continuer sa progression.

	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A1	Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement	L'accompagnement à la rénovation thermique des logements permet de baisser la précarité énergétique, et ainsi d'augmenter la santé et le niveau de vie des habitants.		
A2	Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH			
A5	Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux	Le changement des modes de chauffages permettra d'améliorer la qualité de l'air intérieur dans les foyers et de diminuer les risques sanitaires associés. Les systèmes de chaleur plus efficaces permettront également de baisser les factures de chauffage et ainsi de lutter contre la précarité énergétique.		
A4	Réaliser un diagnostic énergétique des bâtiments intercommunaux et communaux et un schéma directeur énergie	Impliquer et aider les citoyens à faire des économies d'énergie sera favorable pour lutter contre la précarité énergétique des ménages. La précarité énergétique implique un ménage qui dépense au moins 10% de ses revenus dans ses dépenses énergétiques.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A11	Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions	Les véhicules électriques représentent une solution alternative intéressante pour réduire la pollution locale et potentiellement les émissions de gaz à effet de serre. Leur utilisation n'engendre pas d'émissions de polluants (HC, NOx et particules).		
A17	Faciliter l'emploi local	Moins de voiture apportera une meilleure ambiance en ville et une sécurisation pour les piétons et cyclistes.		
A18	Assurer le suivi du schéma des liaisons douces	Sensibiliser les habitants à se déplacer à pied ou en vélo lorsque c'est possible, et donc de pratiquer de l'effort physique, devrait améliorer la santé de ces derniers.		
A19	Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux			
A21	Inciter à l'usage des modes de transport doux	Moins de voiture apportera une meilleure ambiance en ville et une sécurisation pour les piétons et cyclistes. La voiture, même si elle n'est pas considérée dans la précarité énergétique, peut être une source importante de dépenses. Les personnes qui n'ont aujourd'hui pas d'autres moyens de se déplacer sont donc tributaires de ces coûts. En offrant de nouvelles possibilités, le PCAET devrait permettre de faire des économies aux citoyens. Et enfin, c'est aussi le moyen d'apporter de meilleures conditions en centres bourgs, de limiter les bouchons et stress associés, de réduire les nuisances sonores mais aussi de limiter les accidents.		



	Actions concernées	Incidences positives	Incidences négatives	Mesures correctrices
A23	Encourager les opérations de renaturation et de végétalisation	<p>L'action va permettre d'améliorer les conditions sanitaires sur le territoire. Une moindre utilisation des produits phytosanitaires va permettre de limiter l'exposition des populations lors des périodes d'épandages mais aussi directement au sein des produits consommés.</p> <p>La nature en ville est un atout important pour le bien-être des citoyens.</p>		
A26	Engager la rénovation des systèmes de distribution d'eau potable	Une eau de meilleure qualité aura un impact positif sur la santé des habitants.		

Le PCAET porte la volonté d'améliorer la qualité de l'air du territoire et d'assurer une meilleure maîtrise de l'énergie en luttant contre la précarité énergétique. Cela va permettre d'améliorer les conditions de vie générale sur le territoire. En effet, l'incitation à l'usage des modes de transports doux et le développement des voitures électriques vont entraîner une amélioration de la qualité de l'air sur le territoire. Les efforts pour la rénovation des bâtiments vont permettre une diminution des coûts du chauffage et du rafraîchissement des bâtiments. Le PCAET va permettre de se pencher également sur la question financière, en optimisant les postes consommateurs, comme l'éclairage public, pour limiter la dépense publique.

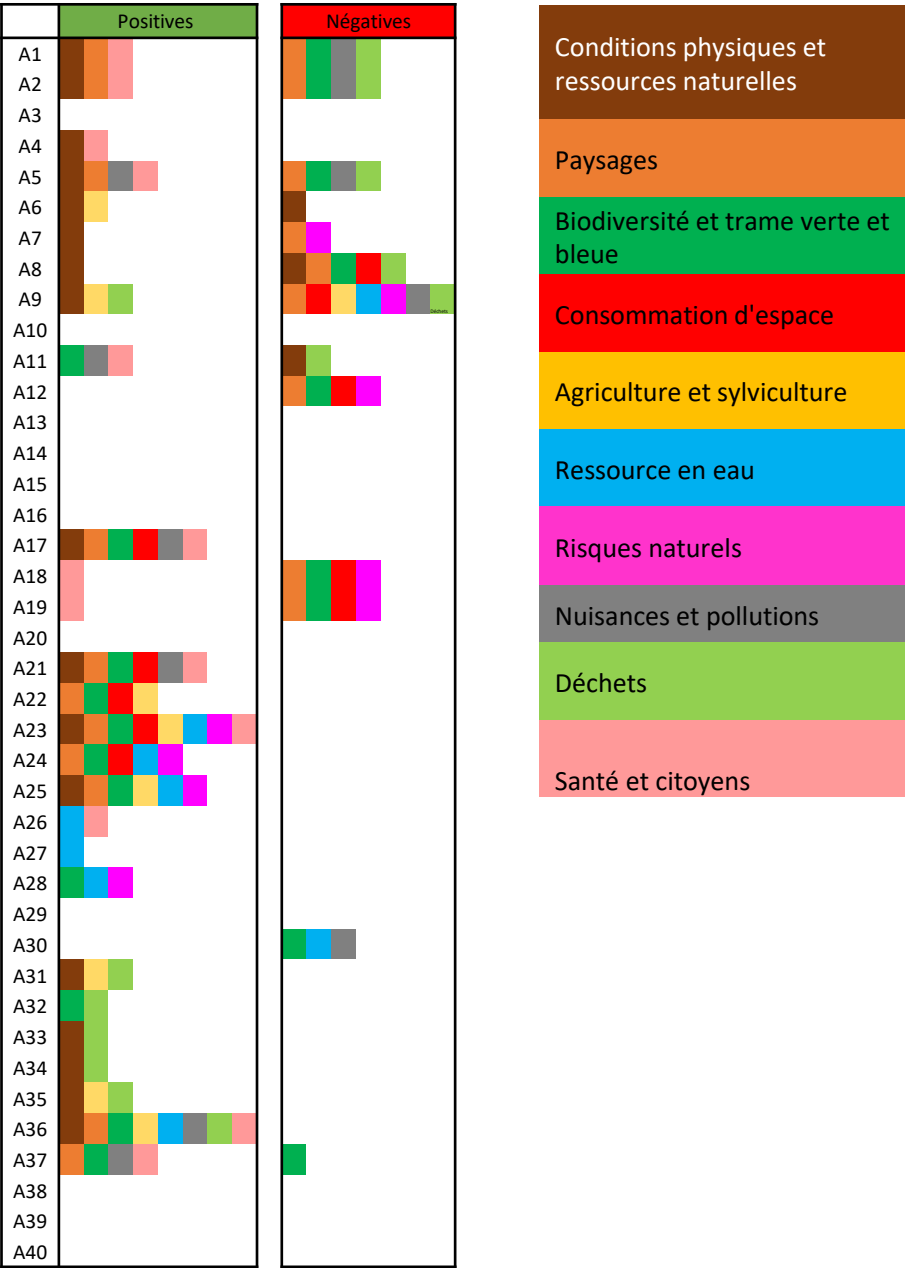
Synthèse des incidences

Le PCAET de la Communauté d'agglomération Coulommiers Pays de Brie se montre particulièrement positif pour l'environnement du territoire, notamment par rapport au scénario de référence et cela pour chaque thématique identifiée « à enjeu » au sein de l'état initial.

Il présente logiquement des incidences négatives qui s'expliquent par les besoins en nouvelles infrastructures nécessaires pour changer les pratiques actuelles, notamment sur la mobilité. On note aussi des incidences dans le développement des systèmes EnR ou dans le démocratisation et la facilitation de l'accès à la rénovation. Ces actions sont aujourd'hui indispensables pour mettre en œuvre une politique énergie/climat qui ait du sens. Il sera alors nécessaire de bien tenir compte des différentes mesures proposées et de prendre la question des incidences le plus en amont possible pour faciliter l'organisation et atténuer les effets.

Le plan d'action retenu pour mettre en place la stratégie territoriale du PCAET est porté sur la question de la biodiversité, c'est pourquoi il est particulièrement favorable à l'environnement. En plus d'être bénéfique à la thématique sur le territoire, cela se répercute sur la question des paysages mais aussi des pollutions et nuisances, de la préservation de la ressource en eau, de la consommation d'espace et enfin de la santé des citoyens. La promotion des initiatives citoyennes et la mobilisation des acteurs du territoire autour des enjeux environnementaux est également permet d'avoir un PCAET ambitieux sur la thématique de l'environnement.

Incidences sur l'environnement	Scénario de référence	Mise en place du PCAET (avec suivi des mesures ERC)
Conditions physiques et ressources naturelles	-	++
Paysages	-	+
Biodiversité et trame verte et bleue	-	++
Consommation d'espace	-	-
Agriculture et sylviculture	-	+
Ressource en eau	+	++
Risques naturels	=	+
Nuisances et pollutions	-	- (temporaire)
Déchets	+	++
Santé et citoyens	-	++



ÉTUDE DES INCIDENCES NATURA 2000

LES INCIDENCES SUR LE RÉSEAU NATURA 2000 PAGE 205

Les incidences sur le réseau Natura 2000

Principe :

Les réseaux Natura 2000 sont des outils fondamentaux de la politique européenne de préservation de la biodiversité, les sites Natura 2000 visent une meilleure prise en compte des enjeux de biodiversité dans les activités humaines. Ces sites sont désignés pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité européenne. La liste précise de ces habitats et espèces est annexée à la directive européenne oiseaux et à la directive européenne habitats-faune-flore.

Il existe 2 types de zones Natura 2000 :

Les **Zones de Protection Spéciale (ZPS)**, sont créées en application à la directive oiseaux et ont pour objectif d'assurer un bon état de conservation des espèces d'oiseaux menacées, vulnérables ou rares.

Les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** qui répondent à la directive habitat et sont créés pour atteindre un objectif de bonne conservation des sites écologiques (habitats et espèces faune/flore).

A noter que certaines zones peuvent être dans les deux catégories.

L'objectif de cette phase est de déterminer si le projet de PCAET peut avoir un effet significatif sur les zones Natura 2000 présentes au sein du périmètre du territoire étudié.

Les sites Natura 2000 se caractérisent, outre par leur intérêt écologique, par une réglementation particulièrement stricte, encadrée par les articles L. 414-1 à L. 414-7 et R. 414-1 à R. 414-29 du Code de l'environnement. Un Document d'Objectifs (DOCOB) précise les orientations de gestion, mesures de conservation et de prévention, modalités de mise en œuvre ainsi que les dispositions financières en vigueur sur le site Natura 2000 concerné.

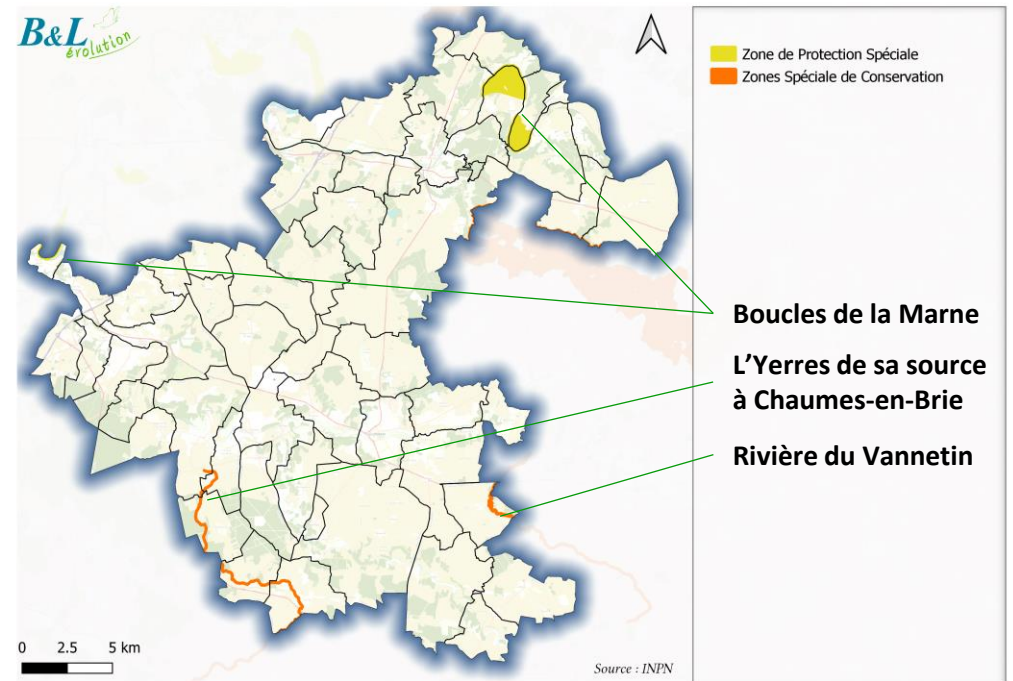
L'article L. 414-4 du Code de l'environnement précise que « les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation, lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après "Évaluation des incidences Natura 2000" ».

L'article R. 122-20 précise que le rapport de l'évaluation environnementale doit exposer cette évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4.

Le réseau Natura 2000 du territoire :

Le territoire de la CACPB est concerné par plusieurs zones Natura 2000 :

- **2 Zones Spéciales de Conservation**
- **1 Zone de Protection Spéciale**



Les incidences du PCAET sur les zones Natura 2000

Les projets de PCAET sont des plans construits en faveur de l'environnement. Dans une approche globale, la stratégie et les actions visent un objectif d'amélioration des conditions environnementales et d'un développement durable pour le territoire. Ce qui implique une incidence positive majeure sur le réseau Natura 2000.

Cependant, le plan d'action du PCAET retenu pour mettre en place la stratégie du territoire présente certaines incidences négatives sur l'environnement. Il s'agit dans la plus majeure partie des cas, d'incidences potentielles qui peuvent être déterminantes en fonction de l'emplacement et du calibrage des projets. C'est pourquoi il est difficile d'introduire à l'heure actuelle la notion d'incidences Natura 2000 et notamment d'affirmer ou infirmer les éventuelles pressions qui pourraient porter préjudice aux zones Natura 2000, notamment par la consommation d'espace, l'urbanisation de zones naturelles ou d'éventuelles destructions d'habitats de faune ou de flore. En fonction de leur localisation, les projets pourront porter un préjudice certain sur la zone Natura 2000. Dans le cas contraire, on peut affirmer que le PCAET n'aura aucune incidence. Il est donc nécessaire de bien accorder les projets issus du plan d'action avec les documents d'objectifs des zones.

Les objectifs et principe de précaution :

• **Boucles de la Marne**

La zone Natura 2000 Boucles de la Marne ne dispose pas de DOCOB. Cependant, l'intérêt de la zone porte sur le cortège avifaunistique (252 identifiés) et la diversité des milieux favorables aux exigences propres de ces espèces. Ces " Boucles de la Marne " ne font l'objet à l'heure actuelle d'aucune mesure de protection globale susceptible d'amener une politique de mise en valeur du patrimoine écologique et paysager. Il apparaît indispensable et urgent de mettre en place avec les différents partenaires concernés, un périmètre cohérent géré de manière durable dans le respect des équilibres écologiques. Parmi les incidences négatives on retrouve :

- Urbanisation continue
- Urbanisation discontinue
- Zone industrielles ou commerciales
- Voie ferrée
- Piétinement, sur fréquentation
- Pollution de l'air et polluants atmosphériques
- Nuisances et pollution sonore

- Antagonisme avec des animaux domestiques
- Routes, autoroutes

Seules les questions d'urbanisation de l'espace pourrait être à l'origine d'impacts significatifs pour la zone. Il sera donc nécessaire de mettre en place les projets urbanisant à l'extérieur du périmètre (développement des énergies renouvelables et des infrastructures pour la mobilité douce).

Un point de vigilance est à avoir à propos du développement du tourisme fluvial. Cette activité devra suivre des recommandations strictes afin d'éviter tout impact sur la zone Natura 2000 (pollution, dérangement d'espèces...). Un guide de bonnes pratiques pourra être élaboré, donnant des conseils quant à la pratique de différentes activités (navigation, kayak...) au sein de la zone Natura 2000.

Notons que de nombreuses actions retenues sont d'ailleurs positives pour la zone, comme la maîtrise de l'urbanisation, la réduction des polluants atmosphériques et des nuisances sonores, ou encore la gestion et la préservation des milieux aquatiques.

• **La rivière du Vannetin**

Cette zone Natura 2000 possède un DOCOB validé en 2012. L'intérêt de la zone porte sur la conservation de trois espèces spécifiques : le Chabot, la Lamproie de Planer et la Mulette épaisse. Les principales orientations du DOCOB concerne la qualité de l'eau, la libre circulation des poissons et la conservation et restauration de frayères fonctionnelles.

Ce site est menacé par l'artificialisation des berges, le curage et recalibrage du lit mineur. La qualité des eaux du Vannetin est altérée du fait de la présence de rejets d'eaux usées non ou insuffisamment traitées. L'intensification des pratiques culturales et la mise en culture des prairies attenantes à la rivière peuvent aussi être à l'origine de la dégradation du site (eutrophisation, apports de sédiments dus à l'érosion). Le Vannetin doit également être préservé d'éventuelles pollutions ou modifications du régime hydraulique.

Le plan d'action n'aura pas d'incidence négative sur cette zone Natura 2000.

Notons que de certaines actions retenues sont d'ailleurs positive pour la zone, comme la réduction des intrants utilisés en agriculture, l'amélioration du traitement des eaux usées et la gestion et la préservation des milieux aquatiques.

- **L'Yerres de sa source à Chaumes-en-Brie**

Le site ne possède pas de DOCOB et concerne un tronçon de rivière dont les eaux sont de bonne qualité. Il héberge une faune piscicole et une végétation aquatique devenues rares en Ile-de-France.

Les menaces identifiées sont :

- La pollution des eaux de surfaces ;
- Les changements des conditions hydrauliques induits par l'homme.

L'Yerres doit être préservée d'éventuelles pollutions ou modifications du régime hydraulique.

Le plan d'action n'aura pas d'incidence négative sur cette zone Natura 2000.

Comme pour la rivière du Vannetin, notons que certaines actions retenues sont d'ailleurs positives pour la zone, comme la réduction des intrants utilisés en agriculture, l'amélioration du traitement des eaux usées et la gestion et la préservation des milieux aquatiques.

Conclusion sur les incidences Natura 2000

Le PCAET n'entre pas en conflit avec les objectifs des zones Natura 2000 sur le territoire. Au contraire les actions en faveur de la biodiversité, du maintien de zones favorables (zones humides ou forestières), de la qualité de la ressource en eau se montrent particulièrement bénéfiques et compatibles avec les objectifs.

Les actions pouvant entraîner une consommation d'espaces naturels ou agricoles pourront être à l'origine d'incidences négatives sur le réseau Natura 2000 du territoire de la CACPB. Avec leurs objectifs réglementaires, les zones Natura 2000 ne sont techniquement pas urbanisables. Cependant, des projet d'aménagements et les activités humaines ne sont pas exclus dans les sites Natura 2000, sous réserve qu'ils soient compatibles avec les objectifs de conservation des habitats et des espèces qui ont justifié la désignation des sites. Une démarche d'étude d'incidences sera alors nécessaire avec pour but de déterminer si le projet peut avoir un impact significatif sur les habitats, les espèces végétales et les espèces animales ayant justifié la désignation du site Natura 2000. Si tel est le cas, l'autorité décisionnaire doit s'opposer au projet (sauf projet d'intérêt public majeur). Seuls les projets qui n'ont pas d'impact significatif peuvent être autorisés.

Les projets pouvant être produits sur le territoire pourront avoir un « effet notable dommageable » sur les zones Natura 2000. Des mesures compensatoires pourront être envisagées selon les conditions suivantes :

1. Absence de solutions alternatives
2. Existence de raisons impératives d'intérêt public

Vu les types de projets, la surface des zones Natura 2000 par rapport à la surface totale du territoire et les effets que ces projets pourraient avoir **il est fortement déconseillé de développer les projets urbanisant à l'intérieur du périmètre du réseau Natura 2000.**

SUIVI DES MESURES CORRECTRICES

Thématique	Action concernée	Mesures ERC/Mesures de renforcement	Indicateur de suivi
Conditions physiques du territoire et ressources naturelles	Action 11 : Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions	Mesures de renforcement <ul style="list-style-type: none"> Prioriser des actions de transformation des habitudes et de réduction de la mobilité avant le passage systématique aux véhicules électriques. 	<ul style="list-style-type: none"> Evolution de la part modale des déplacements
	Action 8 : Développer le solaire thermique et photovoltaïque	Mesures ERC <ul style="list-style-type: none"> Accompagner la campagne de sensibilisation au déploiement du solaire, avec une communication appropriée sur la problématique des ressources. Mettre en avant les systèmes les plus adaptés et moins consommateurs de ressources, répertoriés dans un guide à destination des particuliers, entreprises et collectivités. 	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation du guide d'aide à la décision Sensibilisation réalisée (ex : nombre de guides distribués/transmis)
Paysages naturels et patrimoine bâti	Action 1 : Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement	Mesures ERC <ul style="list-style-type: none"> Identifier les éléments architecturaux qui forgent l'identité du territoire Sensibiliser les porteurs des projets de la rénovation pour les bâtiments concernés Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Réaliser des actions de sensibilisation en parallèle du développement de l'action pourrait limiter les incidences potentielles 	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'un inventaire des éléments architecturaux risquant de disparaître suite à des travaux de rénovation Evolution du nombre d'éléments architecturaux suite à la réalisation de travaux de rénovation
	Action 2 : Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH		
	Action 5 : Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux		
	Action 18 : Assurer le suivi du schéma des liaisons douces	Mesures ERC <ul style="list-style-type: none"> Favoriser des zones déjà urbanisées S'assurer de l'insertion paysagère des infrastructures à intégrer dans la commande publique Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Intégrer des éléments naturels autour des zones de covoiturage par le biais du génie écologique 	<ul style="list-style-type: none"> Evolution de l'occupation des sols/urbanisation dédiée à la mobilité douce
	Action 19 : Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux		
	Action 7 : Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire	Mesures ERC <ul style="list-style-type: none"> Porter une réflexion sur l'intégration paysagère des systèmes de géothermie 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de projet portant une réflexion sur l'intégration paysagère

Thématique	Action concernée	Mesures ERC/Mesures de renforcement	Indicateur de suivi
Biodiversité et trame verte et bleue	Action 1 : Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Mettre à jour (ou produire) les inventaires des gîtes de chiroptères et de suivi faunistique en général Sur les sites sensibles, se faire accompagner par un écologue Mobiliser les associations locales 	<ul style="list-style-type: none"> Diagnostic des gîtes en milieu urbain initié Communication réalisée (ex : nombre d'associations contactées) Nombre de communes réalisant une extinction de l'éclairage public la nuit Etude de pollution lumineuse initiée
	Action 2 : Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place une communication sur la question des gîtes et la rénovation pourrait être un plus (se rapprocher de la LPO par exemple) 	
	Action 5 : Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Accompagner l'optimisation d'éclairage par une étude de pollution lumineuse 	
	Action 37 : Initier aux gestes écocitoyens	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser des extinctions dans les communes lorsque c'est possible Porter une réflexion à une trame noire sur le territoire 	
	Action 18 : Assurer le suivi du schéma des liaisons douces	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Favoriser des zones déjà urbanisées S'assurer de l'insertion paysagère des infrastructures à intégrer dans la commande publique 	<ul style="list-style-type: none"> Evolution de l'occupation des sols/urbanisation dédiée à la mobilité douce Part d'infrastructures faisant appel au génie écologique
	Action 19 : Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Intégrer des éléments naturels autour des zones de covoiturage par le biais du génie écologique 	
	Action 8 : Développer le solaire thermique et photovoltaïque	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Privilégier des espaces avec un faible impact pour la biodiversité (friches industrielles par exemple) Une étude d'impact sera obligatoire 	<ul style="list-style-type: none"> Evolution de l'occupation des sols/urbanisation dédiée au solaire thermique et photovoltaïque Part des projets ayant fait l'objet d'étude d'impact

Thématique	Action concernée	Mesures ERC/Mesures de renforcement	Indicateur de suivi
Biodiversité et trame verte et bleue	Action 30 : Développer le tourisme fluvial	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une gestion des déchets capables d'absorbée la différence de quantité entre la saison touristique et la saison creuse. 	<ul style="list-style-type: none"> • Quantité de déchets présents dans les cours d'eau (différence saison touristique et saison creuse)
Consommation d'espace	Action 18 : Assurer le suivi du schéma des liaisons douces	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser la réutilisation d'espaces déjà urbanisés pour l'implantation d'infrastructures pour la mobilité • Choisir des matériaux adaptés, perméables et végétalisés pour limiter l'impact de l'artificialisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution de l'occupation des sols/urbanisation dédiée à la mobilité douce • Part des infrastructures utilisant des matériaux adaptés
	Action 19 : Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux		
	Action 8 : Développer le solaire thermique et photovoltaïque	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> • Privilégier des espaces avec un faible impact pour la biodiversité (friches industrielles par exemple) 	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution de l'occupation des sols/urbanisation dédiée au solaire thermique et photovoltaïque et à la méthanisation • Part des infrastructures utilisant des matériaux adaptés
	Action 9 : Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> • Favoriser des espaces déjà urbanisés • Limiter la consommation d'espaces inutiles avec des infrastructures calibrées • Instituer la notion de perméabilisation des sols lorsque c'est possible (parkings) 	
Ressource en eau	Action 30 : Développer le tourisme fluvial	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> • Evacuer les eaux usées uniquement dans des endroits spécialement dédiés (par exemple, éco-marines). • Utiliser les installations de lavage uniquement sur le rivage 	<ul style="list-style-type: none"> • Création de lieux spécialement dédiés à l'évacuation des eaux usées

Thématique	Action concernée	Mesures ERC/Mesures de renforcement	Indicateur de suivi
Risques	Action 18 : Assurer le suivi du schéma des liaisons douces	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Favoriser des zones déjà urbanisées S'orienter sur des infrastructures perméables 	<ul style="list-style-type: none"> Evolution de l'occupation des sols/urbanisation dédiée à la mobilité douce Part des infrastructures utilisant des matériaux adaptés
	Action 19 : Poursuivre le déploiement d'aires et de pôles multimodaux		
	Action 7 : Soutenir le recours à la géothermie sur le territoire	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les acteurs sur le sujet des risques potentiels de la géothermie sur les mouvements de terrain Veiller à bien intégrer la question des risques dans les études de faisabilité 	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des acteurs réalisée Notion de risque présente dans les études de faisabilité
	Action 9 : Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'implantation dans des zones déjà artificialisées Limiter l'imperméabilisation dans le cadre de nouvelles constructions 	<ul style="list-style-type: none"> Part des infrastructures utilisant des matériaux adaptés
Pollutions et nuisances	Action 1 : Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Garantir des chantiers limitant la diffusion de particules fines dans l'air et la mise en place de moyens d'atténuation acoustique (bâches) Intégrer la question des nuisances et des pollutions dans la commande publique 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de chantier ayant fait l'objet de mesures sur les nuisances et pollutions Part des marchés publics ayant fait l'objet de mesures particulières sur la pollution et les nuisances sonores Nombre d'actions de communication réalisées Nombre de communes réalisant une extinction de l'éclairage public la nuit
	Action 2 : Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH		
	Action 5 : Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser et communiquer sur la problématique des nuisances et pollutions 	
	Action 37 : Initier aux gestes écocitoyens	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Accompagner l'optimisation d'éclairage par une étude de pollution lumineuse Réaliser des extinctions dans les communes lorsque c'est possible 	

Thématique	Action concernée	Mesures ERC/Mesures de renforcement	Indicateur de suivi
Pollutions et nuisances	Action 9 : Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les acteurs sur les questions d'épandage 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'actions de sensibilisation menées
	Action 30 : Développer le tourisme fluvial	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Faire une maintenance régulière des moteurs et des pièces d'isolation Considérer l'introduction de navires silencieux à propulsion électrique (bien que les capacités et le rayon d'action soient limités) dans des zones naturelles sensibles pour limiter les perturbations 	<ul style="list-style-type: none"> Pourcentage de la flotte en navires à propulsion électrique
Déchets	Action 1 : Conseiller et accompagner les propriétaires dans la rénovation de leur logement	Mesures ERC : <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les acteurs de la filière du BTP Travailler sur la performance des filières déchets du BTP et déchets liés au changement des systèmes de chauffage et sur la valorisation de ces déchets 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'actions de sensibilisation des acteurs de la filière BTP réalisées
	Action 2 : Poursuivre la réflexion pour développer des OPAH		
	Action 5 : Élaborer un programme de rénovation des bâtiments intercommunaux et communaux		
	Action 11 : Faciliter le déploiement des véhicules à très faibles émissions	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Prioriser dans le discours des actions de transformation des habitudes et de réduction de la mobilité avant le passage systématique aux véhicules électriques 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'actions de sensibilisation des acteurs et du grand public à la transformation des habitudes réalisées
	Action 9 : Promouvoir la valorisation et la réutilisation des biodéchets en accompagnant les projets de méthanisation	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Il s'agira d'être vigilant sur la gestion des déchets et des eaux usées issues de processus de méthanisation 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'actions de sensibilisation des porteurs de projets de méthanisation à la question des déchets réalisées
	Action 8 : Développer le solaire thermique et photovoltaïque	Mesures de renforcement : <ul style="list-style-type: none"> Porter une réflexion sur les matériaux recyclables Sensibiliser les acteurs sur le sujet 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'actions de sensibilisation sur les matériaux recyclés réalisées